

سكان العالم

Le Monde

Sept pages
d'offres
d'emploi

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16009 - 7 F

MERCREDI 17 JUILLET 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'assurance-maladie sera gérée par la CFDT et le patronat

UNE ÉTAPE IMPORTANTE de la réforme de la Sécurité sociale a été franchie, mardi 16 juillet, avec l'élection de Jean-Marie Spaeth (CFDT) à la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Il remplace Jean-Claude Mallet (Forces ouvrières), dont l'organisation a vigoureusement dénoncé le plan Juppé. La CFDT devra compter avec le patronat, dont le poids s'accroît. Les conseils d'administration des autres organismes devaient être renouvelés mardi et mercredi. L'assurance-vieillesse va à la Confédération générale des cadres. L'organisme qui gère la trésorerie du régime général revient au CNRP. Dans un entretien au *Monde*, le président de la Mutualité française, Jean-Pierre Davant, précise la politique qu'il entend mener à l'assurance-maladie pour transformer le système de santé.

Lire page 6
et notre éditorial page 11

Les Bourses européennes chutent dans le sillage de Wall Street

Paris reculait de 1,7 % mardi matin, Londres de 1,75 % et Francfort de 1,6 %

POUR la troisième fois en dix jours, la Bourse de New York, secouée par les révisions à la baisse des résultats des firmes américaines de haute technologie, a été victime d'un accès de faiblesse. L'indice Dow Jones a connu, lundi 15 juillet, sa plus forte baisse depuis le mois de mars, avec un recul de 161,05 points (-2,92 %).

Cet indice avait cédé 2,01 % le 5 juillet et 1,48 % le 11 juillet. Le recul atteignait 6,2 % depuis le début du mois. Cette baisse s'est répercutée aux places financières européennes. Paris perdait 1,7 % mardi 16 juillet dans la matinée, Londres, 1,75 %, Francfort 1,6 % (sur les transactions informatiques), Madrid, Bruxelles et Amsterdam plus de 2 %.

Les analystes craignent la réaction des épargnants américains, qui ont investi massivement à Wall Street au cours des derniers mois afin de profiter d'une hausse presque sans précédent (55 %) entre décembre 1994 et juin 1996.

Lire pages 14 à 16



Le déménagement de Jussieu aurait lieu à l'automne 1997

Un nouveau campus prévu sur la ZAC Rive gauche

QUAND aura lieu le déménagement du campus de Jussieu, à Paris, annoncé dimanche 14 juillet par le président de la République ? « Avant la fin de l'année », indiquait-il. « Je n'ai pas précisé s'il s'agissait de l'année civile ou de l'année universitaire », a remarqué le lendemain, en aparté, le chef de l'État en s'adressant au ministre de l'Éducation nationale.

Il est probable, en effet, que le déménagement des 40 000 étudiants et des 10 000 enseignants chercheurs et personnels, rendu nécessaire par les travaux de désamiantage des locaux, aura lieu lors de la rentrée universitaire de l'automne 1997 et non pas avant la fin de l'année civile 1996. Un tel délai permettrait d'élaborer dans de meilleures conditions un plan de réorganisation des deux universités parisiennes.

Cette précision répond à l'inquiétude des présidents des universités Paris-VI et Paris-VII, ainsi qu'à celle du directeur de l'Institut de physique du Globe, qui déclaraient lundi 15 juillet : « Une décision de fermeture aussi rapide est un arrêt de mort pour deux grandes

universités françaises constituant un des pôles mondiaux de la recherche scientifique ».

Lundi soir, ces responsables ont rencontré le maire de Paris, Jean Tiberi, qui leur a fait diverses propositions. L'une d'elles pourrait être la mise à disposition provisoire des locaux de Bercy-expi, sur la rive droite de la Seine. Le déménagement du campus de Jussieu n'est d'ailleurs pas une mauvaise affaire pour la ville de Paris, à la recherche d'une solution à l'aménagement de la ZAC Seine-Rive gauche. Celle-ci pourrait accueillir - à titre définitif - un nouveau campus.

Lundi, François Bayron, ministre de l'Éducation nationale, a annoncé la création d'une mission permanente associant, outre les présidents d'université, les représentants des étudiants, des enseignants et des personnels, ainsi que le Comité anti-amiante. Cette structure sera chargée de préparer des mesures d'urgence qui seront annoncées avant la fin du mois de juillet.

Lire page 32

La pêche aux amendes au large de Guernesey

PÊCHER dans les eaux de la britannique Ile de Guernesey recèle bien des pièges. Plusieurs milliers d'arraisonnements à quelques encablures des côtes normandes en ont ainsi récemment fait les frais. Le dernier en date a été condamné par le Magistrate's Court de Guernesey, au début du mois de juillet, à une peine de 10 000 livres (environ 80 000 francs), après avoir passé quelques jours en prison pour avoir chalandé dans les zones britanniques. Une peine sans commune mesure avec l'infraction relevée, et de beaucoup supérieure à celles infligées par les juges français ou anglais dans des affaires similaires.

Mais l'exception a ses raisons. Il s'agissait d'éviter aux petits bateaux de remonter vers la côte anglaise, en cas d'infraction, afin que le capitaine se présente au tribunal. Le gouvernement britannique a donc annoncé, en septembre 1992, qu'il avait procédé à une délégation de pouvoir confiée aux autorités de l'île anglo-normande. Depuis cette date, et avec

l' accord du gouvernement français, les autorités de Guernesey exercent les contrôles techniques sur la pêche et disposent du pouvoir d'engager des poursuites.

Elles ne s'en privent guère et appliquent leur droit interne. Jusqu'au dernier procès, les peines étaient en constante augmentation. La première infraction, en octobre 1993, avait été sanctionnée à hauteur de 500 livres (4 000 francs), et l'avant-dernière, en janvier 1996, avait permis d'atteindre le chiffre record de 51 000 livres (408 000 francs). L'argumentaire développé par les magistrats insiste sur leur volonté de mettre fin aux pratiques de pêche illégales, même si les infractions ne s'appliquent pas en l'espèce à des récidivistes. La justice de Guernesey agit comme si, par exemple, l'amende infligée pour excès de vitesse augmentait à chaque passage d'un nouveau conducteur en infraction, à la seule fin de dissuader les suivants.

Mais l'argent n'est pas tout. Impliqués dans

ces procès, après un arrondissement, les pêcheurs français ont cherché assistance auprès d'avocats français qui se sont vu, à chaque fois, refuser le droit de plaider devant la cour de Guernesey. Ils ont seulement obtenu le droit de s'asseoir au côté du défenseur local. Et ce au mépris des règles communautaires, pourtant intégrées au droit anglais, qui permettent - depuis 1977 - à tout avocat de l'Union européenne de plaider dans toute juridiction de l'Union.

L'affaire a provoqué l'agacement du dernier avocat en date. Il s'est certes félicité que l'amende infligée soit plus faible que lors des précédents procès et que la spirale inflationniste soit ainsi brisée. Mais, pour mettre fin à une situation qu'il juge « abracadabrante », il a décidé de saisir la Commission de l'Union européenne d'une plainte pour non-respect, par le Royaume-Uni, du droit communautaire.

Denis Hautin-Guizant

Lire page 8

La voiture électrique démarre

LANCÉ en juillet 1995, le dispositif d'incitation à l'achat d'un véhicule électrique (5 000 francs versés par l'État et 10 000 francs accordés par EDF) a permis de mettre en circulation quatorze cents voitures « propres ». Ce bilan, qui porte à trois mille le nombre de ces engins en France (soit le tiers du parc européen), est en deçà des prévisions des pouvoirs publics et des constructeurs, qui tablaient sur sept mille immatriculations d'ici à la fin 1996. Renault et PSA demandent que les aides, valables jusqu'à la fin de l'année, deviennent permanentes.

Lire page 8

Europe chrétienne, Europe laïque

À LA DIFFÉRENCE de son prédécesseur qui ne manquait pas une occasion de promouvoir l'idée européenne, Jacques Chirac n'a pas jugé utile, dans ses déclarations du 14 juillet, d'appeler les Français à se mobiliser pour continuer à bâtir l'Europe. C'est la preuve que, pour le chef de l'État, la construction européenne n'apparaît pas aujourd'hui de nature à dissiper « l'inquiétude profonde » de la population, ni à lui offrir des motifs d'espérance.

C'est pour tenter de comprendre la désaffection de l'opinion publique en France à l'égard de l'Union européenne, et éventuellement de la combattre, que les participants aux XI^{es} Rencontres de Pétrarque, organisées par France-Culture en association avec *Le Monde*, ont été invités à s'interroger, du 15 au 19 juillet à Montpellier, non seulement sur les bénéfices de l'Europe, mais aussi et surtout sur ses impasses, ses contradictions, ses dangers. Dangers contre lesquels une partie des Français a voulu mettre en garde le gouvernement lors du vote sur le traité de Maastricht, puis, d'une autre manière, il y a quelques mois, au cours des grèves et manifestations de novembre-décembre. Dangers que redoutent en particulier ceux qui sont attachés à « l'exception française » et qui craignent que celle-ci ne s'efface sous la pression d'une Europe rétive aux grands principes européens.

Le débat sur l'Europe est depuis longtemps déjà au centre des controverses politiques en France, mais les Rencontres de Pétrarque ne l'avaient jamais abordé de front. « Depuis les premières rencontres, il y a eu une prise de conscience de l'Europe, d'évoquer son horizon et ses mirages, ses menaces et ses promesses, a rappelé Jean-Marie Boixez, directeur de France-Culture, dans son texte de présentation. Mais nous l'avons fait un peu à la sauvette, comme si nous redoutions d'affronter une réalité trop complexe. » Alors qu'entre en application le traité de Maastricht et que l'Europe, une fois de plus, se penche sur la réforme de ses institutions, le temps était donc venu de réfléchir d'une façon aussi approfondie que possible sur les difficultés que rencontre l'Union européenne et sur les peurs que celle-ci suscite en France. Pour que la diversité des cultures propres au Vieux Continent ne soit affaiblie par une homogénéisation dont les États-Unis, puissance dominante dans bien des domaines, pourraient être en fin de compte les principaux bénéficiaires. Pour que le libéralisme généralisé au nom duquel se construit l'Europe de Maastricht ne creuse la « fracture sociale » que Jacques Chirac a solennellement dénoncée au cours de sa campagne électorale. Pour que la mondialisation ne trouve dans l'Europe non le môle de résistance que prétendent ériger les pro-européens, mais au contraire

le relais qui permettrait à l'économie internationale de briser les dernières barrières nationales. Pour que la tradition européenne, tout à la fois « chrétienne et laïque » selon le libellé paradoxal du premier débat, lundi 15 juillet, ne se révèle trop faible pour faire obstacle aux intégrismes et aux fondamentalismes de tous ordres. Ces peurs, il est vrai, ne sont pas nouvelles. L'Europe, comme l'a expliqué Remy Brague, professeur de philosophie à l'université Paris-1, a toujours souffert d'un « complexe d'infériorité », qui a créé chez elle un sentiment de « déséquilibre » et une sorte de « nostalgie ». Pourquoi ? C'est que la civilisation européenne apparaît, au regard des autres, « anormale ». D'abord parce qu'elle ne sait pas où se situent ses frontières, à la différence d'autres civilisations, chinoise ou indienne par exemple. Au point qu'elle en est réduite à se définir par la conscience qu'en ont ses membres (« Nous sommes des Européens ») ou par celle qu'en ont les autres (« Vous êtes des Européens »). Ensuite parce qu'elle se réfère à deux sources au lieu d'une : Athènes et Jérusalem. Enfin parce que ces deux villes-sources sont extérieures à elle. De là cette incertitude qui taraude toujours les Européens.

Thomas Perrenz

Lire la suite page 11

Avignon et la naissance de l'Europe

VOICI la naissance de l'Europe. Celle que concourent les dieux de l'Olympe dans leur grande sagesse et leur grande folie car, à cette époque, les dieux eux-mêmes étaient un peu fous. Et cet enfantement éclaboussera de sang les rivages de la Méditerranée. Le Roumain Silviu Purcaru, installé depuis cette année à la direction du Centre dramatique national de Limoges, a fait un assemblage, une mise en forme des textes d'Eschyle. Il en a créé un spectacle où les mots ont moins d'importance que l'émotion qui émane du mouvement des corps des cinquante filles et cinquante garçons - c'est énorme - qui se meuvent dans le chœur de pierre de la carrière Boulbon, à l'écart d'Avignon, au cœur de la nuit. Le spectacle est interprété en français par des acteurs roumains qui jouent en phonétique, comme une musique. Il faut écouter *Les Danaïdes*, spectacle singulier, avec les yeux. Le public en est resté parfois désorienté.

Lire page 28

Ménage d'été à France 2



XAVIER GOUYOU BEAUCHAMPS

SUCCESSOR de Jean-Pierre Elkabbach à la tête de France Télévision, Xavier Gouyou Beauchamps a mis peu de temps à instaurer de nouvelles relations avec les animateurs-producteurs. Après un accord avec Jean-Luc Delarue, puis les redéfinitions de contrats liant France 2 avec Nagui et Mireille Dumas, la direction de la chaîne publique a décidé de mettre fin au contrat d'Arthur.

Lire page 18

International	2	Aujourd'hui	17
France	6	Abonnements	20
Société	8	Météorologie	20
Horizons	9	Mots croisés	20
Carrel	12	Amours d'été	21
Entreprises	14	Culture	28
Finances/marchés	15	Radio-Télévision	31

M 0147 - 0717 - 7 00 F



France Telecom

COMMERCE Les ministres des affaires étrangères des Quinze se sont entendus à l'unanimité, lundi 15 juillet, sur une série de mesures de rétorsion contre les États-Unis, si

ceux-ci poursuivaient la mise en application de la loi Helms-Burton, renforçant l'embargo américain contre Cuba. **ALORS QUE** BILL CLINTON devait annoncer mardi 16 juillet, s'il

suspend ou non une des dispositions les plus controversées de ce texte, la Maison Blanche et le département d'État ont dénoncé les mesures de représailles brandies par les

Européens et appelé leurs partenaires à ne pas provoquer une escalade dans les relations commerciales. **LE CONFLIT** fait déjà l'objet d'un arbitrage au sein de l'Organisation

mondiale du commerce, qui tend à devenir une caisse de résonance des conflits opposant les États-Unis à leurs principaux partenaires commerciaux.

L'Europe se mobilise contre la politique d'embargo des États-Unis

Les Quinze, unanimes dans leur condamnation de la loi Helms-Burton, menacent les Américains de représailles s'ils persistent à vouloir imposer aux entreprises étrangères l'embargo contre Cuba, l'Iran et la Libye

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant
« Le Conseil a été rapide dans ses délibérations, unanime dans ses conclusions, ferme dans sa condamnation, autant que résolu et déterminé dans sa volonté d'agir » : tels sont les termes, empreints d'une mâle énergie, employés par Sir Leon Brittan, le commissaire chargé de la politique commerciale, pour résumer l'échange de vues qu'ont eu lundi 15 juillet les ministres des affaires étrangères des Quinze à propos de leur différend avec les États-Unis relatif à la loi Helms-Burton. Cette dernière permet aux Américains de sanctionner les entreprises canadiennes, mexicaines, européennes et autres faisant des affaires avec Cuba.

A ce stade, les ministres européens ne pouvaient guère faire plus que de montrer leur volonté de réagir, si un coup d'arrêt n'était pas donné à ce que Jacques Santer, le président de la Commission, a qualifié de « comportement unilatéral et, à tous égards, inacceptable ». Ils attendent en effet la décision que le président Bill Clinton devait prendre au plus tard mercredi matin (heure européenne). Le président Santer lui a adressé une lettre, la semaine dernière, lui demandant de suspendre pour six mois, comme il en a le pouvoir, les dispositions du chapitre 3 de la loi Helms-Burton, qui permet aux entreprises américaines s'estimant lésées par le régime castriste de réclamer des



compensations à leurs concurrents de pays tiers ayant d'une manière ou d'une autre pris leur place à Cuba.

Ces indemnités pourraient atteindre des sommes considérables. Aussi est-ce la partie de la loi que les Européens considèrent comme la plus dangereuse et sur laquelle ils ont concentré leurs efforts diplomatiques les semaines passées. Ils n'en apprécient pas pour autant le chapitre 4 de la législation, déjà appliqué, qui prévoit la possibilité d'intervente l'octroi de visas - donc l'accès au territoire américain - aux dirigeants des entreprises, qui se

trouveront ainsi placés dans le collimateur des juges outre-Atlantique. Une telle mesure d'ostracisme a déjà été décrétée par un tribunal américain à l'égard du groupe hôtelier espagnol Sol Melia.

PRÉJUDICE
La déclaration adoptée lundi par les ministres des Quinze fait état de l'inquiétude que suscitent en Europe, tant la législation sur Cuba, que les projets similaires (loi D'Amato) concernant l'Iran et la Libye. Pour la France, Hervé de Charette l'a rappelé, ce second dispositif législatif, permettant

aux tribunaux américains des interventions extraterritoriales, pourrait avoir des conséquences bien plus considérables encore que la loi Helms-Burton. Les groupes pétroliers et parageoliers, en particulier, pourraient s'en trouver affectés.

Les Quinze ont annoncé lundi avoir prévu une série de mesures de représailles à mettre en œuvre, le cas échéant, pour répondre au préjudice subi par les entreprises communautaires du fait de la législation américaine.

L'Union demandera l'arbitrage de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). « Cette loi Helms-Burton, comme le projet de loi D'Amato, est directement contraire aux règles qui régissent le commerce international », a souligné M. de Charette. L'Union européenne a déjà porté le cas devant l'OMC. Conformément aux procédures de cette dernière ayant trait au règlement des différends, l'UE a engagé une phase de consultations avec les États-Unis. Sans résultat. Bruxelles peut donc maintenant demander l'instauration d'un « panel », c'est-à-dire d'une enceinte d'arbitrage. Ensuite, si le panel donne tort aux Américains, l'Union sera en droit de réclamer des sanctions commerciales à leur encontre.

A l'instar de ce que font les États-Unis, l'UE pourrait également restreindre l'octroi de visas aux représentants des compagnies américaines. Ce qui signifierait la réintroduction de visas par les pays membres qui n'en réclament

plus aux ressortissants américains. D'autre part, la déclaration des Quinze prévoit la faculté, pour les entreprises communautaires victimes de la législation américaine, de s'adresser à des tribunaux de l'Union afin de demander réparation. Celle-ci serait alors prélevée sur les avoirs desdites entreprises américaines en Europe. Une telle « législation miroir » existe dans

plusieurs autres législations nationales, mais ne trouve pas ensuite le courage d'agir. « Personne, aux États-Unis, ne doit se tromper. Une erreur d'appréciation serait lourde de conséquences. La France, et elle n'est pas seule, fera preuve d'une grande détermination pour que l'Union réagisse avec force en cas de nécessité », a averti M. de Charette. M. Brittan a exprimé un sentiment analogue, ajoutant cepen-

L'exception chinoise

Dans un entretien à la nouvelle chaîne d'informations câblée MSNBC, lundi 15 juillet, Bill Clinton, tout en notant : « Les progrès de Pékin dans le domaine des droits démocratiques sont encore ambigus », s'est prononcé contre le recours à des sanctions économiques, comme le refus de renouer avec la Chine le statut de la nation la plus favorisée. « Imposer des sanctions économiques ne rendra pas la Chine plus démocratique », a-t-il souligné, sans craindre de se voir reprocher une certaine lâcheté dans le refus de l'arme économique selon qu'il s'agit de Pékin, de Cuba, de Tripoli ou de Téhéran. « Je crois qu'il y a plus de probabilités que la Chine devienne plus démocratique s'il y a des progrès économiques, si nous avons des relations régulières avec elle, si nous ne lui portons pas de coups lorsque nous ne sommes pas d'accord avec elle quand elle viole les droits de l'homme ou fait quelque chose que nous désapprouvons », a-t-il conclu.

certaines États membres, telle la Grande-Bretagne, mais devrait être introduite là où elle fait défaut. C'est le cas notamment en France.

Enfin, les Quinze évoquent la mise en observation (watch list) des entreprises américaines qui auront jugé opportun de prendre ainsi appui sur le chapitre 3 de la loi Helms-Burton pour « aggraver » des compagnies de l'UE.

Confrontée à un litige avec les États-Unis, souvent l'Europe se-

demment que personne ne considérerait cet incident de parcours comme s'apparentant à une crise dans les relations transatlantiques. « Ces relations sont trop profondes, trop nécessaires aux deux parties, pour être remises en cause. Mais cela ne signifie pas que nous perdions le droit de défendre l'Union contre une législation unilatérale, injustifiée, qui nous porte préjudice », a-t-il fait valoir.

Philippe Lemaître

De Cuba à l'Iran et à la Libye

● L'Union européenne réalise 45 % du commerce international de Cuba. Le premier pays partenaire de l'île est le Canada, avec un volume d'échanges annuels de 500 millions de dollars (2,5 milliards de francs). 100 000 touristes canadiens vont à Cuba chaque année et il existe plus d'une trentaine de joint ventures entre entreprises. Les échanges commerciaux de la France avec Cuba s'élèvent à 1,1 milliard de francs (dont 850 millions de francs d'exportations françaises). Une vingtaine d'entreprises françaises y sont représentées.

L'investissement étranger s'est accru rapidement ces cinq dernières années, à la faveur de nouvelles lois cubaines (le nombre des joint ventures est passé de 60 en 1992 à 230 en 1995). En Europe, l'Espagne est le premier partenaire commercial de Cuba, notamment dans le tourisme, avec le groupe hôtelier Sol Melia. Les autres grandes sociétés européennes visées par la loi Helms-Burton sont la compagnie italienne de téléphone STET, la société d'État espagnole pour le tabac Tabacalera, l'industrie sucrière britannique et Unilever.

● En mai 1995, Bill Clinton a décidé de suspendre tous les échanges commerciaux et tous les investissements des États-Unis avec l'Iran. Depuis, sous l'impulsion du sénateur républicain Alfonse D'Amato, le Congrès étudie une législation qui, sur le modèle du texte Helms-Burton, institue des sanctions contre les entreprises américaines et étrangères qui investissent et commercent avec l'Iran ou la Libye. Sans doute visées les entreprises fournissant une technologie et des équipements ou investissant au moins 40 millions de dollars en Iran ou en Libye. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France sont particulièrement concernées au sujet de l'Iran. Total, qui a signé un accord avec Téhéran sur les champs pétroliers de Sirri, a bénéficié du retrait de la compagnie américaine Conoco.

Bill Clinton entre la croisade anticastriste et le risque d'une guerre commerciale

WASHINGTON
de notre correspondant
Quelles seraient les retombées de politique intérieure d'une véritable crise entre Washington et les Quinze à propos de la loi Helms-Burton ? S'il prend le risque d'une détérioration des relations transatlantiques et américano-canadiennes, Bill Clinton s'affirme certes en défenseur de l'industrie nationale et de l'influence communautaire américano-cubaine de Floride. Laquelle de ces deux options renforce davantage son autorité politique, et donc ses chances de réélection en novembre ? Tel est le dilemme auquel est confronté le président américain.

M. Clinton devait décider, avant mardi midi, s'il faisait usage de son droit de suspendre - pendant une période de six mois renouvelable - les dispositions les plus controversées de la législation visant à renforcer l'embargo économique contre La Havane, en dissuadant tout investissement étranger à Cuba. Celles-ci sont contenues dans l'article 3, qui autorise les ressortissants

américains à poursuivre en justice les compagnies étrangères exploitant des actifs ayant appartenu à des Américains et qui ont été confisqués depuis la révolution castriste.

POUVOIR EXTRATERRITORIAL
Devant le tollé international soulevé par ces mesures, ainsi que par la récente décision de l'administration de refuser tout visa d'entrée aux États-Unis aux dirigeants et actionnaires de la société canadienne Sheritt International, M. Clinton hésitait encore, lundi soir, sur la conduite à tenir, tout en affichant sa volonté de continuer à « faire pression » sur Cuba. Washington a demandé à l'Union européenne de ne pas provoquer une « escalade », en adoptant des mesures de représailles. Sachant qu'il lui est difficile de convaincre sur le plan des principes juridiques - car il s'agit bien de conférer un pouvoir extraterritorial à la législation américaine -, la Maison Blanche s'est placée sur le terrain politique.

Les Européens, souligne-t-elle, feraient

mieux de rejoindre les États-Unis dans leur combat idéologique contre le communisme cubain, au lieu de poursuivre des objectifs qu'ils présentent comme mercantiles. Robert Rubin, le secrétaire au Trésor, a rappelé qu'il s'agissait de prendre des mesures « pour protéger la démocratie et nos intérêts nationaux en matière de sécurité ». La remarque est significative du divorce entre les États-Unis et l'UE à propos de Cuba : Washington s'obstine depuis plus de trois décennies à agir comme si le renforcement du blocus contre l'île allait provoquer la chute de Fidel Castro, alors que la plupart des autres pays, tout en jugeant la position américaine archaïque, misent sur l'écroulement des liens commerciaux avec La Havane.

Depuis deux ans, l'administration démocrate avait amorcé une trêve décente dans les relations américano-cubaines, mais ce processus a été brutalement interrompu lorsque la chasse cubaine a abattu deux avions civils américains, le 24 février. C'est pour répondre à l'émotion soulevée par cet

incident que Bill Clinton a finalement approuvé, à contre-cœur, la loi Helms-Burton, que l'ancien président Jimmy Carter qualifie de « stupide ». Le chef de la Maison Blanche peut-il à nouveau changer d'avis, au risque de prêter le flanc aux critiques des républicains et de mécontenter l'électorat cubano-américain de Floride et du New Jersey, deux États-clés du scrutin présidentiel ?

Mais l'option inverse n'est pas exempte d'inconvénients : outre le risque de paraître céder aux pressions du Parti républicain, l'application de la loi Helms-Burton pourrait entraîner d'importantes conséquences économiques pour l'industrie américaine, en raison des représailles. La perspective d'une véritable « guerre commerciale » avec la communauté européenne ne constitue pas la meilleure stratégie de campagne électorale. Quel que soit son choix, Bill Clinton ne pourra donc pas éviter des conséquences politiques négatives.

Laurent Zecchini

L'OMC est devenue la caisse de résonance des conflits opposant Washington à ses partenaires

GENÈVE
de notre envoyé spécial
Les divergences d'intérêts entre les États-Unis et leurs principaux partenaires se reflètent de plus en plus dans le fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que ce soit à travers le mécanisme de règlement des différends ou dans les grandes négociations sectorielles. Tel est le constat qui se dégage, un an et demi après l'entrée en fonctions de l'OMC, alors que se prépare déjà la réunion ministérielle qui se tiendra du 9 au 15 décembre à Singapour pour dresser un premier bilan et se pencher sur les activités futures de l'organisation.

Un nouvel exemple de la réticence des États-Unis à jouer le jeu du multilatéralisme a été fourni lors des récentes négociations sur la libéralisation des transports maritimes, suspendues jusqu'en l'an 2000 faute d'accord à la date butoir du 30 juin. Insatisfait des offres des autres pays pour accéder à leurs ports et à leurs services, les Américains se sont refusés à prendre des engagements. Ils ont aussi obtenu que les discussions soient ajournées jusqu'à la fin du

siècle, alors que l'Union européenne aurait souhaité les reprendre dans un délai plus rapproché. Pour sauvegarder les résultats déjà acquis, les cinquante pays impliqués dans les négociations doivent faire savoir jusqu'à la fin juillet s'ils maintiennent ou modifient leurs offres actuelles.

Les transports maritimes sont la troisième des grandes négociations héritées du cycle de l'Uruguay à s'achever sans résultat immédiat et à être reportée du fait de l'opposition de Washington. En avril, les pourparlers sur la libéralisation des télécommunications avaient dû être prolongés jusqu'au 15 février 1997. En juillet 1996, les États-Unis n'ont pas voulu donner leur aval à l'accord intérimaire sur les services financiers que l'Union européenne avait attaché à des offres de certains pays, asiatiques notamment.

Pour sortir de l'impasse, et plutôt que de discuter au cas par cas, il est question d'organiser au tournant du siècle une nouvelle grande série de négociations à l'image du cycle de l'Uruguay. Les discussions sur les transports maritimes re-

prendraient dans le cadre de ce nouveau cycle dont le lancement pourrait être annoncé à la conférence ministérielle de Singapour. Cependant, le directeur général de l'OMC, Renato Ruggiero, espère que certains des dossiers bloqués pourront être réglés entre-temps, en particulier pour ce qui concerne les services financiers et les télécommunications. Dans ces deux domaines, l'industrie des services fait pression pour que soit respecté le calendrier. A l'issue d'une réunion de trois jours à Genève sous l'égide des « coalitions des industries de services », les représentants de multinationales actives dans ce secteur ont invité l'OMC à redoubler d'efforts.

INNOVATIONS
Sans doute faut-il se garder de tirer des conclusions hâtives sur le fonctionnement de l'OMC un an et demi seulement après ses débuts, estime-t-on dans les milieux diplomatiques. Depuis qu'elle a pris la succession du GATT, la nouvelle organisation, peut-être déjà se féliciter d'avoir réussi à se mettre en place dans les délais prévus. Par rapport au GATT, elle a aussi apporté deux

innovations majeures dans la réglementation du commerce international : l'obligation pour les États membres de souscrire à l'ensemble des accords conclus ; la création d'un mécanisme de règlement des différends à caractère judiciaire et contraignant à deux niveaux, les groupes spéciaux et l'organe d'appel. A en juger par le nombre de litiges portés devant l'OMC, le mécanisme de règlement des différends a pris un bon départ. Début juillet, pas moins de cinquante disputes avaient été examinées ou étaient en cours d'examen. Cinq plaintes ont été déposées par l'organe d'appel : douze ont donné lieu à la constitution d'un groupe spécial (panel). Sur cette cinquantaine de contentieux, une bonne moitié concernait les États-Unis et plusieurs l'Union européenne, ce qui n'est finalement pas étonnant, étant donné la place que ces deux poids lourds occupent dans le commerce mondial. Les États-Unis ont fait l'objet de la première condamnation, prononcée le 20 mai par la cour d'appel, parce qu'ils appliquaient à l'importation d'essence des

normes antipollution jugées discriminatoires par le Venezuela et le Brésil. De l'attitude de Washington dans cette affaire dépend en partie la crédibilité, voire l'avenir, de l'OMC.

Celle-ci tend aussi à devenir une caisse de résonance des tiraillements entre Washington et Bruxelles. L'UE a porté devant l'OMC le conflit sur la loi Helms-Burton, adoptée par les États-Unis pour renforcer l'embargo contre Cuba. De leur côté, les Américains ont déposé des plaintes concernant la politique d'importation de bananes des Quinze, les droits de douane sur les céréales, l'interdiction par l'Union de la viande de bœuf traitée aux hormones. Sur cette dernière question, qui touche aux pratiques sanitaires des uns et des autres, un arbitrage était attendu ces jours-ci à Genève. Washington a tenté de l'éviter par une manœuvre de dernière heure, en annonçant le 15 juillet la levée des mesures de représailles imposées depuis 1988 pour imposer aux Européens de lever leur interdiction.

Jean-Claude Buhner

هنا من النجلى

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 17 JUILLET 1996 / 3

Boris Eltsine a nommé Anatoli Tchoubaïs à la tête de l'administration présidentielle

Une manœuvre pour calmer les luttes de pouvoir au Kremlin ?

Boris Eltsine a nommé, lundi 15 juillet, le libéral Anatoli Tchoubaïs à la tête de l'administration présidentielle, sans doute pour calmer la guerre

de succession qui couve à Moscou en raison de l'état de santé du chef de l'Etat, parti à nouveau « se reposer ». Pendant ce temps, les affrontements se poursuivent en Tchétchénie : dix personnes ont été tuées, dans la soirée de lundi, à Grozny, par des tirs de blindés.

MOSCOU
de notre correspondant
Agé et « fatigué », Boris Eltsine a de nouveau subi un échec. Anatoli Tchoubaïs, son fougant « joker » libéral, est réapparu. Annonçant au dernier moment une rencontre avec le vice-président américain, le président russe est parti « se reposer », lundi, pour deux semaines dans sa datcha de Barvikha, à l'ouest de Moscou. M. Eltsine, qui a besoin de « retrouver ses forces », « de rétablir sa santé », devait cependant rencontrer, mardi, Al Gore. Le maître du Kremlin subira des examens médicaux, même s'il n'y a pas lieu de s'inquiéter de son état de santé, a précisé le porte-parole du Kremlin.

Visiblement choqués par ce contretemps, les Américains ont tenté de faire bonne figure. Le pré-

sident Clinton a déclaré n'avoir « pas de raison de penser » que M. Eltsine ait « une maladie grave ». Bill Clinton a précisé qu'il ne savait pas « exactement de quoi » souffrait le numéro un russe, mais qu'il se sentait « surpris » si celui-ci n'était pas en état de terminer son nouveau mandat. Mais, à Moscou, la plupart des observateurs ont souligné que Boris Eltsine devait avoir de « sérieux problèmes de santé » pour annuler une telle rencontre.

Cependant, en fin de journée, le Kremlin annonçait une « décision géniale » de Boris Eltsine, selon le quotidien libéral *Nezavisimaya Gazeta*, et qui montrait que le président avait encore des ressources politiques. Renvoyant dans sa province le « dur » Nikolai Egorov, il nommait à la tête de l'administration présidentielle Anatoli Tchou-

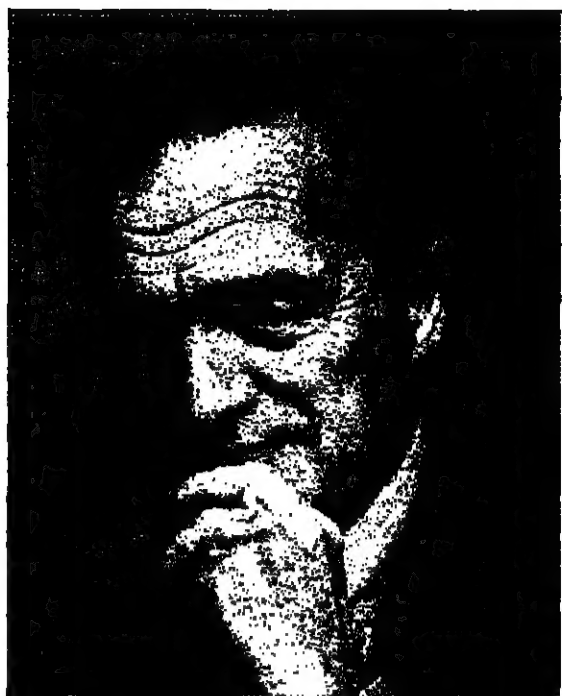
baïs, âgé de quarante et un ans. M. Tchoubaïs avait dû démissionner en janvier de son poste de vice-premier ministre chargé de l'économie pour devenir le financier et l'un des principaux acteurs de la campagne présidentielle. Son rôle au Kremlin sera plus important que celui de son prédécesseur puisqu'il va cumuler les fonctions de premier assistant du président et de chef de l'administration présidentielle.

Mais sans doute sur l'énergie du jeune Tchoubaïs pour compenser sa mauvaise forme physique, le président russe a aussi créé un troisième « centre d'influence » pour contrebalancer les deux pôles qui menaçaient de s'affronter dans une lutte pour le pouvoir et la succession : ceux de M. Lebed et de M. Tchernomyrdine, le premier ministre. Même s'il a affirmé dès sa

nomination qu'il son « grand regret » il ne « s'occuperait pas des questions économiques », M. Tchoubaïs est le garant que les privatisations ne seront pas remises en cause, comme le souhaitait le général Lebed, qui veut punir les « criminels » jusqu'au sein du pouvoir ; au grand déplaisir de M. Tchernomyrdine, garant de la « stabilité », c'est-à-dire des acquis.

Cependant M. Tchoubaïs a toujours plaidé pour que les « amis » de M. Tchernomyrdine, notamment les fameux riches et puissants « barons de l'énergie », payent plus d'impôts et respectent les lois. Il a ainsi annoncé, lundi, que son objectif principal serait de « construire l'Etat », et notamment de renforcer le pouvoir judiciaire.

Jean-Baptiste Naudet



LA TRAVERSÉE

« Ce livre toujours d'une deuxième naissance. Il est un splendide hommage à la vie »

Valérie Collin-Chaban, *Le Magazine littéraire*

« Heureux homme qui sait métamorphoser son être avec la mort en ode à la vie, une bactérie pernicieuse en littérature »

Olivier Le Nègre, *L'Express*

« Ce livre bouleverse. Il nous traverse. Vous n'êtes plus le même une fois que vous l'avez refermé »

Josée Raim, *Paris Match*

« Ecrivain, c'est à coup de mots qu'il chante sa seconde vie. Des mots plus triomphants encore que tous ceux qu'il a déclinés de livre en livre »

Nita Roizman, *Le Nouvel Observateur*

« Le récit de Philippe Labro est d'autant plus poignant qu'il est inséparable de cette réalité de soi qu'impose la "grande peur" des nuits de crêpe. La prévision, la brève, qui sont les meilleures armes de l'écrivain, sont mises ici par un écrivain maître de tous ses moyens, au service d'une confidence intime, difficile, que nous lisons d'un cœur avide et effrayé »

Frédéric Nourissier, *Le Figaro Magazine*

« Philippe Labro a écrit un livre tendu, calme et rythmé, haïssable, très composé, émouvant et passionné. Inattendu »

Josiane Savignac, *Le Monde*

« Labro raconte ses tranchées. Il s'est battu pied à pied. Sans fanfaronnerie, il retrace ses batailles : ni héros ni salaud. Les images défilent à cent à l'heure. L'écrivain veut être précis, vrai, sincère. On ne triche pas avec la mort »

Bernard de Saint-Vincent, *Le Figaro Littéraire*

« Labro signe, dans sa soixantième année, le livre de sa plus grande curiosité »

Geneviève Jurgensen, *Le Cœur*

« Le propos annoncé de l'écriture est mené à son terme, radicalement. Sans fioritures ni échappatoires. Le pari de vérité, de précision documentaire est tenu. Je garde le souvenir technique de la description que Philippe Labro fait de son combat pour la vie. De l'insolence, la cruauté, le bagou de sa voix intérieure »

Jorge Semprún, *Le Journal du Dimanche*

EN JANVIER, quelques semaines à peine après la victoire communiste aux élections législatives, le président Eltsine avait sacrifié Anatoli Tchoubaïs, son jeune premier vice-premier ministre en charge des questions économiques. Responsable des privatisations depuis la fin 1991, M. Tchoubaïs était considéré, en Occident, comme le garant d'une politique économique réformatrice ; en Russie, il était désigné



comme le responsable des longs retards de paiement des salaires, et surtout des abus des privatisations, que ce soit les distributions de coupons à la population, en 1992, ou les cessions d'entreprises aux grandes investisseurs, en 1993.

Quelques semaines après son éviction, M. Tchoubaïs, loin de disparaître, joua un rôle de premier plan dans l'organisation du financement de la campagne électorale de Boris Eltsine. Son influence devint plus manifeste encore entre les deux tours du scrutin. C'est un jeune d'un eutectisme avec le jeune économiste que Boris Eltsine finissait, le 20 juin, le mariage de trois

« faucons » du régime, Alexandre Korjakov, Mikhaïl Barsoukov et Oleg Soskovets. Lorsque, âgé de trente-neuf ans seulement, il accéda au poste de « premier » vice-premier ministre, M. Tchoubaïs fut considéré comme le numéro « deux bis » du gouvernement, à égalité, justement, avec Oleg Soskovets. Certains disaient déjà, à l'époque, que Boris Eltsine se cherchait un dauphin, et voulait s'appuyer sur cet homme à l'agilité d'esprit réputée. Avec sa nomination au poste de chef de l'administration présidentielle, M. Tchoubaïs ajoute donc une étape à un parcours sans fin.

Né en 1955 en Biélorussie, où son père était militaire, il devient membre de l'Institut des ingénieurs-économistes de Leningrad, anime des cercles semi-clandestins de penseurs libéraux, devient conseiller économique du maire de Saint-Petersbourg, Anatoli Sobtchak, jusqu'à son entrée dans le premier gouvernement russe réformateur. Anatoli Tchoubaïs acquit le surnom de « bolchevik des libéraux » pour sa détermination à atténuer, dans toutes ses fonctions successives, des objectifs jugés au départ illusoires.

Françoise Lazare

L'envoyé du général Lebed en Tchétchénie pris sous les bombes... russes

Dans le sud de la Tchétchénie, de notre envoyé spécial

Au loin, plusieurs maisons sont en feu. Au premier plan, des hommes en treillis alignent une dizaine de corps par terre ; outre un homme et une femme, les autres semblent être des adolescentes et des enfants. Devant eux, un petit homme aux moustaches brunes se prend la tête dans les mains puis s'élance vers la caméra vidéo qui le filme et déclare : « C'est mon frère, Alexandre Ivanovitch n'est pas au courant (...). Donnez-moi trois jours pour rentrer à Moscou et tout ça va s'arrêter ».

Sergueï Drobouch, envoyé spécial en Tchétchénie du nouveau secrétaire du Conseil de sécurité, Alexandre Lebed, ne s'attendait pas à voir la guerre de si près. Il a rencontré les chefs indépendantistes dans les montagnes au moment même où le commandant des forces russes en Tchétchénie, le général Viatcheslav Tikhomirov, rompait une trêve relative de près de deux mois, lançant ses avions et son artillerie contre plusieurs villages tchétchènes et notamment contre Melkhet, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Grozny. C'est là que l'envoyé de celui qu'on a trop vite appelé le « nouvel homme fort du Kremlin » s'est trouvé bloqué durant deux jours sous les bombes des siens. C'est là qu'il fut filmé, devant les cadavres des premières victimes, par l'adjoint du chef d'état-major tchétchène, Aslan Maskhadov, qui a montré la cassette au *Monde*, lundi 15 juillet, six jours après l'avoir enregistrée. L'impression qu'il s'en dégage est celle du manque de sérieux du général Lebed dans son approche du problème tchétchène qu'il promettait de résoudre pacifiquement durant sa campagne électorale, avant d'approuver la reprise des bombarde-

ments dès qu'il fut nommé au Kremlin. C'est du moins l'impression des indépendantistes qui ont été cernés son envoyé.

Alors que la visite promise du général Lebed lui-même était reportée de jour en jour (elle pourrait avoir lieu « après le 17 juillet », dit-on maintenant), c'est Sergueï Drobouch qui se rend en éclaireur à Grozny début juillet, assisté de deux amis tchétchènes. Cet homme de trente-cinq ans, président d'une banque sans doute enregistrée en Moldavie (d'où il est originaire et où il a connu Alexandre Lebed), fut accueilli à la base militaire de Grozny par le général Tikhomirov, lui-même un ancien de Moldavie où il servait sous les ordres d'Alexandre Lebed. « Il est arrivé chez nous après avoir passé trois jours à boire chez Tikhomirov », explique l'adjoint du chef d'état-major tchétchène, mais il est possible qu'on lui ait confié cette mission pour se débarrasser de lui : il fallait sans doute lui trouver quelque chose à faire après avoir aidé à financer la campagne électorale de Lebed », estime-t-il.

VERSION EXPURGÉE

C'est en effet, au moment où Sergueï Drobouch arrive à Melkhet, le 9 juillet, que les bombardements commencent contre le village. « Le coupable, je le connais, c'est Tikhomirov, (...) mais maintenant c'est nous qui sommes au pouvoir », crie Drobouch devant la caméra de façon théâtrale. L'envoyé malchanceux pensait alors que ce général, un « faucon » qui s'est toujours proclamé opposé à des négociations avec ceux qu'il qualifie de bandits, avait été démis de son commandement en Tchétchénie, comme la rumeur l'avait voulu un moment. Mais, entre-temps, le général Tikhomirov fit une visite éclair

à Moscou, rencontra la direction militaire russe ainsi que le général Lebed, sauva son poste et revint à Grozny pour diriger la nouvelle offensive contre les indépendantistes. Sergueï Drobouch pris sous les bombardements téléphona à Moscou pour tenter de les faire arrêter mais il ne put que joindre sa femme pour lui demander le numéro de téléphone de l'épouse du général Lebed... Ses efforts pour « contacter Moscou » se sont arrêtés là, selon ses hôtes tchétchènes. Ces derniers ont réussi le lendemain à le faire redescendre sain et sauf vers Grozny et n'ont plus eu de nouvelles de lui depuis lors. Un exemplaire de la cassette relatant sa visite a été transmis à un journaliste de la télévision russe qui en a diffusé une version expurgée de toute allusion à l'envoyé du général Lebed, montrant seulement les destructions subies à Melkhet.

Lundi 15 juillet, les bombardements russes se poursuivaient et toutes les routes menant vers la montagne ont été bloquées. Le 10 juillet, des blessés ont pu encore être évacués mais dix de ces derniers, amenés de Melkhet, sont morts faute de soins assez rapides. Les forces russes ont à nouveau utilisé, pour la première fois depuis les premiers mois de la guerre il y a plus d'un an et demi, les redoutables lance-roquettes multiples « Ougran ». Comme d'habitude, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a pas accès aux zones où il serait utile. A Moscou, les responsables semblent uniquement préoccupés par leurs jeux de pouvoir autour du président réélu, mais malade. En Tchétchénie, affirment les indépendantistes, « c'est le général Tikhomirov qui peut ainsi continuer à mener la danse ».

Sophie Stalhob

Londres annonce la découverte d'une cache d'armes de l'IRA

LONDRES

de notre envoyé spécial
La police britannique a découvert, lundi 15 juillet, à Londres une importante cache de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Trente-six mécanismes de bombes à retardement ont été saisis ainsi que des faux papiers et des plans indiquant des cibles possibles. Les sept personnes arrêtées fument, selon la police, une des équipes d'élite de l'IRA. « Nous étions à quelques heures de graves pertes de vies humaines », a affirmé le chef de la Brigade antiterroriste de Scotland Yard.

Cette découverte ne pouvait mieux tomber pour le gouvernement conservateur, obligé de défendre son action en Irlande du Nord après ce que le premier mi-

nistre a appelé « une mauvaise semaine ». La politique est donc revenue sur le devant de la scène lundi, après huit jours de violences qui ont réveillé les craintes et les réflexes sectaires dans la province. John Major a déclaré à la BBC que le processus de paix avait connu un revers mais qu'il se poursuivait : « Il faut s'asseoir et discuter pour trouver une solution qui soit bonne pour l'Irlande du Nord. Savoir qui a gagné et qui a perdu dans les événements de la semaine dernière est une question mineure et marginale », a-t-il ajouté, renvoyant dos à dos orangistes et nationalistes.

Dans l'après-midi le ministre chargé de l'Irlande du Nord, Sir Patrick Mayhew, avait annoncé aux Communes qu'une commis-

sion indépendante serait chargée d'étudier les problèmes suscités à l'avenir par les parades protestataires et pour se mettre d'accord à l'avance sur leur itinéraire. Le gouvernement a finalement accepté la réunion d'urgence de la commission anglo-irlandaise réclamée par Dublin. Elle se tiendra jeudi en présence du chef de la police nord-irlandaise, qui avait été fortement critiqué, notamment par le premier ministre irlandais, John Bruton, pour avoir laissé passer la marche orangiste de Portadown par les quartiers catholiques.

Un certain calme est revenu à Belfast et surtout à Londonderry, où ont eu lieu pendant le week-end les affrontements les plus violents entre policiers et nationalistes. Lundi, une foule recueillie a

suivi le cercueil de Dermot McShane, tué par un véhicule blindé de la police au plus fort des émeutes.

Mardi, les pourparlers multipartites devaient reprendre à Belfast. L'absence des deux partis nationalistes, le SDLP de John Hume, qui a décidé de boycotter la séance, et le Sinn Féin, exclu tant qu'il ne désavouera pas la violence de l'IRA, rend l'exercice assez vain. Ce sera toutefois l'occasion pour Sir Patrick de rencontrer le ministre des affaires étrangères d'Irlande, Dick Spring. Les deux hommes s'efforceront sans doute de ramener la sérénité dans des relations qui n'ont jamais été aussi dégradées depuis plus de dix ans.

Sophie Gherardi

PHILIPPE
LABRO
GALLIMARD

La progression dans les Balkans d'une épidémie de fièvre aphteuse inquiète l'Union européenne

600 000 doses de vaccin français ont été livrées en urgence

Un double foyer de fièvre aphteuse, le premier en Albanie et en Macédoine, le second dans le nord-est de la Grèce, fait craindre la réapparition de ce fléau longtemps redouté en Europe.

Plusieurs milliers d'animaux ont été abattus et un programme d'urgence de vaccination a été mis en œuvre. L'Union européenne a interdit les exportations de viandes et produits laitiers de Grèce.

LIMITÉE au départ à une petite zone géographique d'Albanie, une épidémie de fièvre aphteuse s'étend aux régions et aux pays voisins. Elle a gagné l'ex-République yougoslave de Macédoine et la région serbe du Kosovo. Un autre foyer épidémique vient d'être identifié en Grèce. Cette nouvelle situation épidémiologique inquiète au plus haut point les responsables vétérinaires et agricoles de l'Union européenne. Une série de mesures sont prises à l'échelon international pour prévenir l'expansion de ce nouveau fléau.

La première alerte remonte au mois de mai avec une série de cas apparus chez des animaux d'une ancienne ferme d'Etat, dans la région de Drihas, au sud de l'Albanie. En quelques semaines, l'épidémie touchait les animaux (bovins, ovins et porcs) de plusieurs villages dans un rayon de dix kilomètres (Le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet). Aucun cas de fièvre aphteuse n'avait été diagnostiqué en Albanie depuis 1960 et la maladie ne fut formellement identifiée qu'après une série d'erreurs humaines qui laissèrent le temps au virus, extrêmement contagieux, de circuler.

A la fin juin, des cas similaires furent identifiés chez des bovins de plusieurs villages en Macédoine, dans les régions de Skopje et Thov Vele. Le 28 juin, des prélèvements biologiques étaient adressés au laboratoire mondial de référence de l'Organisation internationale des épizooties (OIE), situé à Pirbright (Royaume-Uni). Dès le lendemain, le diagnostic de fièvre aphteuse était confirmé, le virus étant de type A, comme celui identifié en Albanie. Près de trois mille bovins présentant des signes cliniques de la maladie (fièvre, hypersalivation, lésions typiques sur la langue et les gencives) furent abattus entre le 1^{er} et le 5 juillet. Les marchés aux bestiaux macédoniens furent fermés sur l'ensemble du territoire et

tout transport et commerce d'animaux interdits dans l'ensemble du pays.

A la demande de la Commission européenne de Bruxelles, une première livraison de 200 000 doses de vaccin a été effectuée fin juin à l'Albanie par le Centre national français d'études vétérinaires et alimentaires (Cneva), via la société Rhône-Mérieux. Les laboratoires

cond front épidémique (dit à un virus de la fièvre aphteuse de type O) s'est déclaré début juillet dans le nord-est de la Grèce, à la frontière avec la Turquie. « Trois foyers ont été confirmés autour des villages grecs de Dikella et Mohri, au sud-ouest d'Alexandropolis, entraînant l'abattage de 1 200 moutons, 150 bovins et 40 porcs. L'origine paraît cette fois être en relation avec la si-

des pays de l'Union européenne ne sont plus, pour des raisons économiques notamment, vaccinés contre la fièvre aphteuse depuis 1992 et que les vaccinations en cours - contre le type A du virus - ne protègent pas les animaux contre une possible épidémie de type O.

Plusieurs éléments peuvent expliquer la résurgence de cette maladie virale qui est celle qui diffuse le plus rapidement dans le monde animal, a expliqué au Monde François Moutou (Cneva, Maisons-Alfort). Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, les circuits commerciaux des animaux ont été totalement bouleversés. Alors que les échanges de pays du sud de l'URSS se faisaient vers la Russie, ils se sont brutalement orientés vers l'ouest, de très nombreux troupeaux étant vendus pour obtenir des devises. Or, les virus suivent les troupeaux. Ils peuvent aussi suivre les carcasses, notamment quand elles ont été immédiatement congelées après l'abattage. L'Albanie avait ainsi récemment importé de grandes quantités de viande de bœuf et de bœuf congelées et l'on peut imaginer que les déchets de ces viandes ont été consommés par des porcs qui ont été infectés avant de contaminer à leur tour les bovins.

Pour M. Moutou, la lutte contre l'épidémie de fièvre aphteuse est compliquée du fait des différences économiques entre les pays de l'est de l'Europe et des Balkans, et ceux de l'Union européenne. La non-indemnisation de l'abattage à des fins préventives peut notamment inciter les éleveurs à masquer la réalité épidémiologique. Il y a urgence à rationaliser politiquement les échanges de pays tiers en renforçant notamment la surveillance aux frontières et à ne réviser pas aux mesures antérieures de prévention vaccinale.

Jean-Yves Nau

« Les virus suivent les troupeaux. Ils peuvent aussi suivre les carcasses, notamment quand elles ont été immédiatement congelées après l'abattage »

« haute sécurité » du Cneva sont les seuls habilités en France à manipuler le virus de la fièvre aphteuse. Début juillet, près de 150 000 animaux (bovins, ovins, caprins et porcins) avaient été vaccinés dans les zones à risque de l'Albanie. 400 000 nouvelles doses devaient être bientôt mises à la disposition de l'Albanie et de la Macédoine. Parallèlement l'Organisation internationale des épizooties (OIE) vient aussi d'accorder une aide d'urgence de 20 000 doses aux autorités de Skopje, pour procéder à des vaccinations autour des villages connus pour être infectés.

« Cette première fourniture d'urgence est prise en charge par l'OIE. Par la suite, une vaccination de 100 000 bovins vivant entre la frontière albanaise et Skopje devrait être réalisée, précise-t-on auprès du Cneva. La coordination des mesures de contrôle et la fourniture des vaccins devraient être confiées à la commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse de la FAO, le coût de cette opération étant supporté par l'Union européenne ».

Les responsables européens sont d'autant plus inquiets qu'un se-

tuation existant en Thrace turque où deux foyers de type O avaient été rapportés au début du mois de juin », précise-t-on auprès du Cneva. Après l'identification de 30 nouveaux cas, le secrétaire d'Etat grec à l'Agriculture a annoncé, le 15 juillet, que 7 000 bêtes seraient prochainement abattues. La Commission européenne a décidé, le 13 juillet, d'interdire jusqu'à nouvel ordre les exportations de viandes et produits laitiers grecs, provoquant une vive réaction d'Athènes, qui a qualifié cette mesure d'« injuste et exagérée ».

Devant cette réapparition d'une maladie que l'on tenait généralement pour disparue dans les pays de l'Union européenne, il apparaît nécessaire, selon les spécialistes européens, d'envisager au plus vite la définition d'une stratégie de contrôle global de l'épizootie dans les Balkans. La FAO et l'Union européenne préparent une concertation avec les pays de cette zone afin de définir les mesures d'urgence à mettre en œuvre pour stopper la progression de la maladie. La situation est d'autant plus critique que les animaux d'élevage

La Grèce lève son veto à l'aide des Quinze aux pays méditerranéens

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

La Grèce ayant levé son veto, l'aide que l'Union européenne avait décidé en 1995 d'accorder aux pays de la Méditerranée méditerranéenne orientale - 4,6 milliards d'euros (30 milliards de francs) sur la période 1996-1999 - pourra faire l'objet de premières décisions d'attribution à partir du mois de septembre.

Le blocage grec faisait suite à la querelle qui avait opposé la Grèce et la Turquie, l'hiver dernier, à propos d'un flot de la mer Egée. Il empêchait la mise en œuvre du programme Média, que les Quinze avaient approuvé lors du conseil européen de Cannes, en juin 1995, en même temps que le montant de leur aide aux pays d'Europe de l'est. Ce blocage pénalisait des

pays, au Maghreb, au Machrek, qui ne sont d'aucune manière impliqués dans le litige gréco-turc. Après avoir arraché un compromis à ses partenaires, qui le pressaient de lever ses objections, le ministre grec des affaires étrangères, Theodoros Pangalos, a annoncé lundi 15 juillet, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union, que son gouvernement donnait son feu vert.

SANS RESTRICTION Athènes a obtenu que l'approbation du programme soit assortie d'une déclaration du conseil des ministres soulignant que les relations entre l'Union européenne (UE) et la Turquie doivent être fondées sur le respect de la loi internationale et sur celui de la souveraineté et l'intégrité territoriale des États membres et de la Tur-

quie. « Le conseil souligne que des litiges résultant de revendications territoriales, telle l'affaire de l'île d'Imia, devraient être soumis à la Cour internationale de justice », indique cette déclaration.

Les Quinze chargent par ailleurs la présidence irlandaise d'« inviter la Turquie à indiquer si elle est prête à s'engager sur de tels principes ». Dick Spring, le ministre irlandais des affaires étrangères, dont le pays assure la présidence de l'Union, devait rencontrer mercredi, son homologue, Tançil Çiller, à Dublin. Que se passera-t-il si l'ancien premier ministre turc, qui vient de s'allier aux islamistes pour conserver le pouvoir, refuse tout geste de nature à détendre les relations avec Athènes ? L'aide financière à la Turquie est-elle conditionnelle, subordonnée à un comportement plus accommodant

de la part d'Ankara, comme le veut M. Pangalos ?

Du côté français, on affirme qu'il n'en est rien : le règlement Média est adopté sans restrictions, explique-t-on, et la Commission s'apprête à le mettre en œuvre en fonction des progrès réalisés ainsi que des progrès réalisés dans la voie du libre-échange entre l'UE et chacun des pays concernés. Il n'est pas question que la Turquie puisse, pour des raisons politiques, se trouver discriminée. M. Spring s'est montré plus ambigu. On peut au moins envisager qu'en cas d'attitude intransigeante de la nouvelle coalition au pouvoir à Ankara, la Commission se montrera peu empressée à adopter des décisions de financement en faveur de projets turcs.

Ph. L.

Une soixantaine de corps ont été exhumés du premier charnier examiné en Bosnie orientale

SARAJEVO de notre correspondant

Les enquêteurs internationaux mandatés par le Tribunal de La Haye (TPI) ont achevé l'examen d'un premier charnier dans la région de Srebrenica, où ils ont découvert une soixantaine de corps. Les cadavres ont été exhumés et transportés vers une morgue à Tuzla, afin d'y être expertisés et de tenter d'identifier les victimes.

Les enquêteurs ont déjà pu déterminer certaines caractéristiques du massacre qui a eu lieu sur ce chemin de campagne, entre Srebrenica et Cerska, en Bosnie orientale, après la prise de l'enclave musulmane par l'armée serbe en juillet 1995. Une soixantaine d'hommes ont été alignés le long du talus, puis les soldats serbes ont ouvert le feu. Selon William Haglund, le chef de la mission d'enquête, une majorité

de victimes ont eu le crâne fracassé par des balles de fort calibre ; elles auraient été achevées d'une balle dans la nuque.

M. Haglund a précisé qu'aucun élément ne permettait de croire que ces hommes étaient des soldats de l'armée bosniaque. Tous les squelettes étaient emmaillottés de restes de vêtements civils, et certains avaient les mains attachées dans le dos. Les dépouilles ont été exhumées, photographiées, puis emmenées vers la ville de Tuzla, où une équipe de pathologistes va procéder à des tests génétiques.

L'objectif est d'essayer d'identifier les victimes afin d'informer les familles, qui attendent des nouvelles depuis un an. M. Haglund a cependant prévenu qu'il serait sans doute impossible de donner une identité à ces squelettes, sauf peut-être pour certains, grâce à des restes de vête-

ments ou de documents administratifs. Le prochain charnier visité par les enquêteurs devrait être situé, toujours dans la région de Srebrenica, à Nova Kasaba, en bordure du stade de football. Plusieurs centaines d'hommes seraient enfoncés dans la fosse commune.

Le charnier de Pilica devrait être également l'objet de fouilles. Un Croate mobilisé dans l'armée serbe, Drazen Erdemovic, a affirmé à la barre du TPI que plus d'un millier de musulmans auraient été ensevelis à Pilica, lui-même ayant participé aux exécutions. Au total, les enquêteurs pratiqueront sept ou huit excavations de charniers d'ici au mois de septembre, autour de Srebrenica et à Vukovar, la ville de Croatie conquise par les Serbes en novembre 1991.

Remy Ourdan

Un avion cargo Hercules de l'armée belge s'écrase aux Pays-Bas : 32 morts

LA HAYE de notre correspondant

Un avion cargo Hercules C-130 de l'armée belge, spécialisé dans le transport de troupes et de matériel militaire, s'est écrasé à Eindhoven, lundi 15 juillet, provoquant la mort de trente-deux personnes, dans des conditions encore inexplicables. Vingt-huit soldats néerlandais et les quatre membres d'équipage belges ont succombé à l'accident. Neuf autres militaires de la base de Vught, au sud des Pays-Bas, sont soignés dans des hôpitaux de la région, ou au centre des grands brûlés de Rotterdam. La plupart sont dans un état grave.

Un membre de l'aéroport d'Eindhoven, présent « à cinq cents mètres des lieux de l'accident », affirme : « L'avion a viré à très faible altitude, comme s'il faisait un exercice de touch and go, qui consiste à

toucher le sol puis à reprendre rapidement de l'altitude. Peu après, nous avons vu une colonne de fumée. » Dans la nuit de lundi à mardi, le général Droste, chef d'état-major de l'aviation militaire néerlandaise, s'empresse toutefois de préciser : « L'avion n'a effectué aucune manœuvre inhabituelle. L'atterrissage s'est déroulé tout à fait normalement, jusqu'au dernier moment. »

Une commission d'enquête belge-neerlandaise, dirigée par des militaires belges, a été mise en place. Selon le porte-parole de l'armée belge, le C-130 - vingt-six ans de service, mais en « bon état général » - n'était pas équipé de boîte noire, ce qui compliquera la recherche des causes de l'accident. Les autorités militaires improvisaient une chapelle ardente, tandis qu'arrivaient sur place le premier ministre M. Wim Kok, et divers officiers belges et néerlandais.

La carcasse calcinée du Hercules C-130 gît sur le ventre, en bout de piste de l'aéroport d'Eindhoven. d'énormes trous noircis le long du fuselage. La queue de l'avion semble pratiquement intacte. Le cockpit est ouvert, le nez enfoncé dans le sol. L'avion arrivait de Villingen - base de l'OTAN en Italie - en route pour Melsbroek, près de Bruxelles. Le quadrimoteur ramenait aux Pays-Bas les membres d'une fanfare de l'infanterie néerlandaise, de retour d'un festival de musique à Modène, ce qui explique le nombre important de victimes, alors que l'avion a percé une zone démunie de toute habitation. La plupart de ces hommes avaient entre vingt et trente-cinq ans, certains étaient des appelés qui devaient être libérés le jour même.

Alain Franco

Le président algérien Liamine Zeroual rencontre l'opposition pour faire entériner ses réformes

Djamel Zitouni a été évincé de la direction des GIA

Le chef de l'Etat algérien a entamé lundi 15 juillet une nouvelle phase de son « dialogue national » avec l'opposition. Douze partis ont été conviés à

la présidence pour préparer « une conférence de l'entente nationale », discuter du projet de réforme constitutionnelle et fixer la date des légis-

latives. Ces rencontres ont lieu alors que des dissensions se produisent au sein des GIA, dont a été exclu Djamel Zitouni.

DEPUIS LE LUNDI 15 juillet, Liamine Zeroual tient à nouveau ouverte à la présidence pour recevoir l'opposition, dans le cadre du « dialogue national » qu'il a lancé pour tenter de faire avaliser son programme de réformes. Le chef de l'Etat algérien avait lancé début juillet des invitations aux douze principaux partis pour cette nouvelle phase de rencontres, qui fait suite aux « bilatérales » d'avril-mai.

Prévu dans le planning que M. Zeroual avait soumis à ces interlocuteurs, ces « multilatérales » ont pour objectifs essentiels de fixer l'ordre du jour et la date d'une conférence nationale entre pouvoir et opposition - probablement au début de l'automne - et d'entériner un projet de réforme constitutionnelle.

RENCONTRE NATIONALE

Les trois formations qui ont présenté des candidats à l'élection présidentielle du 16 novembre 1995 - le Mouvement pour la société islamique (MSI-Hamas), le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et le Parti du renouveau algérien (PRA) - ont ouvert conjointement cette nouvelle phase de pourparlers. A ce premier pannel s'est joint l'Alliance nationale républicaine (ANR) de Redha Malek, pourtant évincé de la course à la présidence par la commission nationale des candidatures. Samedi 20 juillet ce sera au tour des deux « locomotives » de l'oppo-

sition, le Front des forces socialistes (FFS) et le Front de libération nationale (FLN) de prendre le chemin de la présidence, avec le Mouvement Ettahadi (ex-PAGS-communiste). Leur succédera un ultime groupe comprenant, notamment, le Mouvement de la renaissance islamique (MRI-Ennahda) et le Mouvement de la démocratie en Algérie (MDA), de l'ancien président Ahmed Ben Bella.

Les partis se sont vu proposer par le président Liamine Zeroual d'intégrer trois commissions, dont les deux plus importantes portent sur la préparation de la future conférence nationale et sur le projet de réforme de la Constitution. Ce sont là des sujets qui risquent d'attiser les tensions entre le pouvoir et l'opposition. En effet, la plupart des formations ont rejeté le projet de révision constitutionnelle avant la tenue des législatives, prévues dans le courant du premier semestre de 1997, et ils s'élevaient contre la création envisagée d'un parlement bicaméral.

Si la tenue d'une conférence nationale est admise par les uns et les autres, la qualité des participants, en revanche, est loin de faire l'unanimité entre ceux qui se réclament du courant « éradicateur », donc de l'élimination du courant islamiste, comme le RCD, et ceux, qui, comme le FFS ou le MDA, estiment au contraire que le Front islamique du salut (FIS), même dissous, demeure un po-

tagoniste incontournable pour le règlement de la crise. Reste que la majorité des partis ont peu d'illusions sur leur capacité à faire pression efficacement sur un pouvoir dont la démarche de plus en plus autoritaire laisse peu de place à un réel jeu démocratique.

Ces pourparlers « au sommet » ont lieu alors que les violences ont repris de plus belle, notamment dans la capitale, théâtre d'actions particulièrement sanglantes. Des attentats attribués aux islamistes radicaux des Groupes islamiques armés (GIA) attestent que, malgré les dissensions qui la minent, cette mouvance n'a rien perdu de sa capacité d'action meurtrière.

TRAQUE

Djamel Zitouni, alias Abou Abderrahmane Amine, « émir » autoproclamé d'un pseudo-khalifat restauré, chef du noyau le plus dur des GIA et auteur des assassinats les plus sanglants, aurait été « évincé » de la direction du mouvement. Selon un communiqué, transmis dimanche 14 juillet au

bureau de l'AFP à Alger, le Majlis echi chouira (conseil consultatif) du groupe aurait, en effet, décidé « l'éviction » de Zitouni et de ses principaux lieutenants, notamment Farid Achi, dit Abou Rahma et Antar Zouabri.

Si l'annonce de cette décision apparaît spectaculaire, compte tenu de l'aura sinistre du personnage, elle ne vient cependant qu'entériner une situation de fait sur le terrain. Zitouni et ses fidèles étaient de plus en plus isolés, après l'assassinat, en novembre 1995, de deux membres influents de l'ex-FIS, Mohamed Saïd et Abderrazak Redjam, et d'une trentaine de ses partisans qui avaient passé des accords avec eux. L'exécution des sept moines trappistes français du monastère de Tibéhirine, en mai, devait définitivement consommer leur perte.

Depuis lors, ils étaient traqués par des groupes dissidents qui ont juré leur élimination, effrayés par leurs excès et surtout persuadés qu'ils auraient joué double jeu avec certains services de sécurité.

Jacques Chirac se rend au Gabon puis au Congo

Une visite « à dimension d'abord bilatérale »

LE PRÉSIDENT CHIRAC devait se rendre mardi 16 juillet en Afrique centrale, au Gabon puis au Congo, pour deux visites « à dimension d'abord bilatérale ». Il y prononcera deux discours, qui lui permettront de faire également « un exposé précis de la politique africaine de la France », a-t-on indiqué à l'Elysée. Au Gabon, le discours de M. Chirac traitera de l'économie et du développement ; au Congo, ses propos auront une dimension politique.

Les responsables gabonais voient en cette visite celle d'un « grand ami » ; ils se disent fiers que M. Chirac ait choisi leur pays pour livrer son message sur la relance des investissements et de l'industrialisation sur le continent. Le chef de l'Etat prononcera ce discours mercredi 17, devant un parterre de chefs d'entreprise gabonais et français réunis à l'université des sciences et techniques de Makouba, à Franceville, dans la province du Haut Ogooué, région natale du président Omar Bongo. M. Chirac fera valoir « la double nécessité d'un maintien de l'aide au

développement et d'une bonne gestion », a indiqué le porte-parole de l'Elysée Catherine Colonna, ajoutant que M. Chirac est convaincu que « le continent s'est engagé sur la voie des réformes et qu'il progresse ».

M. Chirac aura eu, dès son arrivée mardi après-midi, un entretien avec le président Omar Bongo, dont il sera l'hôte au dîner. Le Gabon compte sur la France, premier partenaire, premier pourvoyeur d'aide et premier investisseur étranger, pour l'aider à trouver une solution à ses difficultés de « pays à revenu intermédiaire ». Cette situation, qui lui confère un PIB relativement élevé du fait de ses revenus pétroliers, l'empêche de bénéficier au maximum des aides des institutions monétaires internationales. M. Chirac, qui s'était rendu l'an dernier au Maroc, en Côte-d'Ivoire et au Sénégal, est accompagné du ministre délégué à la coopération, Jacques Godfrain, et du secrétaire d'Etat à la francophonie, Margie Sudre. Il quittera Libreville mercredi après-midi pour Brazzaville. - (AFP, Reuter.)

Le Parti communiste japonais progresse dans les élections locales

TOKYO. Force mineure sur l'échiquier parlementaire nippon, marginalisée par une ex-gauche qui, de compromis en compromis, espère survivre au réalignement de la nébuleuse conservatrice, le Parti communiste japonais (PCJ) est la seule formation à surmonter dans le discrédit de la classe politique. Il est même en progrès, dans les consultations locales comme dans les sondages. Le 8 juillet, un maire communiste a été élu à Komae, dans la banlieue de Tokyo ; c'est la quatrième mairie enlevée par le PCJ en quelques mois. En février, les communistes ont failli emporter celle de Kyoto (il leur a manqué 0,9 % des voix). A Okinawa, ils viennent de doubler le nombre de leurs sièges à l'assemblée de la préfecture. Cinquante-quatre mairies sont désormais communistes et les élus locaux du PCJ sont presque 4 000.

Selon un récent sondage de l'Asahi, ce parti obtient un taux de soutien de 9 % dans les grandes villes et de 11 % à Tokyo (6 % au plan national). Ces chiffres contrastent avec la chute de popularité du Nouveau Parti du progrès (NPP, opposition), et aussi du parti social-démocrate (ex-parti socialiste) qui risque, lui, le naufrage. La relative percée des communistes se reflète dans les médias : le secrétaire général, Kazuo Shii apparaît régulièrement, désormais, dans les débats télévisés.

CONSCIENCE ET OUVERTURE

Avec ses quinze sièges (sur 511) à la Chambre basse et quinze à la Chambre haute (sur 252), le PCJ ne pèse que d'un poids discret : pourtant les commentateurs soulignent son influence. Les communistes présentent en effet une vision cohérente et assez modérée, qui tranche dans la « pantalonnade » de la scène politique nipponne. Le PCJ cherche aussi, ce qui est nouveau, à coopérer davantage avec les autres. Cette ouverture lui permet de rallier une frange de l'électorat des sans-partis. Les grandes formations, à commencer par les « prétendus réformateurs » ont d'écrit, notamment concernant la liquidation des organismes de crédit fonciers (jusen).

« Je ne pense pas que nous ayons

changé », dit Tetsuo Furea, président du présidium du comité central (CC). Notre position prend simplement plus de relief avec la crise de la démocratie. Le ralliement des socialistes à la coalition gouvernementale et une opposition constituée par des transfuges de l'ex-majorité sont deux éléments traduisant une domination sans alternative du camp conservateur. Nous essayons d'être la voix des citoyens et nous rallions une partie de la couche flottante de l'électorat. Même si les socialistes quittent la coalition, ils ont fait trop de compromis pour pouvoir être une alternative.

Au Japon comme ailleurs depuis l'effondrement de l'URSS, l'image des communistes s'est dégradée. Le PCJ ne songe pourtant pas à changer de nom : « Cela signifierait que nous renions notre passé. Ce n'est pas le cas. Nous sommes fiers de notre histoire. Il y a certes eu des erreurs mais nous espérons de nous réformer », poursuit M. Furea. Le PCJ, fondé en 1922, fut anéanti en 1945, et ses chefs passèrent près de trente ans dans les geôles impériales. Ce fut le cas de Kenji Miyamoto qui, à 87 ans, reste le président du CC, même s'il n'apparaît plus en public. Force montante après la défaite de 1945 grâce à son influence sur les syndicats, le PCJ s'était lancé dans l'action violente en 1951, sous l'injonction de Moscou et Pékin, et il en était sorti laminé. Ce n'est qu'au milieu des années 50, qu'il se redressa, sous la houlette de M. Miyamoto.

Il est peu vraisemblable que le PCJ connaisse du vivant de M. Miyamoto (figure intouchable) une évolution comparable à celle de l'ex-PC italien - même si les communistes nippons ont été « enro-communistes » avant la lettre en rompant successivement avec Moscou et Pékin dans les années 60. Ils sont pourtant destinés à évoluer : le nouveau système électoral (parallèle du scrutin majoritaire et de la liste proportionnelle) privilégie le bipartisme en contribuant à écarter les petits partis. Le PCJ obtiendra-t-il les vingt sièges qu'il espère ? Il a en tout cas démontré, ces derniers mois, qu'il reste le garant de certains principes de la vie démocratique japonaise, et un élément indispensable au débat politique.

Philippe Pons

Communications longues distances nationales

Le prix du téléphone baisse.

Par exemple : quand vous téléphonez 6 minutes de Paris à Nice ou de Marseille à Strasbourg, vous ne payez plus que 0,87 F la minute aux moments où vous êtes le plus disponible - le soir à partir de 21h30 et le week-end du samedi 13h30 au lundi 8h00.

Bonnes vacances !

France Telecom

SÉCURITÉ SOCIALE Jean-Marie Spaeth, membre de la commission exécutive de la CFDT, a été élu, mardi 16 juillet, par le conseil d'administration de la Caisse nationale

d'assurance-maladie, président de cet organisme. Il succède à Jean-Claude Mallet, qui exerçait cette présidence depuis 1992 au nom de Force ouvrière, détentrice du poste depuis

1967. ● LES AUTRES PRÉSIDENTES de caisses et d'organismes de la Sécurité sociale ont été ou devaient être renouvelées mardi et mercredi : l'assurance-vieillesse devait être confiée

à la CFE-CGC et l'Acoss (trésorerie) au CNPF, les allocations familiales restant à la CFTC. ● LA MUTUALITÉ FRANÇAISE, que préside Jean-Pierre Davant, approuve la répartition des

présidences, mais souhaite engager, avec le patronat et les syndicats modérés, une réforme en profondeur du système de santé. (Lire aussi notre éditorial page 11.)

La CFDT veut réformer en profondeur l'assurance-maladie

Jean-Marie Spaeth a été élu, mardi 16 juillet, président de la Caisse nationale que FO détenait depuis 1967.

La CFDT, le CNPF et la Mutualité entendent collaborer sur de nouvelles bases avec les professions de santé afin de mieux maîtriser les dépenses

UNE ÉTAPE IMPORTANTE de la réforme de la Sécurité sociale a été franchie, mardi 16 juillet, avec le renouvellement complet des conseils d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et, dans une moindre mesure, de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). Il devait être suivi, mercredi, par la mise en place des nouveaux conseils de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) et de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss).

Ces changements à la tête du régime général (salariés du privé), qui couvre quarante-sept millions de personnes, étaient inscrits dans l'ordonnance du 24 avril relative à l'organisation des caisses. Ils consacrent la montée en puissance du patronat, dont le nombre d'administrateurs passe de sept à treize, sans lesquels aucune majorité de gestion ne pourra se dégager.

Il traduit aussi un renforcement du rôle de l'État, qui aura désormais la possibilité de se substituer aux partenaires sociaux s'ils se révèlent incapables de maîtriser les dépenses médicales dans le cadre des conventions passées entre les caisses et les professions de santé.



Le départ de FO de la présidence de la CNAMTS, qu'elle assurait depuis 1967, et l'arrivée d'un président CFDT, Jean-Marie Spaeth, est dans la logique des choses : FO s'était opposée au « plan Juppé » dès son annonce le 15 novembre 1995, alors que la CFDT l'avait soutenu parce qu'elle y retrouvait

une partie de ses propositions. En dépit des efforts du président du CNPF, Jean Camdois, pour maintenir FO aux commandes de la caisse nationale et ne pas l'isoler sur l'échiquier social, la centrale de Marc Blondel a préféré rompre avec son passé de gestionnaire plutôt que d'appliquer des me-

ures qu'elle dénonçait, comme la création d'un régime universel d'assurance-maladie, l'extension de son financement à d'autres revenus que les salaires ou le renforcement du contrôle du Parlement sur les dépenses sociales.

FO rejointe dans une opposition où elle retrouve seule la CGT, la plus puissante institution de la « Sécurité » par les masses financières en jeu (la moitié des 1200 milliards de francs de dépenses du régime général) et le poids politique (négociations permanentes avec les professions de santé) sera désormais gérée par un pôle réformiste constitué de la CFDT, du CNPF, de la CFTC, de la CGC et de la Mutualité. Ces cinq organisations, qui disposeront d'une large majorité, ont défini un contrat de gestion reposant sur plusieurs principes : maintien du libre accès aux soins, garantie d'un bon niveau de remboursement, « respect des contraintes financières liées par le Parlement », véritable « gestion du risque maladie » par la mise en place d'instruments d'évaluation des pratiques médicales.

M. Spaeth a déjà prévenu que les caisses devront, à la fois, rechercher « les meilleures prestations au meilleur coût » et user de tous les pouvoirs que l'État a laissé

aux partenaires sociaux. Dans les caisses locales qu'elles présideront, la CFDT et la Mutualité (lire ci-dessous) entendent mettre en place des filières de soins destinées à mieux coordonner l'action des professionnels de santé autour des malades. Ce sujet sensible devrait être à l'ordre du jour du premier entretien prévu mercredi entre le nouveau président de la CNAMTS et les quatre syndicats de médecins (CSMF, FMF, SML, MG-France).

Priorités

A peine élu, mardi matin, le président de la CNAMTS a défini ses priorités : informatisation des cabinets médicaux, mobilisation pour la création d'un régime universel, négociation serrée avec les pouvoirs publics sur l'autonomie de gestion des caisses, amélioration de la prise en charge des soins dentaires. M. Spaeth a dénoncé aussi la dérive des dépenses médicales, soulignant à l'adresse des « toubib » que le « bon usage des ressources collectives revêt aujourd'hui un caractère impératif » et, même, « éthique ».

En revendiquant la gestion de l'assurance-maladie, la CFDT a pris un risque considérable : combien de temps son alliance

avec le patronat durera-t-elle, alors qu'une partie du CNPF juge que les assureurs privés seront appelés à jouer un rôle accru dans le domaine de la santé ? Et la centrale de Nicole Notat ne sera-t-elle pas condamnée à faire preuve d'autant de rigueur qu'à l'assurance-chômage quand, sous la pression des déficits, elle devra prendre des décisions douloureuses pour les assurés sociaux ?

Alors que le déficit de la branche maladie risque de dépasser 35 milliards de francs en 1996, les pouvoirs publics entendent mettre fin à des années de gestion hasardeuse. Pour faire respecter l'objectif de dépenses voté chaque année par le Parlement, le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, a nommé plusieurs personnalités qualifiées à la CNAMTS, dont Jean-François Chadalet, directeur du Fonds de solidarité vieillesse (FSV), et Christian Prieur, ancien directeur de la CNAMTS (1968-1979). En outre, un conseil de surveillance présidé par un parlementaire veillera à ce que la caisse respecte ses engagements vis-à-vis de l'État, qui n'a jamais été aussi près de gérer en direct la Sécurité sociale.

J.-M. B.

La répartition des présidences

L'accord intervenu le 12 juin entre le patronat et les syndicats se traduit par un changement à la tête des caisses nationales de Sécurité sociale, en attendant les bouleversements qui interviendront à la rentrée dans les quelque trois cent cinquante caisses locales (maladie, famille, retraite, Urssaf).

● La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés sera présidée par Jean-Marie Spaeth,

secrétaire national de la CFDT chargé de la protection sociale. Il remplace Jean-Claude Mallet (FO), qui était président depuis 1991 et qui conduira la délégation de FO. La vice-présidence continuera d'être assurée par Georges Jollès (CNPF). ● La Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés sera présidée par Jean-Luc Cazettes, secrétaire national de la

CFE-CGC en charge de la protection sociale. Il succède à M. Spaeth.

● La Caisse nationale des allocations familiales restera présidée par Jean-Paul Probst, secrétaire général-adjoint de la CFTC.

● L'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, qui gère la trésorerie du régime général et fédère les cent cinq Urssaf, sera présidée par Bernard Caron, directeur chargé de la protection sociale au CNPF. Il remplace M. Cazettes.

Jean-Pierre Davant, président de la Mutualité française

« Un conseil supérieur de la santé donnerait davantage de cohérence au système »



JEAN-PIERRE DAVANT

« Le déficit de l'assurance-maladie se creuse. N'avez-vous pas fait un mauvais choix en soumettant le plan de réforme de la Sécurité sociale ?

— Non, les réformes structurelles du plan Juppé, que nous réclamons depuis des années, n'existent que sur le papier. L'application de ce plan se résume, aujourd'hui, à ce qui a fait la banalité des plans précédents : une hausse des prélèvements, notamment par la création du RDS. Sans la mise en place rapide des dispositifs de maîtrise des dépenses, d'une modernisation de la pratique médicale et d'une politique de santé publique, le déficit continuera de se creuser. Il ne s'agit pas seulement de recourir à un manque évident de recettes, mais aussi d'une dérive des dépenses.

— Je n'accorde aucun crédit à quelque gouvernement que ce soit, si j'en juge par les vingt dernières années, mais le phénomène nouveau, c'est une volonté plus affirmée des acteurs du système de santé et de la classe politique d'aller vers les réformes. Les 750 milliards de francs consacrés à la santé sont extrêmement mal utilisés. On n'a jamais eu, en France, ni souci de gestion ni politique de santé publique.

— Ne craignez-vous pas d'être accusé d'être, avec la CFDT, le « bras armé » du gouvernement ?

— Il ne s'agit pas de soutenir ou non le plan Juppé, mais de nous situer par rapport à une ligne réformatrice. La Mutualité française a été la première à plaider pour des réformes de fond, comme l'institution d'un régime universel d'assurance-maladie ou l'extension de son financement aux revenus du capital. Ceux qui lancent des accusations ont une part de responsabilité dans la situation actuelle !

— Vous pensez à Force ouvrière ?

— Il n'y a pas que FO. Tous ceux qui gèrent l'assurance-maladie depuis trente ans portent une responsabilité. Il est important, pour la nouvelle équipe, de procéder à un état des lieux. Il me paraît indispensable, pour situer les responsabilités, d'arrêter les comptes de l'assurance-maladie et les comptes de gestion de la Cnamts au 16 juillet 1996.

— Vous allez être amené à constituer une majorité avec la CFDT, mais aussi le CNPF. N'est-ce pas une alliance contre nature, le patronat ne faisant pas la même analyse que vous du système de santé ?

— Nous n'avons aucune raison de diaboliser quiconque. Nous aurons probablement des divergences avec le vice-président CNPF de la Cnamts, qui n'entend pas toucher au secteur à honoires libres, comme sur le champ de la maîtrise des dépenses. Maîtrise-t-on les dépenses d'assurance-maladie (remboursées) ou toutes les dépenses de santé ? Nous pensons que c'est l'ensemble des dépenses qu'il faut réguler, car la démonstration a été faite que la baisse des remboursements n'a pas permis de maîtriser le système et a créé des exclus de la santé.

— Une gestion par le patronat et les syndicats n'étant pas la forme la mieux adaptée pour le système de santé, nous avons proposé la création d'un « parlement social », associant les assurés, qui auraient permis plus de transparence et moins de jeux d'appareils dans la gestion du système. La santé ne doit pas être une monnaie d'échange dans le cadre d'autres négociations.

— Que revendique la Mutualité dans le partage des caisses ?

— Nous assurons la présidence de quatre caisses primaires. Nous pourrions raisonnablement prétendre à en présider vingt à vingt-cinq.

— Pour y mener quelle politique ?

— Nous élaborons un cahier des charges sur les filières de soins. L'assuré qui s'inscrit volontairement chez un praticien de son choix devra pouvoir se dire que ce médecin référence sa pres-

cription, assure un véritable suivi médical, fait de la prévention. De plus, les médecins ne pourront pas prendre des dérapages d'honoraires et les assurés n'auront pas à faire l'avance de frais. Pour le suivi de son patient, il est normal que le généraliste bénéficie, en plus du paiement à l'acte, d'une rémunération spéciale.

— N'est-ce pas tout le système de santé qui souffre d'incohérence ?

— Sans aucun doute. Une dizaine de ministères s'occupent des problèmes de santé, l'assurance-maladie ne sait pas ce qu'elle paie, les agences et les comités se multiplient. Tout cela a débouché sur l'irresponsabilité, comme on l'a vu dans les affaires du sang contaminé, de la « vache folle » ou de l'amiante. C'est pourquoi nous proposons l'institution d'un « conseil supérieur de la santé » auprès des pouvoirs publics pour donner plus de cohérence au système.

— Composé de scientifiques de haut niveau, politiquement et financièrement indépendants, il pourrait être inscrit dans la Constitution. Il donnerait des avis sur l'état des connaissances dans tel ou tel domaine. Il ferait des recommandations au gouvernement et publierait un rapport sur l'état sanitaire de la population tous les cinq ans, indiquant par là même quelles sont les grandes tendances et les besoins en matière de santé publique.

— Ne craignez-vous pas qu'à l'approche des élections législatives de mars 1998 le gouvernement ne cède aux pressions du corps médical ?

— C'est possible. Sous la pression des médecins, les politiques ont délibérément esquivé le débat sur la santé ; mais tout ne dépend pas du gouvernement. Les gestionnaires des caisses et les professionnels ne peuvent pas se plaindre sans cesse de l'omniprésence de l'État et ne pas être innovants et exigeants dans l'élaboration d'une politique de santé. Les partenaires sociaux qui siègeront dans le nouveau conseil d'administration devront imposer au gouvernement un certain nombre de réformes.

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat

Force ouvrière à la recherche d'une consolation

« FAUT-IL ou non continuer à présider la Caisse nationale d'assurance-maladie ? Selon la logique qui s'est majoritairement exprimée au dernier congrès confédéral, la réponse est « non ». Alors, pourquoi tout ce tintamarre ? Il fallait dire « non » franchement. Une telle décision, à défaut d'être le bon choix, aurait eu au moins le mérite de la clarté. » Dans l'éditorial du bulletin FO Paris (numéro 223, juin-août 1996), Jacques Malré, rival malchanceux de Marc Blondel lors du dix-huitième congrès de la centrale, en mars, tire les leçons de la crise qui agite Force ouvrière depuis trois mois.

Mardi 16 juillet, FO aura fini par céder, à contrecœur, la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) à la CFDT. Ce passage de relais historique — FO présidait la CNAMTS depuis 1967 — a fait un « mort », Jean-Claude Mallet, successeur de Maurice Derlin à la tête de la caisse en 1992 et considéré jusqu'à présent comme le « dauphin » de M. Blondel. M. Mallet restera le représentant de FO au conseil d'administration de la CNAMTS, désormais présidée par Jean-Marie Spaeth, membre de la commission exécutive de la CFDT.

DEUX CLAMS

Trois réunions de la commission exécutive de FO, à un mois d'intervalle, d'avril à juin, n'auront pas suffi pour trancher dans le vif. Dans cette instance pourtant uniquement composée de « blondéistes » depuis son renouvellement, la question du maintien ou du retrait de FO à la tête de la CNAMTS a déchiré les partisans du secrétaire général. Deux clans se sont de nouveau affrontés : pour les uns, attachés au rôle traditionnel de FO, l'intérêt

de la centrale était de se maintenir ; pour les autres, la cohérence avec le mouvement social de décembre 1995 primait.

Indécis jusqu'au bout, M. Blondel s'interrogeait encore le 24 mai, dans un entretien publié par La Croix : « J'en suis arrivé à une simple question : la présidence, pour quoi faire ? Quand Jacques Barrot dit que le rôle du président sera d'appliquer les orientations gouvernementales, ce n'est pas, à mon sens, le rôle du syndicat. A l'inverse, on peut transformer cette présidence en flot de résistance. »

« CÉRÉMONIE DE DEUIL »

De fait, ce n'est pas FO qui a pris la décision, mais la CFDT. En se portant candidate à la présidence de la CNAMTS, le 7 juin, et en faisant avaliser son initiative, le 12 juin, par le CNPF, la CFTC et la CGC, Nicole Notat a pris de vitesse M. Blondel et ne lui a laissé d'autre issue qu'une attitude protestataire. Elle n'a pas réussi, en revanche, à faire éclater au grand jour les contradictions qui courent au sein de FO. Arc-boutée sur son refus du plan Juppé, qui a conduit à ce qu'elle appelle le « rapt de la Sécurité » et à sa perte de la présidence de la CNAMTS, FO s'est repliée sur elle-même, en proie à une fièvre obsessionnelle.

« Parlement » de la centrale, le comité confédéral national, qui a traité essentiellement, les 2 et 3 juillet, de la protection sociale, a connu alors une « cérémonie de deuil », selon plusieurs participants. Le comité se réunissait après que les décisions douloureuses avaient été prises et il rendait officiel le retrait de la centrale au plan national, tout en se ménageant la possibilité « de présenter, là où l'organisation le souhaite, des candidats à la présidence sur ses positions, pour les

caisses locales et régionales de Sécurité sociale ».

C'est sur la base de ce compromis que le consensus a pu être établi au sein de FO. La résolution générale a été adoptée par une quasi-unanimité, ne recueillant que 6 abstentions et 9 voix contre. Pour FO qui détient 79 présidences de caisse régionale (sur 16) et 79 présidences de caisse locale sur 129, elle permet de ménager une issue honorable. « On ne va pas plus pouvoir travailler de la même façon, mais au niveau local et régional, de nouveaux équilibres seront respectés », estime Jean-Louis Pauc, président de la caisse primaire de Seine-Saint-Denis, la troisième de France, qui emploie vingt-cinq mille salariés et gère 13 milliards de francs.

Des voix de la minorité trotskiste du Parti des travailleurs se sont bien élevées pour rappeler que « l'indépendance de la Sécurité sociale par le Parlement, mais l'union de Loire-Atlantique, dirigée par Alexandre Hebert, qui préside aussi la caisse de ce département, avait déjà tranché : « Au plan national, nous ne pouvons assumer la présidence pour appliquer loyalement et strictement le plan Juppé. Au plan local, c'est différent : nous ne refusons pas les responsabilités. »

Patron de la fédération de la métallurgie, Michel Huc résume bien le sentiment partagé par une majorité des membres de FO : « La « Sécurité », c'est FO mais, demain, la « Sécurité » ne sera plus la « Sécurité ». En termes d'affichage, la perte de la CNAM constitue un virement important ; en termes réels, c'est moins vrai. »

Alain Beurve-Méry

Les forces françaises en Allemagne fourniront le tiers des régiments dissous avant 1999

Le porte-avions « Clemenceau » devra être désarmé dès 1997

Les forces stationnées en Allemagne seront parmi les plus touchées par la réorganisation des armées, et le porte-avions Clemenceau sera dés-

armé dès 1997 : telles sont quelques-unes des mesures que le ministre de la défense, Charles

Millon, annonce, depuis lundi 15 juillet, aux responsables militaires et aux autorités préfectorales, avant d'en indiquer le détail, mercredi, aux parlementaires et à la presse.

CHARLES MILLON a commenté, lundi 15 juillet, une série de mesures non stop d'explication de la réforme des armées, destinées aux responsables militaires et aux autorités préfectorales. Mercredi, le ministre de la défense indiquera les détails de ces mesures dites « d'adaptation » aux parlementaires des deux commissions de la défense (Assemblée nationale et Sénat) et à la presse.

M. Millon a fait rédiger un dossier, tiré à 55 000 exemplaires, qui dresse, par régions économiques, la carte des implantations militaires appelées à disparaître, à changer de vocation ou à être regroupées durant la période qui va de 1997 à 1999 et qui affectera les trois armées, en France et en Allemagne, le service de santé, la direction centrale du service national et la délégation générale pour l'armement.

Dans ce dossier figurent aussi les mesures financières et sociales, censées, par souci de l'aménagement du territoire, atténuer les conséquences de ces fermetures ou de ces transferts d'unités sur les personnels civils et militaires concernés et sur les conversions des emprises dom-

niales abandonnées le cas échéant par les armées.

Outre les déplacements et les regroupements de ses unités en vue de leur professionnalisation progressive, l'armée de terre doit procéder à la dissolution de trente-huit régiments (Le Monde du 12 juillet). Un tiers des formations en question est situé en Allemagne, qui est l'une des régions les plus affectées par ces mesures d'adaptation. Les deux gouvernements de part et d'autre du Rhin en discutent actuellement, dès lors qu'il s'agit du sort de la division blindée française membre de l'Eurocorps.

En France même, la plupart des centres mobilisateurs et plusieurs annexes hospitalières fermeront, notamment à Dijon et à Strasbourg. Une douzaine d'établissements relevant du service du matériel - soit le tiers des implantations situées dans des régions souvent ébranlées par la crise de GIAT Industries ou par celle des constructions navales - seront rayés de la carte ainsi que des centres d'entraînement commando et des régiments-écoles, à commencer par celui de l'école de l'arme blindée et cava-

lerie de Saumur (Maine-et-Loire) et de l'école des troupes aéroportées de Pau (Pyrénées-Atlantiques).

VINGT-HUIT BÂTIMENTS PERDUS

Des sites changeront d'affectation, notamment dans le centre et dans l'ouest du pays, pour donner naissance à des centres spécialisés dans le cadre du « rendez-vous citoyen » obligatoire d'une semaine à dix jours qui a trait à la nouvelle organisation du service national.

L'objectif de l'armée de terre est d'arriver, d'ici à 2002, à un corps professionnalisé de 137 000 militaires au total, soit 66 500 cadres, 65 000 engagés volontaires par contrat (ce qui représente un doublement des effectifs actuels) et 5 500 jeunes du service volontaire. A cet effectif, il faudra ajouter quelque 34 000 civils.

L'armée de l'air perdra, au fil des six années d'exécution de la loi de programmation militaire adoptée au printemps par le Parlement, une dizaine de bases aériennes, des établissements ou dépôts divers. Durant la période 1997-1999, enfin, la marine nationale, qui allège aujourd'hui moins

de cent vingt bateaux de toutes les catégories, doit se séparer d'une douzaine d'unités navales.

D'autres désarmements interviendront ultérieurement, la marine devant renoncer à vingt-huit bâtiments au total, dont certains auraient pu être conservés si son budget n'était pas réduit de 20 % par rapport au schéma initial. Parmi ces disparitions, des avisos escorteurs anciens de faible tonnage notamment à Toulon, et des sous-marins de chasse à propulsion diesel/électrique.

Surtout, la marine désarmera dès 1997 le porte-avions Clemenceau, qui, à cette date, aura accompli quelque trente-huit années de bons et loyaux services. Le Foch sera mis en position d'attente à partir de 2000, lorsque le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle entrera en service.

L'état-major de la marine s'est - faute d'équipage suffisant - seulement laissé la possibilité technique de réactiver le Foch quand le Charles-de-Gaulle sera indisponible, en 2004, à la suite de sa période d'entretien régulier et de révision.

Jacques Isnard

M. Juppé juge « excessif » le pessimisme des Français, analysé par M. Chirac

Le RPR et l'UDF se préparent aux élections de 1998

CONFIRMÉ, dimanche 14 juillet, dans ses fonctions de premier ministre par le chef de l'Etat, Alain Juppé s'est affiché dès le lendemain en chef de la majorité. L'occasion lui en a été fournie par la première réunion du conseil de l'Union, une structure « de concertation, d'information, d'impulsion et d'arbitrage » destinée à préparer les élections législatives en rassemblant les dirigeants RPR et UDF.

Assis aux côtés de François Léotard, président de l'UDF, François Bayrou et Alain Madelin, dans l'un des plus vieux cafés de Saint-Germain-des-Près, M. Juppé a donné les grandes lignes du programme de travail de la majorité. Celle-ci disposait, depuis l'intervention télévisée du président de la République, d'une information essentielle : il n'y aura pas d'élections législatives anticipées ; le RPR et l'UDF ont donc dix-huit mois devant eux pour travailler.

« Nous ne sommes ni pessimistes ni passifs », a déclaré le premier ministre. Cette réunion est là pour montrer notre détermination à agir. Qu'il y ait du pessimisme dans l'air, ça, c'est incontestable. Le président de la République a eu le mérite de dire pourquoi il le comprenait. Mais mon sentiment personnel (...), c'est que ce pessimisme, aujourd'hui, a atteint des degrés tout à fait excessifs et tout à fait étrangers à la réalité. »

Le RPR et l'UDF se sont donc mis d'accord sur un calendrier. Chaque formation a jusqu'au premier trimestre 1997 pour engager une réflexion et élaborer un projet. M. Léotard a indiqué que, pour l'UDF, Pierre Méhaignerie (FD) sera chargé de piloter ces travaux en vue d'une convention, en février 1997. Cette réflexion doit déboucher, fin 1997, sur un projet commun valant « esprit de majorité », selon le communiqué RPR-UDF. Après la stratégie, l'indication : une commission technique d'investiture, présidée par Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, et Jean-Claude Gaudin, vice-président de l'UDF, sera mise en place dès la rentrée. Au cours du repas, les dirigeants de la majorité ont en effet évoqué les

cas d'une soixantaine de députés sortants, parmi les plus âgés, qui ne seraient plus « en phase » avec leur « terrain » électoral. Pour les tacticiens électoraux de la majorité, l'idéal serait de les remplacer par des jeunes et des femmes, voire par des jeunes femmes. Sur cette soixantaine de circonscriptions, les cartes seraient redistribu-

Autour de la table

Sur les trente-deux membres que compte le conseil de l'Union, étaient présents, lundi 15 juillet, pour le RPR : Alain Juppé, Jean-François Mancel, Michèle Alliot-Marie, Roselyne Bachelot, Pierre Bédier, Anne-Marie Couderc, Henriette Martinez, Michel Péricard, Marie-Josée Roig, Patrick Stefanini ; pour l'UDF : François Léotard, François Bayrou, Pierre-André Witzler, Nicole Amelino, Maurice Rijn, Philippe Douste-Blazy, Jean-Claude Gaudin, Claude Goussier, Alain Madelin, Pierre Méhaignerie, Jean-Pierre Raffarin, Gilles de Robien, José Rossi, André Rossinat, André Santini. S'étaient fait excuser, pour le RPR, Edouard Balladur, Charles Pasqua, Jean-Claude Pasquy, Josseph de Robien, Frédéric de Saint-Sernin et Philippe Séguin ; pour l'UDF, Simone Veil.

buées : la formation sortante ne bénéficierait pas de la reconduction automatique de son investiture.

Le déjeuner a permis aussi au premier ministre de sonder les responsables de la majorité sur quelques sujets : le projet de loi de finances, la modification du mode de scrutin aux élections régionales et la réforme du secret de l'instruction. Sur ce dernier point, Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée, a exprimé des réserves quant aux velléités d'encadrement plus strict de la liberté de la presse.

Caroline Monnot et Pascale Robert-Diard

Un message du chef de l'Etat

Dans un message aux armées, diffusé lundi 15 juillet, M. Chirac reconnaît que « la restructuration complète » de la défense entraînera des « contraintes nouvelles » pour beaucoup. Il ajoute à l'adresse des cadres : « J'attends de vous que ces réformes, essentielles pour la sécurité de notre pays, soient mises en œuvre résolument (...). Dans cette période de grand changement, la nation attend de vous que soit maintenue au mieux la capacité opérationnelle de nos unités et que soit améliorée, autant que possible, la productivité de nos industries d'armement. » Le chef de l'Etat conclut : « Je veillerai (...) à ce que vous ayez les moyens de remplir vos nouvelles missions et de réussir ces nécessaires transformations dont dépend la sécurité future de notre pays. »

Matignon prépare l'« accompagnement » des restructurations

UN COMITÉ INTERMINISTÉRIEL, présidé par Alain Juppé, a arrêté, lundi 15 juillet, « dans un souci d'équité et d'équilibre, par redéploiement et accompagnement économique et social », un dispositif permettant d'atténuer les effets des opérations de restructuration des unités de l'armée et des industries de défense. Il s'agit du principal dossier auquel vont être confrontés, d'ici le début des années 2000, les responsables de l'aménagement du territoire.

Matignon rappelle que les moyens « consacrés à ces actions sur la période 1997-2002 s'élèveront à plus de 2,2 milliards de francs à travers les fonds de restructuration de la défense et les sociétés de conversion ». En outre, l'Union européenne consacrerait à ces actions plus de 700 millions de francs sur les trois prochaines années.

Jean-Claude Gaudin, qui participait à la réunion avec plusieurs autres ministres (défense, fonction publique, industrie, PME, budget), a fait valoir qu'il ne saurait y avoir de suppressions d'emplois sans contrepartie et qu'il sera attentif au sort des petites villes les plus affectées, nombreuses dans le Grand Ouest, le Massif central et ses pourtours.

Le détail des restructurations pour les années 1997-1999 doit être annoncé par le ministre de la défense mercredi. S'agissant des forces armées, il a été décidé que les restructurations effectuées « au cours des trois prochaines années tiendront le plus grand compte, précisément, de l'aménagement du territoire ». Matignon précise qu'il a été décidé de recourir « au maintien quasi général d'une présence militaire dans les villes de garnison françaises, par redéploiement, à des délocalisations à partir de la région parisienne dans les localités touchées et à la prévision d'installation de centres du nouveau service national dans les villes les plus affectées par des dissolutions ». Matignon ajoute que les « rares localités pour lesquelles la compensation ne pourra se faire sous forme militaire bénéficieront d'un effort particulier d'accompagnement économique et social ».

Concernant les industries d'armement, les services du premier ministre soulignent que la « restructuration indispensable de GIAT Industries et de la DCN a été trop longtemps différée » et que les « décisions d'adaptation ont été arrêtées après une concertation avec les partenaires sociaux ».

F. Gr.

L'utilité du TGV-Est et du canal Rhin-Rhône est contestée dans un rapport remis à M. Gaudin

LE MINISTRE de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, Jean-Claude Gaudin, devait réunir, mardi 16 juillet, les membres des cinq commissions qui, à l'initiative de la Datar, ont rédigé des rapports servant d'ossature au futur schéma national d'aménagement du territoire. Prévu dans la loi Pasqua du 4 février 1995, ce schéma, après confrontation avec les travaux du Commissariat général du Plan et arbitrage

en comité interministériel, devrait être soumis au Parlement au printemps 1997, après avis des conseils régionaux et généraux et du Conseil économique et social.

Les cinq commissions ont « planché » sur les infrastructures et les réseaux, la démographie, l'emploi et le développement économique, les villes et les services collectifs, l'environnement, l'aménagement rural. Chacune était présidée par un élu : Jean

François-Poncet (sénateur UDF de Lot-et-Garonne), Armand Cahuzac d'Homécourt (député UDF du Finistère), Gérard Larher (sénateur RPR des Yvelines), Jean-Pierre Balligand (député PS de l'Aisne) et Patrick Ollier (député RPR des Hautes-Alpes).

M. Cahuzac d'Homécourt estime que l'aménagement du territoire relèvera de plus en plus d'une « ingénierie d'organisation » et d'une politique de développement

en faveur des PME locales, car la « vision redistributive » de l'aménagement est « révolue ». « L'objectif, écrit-il, est d'arriver en 2015 à cent agglomérations, organisées en communautés de villes percevant la taxe professionnelle au même taux, et à quatre cents « pays » coïncidant avec les communautés de communes ». Il importe alors de redessiner la carte des arrondissements et redéfinir le rôle des sous-préfets, devenus des « chargés de mission » du développement.

Au moment où l'Etat s'efforce partout les dépenses, il faut remettre à plat les grands projets d'infrastructure les plus chers. Les opérations en cours, déjà décidées, coûtent quelque 13 milliards de francs par an aux contribuables « sans laisser aucune marge de manœuvre dans les choix d'ici à 2005 », observe M. François-Poncet. En conséquence, l'Etat devra « réexaminer les avantages et les coûts des projets tels que le TGV-Est ou la mise à grand gabarit du canal Rhin-Rhône par rapport à d'autres investissements » permettant de réduire le désenclavement et les inégalités territoriales.

Cette orientation conduit en fait, à travers un rapport officiel, à recommander le gel, pour ne pas dire l'abandon, de ces deux « projets-phares ». Les principaux ministres partagent ce souhait, mais n'osent pas l'annoncer clairement à cause des répercussions politiques prévisibles.

F. Gr.

François Grosrichard

Une commission du Parti socialiste propose la transformation du département

LA COMMISSION nationale de l'aménagement du territoire et de la décentralisation du Parti socialiste, que préside Jean-Pierre Balligand, député de l'Aisne, vient d'achever ses travaux par la rédaction d'un rapport contenant une série de propositions concrètes dont la plus spectaculaire est la transformation du département en un « sénat départemental des structures intercommunales ».

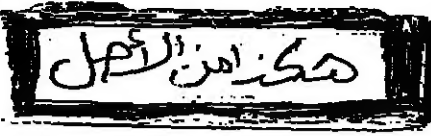
Destiné à nourrir les débats de la convention sur la redistribution, prévue à l'automne, ce document est un bilan favorable de la décentralisation et de certaines politiques de reconversion, mais ne cache ni « les insuffisances ni les lacunes » de ce qui fut, avec les nationalisations, la grande affaire du premier septennat de François Mitterrand. On a abouti, selon ce

texte, à « un enchevêtrement des compétences et des interventions qui rend le paysage institutionnel et financier local totalement illisible ».

La commission Balligand a cherché à définir le territoire pertinent de développement et de solidarité. Elle définit deux types de communautés territoriales : les agglomérations, organisées en communautés urbaines autour des grands centres, et les « arrondissements-pays », érigés en communautés de communes autour d'une ville moyenne ou d'un bourg-centre. Ces communautés, élues au suffrage direct, bénéficieraient d'une fiscalité propre, avec mise en commun de la taxe professionnelle. Dans un délai de deux ans après la loi, toutes les communes devront avoir intégré soit une agglomération, soit un « arrondisse-

ment-pays ». Cette réforme entraîne une redéfinition des rôles du département et de la région. Le premier deviendrait un « sénat départemental des structures intercommunales », disposant d'un pouvoir normatif, mais il ne pourrait plus lever l'impôt.

Il sera formé de représentants des nouvelles structures locales. La région devra bénéficier de moyens budgétaires supérieurs à ceux d'aujourd'hui, afin de corriger les inégalités territoriales et d'organiser la pénétration des ressources. Les conseillers régionaux seront élus dans une circonscription régionale, selon un mode de scrutin de type municipal, permettant de dégager des majorités stables.



ENVIRONNEMENT Le dispositif d'incitation à l'achat de véhicules électriques en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1995 et valable jusqu'au 31 décembre a donné des résultats

qui restent assez modestes. ● MALGRÉ une aide de 15 000 francs, pas plus de 1 400 Peugeot, Citroën et Renault électriques ont trouvé acquéreur en un an. La perspective de

7 000 immatriculations en dix-huit mois n'est plus de mise. Ce sont généralement les entreprises publiques, les administrations et des collectivités locales qui se sont équipées. Moins

d'une centaine de particuliers ont sauté le pas. ● MITIGÉS, ces résultats tiennent à la faiblesse des commandes passées par les services de l'Etat et à l'insuffisance des efforts

de promotion. Alors que des pourparlers sont en cours avec des sociétés de location de voitures, les constructeurs souhaitent que les aides soient pérennisées au-delà de 1996.

Malgré les aides, les ventes de voitures électriques restent modestes

A peine plus d'un millier de véhicules « propres » ont trouvé acquéreur depuis un an, faute d'une véritable implication des pouvoirs publics et des firmes automobiles. Celles-ci demandent que les primes de l'Etat et d'EDF soient pérennisées au-delà de 1996

PERSONNE N'ATTENDAIT un raz-de-marée. Firmes automobiles, pouvoirs publics comme EDF se doutaient bien que les deux primes accordées depuis le 1^{er} juillet 1995 pour l'acquisition d'un véhicule électrique (5 000 francs à l'achat versés par l'Etat et 10 000 francs accordés directement au constructeur par EDF) n'allaient pas libérer un vaste engouement populaire. Chacun savait aussi que l'impact immédiat des incitations proposées aux entreprises et aux municipalités serait limité. Un an après le lancement de l'expérience, la plupart des protagonistes avouent tout de même une certaine déception face à un mécanisme qui établit une quasi-équivalence de prix entre une Peugeot 106, une Citroën AX ou une Renault Clio thermique, et leur version électrique.

« Une chose est sûre, commente avec humour le représentant d'un constructeur : personne ne nous reprochera de mettre en péril les finances publiques. » Chez PSA, neuf cents unités ont été commercialisées (550 pour Peugeot, 350 pour Citroën), contre quatre cents environ chez Renault. Pour l'heure, le mécanisme d'incitation lancé le 1^{er} juillet 1995 et valable jusqu'au 31 décembre 1996 a donc facilité la vente de quelque 1 400 voitures électriques (1 100 officiellement immatriculées au 1^{er} juillet, les autres étant en cours de livraison). Non négligeables, ces premiers résultats sont en décalage avec les objectifs initialement affichés

puisqu'ils les constructeurs tablèrent sur un volume de cinq mille voitures vendues fin 1996 (*Le Monde* du 1^{er} juillet 1995). Hors d'attente, cette prévision était pourtant plus réaliste que les perspectives (7 000 voitures attendues pour la fin 1996) contenues dans l'accord-cadre d'avril 1995 et dont les principaux signataires sont l'Etat, les constructeurs et Electricité de France.

Avec un parc de 3 000 véhicules, la France, dont les constructeurs sont les seuls à s'être lancés dans la production industrielle, dispose d'une bonne longueur d'avance

Alors que le groupe interministériel « voiture électrique » estime, sans vraiment y croire, que l'on pourra terminer l'année avec 3 000 à 4 000 ventes, EDF espère, au mieux, dépasser légèrement les 2 000 unités.

Plusieurs raisons expliquent ce

démarrage laborieux. En premier lieu, le dispositif de la prime a été lancé alors que l'appareil industriel n'était pas encore prêt. Ainsi, la commercialisation n'a pu débuter qu'en novembre. Ensuite, les protagonistes n'ont guère investi en information et en promotion. La préparation du projet de loi sur la qualité de l'air, qui prévoit d'autoriser l'exonération des taxes sur la carte grise et la vignette pour « les engins électriques et peu polluants », aurait pourtant dû inciter les pouvoirs publics à vanter avec davantage de conviction les mérites de la voiture électrique.

Quant aux firmes automobiles, trop occupées à faire fructifier la « prime Balladur » puis la « prime Juppé » pour vendre des véhicules thermiques polluants, elles n'ont pas jugé leurs versions électriques dignes d'intérêt publicitaire. Conséquence logique : les particuliers sont encore plus minoritaires qu'on ne l'imaginait. Les acheteurs individuels (6 % des clients de Peugeot) ne dépassent pas la soixantaine chez PSA. Chez Renault, qui n'a jamais caché qu'il ne s'agissait pas là d'une priorité, un seul et unique particulier s'est manifesté.

Autre handicap : l'accord d'avril 1995 prévoyait que, jusqu'en 1999, 10 % des nouveaux véhicules urbains des services de l'administration devaient être électriques (environ 7 000 unités) tard à se concrétiser. Les commandes attendues auprès des directions de l'équipement ne sont pas venues,

se plaint-on chez PSA comme chez Renault, où l'on déplore aussi le peu d'emprunteur de France Télécom et de La Poste.

Jugés sur leurs résultats, les responsables des parcs automobiles publics ne considèrent pas d'un bon œil des véhicules dont ils retiennent surtout qu'ils sont tout de même plus chers à l'achat », constate un constructeur. Au contraire, EDF a – logiquement – donné l'exemple en passant commande de quatre cents véhicules électriques, ce qui porte sa propre flotte à un millier

baïne de Lyon, notamment), elles perçoivent, pour chaque voiture, l'aide EDF et une prime de 8 000 francs hors taxes de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Ces avantages n'ont, semble-t-il, pas convaincu.

A ces explications, il faut probablement en ajouter une autre, plus terre à terre : les inconvénients de l'automobile électrique éclipsent encore ses attraits. « L'impression que l'on peut avoir d'une voiture électrique est très différente avant et

complètes pour charger les batteries. Or, dans la pratique quotidienne, les utilisateurs s'organisent et ne consacrent pas un temps exclusif aux opérations de recharge », insiste pour sa part Jacques Saint-Marc, secrétaire général du groupe interministériel « véhicule électrique ».

Pourtant, avec un parc total de 3 000 véhicules (le tiers du parc européen), la France – dont les constructeurs sont les seuls à s'être lancés dans la production industrielle de voitures électriques – dispose d'une bonne longueur d'avance sur ses voisins. Et quelques signes laissent espérer des jours meilleurs. Outre les promesses de déblocage de commandes publiques, des contacts prometteurs ont été noués avec des sociétés de location de voitures.

Depuis quelques jours, constructeurs et pouvoirs publics ont commencé à se pencher sur l'après-1996. D'ores et déjà, Renault et PSA réclament la pérennisation des aides au-delà du terme du 1^{er} janvier 1997. « Même si les premiers résultats ne sont pas mirobolants, il faut croire en l'avenir de la voiture électrique, plaide François Kœgler, directeur du projet voiture électrique chez Renault. La technologie des batteries s'améliorera d'autant plus rapidement que l'industrie pourra compter sur des volumes suffisants de production. Ce sera long, mais nous pouvons faire naître une dynamique. »

Jean-Michel Normand

Entreprises et mairies restent partagées

A PARTIR du 1^{er} juillet, quinze Peugeot 106 électriques sillonnent le tunnel sous la Manche. Elles emprunteront le tunnel de service, à des fins de maintenance et d'éventuelle évacuation. La direction d'Eurotunnel a davantage pensé à la nécessité de « réduire les émissions », et de contrôler la qualité de l'air, dans un espace clos où évoluent ses employés, qu'à la stricte rentabilité d'un tel investissement. A l'avenir, elle prévoit même de supprimer l'utilisation de véhicules Diesel dans le tunnel.

La démarche d'Aéroports de Paris (ADP) est identique. A terme, le renouvellement complet de son parc automobile est envisagé : de trente véhicules électriques, on devrait passer à une centaine, fin 1997. Ce faisant, ADP entend attirer, en particulier auprès des habitants des nombreuses communes limitrophes, la mauvaise image que lui valent des dommages infligés à la qualité de l'air ou de l'eau et, bien sûr, les nuisances sonores. Elle vient également d'inclure dans ses appels d'offres une clause contraignant le

soumissionnaire à utiliser des moteurs non polluants. De même L'Oréal, qui joue la carte de « l'entreprise verte », vient d'acquiescer cinq Citroën AX pour relier ses différents sites de production de région parisienne. « Même si c'est un petit geste, c'est intéressant pour montrer le projet et pour la motivation de nos collaborateurs », estime la direction. La différence entre le prix effectivement payé (75 000 francs par voiture) et le coût initialement prévu (entre 80 000 et 150 000 francs) l'a incité à mener son projet à bien.

COÛT DE REVIENT ÉLEVÉ

A l'initiative de la mairie, des voitures électriques sillonnent également les rues de Dijon (Côte-d'Or). Les employés, assurent les services municipaux, sont « ravis » et n'imputent à ces véhicules qu'un seul défaut, l'absence totale de bruit, qui constitue un danger pour les piétons.

L'électromobilité peut aussi engendrer le scepticisme, car certaines entreprises n'ont pas vraiment été convaincues. C'est le cas

de La Poste, qui juge « peu encourageantes les expériences successives » en raison de « la faiblesse de l'autonomie et du coût de revient élevé ». La Poste n'utilise à l'heure actuelle qu'une dizaine de voitures électriques, mais compte en introduire – sans grand enthousiasme – une trentaine sur l'ensemble du territoire fin 1996.

La mairie de Montreuil (Seine-Saint-Denis), qui s'était dès 1993 lancée dans l'expérience électrique en mettant en service sept véhicules, puis deux supplémentaires en 1994, utilisés pour les déplacements du personnel, constate aujourd'hui « l'étendue des contraintes économiques et techniques ». Les responsables municipaux estiment que « si la seule mairie s'équipe en voitures électriques, cela ne peut suffire d'un point de vue de la protection de l'environnement ». En outre, certains techniciens ne semblent guère sensibles aux arguments d'une voiture « une fois et demie à deux fois plus chère » à l'usage, et qui, finalement, « n'offre un bénéfice qu'à la seule collectivité ».

« J'EN AVAIS RÊVÉ pendant vingt ans », s'enthousiasme Louis Gabriel. En janvier, après toute une carrière consacrée à l'électrotechnique, ce retraité de Hambach (Moselle) a enfin pu faire l'acquisition d'une voiture électrique. Féru de technique, il a déjà installé sa propre centrale solaire. Il figure parmi les premiers clients des constructeurs. Rien n'aurait pu détourner Louis Gabriel de ce qu'il considère comme « une avancée décisive dans le monde de l'automobile ». Ni le regard inquiet de ses voisins ni les considérations d'ordre technique ou financier. Le montant de l'achat de sa Peugeot 106 électrique correspond peu ou prou au prix d'une voiture thermique, mais le coût de l'utilisation se révèle bien plus avantageux. Preuve à l'appui, grâce à un compteur de sa fabrication lui permettant de « calculer les meilleurs rendements avec son ordinateur de poche », il estime le coût du kilomètre électrique à 80 centimes en moyenne.

« STRICTEMENT URBAINE »

Encore étroit, le cercle des amateurs de véhicules électriques ne se limite pourtant pas aux passionnés. Une clientèle plus routière et pragmatique commence timidement à se tourner vers un concept qui, de prime abord, ne lui était pas apparu comme correspondant à ses besoins. C'est le cas de Pierre Béguin, médecin à Lyon, qui a découvert les véhicules électriques à la suite d'un « heureux concours de circonstances ». Alors qu'il cherchait à remplacer son deuxième véhicule, l'une de ses relations lui a

prêté une tranquille Peugeot électrique. « Dès les premières minutes, j'ai été conquis. Une véritable découverte ! », confie ce conducteur pourtant versé dans la conduite sportive.

C'est avant tout le comportement du véhicule qui l'a séduit. « Elle se conduit comme un jouet et transforme le conducteur. Fini le stress de la voiture thermique : après un trajet, on se sent différent, plus reposé, moins énervé », estime-t-il. Au point que sa femme, qui « n'était pas vraiment pour », l'a aussi adoptée. En revanche, son travail de « propagande » n'a pas encore porté ses fruits hors de la cellule familiale. « Pour les gens, la voiture doit être synonyme de liberté et d'évasion, l'autonomie limitée de la voiture électrique les arrête, analyse-t-il. Ils n'ont pas compris que le véhicule électrique n'a, en l'état actuel de ses performances, qu'une vocation strictement urbaine. » Une fois cette caractéristique intégrée, elle se révèle comme « la seconde voiture idéale ».

L'aspect financier a également incité M. Béguin à franchir le pas. Avec un « plein électrique à 7 francs », la gratuité de la place de parking et de l'alimentation en électricité (offerts par la mairie), l'entretien réduit au strict minimum, il s'estime « économiquement gagnant ». Et tant pis si la voiture, nerveuse au démarrage, perd toute reprise une fois dépassés les 40 kilomètres-heure. « Cela fait partie de l'esprit du véhicule », conduit-il, philosophe.

C. B. et D. R. A.

Saisie record d'héroïne dans le tunnel sous la Manche

LES DOUANIERS français de Calais, chargés de la surveillance du tunnel sous la Manche, ont effectué, le 11 juillet, la plus importante saisie d'héroïne en France depuis 1972. Selon le ministère de l'économie et des finances, qui a rendu publique l'opération, lundi 15 juillet, 106 kilos de cette drogue ont été découverts dans un semi-remorque immatriculé en Grande-Bretagne.

Le chauffeur, un ressortissant britannique travaillant pour une société de transport, a été présenté le 13 juillet au parquet de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) et placé en détention provisoire.

Selon les enquêteurs, le cargaison du camion avait été embarquée aux Pays-Bas et en Belgique, à destination de la Grande-Bretagne. En l'absence de tout « renseignement préalable » sur le passage du poids-lourd, c'est l'utilisation du « sy-

scout », un système de contrôle par scanning, qui a permis de repérer la drogue, dissimulée dans des cartons de rouleaux de papier hygiénique chargés en Belgique. D'autres cartons contenaient des vélos, des appareils et des pellicules photographiques.

Outre les sachets d'héroïne, les douaniers ont découvert 20 kilos

d'amphétamines, un kilo de cocaïne, 1,2 kilo d'éphédrine (produit chimique servant à l'élaboration de la drogue) et 15 grammes d'herbe de cannabis, cachés dans des bidons de plastique. Selon la direction régionale des douanes de Dunkerque, l'héroïne saisie – dont le degré de pureté ne dépassait pas 50 % – aurait une valeur

Les précédents depuis cinq ans

Avant la saisie du 11 juillet, la plus importante découverte d'héroïne des cinq dernières années sur le territoire français avait eu lieu à Paris, le 6 décembre 1994, dans un hôtel du 17^e arrondissement, où 63 kilos avaient été interceptés.

Figurent également parmi les records des services chargés de la lutte contre le trafic de stupéfiants – police, gendarmerie, douanes – les saisies du 8 octobre 1991 (60 kilos), du 31 octobre 1993 (46 kilos) et du 8 octobre 1994 (44 kilos), ces deux dernières ayant été opérées dans la Marne. Le 23 septembre 1991, 33 kilos d'héroïne avaient été trouvés à l'aéroport de Roissy, dans les bagages d'un voyageur arrivant de Bangkok (Thaïlande). Tout récemment, le 26 avril 1996, les douaniers avaient intercepté 22 kilos, dissimulés dans un poids-lourd britannique, sur l'autoroute A 27 Lille-Bruxelles.

marchande de 60 à 80 millions de francs. Cette opération-record s'ajoute à une série d'interventions des fonctionnaires des douanes, depuis l'ouverture à la circulation du tunnel sous la Manche, en 1994 : 150 douaniers assurent la surveillance du trafic, qui voit passer quotidiennement de 800 à 1 000 poids-lourds. Le 4 juillet, ils avaient intercepté un autocar espagnol, à l'intérieur duquel étaient dissimulés plus de 400 kilos de résine de cannabis. Le 8 juillet, les douaniers avaient encore découvert quelque 70 kilos de cannabis en résine et en herbe à bord d'une voiture conduite par un ressortissant néerlandais, qui se rendait lui aussi en Grande-Bretagne.

De l'autre côté du tunnel, les douanes britanniques ont saisi, vendredi 12 juillet, 120 kilos de tablettes d'ecstasy, lors d'un contrôle de routine à bord d'une voiture venant des Pays-Bas.

Le Père supérieur d'Aiguebelle écarté du monastère

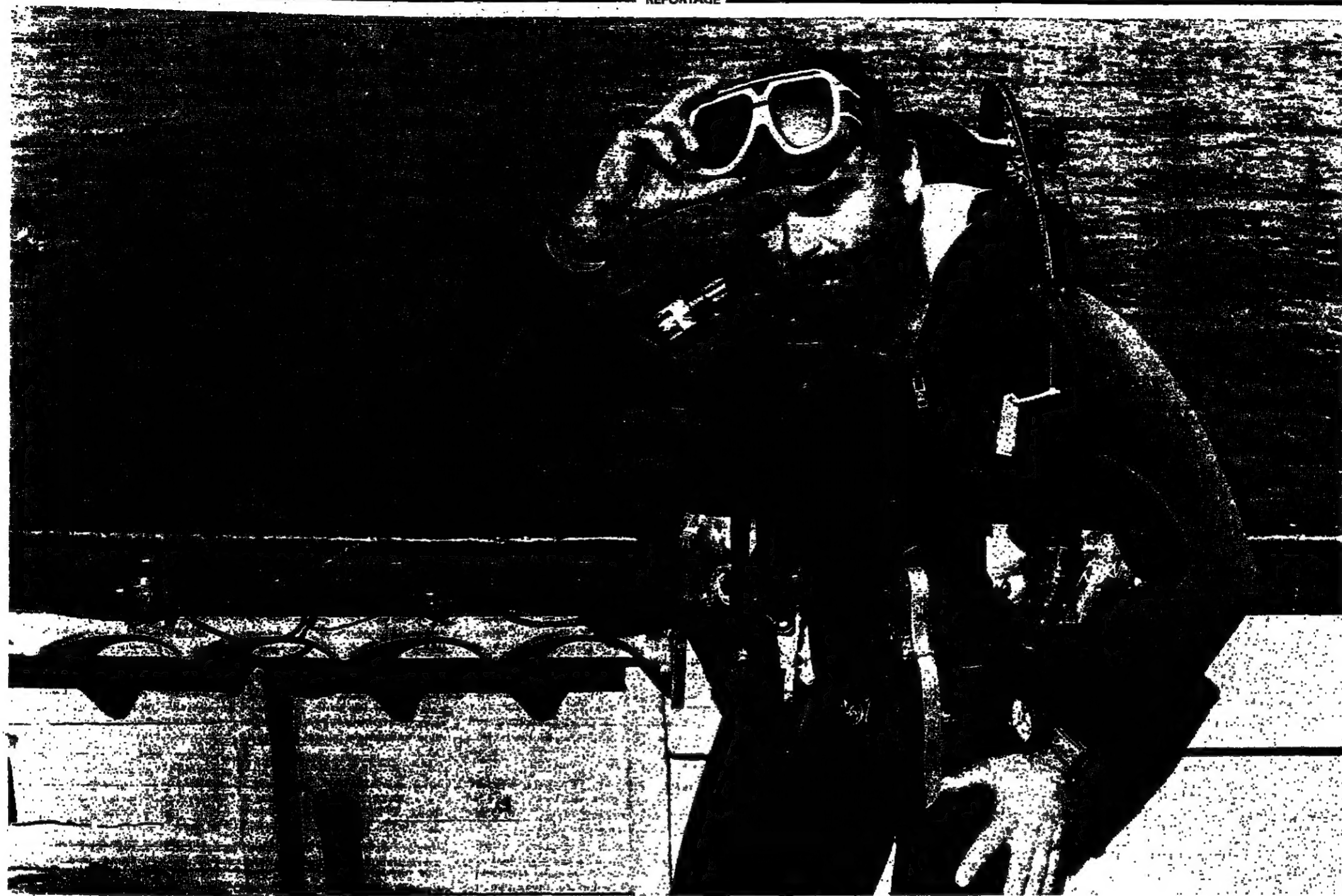
LE PÈRE YVES DE BROUCKER, supérieur de l'abbaye Notre-Dame d'Aiguebelle (Drôme), d'où étaient originaires les moines assassinés par le GIA en Algérie, n'a pas vu son mandat renouvelé par la communauté des moines et a quitté l'abbaye le 16 juin, a-t-on appris lundi 15 juillet. Une polémique avait agité la communauté après que son prieur claustral, le Frère Gérard, eut affirmé qu'un émissaire français avait rencontré les religieux. Après enquête, la police avait estimé que le prieur avait été victime d'une manipulation. Le Frère Gérard, qui assure l'intérim à l'abbaye, a minimisé l'impact de cette polémique. Le Père de Broucker a sans doute également payé pour les difficultés financières de la distillerie de l'abbaye, placée en redressement judiciaire en avril.

■ **MENDICITÉ** : un SDF a porté plainte, lundi 15 juillet, pour « atteinte à la liberté individuelle commise par une personne dépositaire de l'autorité publique », contre la police municipale de Nice. Il affirme avoir été conduit de force et à plusieurs reprises au refuge du Mont-Chaume, où la police municipale regroupe les SDF en infraction avec l'arrêté municipal mis en application depuis juin.

■ **JUSTICE** : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris rendra son arrêt sur le maintien en détention du PDG de la SNCF, Loïc Le Floch Prigent, jeudi 18 juillet à 9 heures. Lors d'une audience à huis clos, lundi 15 juillet, elle a examiné l'appel formé par l'ancien président d'Elf contre le mandat de dépôt délivré le 5 juillet par le juge d'instruction parisien Eva Joly.

HORIZONS

REPORTAGE



GENS DE MER

Les épaves mirifiques de Marec le plongeur



LES vieux pêcheurs de Tréboul qui, le soir, assistent au retour de l'Appel-de-l'été, lui jettent un regard dur. L'ancien coquillier de la baie - racheté par le club de plongée - a certes belle allure, entretois, soigné, poncé, magnifiquement repeint. L'équipage à la manœuvre paraît irréprochable, ardent et enthousiaste. Et, pourtant, un curieux malaise interdit à ces bouillonneurs des mers de ressentir pour les jeunes gens qui accostent, vêtus de combinaisons noires, le sentiment presque fraternel qui les lie d'ordinaire aux marins. Quelque chose ne va pas.

Quelque chose les gêne, dans ces mines réjouies, ces regards complaisants et gourmands, cet entrain à ranger leur quinquaille pourtant fort encombrante (bouteilles, palmes, masques, ceintures, détendeurs) et à se donner rendez-vous le lendemain ou le week-end prochain. Quelque chose leur échappe - « D'où viennent-ils ? Qu'ont-ils fait ? Qu'ont-ils vu ? » - qu'ils jalousent ou condamnent. Ils ne savent trop.

« C'est pas des trucs à faire », dit un ancien matelot qui traqua jadis la langouste sur les côtes d'Afrique. « On n'a pas à y voir dessous ! C'est le territoire de la mer. Ce n'est pas la place de l'homme ! »

Y aurait-il donc une loi secrète de la nature ? Un pacte à respecter sous peine de vengeance, de rébellion ou de malédiction ? Craindraient-ils que la mer, en ouvrant ses entrailles, perde de sa magie ou son aura de quelconque somptuosité ? Ou bien redouteraient-ils qu'elle ne dévoile avec réticence un gigantesque sépulchre ?

Paul Marec a toujours en envie « d'aller y voir dessous ». Parce que c'est mystérieux, différent, magique. Parce que c'est une autre planète, au bout du quai, au bord de la plage. Parce qu'il lui semble étrange qu'on puisse aimer la mer et se contenter d'un effacement frustrant ou d'un combat sauvage pour peu que le vent souffle à la surface de l'eau. La mer n'est pas l'écluse, la crête blanche des vagues, la houle ou les embruns. Ça, c'est simplement l'écorce. La sève est dans la profondeur.

Fils et petit-fils de marins-pê-

cheries douaniers, il a toujours plongé. A cinq ans, sur la grève, avec palmes et masque. A seize ans, avec bouteille. Et cela fait bien vingt ans qu'il fait des études, géologie de formation, manœuvre bénévole, amoureux de l'Océan.

« Une culture dans la mer, et hop ! Nous voilà dans une autre dimension ! Sans poids, sans entraves, souples, angéliques, libres de toutes les piroquettes et de toutes les audaces, débarrassés du bruit, de la vitesse, de la violence. La planète mer nous intègre sans problème. Des poissons nous filent et puis passent leur chemin. Certains suivent, d'autres fuient. Un banc de taccués se reforme derrière nous. Tiens, voilà qu'on est dedans ! On ne se sent pas intrus... Ici, un tapis de petites anémones corail ; là, un éventail de gorgones et, plus loin, une extravagante forêt de grandes lamelles... Et ces créatures maritimes aux troncs inouïs, une trompette en guise d'oreille... »

Paul Marec fait des gestes, mais ne sent impuissant à décrire des formes ou des couleurs inconnues « en surface ». Le mieux, propose-t-il, serait bien sûr de plonger... « Si vous saviez le sentiment d'immense privilège lorsqu'on ressort de la mer avec ces visions ! C'est comme si la Terre était soudain plus grande, plus riche, plus fabuleuse ! Cette découverte change toute la vie ! »

PALMES à portée de main, on ne vit plus dès lors qu'un rythme des marées. « On demeure aux aguets. » Car plonger en Bretagne n'a rien d'une escapade sous-marine aux Caraïbes ou en Méditerranée. Une plongée se prévoit, se calcule, se prépare. Quel coefficient de marée ? Quels courants ? Quelle météo ? Quels vents ? Quelle visibilité pour repérer amers et alignements ? Et puis quelle hauteur d'eau à telle heure ? (Plus c'est profond, moins on reste de temps.) Il faut étudier les cartes marines en calculant le temps du trajet pour trouver le mouillage et le créneau de plongée optimal ; prévoir ses vacances l'été sur l'Atlantique, en sachant que certaines plongées, rêvées de longue date, devront être annulées le jour même. « Et alors ? dit Paul Marec. Ce n'est pas Disney-land ! On n'est ni en piscine ni dans un aquarium ! On est en mer ! C'est un être vivant qui est en face de nous, qui fixe toutes les règles et réserve des

surprises : une rencontre avec des dauphins, la sauverie d'un courant qui tourneboule le plongeur, le plaisir d'une dérive sans effort, avec des fonds marins qui défilent comme un tapis roulant... »

Un plongeur ne défie ni ne combat la mer. Il ne commet aucun acte intempéré, pas la moindre bravade. « On est petit devant la chose ! » Alors, on la respecte. On se plie à ses rythmes, ses humeurs, on les pirates, on les acrobates ou les pirates. « La mer nous tolère chez elle. Surtout ne rien perturber... » Observer et rêver. Les fonds du Finistère sont un incroyable musée.

Qui fera jamais le compte des naufrages survenus sur ses côtes ? Qui saura les bateaux éventrés sur ses récifs, coulés par ses tempêtes, égares dans ses brumes ? Le coin tant redouté des navigateurs de tous temps - la pointe de Penmach, le raz de Sein et le chenal du Four - a surpris bien des navires de guerre, de pêche et de commerce que la mer d'Iroise a engloutis promptement. Des plus anciens, sans doute, il ne reste pas grand-chose, aucune carcasse de bois ne pouvant résister très longtemps à la violence des eaux. Mais les coques de fer et machines à vapeur apparues à la fin du siècle dernier se comptent par centaines au fond de l'eau. Et c'est sur elles que plonge Paul Marec. Avec passion, inquiétude, émotion.

« C'est fascinant, dit-il. Chaque épave est le souvenir d'un drame de mer et aussi le témoin d'une aventure, d'une histoire, d'une époque. Et ce qui est surprenant, c'est qu'elles n'offrent personne. Vraiment personne ! Les autorités culturelles se passionnent pour l'Antiquité et n'ont rien à faire de ces navires des XIX^e et XX^e siècles ! Ils sont là, déjà oubliés, témoins éphémères d'un siècle de navigation, par vingt, quarante, cinquante mètres de fond. Un cuirassé, un baïléur, un cargo, un chalutier... C'est incroyable ! »

Vite, il saisit une carte. Le Finistère, bien sûr. Le département continental français qui, avec ses multiples abers, caps, îles et golfes, possède la plus importante longueur de côte. Et, avec un crayon, il pointe les emplacements des dizaines et dizaines d'épaves coulées en pleine mer. Il y a déjà dessiné les silhouettes originales des bateaux, porté un nom, une date.

Voyons, ici, dans la baie d'Audenne, le *Berwind*. « Un joli cargo allemand de 86 mètres, coulé par un sous-marin allemand le 3 août 1918. » Et là, devant la baie des Trépassés, à l'ouverture du raz de Sein ? « Le cargo norvégien *Thane*, l'une des plus belles épaves du coin, superbement conservée sur une immense dune de sable. Mais autant dire qu'étant donné sa position et la violence des courants et des vents, sa visite est rarissime ! » Ici encore, le croiseur cuirassé *Kléber*, touché par une mine allemande le 27 juin 1917, non loin du goulet de Brest. « Impossible à remonter et coulé en une heure ! Heureusement, plusieurs navires arrivés sur les lieux ont pu jeter à la mer une flottille de canots, baleinières et youyou où les marins ont pris place, une fois sauvés par le clairon du bord l'ordre d'évacuation générale. Le commandant Lagorio dirigeait les

manœuvres dans un navire déjà à demi englouti, quand le mouvement s'est accéléré, et le *Kléber* a coulé par l'avant en déversant des naufragés. Lagorio a été précipité dans les remous et finalement sauvé par une embarcation. »

MAREC est incollable. C'est toute la vie du bateau qui l'intéresse. Il s'adresse aux archives et académies maritimes, déponille les journaux de l'époque, les récits des témoins et naufragés, les rapports de mer des capitaines et officiers. Il entretient une correspondance avec les conservateurs de musées, les architectes, les amateurs ; collectionne les photos et retrace sur carte les routes des navires. Bien sûr, il se rend sur les lieux des naufrages aux heures et dates anniversaires, ou dans des conditions météorolo-

giques semblables pour mieux comprendre la situation. Et puis il filme l'épave, avant de la dessiner et de compléter l'esquisse au fur et à mesure des plongées. Pour le plaisir de recoller les lambeaux d'une histoire. Pour le plaisir de la raconter aux groupes de plongeurs qui l'accompagnent. Pas pour le plaisir de Rackham le Rouge. Sur ce type de navire, il n'en existe point.

« Le trésor, c'est la découverte d'une silhouette de bateau sur une dune de sable, c'est la reconstitution heure par heure du film d'un naufrage, avec les réactions de l'équipage, les ordres du capitaine, les dernières manœuvres, la lutte contre l'eau. » C'est observer aussi comment la mer s'est appropriée chaque objet, l'a marqué de son sceau en lui donnant une deuxième vie. « L'endroit n'est pas du tout morbide », affirme Paul Marec, qui n'oubliera jamais qu'un de ses grands-pères marins périt dans un naufrage.

Les algues ont adouci les formes, des fleurs tapissent les parois, les épaves sont devenues les abris d'une multitude de poissons, d'un fouillis de gorgones aux tons pastel, le *Kléber* est le repaire de lottes et même de homards. De gros lieux jamaïs à robe métallique montent, en rangs serrés, une garde permanente au-dessus du *Thane*. Et il n'est pas rare qu'un banc de grands dauphins établis autour de l'île de Sein viennent saluer les plongeurs.

Dans *La Gloire de mon père*, l'un des personnages de Pagnol affirme gravement : « Une source, ça ne se dit pas ! » Eh bien, pendant longtemps, « une épave, ça ne se disait pas ». Les pêcheurs gardaient secrets ces fabuleux coins de pêche, les plongeurs entretenaient le mystère. Paul Marec fait le contraire, convaincu que les plongeurs amateurs sont devenus les dépositaires d'un musée englouti, promis à destruction. Alors il répertorie, dessine, écrit.

Il guide sous la mer vers les grands navires de fer. En surface, il raconte.

Amnack Cojean
Photographies : Jean Mourat

PROCHAIN ARTICLE :
Les amants aventureux
de l'Atlantique

Davos : mondialisation et responsabilité sociale

par Klaus Schwab et Claude Smadja

LES dirigeants politiques et économiques sont affrontés au défi de fournir la preuve que le nouveau capitalisme global peut fonctionner au bénéfice du plus grand nombre et pas seulement à celui des dirigeants d'entreprises et des investisseurs. Nous le 1^{er} février dernier dans l'International Herald Tribune. Cet article, publié à l'occasion de la réunion annuelle du World Economic Forum à Davos, mettait en garde contre les dangers de dislocation sociale créés par la mondialisation de l'économie mondiale. Il redéfinissait le cadre conceptuel qui sous-tendait le thème central de la réunion annuelle : soutenir le processus de mondialisation. L'actualité de ces derniers mots a confirmé la validité de ce thème.

Il nous semblait alors important de souligner que « la mondialisation ne peut en aucun cas signifier un retour au capitalisme sauvage, un train fou semant le chaos sur son passage ». « La responsabilité sociale des entreprises et des gouvernements, ajoutons-nous, demeure aussi importante que jamais. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est sa redéfinition ».

En exprimant cette préoccupation, nous étions dans le droit-fil de ce qui a toujours été la philosophie du World Economic Forum, une philosophie exprimée par notre mot d'ordre : l'esprit d'entreprise dans l'intérêt public global. Ce sont des préoccupations de même nature qui, déjà en 1972, avaient abouti, à Davos, à l'élaboration d'une charte prévoyant le concept de *stakeholder*. Cette notion implique que la collectivité dans son ensemble et différents groupes sociaux ont un intérêt tout aussi légitime et tout aussi important que celui des actionnaires dans le sort d'une entreprise, et que la recherche du profit maximum ne peut servir de seul critère.

C'est dans cette ligne que la problématique de la mondialisation de l'économie était abordée à Davos. Nous sommes face à un processus irréversible du fait de la convergence de trois tendances fondamentales :

- Les avancées fulgurantes de la technologie et surtout la révolution des télécommunications, qui permet notamment une mobilité sans précédent des flux financiers et des techniques.
- L'effondrement du communisme et la vague mondiale de libéralisation et d'ouverture économiques, qui fait que 2,5 milliards de personnes supplémentaires ont fait irruption sur le marché mondial.
- L'émergence de l'Asie de l'Est en tant que centre de puissance économique, déjà aujourd'hui en situation de parité stratégique dans le domaine économique avec les États-Unis et l'Europe.

D'où un changement radical des règles, et des modalités de fonctionnement, de l'économie mondiale.

Ce processus de mondialisation - qui porte d'ailleurs en lui, comme facette complémentaire, la régionalisation de l'économie mondiale - pourrait se voir ralenti du fait de circonstances conjoncturelles, mais il n'est guère susceptible d'être renversé. Dès lors, plutôt que de s'épuiser dans la recherche futile, voire suicidaire, de boucs émissaires, le défi pour les démocraties industrielles est de concevoir les politiques propres à mettre à profit ce processus de mondialisation pour parvenir à un nouveau palier de croissance économique tout en limitant les risques de dislocation sociale que ce processus engendre actuellement.

Car c'est bien parce qu'elle remet en cause le statu quo, bien des avantages acquis et des positions établies que la mondialisation de l'économie doit signifier, soulignent les orateurs de Davos, plus - et non moins - de responsabilité pour les entreprises, plus - et non moins - d'activisme de la part des gouvernements.

Le débat sur la taille des gouvernements est aujourd'hui supplanté par la question plus cruciale de sa-

tant le recyclage et l'ajustement permanent de ce savoir aux besoins changeants de l'économie. Le rôle des entreprises comme cadre naturel de la formation continue est désormais un facteur essentiel.

S'il existe aujourd'hui le besoin d'un nouveau contrat social entre l'entreprise et son personnel, la nécessité est tout aussi forte de soumettre l'action de l'État à des critères plus exigeants. A cet égard, la pression de la mondialisation sur les politiques nationales met aujourd'hui au premier plan la nécessité d'une véritable intégration de politiques abordées isolément jusqu'à présent, s'agissant de la formation, de la recherche, des investissements, de la politique fiscale ou du commerce extérieur. Tout cela dans le but d'aboutir à une authentique politique de la compétitivité.

Mais, au-delà des mesures ponctuelles, l'impératif pour les démocraties industrielles est de créer au sein des opinions ce que l'on devrait presque appeler une « obsession de la valeur ajoutée ». Car seule la quête d'une valeur ajoutée toujours plus significative dans toutes les activités permettra de maintenir et d'élever notre niveau de vie et de financer un système social digne d'un État moderne, malgré les pressions toujours plus

Plutôt que de s'épuiser dans la recherche futile de boucs émissaires, le défi pour les démocraties industrielles est de créer les attitudes et de concevoir les politiques propres à mettre à profit le processus de mondialisation

fortes de la méga-compétition. Cette problématique fait depuis des années partie de l'agenda de Davos. La 1^{ère} du World Economic Forum et de ses membres est d'avoir contribué aux prises de conscience indispensables des impératifs économiques et sociaux de la mondialisation et d'avoir, en outre, fait avancer la recherche de politiques concrètes. Fidèles à notre tradition, nous l'avons fait en intégrant les approches des responsables économiques, politiques, syndicaux et celles des experts les plus novateurs. La prochaine réunion annuelle, en janvier 1997, permettra de poursuivre dans ce sens, à travers ce qui ne peut être qu'un dialogue à plusieurs voix.

Dans cette optique, par exemple, il importe de passer des politiques traditionnelles de l'emploi à celles qui viseront à créer la possibilité même de l'emploi. Et les politiques de l'éducation et de la formation devront de plus en plus viser non seulement à la transmission du savoir technologique et scientifique, mais aussi à la création des structures et des mécanismes permet-

Klaus Schwab et Claude Smadja sont respectivement président-fondateur et directeur général du World Economic Forum.

AU COURRIER DU « MONDE »

INDEMNISER TOUTES LES VICTIMES JUIVES DU NAZISME

J'ai écrit à propos des fichiers juifs (*Le Monde* du 6 juillet) que « ce sont les chercheurs et les historiens qui consulteront ces fichiers qui trancheront sur ce qui sépare encore les conclusions de la commission et les miennes ». Le point de vue exprimé par Anne Grynberg, Catherine Nicault et Annette Wiewiorka dans vos éditions du 12 juillet n'apporte strictement rien de nouveau. Je leur laisse la responsabilité de leurs conclusions sur ce plan, surtout quand elles affirment que « le fichier a été constitué et conservé dans le seul but de permettre l'indemnisation des victimes et de leurs ayants droit après la guerre ». Cette position était celle de René Rémond en décembre 1992 quand, dans une de ses déclarations à la télévision, il sous-entendait que les fiches de ces fichiers juifs avaient été remplies postérieurement à 1945 dans le seul souci du bien des victimes. René Rémond a, depuis, sensiblement évolué. Preuve en est qu'il désigne dans son rapport le fichier familial comme le « fichier de la traque ».

En outre, il est scandaleux de leur part d'écrire qu'« il y a bien eu, dans l'après-guerre, à ceux qui avaient survécu à la persécution ».

Tous les enfants des déportés n'ont pas été pupilles de la Nation. La qualité de pupille de la nation n'entraînait pas d'autre aide que la possibilité d'obtenir une bourse d'études.

Ceux, les plus nombreux parmi les milliers d'orphelins de père ou de mère, qui étaient français et dont les parents ne l'étaient pas ont été écartés des indemnités versées par l'Allemagne à la France parce que leurs parents étaient étrangers, et ils ont été écartés des indemnités directement versées par l'Allemagne aux survivants parce qu'eux-mêmes étaient français et que l'Allemagne avait globalement indemnisé la France pour ceux qui y avaient souffert des « persécutions nationales-socialistes ».

Le président de la République ayant reconnu la responsabilité de l'État français dans le sort des juifs de France déportés, une loi s'impose pour indemniser ceux qui étaient mineurs au moment de la tragédie qui les a rendus orphelins ; qui ont souffert eux-mêmes pendant quatre ans des persécutions de l'antisémitisme d'État de Vichy ; qui ont été pourchassés par la police de cet État ; qui ont eu à subir de si lourds handicaps dans leur vie et qui ont été écartés des « réparations » allemandes et françaises.

Serge Klarsfeld
Paris

RENÉ CARMILLE, MON PÈRE

Le contributeur général de l'armée René Carmille, en service détaché, pendant l'Occupation, au ministère des finances, en qualité de directeur du service de la démographie, puis directeur général du service national des statistiques, a été considéré par MM. Rémond et Azéma dans *Le Monde* du 5 juillet comme ayant été « maréchaliste et pétainiste » et s'étant mis « au service de la révolution nationale ».

Or mon père a été cité, à titre posthume, à l'ordre de l'armée, citation portée au *Journal officiel* du 22 octobre 1946 : « Magnifique fonctionnaire du contrôle. Des l'armistice de juin 1940, n'a pas cessé d'apporter à la cause française une aide efficace et désintéressée. Sous le couvert d'une mission économique et sociale créée et organisée par ses soins, prépara un plan de mobilisation des forces vives de la nation ; ne hésita pas à continuer son travail, demeurant à son poste au mépris des dangers courus. Arrêté en février 1944, il fut déporté en juillet au camp de Dachau, où il mourut d'épuisement, le 25 janvier 1945. Bel exemple de patriotisme et d'abnégation ».

René Carmille a obtenu la médaille de la Résistance (rosette) (JO du 13 octobre 1940) ; la carte numéro 1 001 050 7 de déporté de la Résistance, la carte de membre du réseau de la France libre Marco Polo. Le ju-

Financement de la culture : un problème politique

par Bernard Faivre d'Arcler

Où sont les ennemis de la culture ? A priori, ils n'existent pas, ou sont invisibles (mis à part les militants du parti dit « d'extrême gauche »). Tout homme politique digne de ce nom a, au moins une fois, prononcé un slogan appuyé à la culture, à sa nécessité sociale, à sa pérennité, indispensable à cette société moderne qui se déshumanise, etc. Les milieux culturels appréhendent, certes, les effets de langue, mais, rompus comme ils le sont aux déclarations d'intention et pétitions de bonne foi, ils commencent à vivre, dans leur chair ou leurs intérêts, les effets économiques et sociaux de la crise.

Doit-on s'attendre à une baisse inéluctable des crédits publics consacrés à la culture ? Non, car les sommes en jeu restent faibles en regard des grands budgets sociaux, européens qui, seuls, comptent pour les grands équilibres économiques. Avec un milliard de francs supplémentaires, vous changez la situation dans le domaine des affaires culturelles.

Ce n'est donc pas vraiment un problème économique. Ce n'est pas le budget de la culture qui met en jeu le franc fort, la monnaie commune ou les engagements de Maastricht. C'est bien une question politique, car derrière l'interrogation sur le budget, il y a une coalition bétéroclite et malheureuse de quatre menaces sur l'existence même, la légitimité même d'une politique culturelle forte :

- le courant de pensée ultra-libéral qui n'a pas désarmé et qui a fait du tout-économique sa référence centrale ;

- la pensée technocratique, moins provocatrice, mais bien plus à l'œuvre dans tous les rouages de l'État, et maintenant aussi dans les collectivités locales ;

- la pensée sondagière, ou audimatique, qui semble remplacer, jour après jour, l'esprit républicain ;

- la tentation naïve et superficielle, avec son petit parfum anarchoïste, de penser que la création (ou plus précisément la créativité) n'a pas besoin de l'État (qui salirait tout ce qu'il touche, en le rendant « offi-

ciel »), encore moins d'institutions. En réponse, on assiste à plusieurs réactions de défense :

- un appel à la nécessité de l'art, à son passé, à sa gloire, aux suppléments de toutes sortes (d'âme, de vie, de convivialité, voire de paix) qu'il est censé fournir à notre société en mal de références et de cohésion sociale ;

Il n'est toujours rien sorti d'important de l'Union européenne dans le domaine de la culture

- l'évocation des bienfaits économiques d'une vie culturelle active : le nombre d'emplois créés dans le secteur, les qualifications professionnelles, l'animation des villes et leurs retombées touristiques et commerciales ;

- la « sanctuarisation » du budget de la culture : « On ne touche pas au budget. Un point c'est tout ». C'est là un propos difficile à soutenir et qui fleurit bien son corollaire : il ne peut y avoir d'exception culturelle en ce sens-là. En revanche, est toujours défendable l'idée que ce budget peut être défini en proportion du budget général de l'État.

Puisque le candidat Jacques Chirac a défendu ce 1 % culturel, il n'y a aucune raison de ne pas le croire. Il suffit que le président Jacques Chirac le dise à nouveau à son ministre de la culture, qui, à mon avis, n'aura pas le cœur de cacher plus longtemps cette bonne nouvelle. N'est-ce pas ce qu'il vient de faire à l'occasion de sa prestation du 14 juillet ?

Cela devrait donner des idées et de l'énergie à nos milieux culturels pour se déployer aussi vers d'autres fronts. Car il y a, aussi, à convaincre les collectivités locales : villes, départements, régions. Ça et là, on assiste à des effondrements pour des raisons politiques, ou financières,

dit-on. L'état de l'intercommunalité dans notre pays (comment partager, entre toutes les collectivités d'une même zone économique et sociale, les charges culturelles des villes-centres ?) est si peu avancé que chacun fait des comptes d'ajustement pour ne consentir de services culturels qu'à ses propres concitoyens. A ce jeu, on finira par demander sa carte d'identité au contribuable-résident - et on ne paiera pas la même chose - quand on visitera un musée ou l'on fréquentera un théâtre dans ou hors de sa ville !

A défaut d'espérer que se mettent en place, rapidement, des systèmes de péréquation, il faut s'adresser aux collectivités territoriales de grande taille ; donc aux conseils régionaux, dont on peut espérer qu'ils ne se comportent pas comme de simples super-conseils généraux.

Mais il y a encore un autre terrain de combat, un ensemble d'institutions si opaque qu'il a réussi à se défaire de tout contact ou presque avec les milieux artistiques : c'est l'Europe. Il y a eu, certes, beaucoup de colloques, de discours, de consultations. Mais, pour l'instant, il n'est toujours rien sorti d'important de l'Union européenne dans le domaine de la culture.

Elle n'a, en effet, de politique culturelle que pour ce qui intéresse les industries culturelles et les groupes de pression s'y rapportant : cinéma, télévision, disque. Pour les arts qui ne s'appuient pas sur des industries, le spectacle vivant, tous les arts de la scène, il n'y a encore eu aucune initiative de grande envergure.

Les milieux artistiques vont tenter une percée de ce côté-là. Des théâtres français ont déjà diffusé un appel général, à partir du Théâtre de l'Odéon. Les Allemands ont déjà fait davantage, à partir des théâtres berlinois. Sans être irréaliste, on pourrait engager le combat pour que l'Union voue à la culture 1 % de ce qu'elle consacre à l'agriculture...

Bernard Faivre d'Arcler
est directeur du Festival d'Avignon.

Rendre à Douste-Blazy...

par Jean-Pierre Brossmann

Je me demande s'il est opportun de porter une étiquette comme toute personne contre un ministre qui a décidé de défendre son budget, comme l'a fait votre page « Débats » au début du mois de juin (*Le Monde* du 4 juin). Existe-t-il une politique culturelle de droite ? S'interrogeait

Frédéric Martel. A vrai dire, je n'en sais trop rien et, surtout, je ne suis pas sûr qu'à l'heure actuelle la question soit pertinente.

Ce que je pense, en revanche, c'est que le texte de Frédéric Martel, qui se présentait comme une analyse du parcours de Philippe Douste-Blazy, essentiellement considéré comme homme de média et non de dessin, était stérile, sinon risqué.

Nous avons vu, lors de la discussion du collectif budgétaire de 1995, Philippe Douste-Blazy défendre avec succès le titre IV de son budget, c'est-à-dire celui du spectacle vivant, de la création théâtrale, musicale, chorégraphique et lyrique... autrement dit, le cœur battant de la vie artistique et culturelle de ce pays, le secteur aussi qui permet non seulement aux artistes, mais à un ensemble d'hommes et de femmes - techniciens, artisans, administratifs - de vivre, et de faire vivre ces « lumières fragiles » dont parlait, dans le même ensemble de points de vue, Jean-Marie Hordé, Alain Crombecque, Aniel Goldemberg, Jacky Ohayon, Alain Fourneau, au fil de leur excellente intervention. Du reste, elle posait parfaitement les problèmes de l'heure et portait un éclairage juste sur ce que représente, dans notre secteur, l'argent public, l'emploi, la circulation des richesses : des vérités simples et si évidentes qu'il n'est pas inutile de les rappeler, face à un libéralisme économique à vue courte et basse.

Philippe Douste-Blazy a donc fait, dans un contexte économique et social difficile, ce choix de politique culturelle de privilégier le spectacle vivant. Pour moi, c'était une décision à la fois courageuse et pétiante, prenant en compte les emplois « utiles et générateurs occupés par les personnels » et le

public. Pour ce qui concerne plus directement Lyon et la région Rhône-Alpes, le ministre de la culture a innové. L'Opéra de Lyon est devenu national, au terme d'une négociation entre l'État, la ville, la région et le département, qui s'est concrétisée par la signature d'une convention. Cet engagement de l'État, le premier en région, nous permet, à partir d'un budget stabilisé et planifié, de remplir nos missions de création, de décentralisation, d'enregistrements audiovisuels, de formation professionnelle, d'accueil du jeune public. Jusqu'alors, l'État évitait soigneusement toute intervention forte dans le domaine lyrique hors de Paris, de peur sans doute d'avoir à augmenter sa participation financière. Aujourd'hui, l'action volontaire du ministre permet à l'Opéra de Lyon de développer encore son action artistique et culturelle.

Dans un autre domaine - le cinéma - l'État a signé avec la région Rhône-Alpes et le CNC une convention de développement cinématographique, avec pour objectif l'aide à la création, à la diffusion, la valorisation du patrimoine, l'élargissement du public, notamment en milieu scolaire. Vue de Lyon donc, l'action de Philippe Douste-Blazy semble encourageante. Je tenais à le dire, simplement.

Si la situation budgétaire du ministère de la culture est préoccupante, je pense que c'est à l'ensemble de nos professions d'être solidaires dans ce combat. Ici, et maintenant, la ligne de fracture n'est plus entre la droite et la gauche, mais entre Valois et Bercy.

Jean-Pierre Brossmann
est administrateur général de l'Opéra national de Lyon.

t de la culture
e politique

هكمان النشل

HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / MERCREDI 17 JUILLET 1996 / 11

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Audo, directeur général ;
Nathalie Bergeon, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Édouard Plancher
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thomas Ferencaz, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Bessis, Bruno de Camas, Pierre Gaspard, Laurent Gellier, Danièle Heymann,
Bernard Le Gendre, Jean-Yves Lhonnau, Marcel Luchet, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Boyer
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmeau
Directeur éditorial : Eric Plancher ; directeur délégué : Anne Chassagnon
Conseiller de la rédaction : Alain Baud ; directeur des relations internationales : Daniel Verrier
Médiateur : André Laroche
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1950), Jacques Pauzet (1950-1952),
André Laroche (1952-1953), André Rousset (1953-1957), Jacques Lecoq (1957-1959)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 16 décembre 1994
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Robert Benne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Association Robert Benne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Informatique, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance
SIÈGE SOCIAL : 21 bis, rue Claude-Bernard - 75006 PARIS CEDEX 06
Tél. : (0) 43 47 30 40. Télécopieur : (0) 43 47 31 23. Télex : 205 806 F.

Europe chrétienne, Europe laïque

Suite de la première page

Le courant issu de ces deux sources, a précisé l'historien d'origine polonaise Krzysztof Pomian, est passé par la voie romaine avant d'être « filtré par toute une tradition barbare », celle des nations, ce qui complique encore le paysage.

L'Europe, selon Krzysztof Pomian, s'est formée aux alentours du V^e siècle, quand les Barbares ont réussi à forcer les défenses de l'Empire romain avant de se romaniser eux-mêmes et de se christianiser, alors que les Romains se sont, eux, en quelque sorte « barbarisés ». Suivent deux étapes décisives : une première unification aux XI^e-XII^e siècles, qui identifie l'Europe à la chrétienté latine, puis une deuxième, au XVIII^e siècle, marquée par un début de laïcisation, chaque pays interprétant ensuite, à sa manière, l'idée de laïcité.

« Ceux qui refusent de vibrer au sacre de Reims et ceux qui lisent sans émotion le récit de la Fête de la Fédération » ne comprendront jamais l'Histoire de la France

Europe chrétienne, Europe laïque : les deux notions ne s'opposent donc pas autant que l'Histoire de France pourrait le laisser penser. Une phrase de l'historien Marc Bloch, dans son livre *L'Étrange Défaite*, citée par Alain Finkielkraut, montre bien le lien entre les deux termes. « Il existe deux catégories de Français qui ne comprennent jamais l'Histoire de France », écrit Marc Bloch : ceux qui refusent de vibrer au sacre de Reims et ceux qui lisent sans émotion le récit de la Fête de la Fédération. Le christianisme reste ainsi associé à la République.

« La laïcité est une notion chrétienne », a même précisé Remy Brague. En effet, elle n'a fait qu'accomplir « selon un pointillisme préexistait » la séparation chrétienne entre le spirituel et le temporel. C'est cette séparation - il

lustrée, a dit Remy Brague, par la coexistence dans la chrétienté latine d'un pape « chef du clergé » et d'un empereur « chef du laïcat » - qui a produit l'autonomie de l'individu, s'il est vrai, comme l'a souligné l'historienne Elisabeth du Réau, professeur à Paris-III, que la religion « judéo-chrétienne » a favorisé le dialogue de l'individu avec Dieu.

Il est vrai que le rapport entre les Églises et l'État a pris des formes différentes selon les pays. En France, il s'est traduit par une séparation, ailleurs par une simple neutralité. Elisabeth du Réau a rappelé que certains États d'Europe ignorent la laïcité (la Grande-Bretagne, le Danemark, la Grèce), que d'autres la vivent sous la forme d'un pluralisme (l'Allemagne, les pays du Bénélux) et que les pays marqués par le catholicisme (la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie) proposent encore des solutions différentes. Mais la question est de savoir, comme l'a noté Alain Finkielkraut, laquelle de ces formules est « la mieux armée pour répondre aux défis de notre temps », notamment ceux que lancent à l'Europe les extrémismes religieux.

Au-delà même de cette défense de la laïcité à la française, ce qui est aussi en cause, c'est ce que Paul Thibaud, ancien directeur de la revue *Esprit*, a appelé « la crise simultanée du politique et du religieux », crise qui affecte les deux traditions « lieux de valeurs » de la France et de l'Europe. Le politique aurait perdu aujourd'hui sa capacité à se substituer au religieux.

Ainsi Remy Brague a-t-il déploré l'effacement d'une certaine « éthique républicaine ». La société européenne, a-t-il dit, « ne croit plus en ses propres valeurs » et il ne faut pas s'étonner que les islamistes la voient « comme un bateau en train de couler ». Alain Finkielkraut, tout en faisant observer que les islamistes ne croient pas davantage aux valeurs républicaines, a regretté que la morale laïque soit « érogée ».

Le deuxième débat, mardi 16 juillet, devait être consacré à la définition d'éventuels « critères de convergence » culturels. Au premier rang de cette recherche pourrait figurer celle des valeurs communes susceptibles d'unir les Européens.

Thomas Ferencaz

Le Monde

ÉDITORIAL

Le pari d'un nouveau paritarisme

MARDI 16 juillet, la Sécurité sociale a écrit une nouvelle page de son histoire. L'élection d'un nouveau président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, où la CFDT succède à FO, est le premier mouvement d'un jeu de chaises musicales qui va modifier la géographie syndicale des caisses. L'élaboration d'un contrat de gestion par le conseil d'administration de la CNAM marque aussi une nouvelle ère dans les relations entre les partenaires sociaux et l'État. Sur le plan syndical, c'est un séisme. Sur le nouveau du paritarisme, c'est un coup de poker.

A la CNAM, le remplacement de Jean-Claude Mallet (FO) par Jean-Marie Spaeth (CFDT) est d'abord un échec pour Marc Blondel et un succès pour Nicole Notat. Chacun récolte les dividendes de son action lors du mouvement social de la fin 1995, contre le plan Juppé. FO tente de masquer son revers en récusant toute idée de « défaite ». Elle compte conserver un bon nombre de présidences de caisses primaires et, surtout, enlever, en septembre, à la CFDT la présidence de l'Unedic que celle-ci occupe, en alternance, avec le CNPF depuis 1992. FO refuse ainsi de voir se renouveler pour une autre or-

voirs de contrôle, le patronat plus présent. La philosophie de la nouvelle majorité du conseil d'administration (CNPF, CFDT, CFTC, CFE-CGC et Mutualité) se retrouve dans un « contrat de gestion » qui définit des principes sur le libre accès aux soins et « un bon niveau de remboursement ». Il revendique surtout une liberté de gestion suffisante. Or, c'est là que le pari de la CFDT ressemble à un coup de poker.

L'épreuve de vérité sera la conclusion avec l'État d'un « contrat d'objectifs ». Jusqu'aux ordonnances du 24 avril, les partenaires sociaux laissaient l'État décider du niveau des cotisations et des prestations. À l'inverse, le véritable paritarisme mis en œuvre à l'Unedic a obligé les gestionnaires, et eux seuls, à réduire peu à peu les allocations versées aux chômeurs. La CFDT va-t-elle devoir, à la CNAM, diminuer la voilure ? L'État laissera-t-il les partenaires sociaux faire le « sale boulot », en opérant eux-mêmes les économies imposées par le plafonnement des dépenses ? Ce premier exercice s'annonce d'autant plus délicat que, confrontés à un déficit prévisible de 48,6 milliards pour le régime général à la fin 1996, les gestionnaires vont devoir agir dans l'urgence.

Hommages irrespectueux d'André François

Le peintre et dessinateur célèbre à sa manière quelques maîtres illustres.

Rodin : « Et la lumière fut »



DANS LA PRESSE

DIE WELT
Evangelos Antonaras
■ Le bain de sang inutile qui a eu lieu dans la ville libyenne de Tripoli à l'occasion d'un match de football dépasse largement les circonstances d'une tragédie sportive (...). Le régime porte des coups appuyés aux groupes d'opposition fondamentalistes (...). Il est possible que le régime de Kadhafi ait commencé sa lente agonie. Mais sachant qu'il pourrait lui succéder, il n'est pas sûr qu'il faille s'en réjouir.

THE TIMES
■ « L'engagement constructif » des Européens à Cuba a échoué à y introduire le pluralisme politique qu'il était supposé apporter. L'Amérique n'a pas d'intérêt à essayer d'exercer un contrôle sur les activités des sociétés, en dehors de son aire de droit. Mais les Européens, qui affirment que leur querelle avec l'Amérique porte plus sur les moyens que sur les fins, feraient bien de réviser leur propre politique envers Cuba.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
Barry Jones
■ Avec le patron de la SNCF en prison, soupçonné de corruption, et le gouvernement de la banque centrale sévèrement critiqué par le président de la République, les temps sont durs aujourd'hui en France pour l'élite industrielle et financière... Tout cela marque sans doute une réaction à ce que l'on a appelé les « années-flac » - les années d'argent facile - de l'ère Mitterrand. Alors que personne ne peut affirmer que la France a réussi à mettre fin à la corruption et à des méthodes de gestion dépassées, M. Chirac a averti que ses managers devraient dans le futur faire preuve d'une plus grande efficacité et d'une plus grande honnêteté.

Entre deux mers

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

BREST, 16 juillet. La confrontation des « vieux gréements » avec les bateaux en plastique autour posé aux plaisanciers un problème proprement philosophique.

D'un côté, donc, les antiquités raïstolées, qu'on croirait sorties des bouteilles où les réduisaient autrefois des retraités minitieux. Leurs descendants ont mis leur ti-rette dans des épaves encrassées de vase et de gondron. Après plusieurs hivers de bidouillage, les poulies ont retrouvé leur grince-ment de margelle, et les voiles latines leur brun rouillé. Le dédale des cabines sent l'au-moire normande. De l'eau crouille clapote sous les planchers disjointes. La rose délavée du compas tangue dans un jus trouble, sous son scaphandre de cuivre. Des chants « à hisser » tombent des mâtures. De la mousse bave à la poupe. Les coque-bis bicolores arrosent l'événement. Ils d'ont pas volé le spectacle qu'ils donnent, ils savent le tableau qu'ils composent. Sur les quais, la foule applaudit, sort les caméscopes.

Pendant ce temps, les visiteurs venus à bord de leurs porte-savons en jaime de verre et d'acron

s'écarter de la rade, évitent de passer « dans le champ » des chasseurs d'images, se cachent au fond des marinas tout confort. Honteux de leur modernité sans photographies, ils s'immergent.

Que signifie cette vogue de l'ancien ? Plaisir de bricolage ? De réveiller la nostalgie des baigneurs et des badauds ? De meubler le paysage, comme les tacots automobiles ou les châteaux qui renouent des déshérences-hôteliers à sonnées de chertaines ? Raçon subventionnée d'emorgneiller une ville, une marque ? Hommage au patrimoine et à ses vieux serveurs, au moment même où sont les métiers marins de ce temps-là ? C'est du passé par peur du futur ?

Quand il voit se gonfler les voiles historiques, tous lumières dehors, le plaisancier-plastique s'en vent. A quoi bon la vitesse que lui ont vendue les camélos à blazars du Salon nautique, et que ridiculisent les athlètes en multicoques ? Il a beau barboter tout le monde, flûter, avec le temps record de ses aménagements du pin-tin-couques, cacher ses cloisons de *hyperwear* sous du contreplaqué façon chêne, se vanter des toiles

d'araignée tissées entre ses varangues toujours sèches, plâtrer les équipages de bois pour leurs semaines passées à venir, calcaïst, pomper, chasser le moût et les couloïtes, il se sent un parvenu de la navigation, victime des déplaçants à crânes turquoises. Qu'avait-il besoin, pour quelques jours par an, de ce confort-maison, d'une électronique que le situ à un quart de mille près et affiche l'âge du capitaine ? Oh sont passés les joyeux imprévus de la mer, la fibre incertaine ?

Si l'amateur de commodité plastifiée a poussé, jusqu'à troquer son volier pour une vedette, comme il est classique, le voilà perché sur un siège de dentiste, aussi risible que les pilotes de BMW monopolisant la file de garage des autoroutes à coups de phare à lode, alors qu'il n'est pas plus pressé qu'eux, sinon d'amortir le luxe polluant des chevaux qui rugissent sous son poing bronzé. Lorsqu'il double un joli cotre à tape-cul, avec ses jeunes qui se marrent, qu'il aperçoit sa casquette de golfier dans le rétroviseur gainé cuir, sa jauge gonflue, sa canne au « gros » jamais déployée, un coup de blues s'abat sur

lui comme un grain tropical. S'il avait fait fausse route, malgré son beau sillage savonneux ? Si la mer restait une école d'esthétique, de retour à l'essentiel, à la lenteur songeuse, à la sagesse démodée et floue ?

A fond de cale du cotre « si joli à voir », le bricoleur du bord relève la tête pour regarder filer la BMW des flots. Il ricane, mais il s'interroge aussi. Voilà des heures qu'il débouche ou rebouche une vanne poudrée. A terre, on ne trouve plus la pièce, cassée net par le sel ; sans parler du dernier charpentier marin qui a fermé boutique. Est-il certain d'avoir choisi la meilleure part ? Si la brume tombe, trouvera-t-il le chenal du port, au doigt mouillé ? Son moteur d'occasion compensera-t-il le jusan ? Alors, il se moquera bien d'être « si beau sur l'eau ». L'adversité, à force, tue le pittoresque.

Si seulement la mer avait gardé l'aspect du temps de ces voliers de jadis ! Même pas. Le large a également changé de siècle, pour le pire. Le fax du continent crêpe à bord des plus rustiques caravelles. A la première voile d'eau, une balise Argos déclenchera secours et repor-

tages. Les traînes des avions de ligne quadrillent les crépuscules, comme des peaux de masquereau. Au beau milieu de l'Atlantique, dérivent des bidons bariolés de réclames, des bâches du bleu électrique dont on fait les sacs-poubelle du monde entier. L'odeur de saumure du bord est brusquement convertie par celle d'une marée noire, avec les relents de station-service à quoi se reconnaissent la ville et le progrès.

Alors ? *Racer* en gel-coat insubmersible, ou cotre de carte postale où tout pète ? Le choc des civilisations nautiques, tel qu'il éclate à Brest, renvoie à une règle constante de la mer : prendre un parti, et s'y tenir sans remords. La dictature du binaire ne date pas d'hier. Entre deux façons d'aimer l'eau, entre deux styles de vie en mer, que choisir : la drisse de chamvre qui coince, ou le hideux automatisme sous garantie ? Bribat et ses courants au couchant, ou Port-Cros et ses baignades tiédées ? Oul-non. « Envoyez ! », crient-ils sur les « vieux gréements » aux rudes patrons. Aujourd'hui, on commande à l'ordinateur, du bout d'un doigt : « Validez » ! Pardon : « Enter » !

Douste-Blaz

Légion d'honneur

Nous publions la liste des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au Journal officiel du 14 juillet.

Léon Boutbien grand-croix

Est élevé à la dignité de grand-croix : Léon Boutbien, président d'honneur de la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance. Sont élevés à la dignité de grand officier : Maurice Bayrou, ancien député, compagnon de la Libération ; Jean-Pierre Lauer, directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique ; Maurice Plantier, ancien ministre, administrateur de la Fondation de la Résistance ; Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre ; Bernard Wilson, ancien ministre plénipotentiaire, ancien conseiller diplomatique du Gouvernement.

Grande chancellerie

Est promu commandeur : Robert Genty, professeur honoraire à l'École nationale supérieure des télécommunications.

Premier ministre

Est promu commandeur : Denise Martin dite Geac, artiste dramatique.

Anders combattants et victimes de guerre

Est promu commandeur : Jean Waucho, administrateur de l'Union des exilés de guerre.

CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Est promu commandeur : Jeanne de Clèves, née Rousseau, déportée-résistante.

Outre-mer

Est promu commandeur : M^{re} Michel Coppenhagen, archevêque de Poitiers.

Jeunesse et sports

Est promu commandeur : Christian Pailhou, président d'honneur du Comité national olympique et sportif français.

Justice

Est promu commandeur : Christian Le Guéhéac, président de chambre à la Cour de cassation.

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Est promu commandeur : André Goussier, doyen de la faculté de médecine de Tours.

Équipement, logement, transports et tourisme

Est promu commandeur : Tristan Vieilleux, administrateur d'une compagnie maritime.

Affaires étrangères

Est promu commandeur : Jacques Andréani, ambassadeur de France en mission à l'administration centrale.

PROTOCOLE

Est promu commandeur : R. Jean-Marie Ducruet, ancien recteur de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, administrateur de l'Obélisque de France (Liban).

Coopération

Est promu commandeur : Paul Fouru, médecin expert international, médecin-conseil d'Afrique.

Travail et affaires sociales

Est promu commandeur : Jean-Louis Mandin, vice-président du Conseil économique et social, grand-maître de la Grande Loge de France.

Intérieur

Sont promu commandeurs : Claude Charbonnaud, préfet honoraire, ancien président de Chambre régionale des comptes, grand-maître de la Grande Loge nationale française ; Denise Court, née Vergnaud, ancienne vice-présidente du conseil général du Morbihan ; Bernard Gérard, préfet de la région Centre, préfet du Loiret.

Économie et finances

Est promu commandeur : Jacques de Larosière de Champey, inspecteur général des finances honoraire, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Relations avec le Parlement

Est promu commandeur : Jacques Ollé-Laprun, secrétaire général du Sénat.

Industrie, poste et télécommunications

Sont promu commandeurs : Jean-Pierre Bouysse, président honoraire d'un groupe industriel ; Alain Gill, président d'une chambre syndicale de construction navale.

Agriculture, pêche et alimentation

Sont promu commandeurs : Gérard de Caffarelli, ancien président d'organismes socioprofessionnels agricoles ; Claude Langlade-Demoyen, directeur honoraire de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture.

Aménagement du territoire, ville et intégration

Est promu commandeur : Michel Mazrou, vice-président national de l'Union des Français d'origine maghrébine.

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat

Est promu commandeur : Pierre Huet, conseiller d'Etat honoraire, administrateur de société.

Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Est promu commandeur : Raymond Janot, conseiller d'Etat honoraire, ancien président de conseil régional.

Grande chancellerie

Sont promu commandeurs : Robert Dumora, chef de bataillon honoraire du corps des sapeurs-pompiers forestiers de la Grande Loge de France ; Jean-Pierre Lauer, directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique ; Maurice Plantier, ancien ministre, administrateur de la Fondation de la Résistance ; Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre ; Bernard Wilson, ancien ministre plénipotentiaire, ancien conseiller diplomatique du Gouvernement.

Premier ministre

Est promu commandeur : Denise Martin dite Geac, artiste dramatique.

Anders combattants et victimes de guerre

Est promu commandeur : Jean Waucho, administrateur de l'Union des exilés de guerre.

CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Est promu commandeur : Jeanne de Clèves, née Rousseau, déportée-résistante.

Outre-mer

Est promu commandeur : M^{re} Michel Coppenhagen, archevêque de Poitiers.

Jeunesse et sports

Est promu commandeur : Christian Pailhou, président d'honneur du Comité national olympique et sportif français.

Justice

Est promu commandeur : Christian Le Guéhéac, président de chambre à la Cour de cassation.

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Est promu commandeur : André Goussier, doyen de la faculté de médecine de Tours.

Équipement, logement, transports et tourisme

Est promu commandeur : Tristan Vieilleux, administrateur d'une compagnie maritime.

Affaires étrangères

Est promu commandeur : Jacques Andréani, ambassadeur de France en mission à l'administration centrale.

PROTOCOLE

Est promu commandeur : R. Jean-Marie Ducruet, ancien recteur de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, administrateur de l'Obélisque de France (Liban).

Coopération

Est promu commandeur : Paul Fouru, médecin expert international, médecin-conseil d'Afrique.

Travail et affaires sociales

Est promu commandeur : Jean-Louis Mandin, vice-président du Conseil économique et social, grand-maître de la Grande Loge de France.

Intérieur

Sont promu commandeurs : Claude Charbonnaud, préfet honoraire, ancien président de Chambre régionale des comptes, grand-maître de la Grande Loge nationale française ; Denise Court, née Vergnaud, ancienne vice-présidente du conseil général du Morbihan ; Bernard Gérard, préfet de la région Centre, préfet du Loiret.

Économie et finances

Est promu commandeur : Jacques de Larosière de Champey, inspecteur général des finances honoraire, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Relations avec le Parlement

Est promu commandeur : Jacques Ollé-Laprun, secrétaire général du Sénat.

Industrie, poste et télécommunications

Sont promu commandeurs : Jean-Pierre Bouysse, président honoraire d'un groupe industriel ; Alain Gill, président d'une chambre syndicale de construction navale.

Agriculture, pêche et alimentation

Sont promu commandeurs : Gérard de Caffarelli, ancien président d'organismes socioprofessionnels agricoles ; Claude Langlade-Demoyen, directeur honoraire de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture.

Aménagement du territoire, ville et intégration

Est promu commandeur : Michel Mazrou, vice-président national de l'Union des Français d'origine maghrébine.

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat

Est promu commandeur : Pierre Huet, conseiller d'Etat honoraire, administrateur de société.

Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Est promu commandeur : Raymond Janot, conseiller d'Etat honoraire, ancien président de conseil régional.

Grande chancellerie

Sont promu commandeurs : Robert Dumora, chef de bataillon honoraire du corps des sapeurs-pompiers forestiers de la Grande Loge de France ; Jean-Pierre Lauer, directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique ; Maurice Plantier, ancien ministre, administrateur de la Fondation de la Résistance ; Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre ; Bernard Wilson, ancien ministre plénipotentiaire, ancien conseiller diplomatique du Gouvernement.

Premier ministre

Est promu commandeur : Denise Martin dite Geac, artiste dramatique.

Anders combattants et victimes de guerre

Est promu commandeur : Jean Waucho, administrateur de l'Union des exilés de guerre.

CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Est promu commandeur : Jeanne de Clèves, née Rousseau, déportée-résistante.

Outre-mer

Est promu commandeur : M^{re} Michel Coppenhagen, archevêque de Poitiers.

Jeunesse et sports

Est promu commandeur : Christian Pailhou, président d'honneur du Comité national olympique et sportif français.

Justice

Est promu commandeur : Christian Le Guéhéac, président de chambre à la Cour de cassation.

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Est promu commandeur : André Goussier, doyen de la faculté de médecine de Tours.

Équipement, logement, transports et tourisme

Est promu commandeur : Tristan Vieilleux, administrateur d'une compagnie maritime.

Affaires étrangères

Est promu commandeur : Jacques Andréani, ambassadeur de France en mission à l'administration centrale.

PROTOCOLE

Est promu commandeur : R. Jean-Marie Ducruet, ancien recteur de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, administrateur de l'Obélisque de France (Liban).

Coopération

Est promu commandeur : Paul Fouru, médecin expert international, médecin-conseil d'Afrique.

Travail et affaires sociales

Est promu commandeur : Jean-Louis Mandin, vice-président du Conseil économique et social, grand-maître de la Grande Loge de France.

Intérieur

Sont promu commandeurs : Claude Charbonnaud, préfet honoraire, ancien président de Chambre régionale des comptes, grand-maître de la Grande Loge nationale française ; Denise Court, née Vergnaud, ancienne vice-présidente du conseil général du Morbihan ; Bernard Gérard, préfet de la région Centre, préfet du Loiret.

Économie et finances

Est promu commandeur : Jacques de Larosière de Champey, inspecteur général des finances honoraire, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Relations avec le Parlement

Est promu commandeur : Jacques Ollé-Laprun, secrétaire général du Sénat.

Industrie, poste et télécommunications

Sont promu commandeurs : Jean-Pierre Bouysse, président honoraire d'un groupe industriel ; Alain Gill, président d'une chambre syndicale de construction navale.

Agriculture, pêche et alimentation

Sont promu commandeurs : Gérard de Caffarelli, ancien président d'organismes socioprofessionnels agricoles ; Claude Langlade-Demoyen, directeur honoraire de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture.

ANCIENTS COMBATTANTS DE 1914-1918

Sont promu chevaliers :

Jacques Bailly, Emile Blox, Paul Bonafin ; Jacques Chauveau ; Georges Cornet ; René Guéy ; Jean Jarrig ; Joseph Lévêque ; Léon Michel ; Marcel Morel ; Marc Pégot ; Francis Sibon ; Marie-Thérèse Tuffin ; René Thierand.

Outre-mer

Est promu officier : Marie-Françoise Turco, épouse Dupuis, présidente d'une organisation en faveur des personnes âgées à la Réunion. Sont nommés chevaliers : Guillaume Aubry, évêque de la Réunion ; Jean Courcier, vice-président d'une association d'anciens combattants à la Réunion ; Jacqueline Dero, responsable d'une association caritative à la Réunion ; Marie de Lucy de Fossier, administrateur de société à la Réunion ; Maud Théron, épouse Rullier, présidente d'une association caritative à Guyane.

Jeunesse et sports

Sont promu officiers : Odette Baladé, née Rousseau, présidente d'une association sportive de la Réunion ; Jean-Pierre Lauer, directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique ; Maurice Plantier, ancien ministre, administrateur de la Fondation de la Résistance ; Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre ; Bernard Wilson, ancien ministre plénipotentiaire, ancien conseiller diplomatique du Gouvernement.

Grande chancellerie

Est promu commandeur : Robert Dumora, chef de bataillon honoraire du corps des sapeurs-pompiers forestiers de la Grande Loge de France ; Jean-Pierre Lauer, directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique ; Maurice Plantier, ancien ministre, administrateur de la Fondation de la Résistance ; Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre ; Bernard Wilson, ancien ministre plénipotentiaire, ancien conseiller diplomatique du Gouvernement.

Premier ministre

Est promu commandeur : Denise Martin dite Geac, artiste dramatique.

Anders combattants et victimes de guerre

Est promu commandeur : Jean Waucho, administrateur de l'Union des exilés de guerre.

CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Est promu commandeur : Jeanne de Clèves, née Rousseau, déportée-résistante.

Outre-mer

Est promu commandeur : M^{re} Michel Coppenhagen, archevêque de Poitiers.

Jeunesse et sports

Est promu commandeur : Christian Pailhou, président d'honneur du Comité national olympique et sportif français.

Justice

Est promu commandeur : Christian Le Guéhéac, président de chambre à la Cour de cassation.

Aménagement du territoire, ville et intégration

Est promu commandeur : Michel Mazrou, vice-président national de l'Union des Français d'origine maghrébine.

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat

Est promu commandeur : Pierre Huet, conseiller d'Etat honoraire, administrateur de société.

Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Est promu commandeur : Raymond Janot, conseiller d'Etat honoraire, ancien président de conseil régional.

Grande chancellerie

Sont promu commandeurs : Robert Dumora, chef de bataillon honoraire du corps des sapeurs-pompiers forestiers de la Grande Loge de France ; Jean-Pierre Lauer, directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique ; Maurice Plantier, ancien ministre, administrateur de la Fondation de la Résistance ; Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre ; Bernard Wilson, ancien ministre plénipotentiaire, ancien conseiller diplomatique du Gouvernement.

Premier ministre

Est promu commandeur : Denise Martin dite Geac, artiste dramatique.

Anders combattants et victimes de guerre

Est promu commandeur : Jean Waucho, administrateur de l'Union des exilés de guerre.

CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Est promu commandeur : Jeanne de Clèves, née Rousseau, déportée-résistante.

Outre-mer

Est promu commandeur : M^{re} Michel Coppenhagen, archevêque de Poitiers.

Jeunesse et sports

Est promu commandeur : Christian Pailhou, président d'honneur du Comité national olympique et sportif français.

Justice

Est promu commandeur : Christian Le Guéhéac, président de chambre à la Cour de cassation.

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Est promu commandeur : André Goussier, doyen de la faculté de médecine de Tours.

Équipement, logement, transports et tourisme

Est promu commandeur : Tristan Vieilleux, administrateur d'une compagnie maritime.

Affaires étrangères

Est promu commandeur : Jacques Andréani, ambassadeur de France en mission à l'administration centrale.

PROTOCOLE

Est promu commandeur : R. Jean-Marie Ducruet, ancien recteur de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, administrateur de l'Obélisque de France (Liban).

Coopération

Est promu commandeur : Paul Fouru, médecin expert international, médecin-conseil d'Afrique.

Travail et affaires sociales

Est promu commandeur : Jean-Louis Mandin, vice-président du Conseil économique et social, grand-maître de la Grande Loge de France.

Intérieur

Sont promu commandeurs : Claude Charbonnaud, préfet honoraire, ancien président de Chambre régionale des comptes, grand-maître de la Grande Loge nationale française ; Denise Court, née Vergnaud, ancienne vice-présidente du conseil général du Morbihan ; Bernard Gérard, préfet de la région Centre, préfet du Loiret.

Économie et finances

Est promu commandeur : Jacques de Larosière de Champey, inspecteur général des finances honoraire, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Relations avec le Parlement

Est promu commandeur : Jacques Ollé-Laprun, secrétaire général du Sénat.

Industrie, poste et télécommunications

Sont promu commandeurs : Jean-Pierre Bouysse, président honoraire d'un groupe industriel ; Alain Gill, président d'une chambre syndicale de construction navale.

Agriculture, pêche et alimentation

Sont promu commandeurs : Gérard de Caffarelli, ancien président d'organismes socioprofessionnels agricoles ; Claude Langlade-Demoyen, directeur honoraire de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture.

ANCIENTS COMBATTANTS DE 1914-1918

Sont promu chevaliers :

Jacques Bailly, Emile Blox, Paul Bonafin ; Jacques Chauveau ; Georges Cornet ; René Guéy ; Jean Jarrig ; Joseph Lévêque ; Léon Michel ; Marcel Morel ; Marc Pégot ; Francis Sibon ; Marie-Thérèse Tuffin ; René Thierand.

Outre-mer

Est promu officier : Marie-Françoise Turco, épouse Dupuis, présidente d'une organisation en faveur des personnes âgées à la Réunion. Sont nommés chevaliers : Guillaume Aubry, évêque de la Réunion ; Jean Courcier, vice-président d'une association d'anciens combattants à la Réunion ; Jacqueline Dero, responsable d'une association caritative à la Réunion ; Marie de Lucy de Fossier, administrateur de société à la Réunion ; Maud Théron, épouse Rullier, présidente d'une association caritative à Guyane.

Jeunesse et sports

Sont promu officiers : Odette Baladé, née Rousseau, présidente d'une association sportive de la Réunion ; Jean-Pierre Lauer, directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique ; Maurice Plantier, ancien ministre, administrateur de la Fondation de la Résistance ; Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre ; Bernard Wilson, ancien ministre plénipotentiaire, ancien conseiller diplomatique du Gouvernement.

Grande chancellerie

Est promu commandeur : Robert Dumora, chef de bataillon honoraire du corps des sapeurs-pompiers forestiers de la Grande Loge de France ; Jean-Pierre Lauer, directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique ; Maurice Plantier, ancien ministre, administrateur de la Fondation de la Résistance ; Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre ; Bernard Wilson, ancien ministre plénipotentiaire, ancien conseiller diplomatique du Gouvernement.

Premier ministre

Est promu commandeur : Denise Martin dite Geac, artiste dramatique.

Anders combattants et victimes de guerre

Est promu commandeur : Jean Waucho, administrateur de l'Union des exilés de guerre.

CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Est promu commandeur : Jeanne de Clèves, née Rousseau, déportée-résistante.

Outre-mer

Est promu commandeur : M^{re} Michel Coppenhagen, archevêque de Poitiers.

Jeunesse et sports

Est promu commandeur : Christian Pailhou, président d

laire à l'école nationale supérieure des arts décoratifs; Jean Natchidji, producteur de cinéma, de théâtre et de télévision; André Perrotti, directeur en soins, secrétaire général de l'Institut national du théâtre; Sylvie Richard, née Dubois, agent contractuel; Bruno de Varennes Bismail de Saint-Victor, chef du service de l'inspection générale du patrimoine; Francis Williams, directeur administratif et financier de la production d'une chaîne de télévision.

Industrie, Poste et télécommunications

Sont promus officiers: Pierre Dauterive, président-directeur général de la Poste; Francis Mer, président-directeur général d'un groupe industriel; Maurice Pappo, ingénieur-conseil, ancien directeur dans un groupe informatique; Jean Syrota, président du conseil d'administration d'un groupe industriel.

Sont nommés chevaliers: Gilbert Abraham, ancien directeur général de la Poste; François Ben Hamon, née Lottin, vice-président d'un groupe textile; Jacques Bihl, président-directeur général de la Poste; Pierre Burelle, président-directeur général de la Poste; Pierre-Olivier Bungenot, ancien directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Reims; Guy Canavy, directeur général de la Poste; Pierre Cavallone, président-directeur général de la Poste; Jean-François Cayot, président-directeur général de la Poste; Jean-Paul Chaudron, président-directeur général de la Poste et président de la chambre de commerce et d'industrie de Reims; Christophe Devillers, directeur délégué dans un groupe industriel; Michel Ditz, président-directeur général de la Poste; Jean Eschewolt, président-directeur général de la Poste; Daniel Eymery, directeur général dans un groupe de construction d'automobiles; Gilles Fuchs, président-directeur général d'un groupe industriel de luxe; François Goulet, directeur de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la Poste; Dominique Julien-Labrousse, directeur dans un groupe industriel; Bernard Kariel, vice-président-directeur général d'un groupe industriel; Jean-Jacques Le Couvreur, président-directeur général de la Poste; Daniel Martre, président-directeur général de la Poste; Georges Rappaport, ingénieur-conseil.

Poste, télécommunications et espace

Est promu officier: Jean Cernis, directeur général d'une société de communications spatiales. Sont nommés chevaliers: Bernard Bresson, chef de service à la Poste; Bernard Bresson, chef de service à la Poste; Daniel Saint-Gilles, directeur à la Poste; Sylvie Vargot, née Poupert, directrice à la Poste.

Agriculture, pêche et alimentation

Sont promus officiers: Claude Bontine, coprésident d'une société agroalimentaire; Henri Estingoy,

conseiller dans une filière d'oléoprotégés; Guy Mallet, président-directeur général d'un laboratoire.

Sont nommés chevaliers: Marcel Arrivé, président-directeur général d'une entreprise agroalimentaire; Maxime Besset, ancien président d'une chambre départementale d'agriculture; Gilette Cordeau, née Ducas, présidente d'une chambre départementale d'agriculture; Désiré De Vienne, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles; Edouard Sapet, directeur général de la caisse de crédit agricole mutual d'Ille-et-Vilaine; Maurice Grangey, directeur général d'une caisse régionale de crédit agricole; Henri Napsi, directeur de l'Office national des forêts du Nord-Pas-de-Calais et Picardie; Roger Lecanu, ancien président d'une chambre départementale d'agriculture; Edmond Wampou, président du conseil d'administration d'un organisme certificateur de conformité; Georges Rebs, président-directeur général d'une société d'exportation d'oléagineux; Marie Schédel, ancien directeur d'un centre technique forestier.

Aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration

Sont promus officiers: Claude Pellin, président-directeur général de la Poste; Bernard Bresson, chef de service à la Poste; Bernard Bresson, chef de service à la Poste; Daniel Saint-Gilles, directeur à la Poste; Sylvie Vargot, née Poupert, directrice à la Poste.

Sont nommés chevaliers: Charles André, président d'honneur de l'Union des maires ruraux de France, ancien maire de Meslay; Jean-Louis Blanc, administrateur civil; Albert Cohen Skallil, président d'un conseil de surveillance d'une société; Pierre Costabile, vice-président du conseil général de la Sarthe, maire de La Ferté-Bernard; Jacques Cyprien, ancien député, maire de Notre-Dame-de-Bonsecours (Loire); Georges Deligot, président d'un syndicat intercommunal d'adduction en eau potable, maire de Sallac-sur-Vie (Dordogne); Madeleine Grivore, née Fidele, présidente d'une fédération départementale de clubs ruraux; Roger Kleinmann, cofondateur d'un centre de formation professionnelle; Jean-Pierre Lourd, ingénieur en chef à la Ville de Paris; Marc Masson, vice-président du conseil général de l'Yonne, président d'un comité de développement; Barthélémy Moulin, conseiller général de la Loire, ancien maire, conseiller municipal de Saint-Bonnet-le-Courrou; Jean-Claude Rey, sous-préfet, directeur général des services départementaux du conseil général de la Côte-d'Or; Céline Vienne, née Pallot, sous-directeur d'administration centrale.

Ville et intégration

Sont nommés chevaliers: Roland Castro, architecte, spécialiste de l'urbanisme social; Françoise Héritier de Veirinas, née Gaudy de Soot, ancien ministre, présidente de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie; Frédéric Mitterrand, producteur et

réalisateur d'émissions de télévision; Pierre Talamand, vice-président d'un conseil général; Gabriel Zimheli, maire adjoint.

Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat

Est promu officier: André Goussier, ancien directeur d'une chambre de commerce et d'industrie. Sont nommés chevaliers: Christian Cardoux, président d'honneur d'une union patronale; Jacques Dammone, président-directeur général de sociétés; Patrick du Bouchet de Guichen, directeur général de la Poste; Arlette Fougère, née Guérite, chef d'entreprise; André Geyraud, ancien secrétaire général d'une fédération de bouchers-charcutiers; Geneviève Gousseau, née Lefebvre, président-directeur général de sociétés; Raphaël Muz, président-directeur général de sociétés; André Pellerin, président d'un tribunal de commerce; Jacques Rouquier, président d'une association nationale d'anciens résistants; Jean-Michel Schaefer, président-directeur général de sociétés; Jean Tegenburger, président d'une chambre de commerce et d'industrie.

Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Sont promus officiers: Michel Franc, conseiller d'Etat; Denise St-

gard, née Girard, conseiller régional.

Sont nommés chevaliers: Marcel Albert, conseiller régional, conseiller général, maire, président de la Poste; Alain Chastagnol, vice-président d'un conseil régional, maire; Stanislas Giffon, conseiller technique à France Télécom; Nicole Juvon, née Triquet, administrateur civil; Gilbert Lartey, née Chantel, conseiller général, maire; François Longchambon, vice-président d'un conseil général, maire; Jean-Marc Montellier, vice-président d'un conseil général, maire; Pierre Paugam, conseiller-maire à la Cour des comptes; Jean Perthus, maire, agriculteur; Louis Piron, maire, ancien médecin; Jean-Sylvain Pradon, chef de département à l'Institut international d'administration publique.

Affaires étrangères

PROTOCOLE Sont promus officiers: Cécile Comte, née Winbergsson, ancien chef d'un réseau de résistance; Jean-Pierre de la Roche, ancien fonctionnaire international et sous-directeur général à l'Unesco; Yuli Volkov, ancien directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique.

DISPARITIONS

Jean Rodolphe de Salis

Un humaniste suisse

HISTORIEN et écrivain suisse, Jean Rodolphe de Salis est mort, dimanche 14 juillet au matin, à son domicile en Argovie (nord de la Suisse), à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Né en 1901, il suivit une formation d'historien à Berne, Montpellier, Berlin puis Paris où il présenta une thèse en 1929 sur Sorbonne sur Simonon, un économiste du début du XIX^e siècle. Dans les années 30, il fut journaliste parlementaire et correspondant culturel à Paris de grands quotidiens suisses. De 1935 à 1968, il enseigna l'histoire en langue française à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, il acquit la célébrité grâce à ses chroniques hebdomadaires radio-diffusées pendant la seconde guerre mondiale - il tint la « Chronique du monde » sur Radio-Beromünster. Défenseur

des droits de l'homme et partisan du Marché commun, il contribua notamment avec Denis de Rougemont et Georges Bernanos à L'Esprit européen. Il avait côtoyé au cours de sa vie nombre d'écrivains tels que Thomas Mann, Pierre Jean Jouve, Max Frisch, Rainer Maria Rilke - dont il proposa une biographie dès 1936 -, mais ce n'est que tardivement qu'il s'est consacré à la littérature, à l'approche de ses quatre-vingts ans. Ses Carnets (écrits entre 1961 et 1963), publiés en français sous le titre Parler au papier par les éditions Payot-Lausanne en 1984, témoignent de ses expériences cosmopolites, de ses rencontres littéraires et politiques, de sa vision du XX^e siècle, dont il fut à la fois l'acteur et l'historien.

Sophie Lhuillier

JUAN JOSÉ ETXABE, ancien fondateur et dirigeant historique du PETA, le mouvement indépendantiste basque, est mort, jeudi 11 juillet, à Urrugne (Pyénées-Atlantiques), des suites d'une crise cardiaque. Agé de soixante ans, il avait été arrêté le 21 mai et incarcéré pendant un mois, par le juge français Laurence Levert, pour son rôle présumé d'intermédiaire dans la récupération d'une rampe et le financement de l'organisation séparatiste. Juan José Etxabe était devenu un modéré et avait encore participé, le 29 juin, à une manifestation en faveur de la paix au Pays basque. Victime à deux reprises d'attentats perpétrés par

des groupes parapolitiques au cours de l'un desquels sa femme fut tuée et lui-même sérieusement blessé, il s'était petit à petit reconstruit dans le négoce hôtelier, mais gardait des relations étroites avec la mouvance nationaliste basque. ■ JOHN CHANCELLOR, journaliste américain, est mort, vendredi 12 juillet, des suites d'un cancer, à Princeton (New Jersey). Il était âgé de soixante-huit ans. John Chancellor a travaillé pour la chaîne de télévision américaine NBC pendant quarante ans, de 1950 à 1993. Cette relation avec NBC fut interrompue pendant deux ans, entre 1965 et 1967, par un transfert sur la Voix de l'Amérique, la radio gou-

vernementale à destination de l'étranger, qu'il a dirigée. John Chancellor a interrogé tous les présidents américains, de Harry Truman à Bill Clinton, et couvert les guerres du Vietnam et du Golfe. Il avait atteint la notoriété avec la couverture des événements de Little Rock (Arkansas) en 1957: pendant plusieurs jours, il fut le seul correspondant de télévision à suivre la crise provoquée par le refus d'une école secondaire d'accepter des élèves noirs. John Chancellor avait écrit plusieurs ouvrages dont un livre, Le Monde de l'information (The News Business), destiné aux personnes souhaitant embrasser la profession de journaliste.

■ AMMAR ALI TALMAT, directeur général de l'agence algérienne de presse APS, est mort, jeudi 11 juillet, à l'âge de cinquante ans, des suites d'une opération du cœur, à Monaco. Diplômé de l'Ecole supérieure de journalisme d'Alger, il fut journaliste à l'hebdomadaire Révolution africaine et au bureau de l'AFP d'Alger, avant de rejoindre le secteur du tourisme. Ammar Ali Talmat a occupé les fonctions de directeur du Parc zoologique d'Alger, de l'Office des loisirs d'Alger Ruadig El Feth et du Centre de l'art et de l'industrie cinématographique (OICA). Il avait été nommé à la tête de l'APS en octobre 1993.

CONCOURS

Agrégations

Arts

OPTION A: ARTS PLASTIQUES Nicole Anchaire (33^e), Pierre Beaumais (33^e), Jean-Yves Bellard (3^e ex aequo), Edwige Boute (33^e), Sophie Carreau (49^e), Isabelle Cava (33^e), Solange Cavallini (3^e), Jeanne, Corinne-Elyse ex aequo, Thierry-Groff (33^e), Fabian Delacoste (44^e ex aequo), Romain Descombes (47^e), Claire Freysse (33^e), Laurent Goussier (49^e), Frédéric Jourdain (3^e ex aequo), Sandra Kruttsch (18^e ex aequo), Caroline Laget (20^e ex aequo), Thierry Lefort (33^e), Florence Lequeux (20^e), Olivier Lohé (20^e), Olivier Long (33^e), Benoît Manent (33^e), François Marcella (20^e ex aequo), Olivier Mariotti (3^e ex aequo), Jean-Louis Mangran (33^e ex aequo), Edwige Muller (3^e ex aequo), Jean-Michel Muraud (33^e), Murielle Humez (23^e ex aequo), Frédéric Jancot (13^e), Daniel Paul (42^e), Marc Pélissier (12^e ex aequo), Nicole Pélissier (34^e), Simon Piveteau (23^e), Christine Piveteau (34^e), Cécile Proust (33^e ex aequo), Jean-Philippe Rambaud (3^e), Annabelle Rat (10^e), Alice Raymond (12^e ex aequo), Christophe Rémy (12^e), Cathy Rolland (23^e), Sandrine Russo (49^e), Carl Saurin (18^e), Valérie Schwob (33^e), Céline Sicard (33^e), Emmanuelle Soubeyran (17^e), Yann Vacher (17^e).

Education physique et sportive ■ Michel Attali (33^e), Christian Attali (12^e), David Barry (24^e), Stéphane Bertone (23^e), Benjamin Blanche (23^e), Sophie Bolo (33^e), Jeanne Bréau (18^e), Laurence Cynelli (16^e), Florent Dockert (33^e), Frédéric Doumont (13^e), Cécile Bepenne (34^e), Patricia Girardot (33^e), Dorine Gomet (4^e), Anne Goulet (13^e), Cécile Guillemard (33^e), Sylvie Guy (33^e), Mathieu Harri (17^e), Muriel Heyd (33^e), Raphaële Lebailly (23^e), Claudine Lévêque (24^e), Stéphanie Marangone (33^e), Sandrine Marin (33^e), Marie Massieu (18^e), Rosalie Néri (10^e), Michel Perrate (33^e), Jean Perron (33^e), Patricia Poirier (33^e), Isabelle Pothou (20^e), Christophe Rémy (12^e), Cathy Rolland (23^e), Sandrine Russo (49^e), Carl Saurin (18^e), Valérie Schwob (33^e), Céline Sicard (33^e), Emmanuelle Soubeyran (17^e), Yann Vacher (17^e).

Sciences physiques Option physique appliquée ■ Jean-François Allard (18^e), Laurent Aubert (4^e), Eric Baudry (32^e), Alain Brémont (23^e), Florent Brun (49^e), Frédéric Cadet (18^e ex aequo), Gilles Chastan (10^e ex aequo), Emmanuel Colliot (10^e ex aequo), Jean-Luc Coustans (13^e), Etienne Dalzon (45^e ex aequo), Didier Delatolles (47^e), Sylvie Deplereux (17^e), Sandra Domont (4^e), Laurent Duchet (18^e ex aequo), Jean-Michel Ducrocq (13^e), Marc Blin (50^e ex aequo), Jean-Emmanuel Fauche (24^e ex aequo), Benoît Flaque (33^e), Sandrine Marin (33^e), Nicolas Groud (23^e), Marie-Claire Gleyne (34^e ex aequo), Franck Harion (49^e), Mohamed Heli (47^e), Frédéric Héru (50^e ex aequo), Charles-Henri Jourdain (33^e), Emmanuelle Kawa (34^e ex aequo), Frédéric Lagarde (33^e), Nicolas Lanzier (24^e), Yannick Le Bras (33^e), Franck Le Gall (40^e), Ibrahim Maazi (45^e ex aequo), Pierre Mallet (33^e), Olivier Pélissier (42^e), Yann Pousset (23^e), Marie Pouch (33^e), Gilles Robert (10^e ex aequo), Pierre Royère (23^e ex aequo), Michel Sauter (33^e), Guy Schneider (10^e ex aequo), Fabrice Soubeyran (34^e ex aequo), Patrick Tesson (45^e ex aequo), Olivier Tierney (14^e), David Toupanze (33^e), Christian Tricot (23^e), Hervé Véroin (23^e).

AU CARNET « DU MONDE »

Naissances

Alexis, chez Antoine et Sylvie Maréchal, le 10 juillet 1996.

13, rue Jean-Moulin, 92000 Nanterre.

— Paris, Villiers-Corvère.

M. Dominique POLLET et M^{me}, née Céline DEQUECKER, sont heureux de faire part de la naissance de leur second fils.

Edgar, le 13 juillet 1996.

— Le docteur Louis Robinet et Françoise Robinet, ses enfants, Pierre, Mathieu et Anne Robinet, ses petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor CANYN, survenu à Paris, le 13 juillet 1996, dans sa soixante-seizième année.

Selon ses dernières volontés, la cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité familiale, suivie de l'inhumation, au cimetière de Pantin (Nord), dans le caveau de famille.

Une messe sera célébrée ultérieurement à son intention à Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

6, rue Mizon, 75015 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— La Ligue de l'enseignement a la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Georges DAVEZAC, secrétaire général honoraire, survenu, le 11 juillet 1996, à Rouen.

Il a été inhumé le 16 juillet à Osmoy (Haute-Pyrénées).

— La Charité-sur-Loire.

« On ne voit qu'avec le cœur »

Jean Aumeunier, son fils, et ses enfants et petits-enfants, François Aumeunier-Garcia, sa fille, son gendre, Louis Garcia, et leurs enfants et petits-enfants, Les familles Aumeunier, Despay, Gérard, Lautman, Roverchon, ont la profonde tristesse de faire part de la mort de

Magdeleine AUMEUNIER DESPAY, parti rejoindre son mari.

Edmond AUMEUNIER, dans la terre charitoise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 17 juillet, à 10 h 30, en l'église de La Charité.

Deux registres à signature, l'un dans le hall de la mairie, l'autre à l'église, tiendront lieu de condoléances.

L'inhumation aura lieu au cimetière de La Charité, dans l'intimité familiale.

36, rue de la Vauyon, 58400 La Charité-sur-Loire.

— Jacques Moreau, président, Et l'ensemble du conseil d'administration du Comité national de liaison des activités mutualistes, coopératives et associatives (CNLAMCA), ont la douleur de faire part du décès de

— M. Philippe-Xavier GERARD, son épouse, Thibault, Clément, Alexis, Auré, ses enfants, ont l'immense douleur de faire part du retour à Dieu de

M^{me} François-Xavier GERARD, née Cécile Neu, survenu le 12 juillet 1996, mais des secouristes de l'égide.

De la part de, M. et M^{me} Jean-Paul Neu, ses parents, M. Jean-Michel Neu, M. Daniel Neu, ses frères, M. et M^{me} Georges Ouard, ses beaux-parents, Les familles Gerard, Gerard-Sainte Benne, Powell, d'Esnyne, Gerard de Maisonnewe, Bobineux, Cusinberche, ses beaux-frères et belles-sœurs.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 16 juillet, en l'église Notre-Dame de Cuis (Oise), sa paroisse.

La Pommeraye, 60400 CUIS, 45, avenue de Caluire, 95380 Enghien-les-Bains.

Marie RIST Née pour tous, pionnière de l'éducation nouvelle, nous a quittés le 12 juillet 1996.

De la part des enfants de l'Ecole nouvelle d'Antony - qu'elle a créée -, de l'équipe éducative, des parents, du Centre de recherche de pédagogie active Denis-Courtot.

Il s'agit de son œuvre le souvenir de son mari, Noël, décédé le 22 novembre 1990, et adressé à sa famille toute leur affection.

« Une maison est faite pour y vivre, y penser et reprendre souffle, en sortant c'est l'école nouvelle »

Merci, Nina, de nous y avoir accueillies.

4, avenue d'Alcibiade, 92160 Antony.

— Hélène Luc, son épouse, Nadine et Jean-Pierre, Serge et Sylvie, ses enfants, Alissia, Thibaut, Tim, Ella, ses petits-enfants

Geneviève Luc et ses enfants, sa belle-sœur, neveu et nièce, Zita Del Cuccia, sa belle-mère, Ses belles-sœurs, beaux-frères, neveux, nièces, cousins, cousines, et tout ses amis, ont l'immense douleur de faire part du décès brutal de

Louis LUC, « Skipi » pour ses petits-enfants, survenu à Plassac (Corse-du-Sud), le 12 juillet 1996.

Un hommage solennel lui est rendu ce jour à 15 heures, à l'hôtel de ville de Choisy-le-Roi.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Choisy-le-Roi, dans le caveau de famille.

13, rue Jean-Baptiste-Clément, 94600 Choisy-le-Roi.

— Robert et France Soubeyran, Ginette Weber, Daniel et Béatrice Soubeyran, Nicole Soubeyran, Michel et Françoise Soubeyran, Odette et Pierre Lefebvre, Denise Soubeyran, Claude et Michel Chierici, Yves et Christiane Soubeyran, Christian et Monique Soubeyran, Alain et Ilse Soubeyran, François et Liliane Soubeyran, ses enfants, ses quarante-trois petits-enfants, et ses quarante-deux arrière-petits-enfants, font part du décès de

Béatrice SOUBEYRAN, née GOGUEL, le 13 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 18 juillet, à 15 heures, au temple de l'Association 19, rue Cortambert, à Paris-16^e.

Mon âme se repose sur Dieu.

(Ps. 62, 2).

— Les amis et les proches de la librairie Pergame (188, Grand-Rue, 85000 Poitiers) ont la tristesse de faire part du décès, survenu à Poitiers, le 8 juillet 1996, à l'âge de cinquante et un ans, de

Thérèse YAKOVENKO, Ukrainienne.

De 1968 à 1996, son rayonnement et son autorité ont participé à la défense du livre et au développement culturel de sa ville.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Les amis de Jeanne YQUEL ont la douleur de faire part de son décès, le 14 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Paris (33^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cécile Roussot, 52, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Anniversaires de décès — Les familles Chosodovsky, Chabrier, Gormann, Kozminski et Tinker tiennent à honorer la mémoire de

M^{me} GORMANN, rattachée à Paris, le 16 juillet 1942, parquée au Velodrome d'hiver, exterminée à Auschwitz parce que juive.

Nous n'oublions pas. De la part de sa petite-nièce, Eugénie Chosodovsky, 133, Swan Court, Chelsea Manor Street, London SW3.

— « Quand un être cher disparaît, allumer une bougie et rentrer dans la ronde »

Allen Ginsberg Robert RIMBAUD 17-juliet 1965-17-juliet 1996 Un an déjà.

Communications diverses — Le 48^e congrès de l'Association internationale des francophones a lieu les 16, 17, 18 juillet (9 h 30 et 14 heures), à l'Ecole normale supérieure, 45, rue d'Ulm, Paris-5^e. Entrée libre. Mardi 16, prés. V. Kapp; Lundi 17, prés. J. Garçon; Mercredi 17, prés. J. Garçon; Jeudi 18, prés. F. Gerbod; Vendredi 18, prés. J. Garçon.

CARNET DU MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75002 Paris Cedex 05

Renseignements: 42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42 Télécopieur: 42-17-21-36 Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F Abonnés et actionnaires 95 F Thèmes étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Consultez les résultats d'entrée aux concours des Grandes Ecoles

3615 LEMONDE

مركز النظم

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 17 JUILLET 1996

BORSES Les valeurs se sont effondrées pour la troisième fois en dix jours, lundi, à la Bourse de New York, une nouvelle fois secouées par les résultats décevants des entre-

prises américaines de haute technologie. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a connu sa plus forte baisse depuis mars avec un recul de 161,05 points (-2,92 %). Il avait cédé

2,01 %, le 5 juillet, et 1,48 % le 11 juillet. Le recul atteint 6,2 % depuis le début du mois. ● Le NASDAQ, la Bourse électronique où se traite la plupart des valeurs de

haute technologie, a suivi une descente encore plus rapide, abandonnant 3,9 %. ● LES ANALYSTES craignent, aujourd'hui, la réaction des épargnants américains qui ont

investi massivement à Wall Street, au cours des derniers mois, pour profiter d'une hausse presque sans précédent de 55 % entre décembre 1994 et juin 1996.

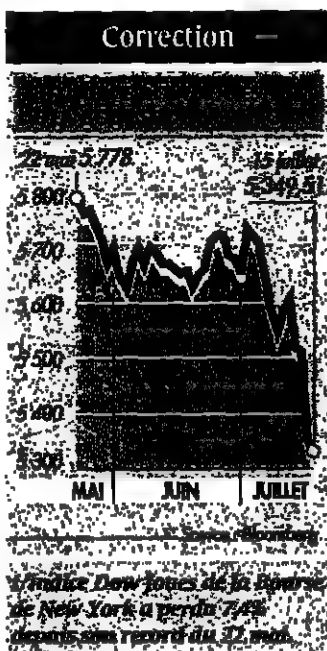
Wall Street a engagé un mouvement de repli après dix-huit mois de hausse

Le Dow Jones a perdu près de 3 %, lundi 15 juillet. Le recul dépasse les 6 % depuis juin. Dans le sillage, les places européennes enregistraient, mardi dans la matinée, des baisses de l'ordre de 2 %

« LES EXCÈS spéculatifs dégringolent, sinon de manière inévitable du moins très fréquemment, en une crise, un krach ou une panique. » Cette phrase, écrite par l'historien américain Charles P. Kindleberger dans son livre sur *La Histoire mondiale de la spéculation financière*, pourrait servir de signal d'alarme à Wall Street. Cette fois, la grande Bourse new-yorkaise n'est plus la victime d'un simple ajustement, mais d'un retournement de tendance plutôt brutal. Elle a connu, lundi 15 juillet, un nouvel accès de faiblesse, l'indice Dow Jones cédant 161 points (2,92 %).

Si ce repli était isolé, il ne porterait pas trop de conséquence. Mais en l'espace de dix jours, la place américaine a connu trois secousses majeures avec des reculs de 114 points le 5 juillet, de 83 points le 11 juillet et donc pour finir de 161 points le 15. Le recul se chiffre à 6,2 % depuis le 3 juillet. Il s'est répercuté aux places européennes qui, dans la matinée du mardi 16 juillet, affichaient des baisses comprises entre 1 % et 2,5 %.

Une baisse de 1 000 points était promise à Wall Street depuis des semaines, à la fois par les analystes de Morgan Stanley, de l'Union de banques suisses ou de Merrill Lynch. Elle est engagée. L'indice



Dow Jones a presque déjà fait la moitié du chemin et abandonné 428 points (7,4 %), depuis son dernier record battu le 22 mai. Le Nasdaq, le marché électronique sur lequel s'échangent la plupart des valeurs de haute technologie, avait montré le chemin de la hausse au cours des dernières an-

nées, cette fois il indique clairement celui de la baisse. L'indice composite du Nasdaq a perdu 3,9 % lundi. Il affiche un recul de 15 % depuis un mois et demi.

SOURCES DE PROGRESSION

Reste à savoir s'il s'agit de la fin de la période exceptionnelle qui a vu Wall Street gagner 55 % entre décembre 1994 et juin 1996. La chute est la plus importante depuis cinq ans et la guerre du Golfe. Mais la Bourse de New York n'avait jamais perdu aussi surabondamment qu'aujourd'hui.

Les deux sources de la progression des valeurs américaines au cours des dernières années, la baisse des taux d'intérêt à long terme et plus encore la croissance des bénéfices des entreprises, commencent à se tarir. Les taux obligataires à trente ans ont remonté, depuis le 1^{er} janvier, de plus de 1 % (à 7,08 %) dans la crainte d'une surchauffe inflationniste de l'économie américaine. Les prévisions de croissance des résultats, qui seules pouvaient justifier le niveau élevé des cours, commencent à être révisées à la baisse.

C'est d'ailleurs l'annonce lundi par Applied Materials, l'un des premiers fournisseurs mondiaux de machines-outils pour l'industrie des semi-conducteurs, d'une

baisse de 22 % des commandes par rapport à ses prévisions qui a précipité la chute du Dow Jones. Il n'en a pas fallu plus pour faire vaciller l'ensemble des valeurs technologiques, déjà affectées la semaine dernière par les résultats

est liée à Internet ont pour la plupart doublé ou triplé entre juin 1995 et juin 1996. Les introductions en Bourse se sont multipliées dans ces secteurs pour atteindre le chiffre record de 430 nouvelles sociétés cotées à New York au cours

Incertitudes sur les taux américains

La chute de Wall Street pourrait avoir d'importantes répercussions sur le plan monétaire. Après l'annonce, vendredi 5 juillet, d'un recul du chômage, les analystes s'attendaient à un relèvement des taux de la Réserve fédérale (Fed), destiné à freiner le rythme d'expansion de l'économie et à empêcher l'apparition de tensions inflationnistes.

Ce scénario est remis en cause. La Fed est dans une position délicate. Un resserrement de sa politique monétaire risquerait d'accroître la baisse de Wall Street. Elle peut aussi considérer que la destruction de richesses qui vient d'avoir lieu à la Bourse suffira à ralentir la croissance. Mais en optant pour le statu quo sur ses taux directeurs, la Fed pourrait accroître les craintes d'inflation et mettre en danger les obligations américaines. Le marché des changes n'est pas à l'abri de secousses. Le dollar a fortement baissé lundi 15 juillet (1,5115 mark, 5,1235 francs), les investisseurs internationaux préférant placer leurs capitaux hors des États-Unis.

décevants de Motorola et Hewlett-Packard.

Au cours des derniers mois, l'engouement spéculatif autour des groupes technologiques avait transformé le Nasdaq en véritable « casino ». Les cours des petites valeurs de biotechnologie, de télécommunication ou dont l'activité

des six premiers mois de l'année.

Les capitaux étaient d'autant plus faciles à ramasser que les épargnants américains attirés par les performances exceptionnelles de Wall Street ont déserté les placements traditionnels comme l'immobilier ou l'assurance-vie pour investir en Bourse et acheter des

parts de fonds communs de placements en actions. Sur les six premiers mois de l'année, plus de 135 milliards de dollars (690 milliards de francs) sont venus se déverser à la Bourse.

Cette bulle spéculative est en train de se dégonfler. Mais quelles en seront les conséquences pour l'économie américaine ? Byron Wien, le stratège de la banque Morgan Stanley, estime que la baisse va « effrayer » les petits porteurs. Quel sera dans les semaines à venir le comportement de ses épargnants qui ont souvent acheté au plus haut et n'ont jamais connu de fortes corrections ? Ils risquent notamment de modifier leur comportement de consommateurs puisque la valeur de leur patrimoine boursier diminue.

Depuis le début du mois, la valeur des sociétés américaines cotées s'est réduite de près de 500 milliards de dollars (2 550 milliards de francs), l'équivalent de la capitalisation de la Bourse de Paris. Historiquement, une hausse de 10 % de Wall Street se traduit par une augmentation de 0,6 % de la consommation des ménages dans les douze mois qui suivent. Un comportement qui pourrait s'inverser.

Eric Lasser

General Electric achète quarante-cinq Airbus

LE CONSORTIUM EUROPÉEN Airbus a remporté auprès de la filiale de leasing Gecas de l'américain General Electric un contrat de quarante-cinq appareils, pour un montant d'environ 2 milliards de dollars (plus de 10 milliards de francs), assorti d'une option portant sur le même nombre d'avions. Cette commande, la plus grosse d'Airbus cette année, était en négociation depuis plusieurs mois. Elle aurait été utilisée comme moyen de pression par l'américain, pour obtenir le départ de Bernard Dufour, l'ancien président de la Snecma. Ce dernier revendiquait un nouveau partage stratégique dans la fabrication de moteurs en coopération avec son allié américain (Le Monde du 5 juin).

DÉPÊCHES

■ **AMERICAN AIRLINES** : le secrétaire américain aux transports Federico Fenu a donné, lundi 15 juillet, son feu vert à une alliance entre American Airlines et la compagnie aérienne canadienne Canadian Airlines International.

■ **LLOYD'S** : l'assemblée générale du marché londonien de l'assurance, a adopté, lundi 15 juillet, le plan de sauvetage qui prévoit l'indemnisation des Names à hauteur de 3,2 milliards de livres (25,5 milliards de francs) et l'annulation de leurs dettes en échange d'un arrêt des procédures judiciaires qu'ils ont engagées.

■ **BRITISH ENERGY** : la firme privée qui regroupe huit des seize centrales nucléaires britanniques, a fait des débuts décevants, lundi 15 juillet, à la Bourse de Londres. L'action vendue à 105 pence aux institutionnels a chuté de 10,5 % à 94 pence.

■ **COMPAQ** : le constructeur informatique américain a annoncé, le 15 juillet, un renouvellement de sa gamme d'ordinateurs personnels (PC), désormais spécialisés selon les types d'utilisateurs (famille, amateurs de jeux, adeptes de l'esthétique, personnes qui travaillent à domicile, professionnels mobiles).

■ **LYONNAISE DES EAUX** : le groupe français a annoncé, le 15 juillet, qu'il proposera à partir de la mi-1997 le téléphone aux 40 000 clients de son réseau de télévision câblée d'Annecy.

■ **COCA-COLA** : la firme d'Atlanta a réalisé un bénéfice net en hausse de 17 % au deuxième trimestre, à 1,05 milliard de dollars contre 898 millions un an plus tôt.

■ **SCHERING** : le groupe pharmaceutique allemand Schering a annoncé, mardi 16 juillet, le rachat du finlandais Leiras au groupe Hilti. Leiras est spécialisé dans les domaines de la gynécologie, de l'oncologie et de l'ophthalmologie (dernière division que Schering ne reprend pas) avec un chiffre d'affaires d'environ 280 millions de deutschemarks en 1995 et un effectif de 1 300 employés.

Le projet d'investissements de Hyundai confirme l'engouement des Sud-Coréens pour la Grande-Bretagne

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Les Coréens arrivent ! Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, la Grande-Bretagne apprend qu'un investissement géant va être fait chez elle par un groupe coréen (Le Monde du 16 juillet). Après LG Group, mercredi 10 juillet, Hyundai, le plus grand conglomérat coréen, a confirmé, lundi 15 juillet, qu'il envisage bien d'implanter au Royaume-Uni l'une des deux usines de semi-conducteurs dont le projet avait été annoncé en février.

A Séoul, le groupe a précisé qu'une usine de 1,3 milliard de dollars (6,7 milliards de francs) serait construite pour fournir à de grands clients comme IBM ou Digital des puces mémoires DRAM (dynamic random access memory) de 64 mégabits. L'usine pourrait employer sept cents personnes vers la fin 1998 et être implantée à Dunfermline, en Ecosse. Deux incertitudes subsistent : d'une part, l'investissement ne sera réalisé que si la croissance revient sur le marché des microprocesseurs et, d'autre part, le choix du site écossais, est encore en concurrence avec deux autres régions du Royaume-Uni.

La semaine dernière, la presse britannique avait fait ses gros titres sur un autre investissement coréen, définitivement adopté celui-là. Le groupe LG (ex-Lucky Star), grand rival de Hyundai, va installer deux usines à Newport Gwent, au pays de Galles. Le montant de l'opération a fait tourner la tête à cette petite ville, qui avait vu mourir son industrie minière : 1,7 milliard de livres sterling (plus de 13 milliards de francs), avec la création de 6 100 emplois directs à la clé ! LG Semiconductors emploiera 1 700 personnes pour fabriquer des puces de 64 mégabits et de 256 mégabits, et une autre société du groupe, LG Electronics, produira des composants pour téléviseurs avec 4 400 personnes.

Cet investissement bat tous les records : c'est

le plus important jamais réalisé en Europe, en particulier en Grande-Bretagne. Il confirme les attraits exceptionnels de ce pays aux yeux des groupes non européens. Le Royaume-Uni attire déjà plus de la moitié des capitaux coréens importés en Europe et - ce qui représente des quantités plus importantes - 40 % de ceux en provenance des États-Unis et du Japon. « La tradition britannique d'accueil des investissements est bien antérieure aux années 80 », souligne Sir Geoffrey Owen, directeur au Centre for Economic Performance de la London School of Economics. « Ce furent d'abord les Américains, puis les Japonais et maintenant les Coréens, les premiers à attirer les investissements. »

UN COÛT DU TRAVAIL FAIBLE

Le coût du travail, aujourd'hui cité comme l'un des avantages comparatifs principaux du Royaume-Uni, n'est qu'un des éléments. La modicité des salaires, la durée de la semaine de travail, la flexibilité des horaires, la faiblesse des impôts et autres avantages annexes ont fait du travailleur britannique un des moins chers d'Occident. Il coûte deux fois moins, en moyenne, que son homologue germanique, selon l'Institut allemand DIW. Un ouvrier gallois de l'électronique gagne en moyenne 14 000 livres par an (112 000 francs) avec peu d'avantages annexes, et son équivalent coréen 22 000 livres avec la quasi-certitude d'être employé jusqu'à la retraite et de nombreux avantages sociaux (repas gratuits, éducation des enfants et assurance maladie prises en charge par l'entreprise).

La politique n'étant jamais bien loin, le gouvernement conservateur et l'opposition travailliste ont échangé quelques piques à propos des investissements étrangers. Le premier avertit le Parti travailliste qu'en voulant faire adopter la charte sociale européenne à la Grande-Bretagne il arrêterait l'afflux de capitaux ; les travaillistes ont rétorqué que la menace conserva-

trice de quitter le peloton de tête de l'Europe, voire l'Union européenne elle-même, présentait un risque autrement plus grave.

Une polémique s'est développée à propos du coût en subventions publiques des emplois créés. Les uns et les autres, pourtant, sont conscients de l'apport décisif des investissements étrangers, qui ont créé depuis dix ans au moins 500 000 emplois nets. Chaque emploi de LG coûtera environ 30 000 livres aux contribuables. Le total des investissements étrangers en Grande-Bretagne représente aujourd'hui, en cumulé, 200 milliards de dollars, contre 28 milliards en 1978.

Qualitativement aussi, la réussite est appréciable. Au pays de Galles, la production manufacturière représente encore 30 % du PIB (25 % pour l'ensemble du Royaume-Uni). L'électronique, l'électronique grand public et surtout l'automobile sont des industries qui auraient disparu de Grande-Bretagne sans les apports extérieurs. « On peut certes regretter qu'il n'y ait pas davantage de firmes possédées par des Britanniques, observe le professeur Owen, mais on ne peut nier que le tissu industriel britannique ait profité de ces apports. Dans l'automobile, l'arrivée des Japonais, puis des Coréens a stimulé la concurrence, obligeant des « anciens » comme Ford et General Motors à se moderniser. Et l'intégration britannique au marché mondial a sans doute été accélérée par ce phénomène. » Un exemple ? Le fabricant de composants automobiles britannique GKN fournissait d'abord exclusivement les usines Nissan et Toyota du Royaume-Uni. A présent, il exporte aux États-Unis comme en Asie.

Si souvent traitée de « porte-avions » des Américains et des Japonais en Europe, l'industrie britannique retrouverait-elle son autonomie ?

Sophie Gherardi

Le marché automobile européen a chuté de 8,8 % au mois de juin

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis le début de l'année, le marché automobile européen a décliné, en juin : les ventes ont régressé de 8,8 % par rapport à juin 1995, soit 100 000 voitures, selon les statistiques de l'ACEA (Association européenne des constructeurs européens d'automobiles, qui regroupe dix-sept pays). Sur le premier semestre, la croissance des immatriculations sur le Vieux Continent a été de 4,8 % pour atteindre 6,9 millions d'unités. Le mouvement de décroissance entamé en juin devait se confirmer : l'ACEA prévoit que le marché européen automobile augmentera de 3 % en 1996.

France (-32,1 %), Allemagne (-3,3 %), Italie (-4,9 %) et Espagne (-2,1 %) ont tous vu leurs immatriculations régresser en juin. Seule la Grande-Bretagne (+4,7 %), parmi les marchés importants, poursuit une courbe ascendante.

BAISSE DE RENAULT

Conséquence logique, ce sont les ventes des constructeurs français qui ont le plus régressé en Europe le mois dernier. D'autant plus que les marques étrangères sont parvenues à améliorer leur position en France. Renault a vu ses immatriculations européennes plonger de 21 % en juin et PSA de 14,4 %.

Sur le premier semestre de l'an-

née, leur pénétration sur le marché européen s'est nettement rétrécie. Renault, notamment, a vu sa part de marché passer de 10,6 % sur les six premiers mois de 1995 à 9,7 % un an après. « En Europe occidentale, hors France, Renault réalise une pénétration de 6,83 %, proche des 6,88 % de 1995 sur la même période », plaide-t-on chez Renault. « Les ventes vers l'Europe du Nord ont progressé de 11,8 % ». Le recul européen de l'ex-régie s'explique donc par la baisse en France (-14 % au premier semestre).

Fiat poursuit sa progression, avec un taux de pénétration de 11,9 % au premier semestre 1996, contre 11,4 % un an avant. Les pro-

duits du constructeur italien - Bravo-Brava et autre Punto - séduisent. Tout comme les modèles du groupe Volkswagen - Golf et Polo en tête - dont la part de marché sur le premier semestre 1996 s'est élevée à 17,2 %, contre 16,7 % un an avant. Le groupe allemand confirme ainsi sa place de numéro un européen et creuse l'écart avec la concurrence : le deuxième, General Motors, ne représente que 12,9 % des immatriculations d'Europe occidentale. A noter aussi, la progression des Coréens, dont les immatriculations ont encore augmenté de 12,2 % le mois dernier.

Virginie Malinje

GROUPE MOULINEX

CHANGEMENT DE LIEU

Les actionnaires de la Société Moulinex S.A., sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le 22 juillet 1996 à 8 h 30 au Centre Français du Commerce Extérieur (CFCE) 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

Pour assister à cette Assemblée, les actionnaires devront avoir sollicité au préalable, 5 jours au moins avant la date de celle-ci, une carte d'admission auprès de leurs intermédiaires financiers habituels.

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en nette baisse, mardi 16 juillet, dans le sillage de la Bourse américaine. L'indice Nikkei a perdu 347,07 points à 21 406,35.

■ WALL STREET a plongé de 161,05 points, le 15 juillet, ébranlé par des liquidations massives de valeurs de haute technologie. Le Dow Jones a perdu 2,9 % à 5 349,51.

■ LE PRINCIPAL INDICATEUR du Nasdaq, marché américain des valeurs de croissance, a chuté de 43,13 points à 1 060,36. Depuis le 5 juin, cet indice a perdu près de 20 %.

■ LA FORTE BAISSSE de Wall Street a entraîné dans son sillage les Bourses d'Amérique latine : Buenos Aires (-4,44 %), Mexico (-3,1 %) et Sao Paulo (-3 %).

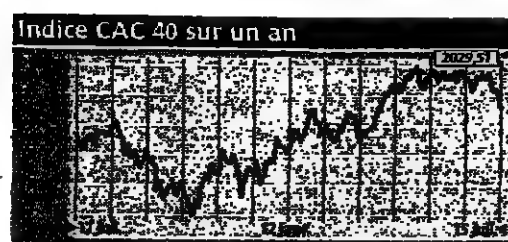
■ LE DOLLAR s'échangeait, mardi après-midi, à 110,13 yens à Tokyo, en baisse par rapport à son cours de clôture de 110,27 yens, lundi à New York, et de 110,50 yens à Tokyo.

LES PLACES BOURSINIÈRES

Paris sous les 2 000 points

LA TENDANCE était lourde, mardi 16 juillet, des les premiers échanges à la Bourse de Paris, après la vive chute de Wall Street. En recul de 1,54 % au début des transactions, l'indice CAC 40 abandonnait 1,62 %, à 1 996,63 points, quelques minutes plus tard. En quatre séances, les valeurs françaises ont perdu près de 4 %. Avec cette nouvelle baisse, la Bourse de Paris est repassée sous le seuil des 2 000 points.

La veille, les valeurs françaises avaient déjà terminé la séance en très net repli, accentuant leur recul initial après l'ouverture en baisse de Wall Street. La journée avait débuté sur une note faible, mais le recul des valeurs américaines n'a fait qu'empirer les choses, rapportant un nouveau recul. L'indice CAC 40 a terminé en baisse de 1,03 %, à 2 029,51 points. Les échanges ont été étouffés (4,37 milliards de francs), gonflés par une série d'opérations. Ces dernières ont porté notamment sur la Générale des eaux et sur Peugeot.



Les valeurs bancaires se sont relativement bien tenues, alors que le marché s'attendait à un net recul après leur progression de la semaine dernière. BNP a gagné

0,05 %, la Société générale et Suez ont plutôt bien résisté, tout comme les AGF, qui sont entrées dans la grande liste de recommandations du cabinet Dreyfus.

Eurotunnel, valeur du jour

DANS LA PERSPECTIVE d'un accord avec les banques avant fin juillet, le titre Eurotunnel a nettement progressé, le 15 juillet, à la Bourse de Paris, faisant un bond de 8,95 % à 7,83 francs. Selon la presse britannique, les deux mandataires chargés de faciliter les négociations, Lord Wakeham et Robert Bader, devaient présenter leurs propositions de restructuration de la dette, mardi. Le Financial Times précisait que la société avait déjà accepté le principe d'un plan de refinancement compor-

nant une conversion d'une partie de la dette en actions, l'émission d'obligations convertibles et une baisse des taux d'intérêt.

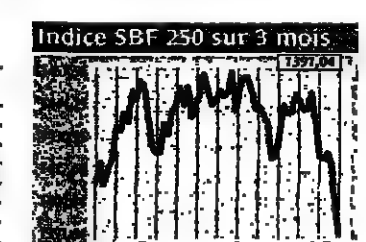


PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 10h22	Cours au 16/07	Var. %
Crédit Lyonnais CI	134	+1,51
G.P.C.	418	+0,02
Saint-Louis	1924	+0,15

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 10h22	Cours au 16/07	Var. %
Mid-Metropole TV	577	+0,28
Pier Impul/Demini	42	+0,28
L.D.C.	224	+1,07
Groupe Paroche	536	+1,30
Soye	300,90	+1,45



Indice second marché sur 3 mois



Nouvelle forte chute à Wall Street

DIRECTEMENT TOUCHÉ par le plongeon de Wall Street, lundi, la Bourse de Tokyo a terminé en nette baisse mardi 16 juillet. L'indice Nikkei a perdu 347,07 points, à 21 406,35. Pour la troisième fois en huit jours, la Bourse de New York a été secouée par les résultats décevants des firmes américaines de haute technologie. Dans un climat de déflation de plus en plus marqué, l'indice Dow Jones a connu sa plus forte baisse depuis mars avec un recul de 161,05 points, à 5 349,51. L'indice général du Nasdaq, la Bourse électronique où se traitent la plupart des valeurs de haute technologie, a subi une descente aux enfers encore plus rapide, abandonnant 43,13 points, à 1 060,36.

En Europe, la Bourse de Londres a également chuté, mais dans une

moindre mesure : l'indice Footsie n'abandonnant que 0,8 % à 3 698,3 points. La Bourse de Francfort a été la seule parmi les grandes places financières du Vieux Continent à enregistrer un petit gain : l'indice DAX a gagné 0,25 % à 2 550,53 points. En revanche, mardi, des les premières transactions sur le système électronique (EBS), l'indice allemand perdait 1,6 %.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 16/07	Var. %
Paris CAC 40	1996,63	-1,54
New York Dow Jones	5349,51	-2,90
Tokyo Nikkei	21406,35	-1,62
Londres FTSE 100	3698,30	-0,80
Francfort DAX 30	2550,53	+0,25
Amsterdam AEX	361,62	-0,49
Madrid IBEX 35	361,62	-0,49
Sao Paulo Ibovespa	149,29	-4,44
Mexico IPC	275,20	-3,10
Hong Kong Hang Seng	10800,10	-0,02
Singapore Straits	2180,80	-1,31

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

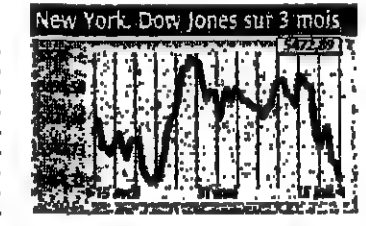
	15/07	16/07
Alcoa	55,75	57,62
American Express	41	42,12
Allied Signal	54,50	55,12
AT & T	38,97	38,75
BellSouth	10,37	10,25
Biochem	86,75	87,12
Caterpillar Inc.	67,75	67,12
Chevron Corp.	39,25	39,12
Coca-Cola Co.	45,50	45,25
Disney Corp.	35,75	35,62
Du Pont Nemours & Co.	75,62	75,12
Eastman Kodak Co.	67,12	67,12
Exxon Corp.	88,50	88,50
Gen. Electric Co.	61,50	61,50
Goodyear T & R	44,12	44,12
IBM	90,87	90,87
Intel Corp.	39,62	39,62
J.P. Morgan Co.	61,87	61,87
Mc Don Douglas	46,75	46,75
Merck & Co.	42,25	42,25
Minnesota Mining & Mfg.	64	64
Philips	100,62	100,62
Procter & Gamble Co.	84,12	84,12
Sears Roebuck & Co.	42,87	42,87
Tesco	67,25	67,25
Union Carb.	38,12	38,12
US Tech.	107,12	107,12
Westinghouse Electric	16,62	16,62
Woolworth	20,50	20,50

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	15/07	16/07
Allied Lyons	4,30	4,30
Barclays Bank	7,95	7,95
B.A.T. Industries	4,85	4,79
British Aerospace	4,80	4,79
British Airways	5,25	5,25
British Gas	1,89	1,89
British Petroleum	3,95	3,95
British Telecom	3,35	3,35
B.T.IL	2,35	2,40
Cadbury Schweppes	5,01	5,01
Eurotunnel	6,07	6,07
Foris	3,70	3,70
Glaxo	8,73	8,77
Grand Metropolitan	4,32	4,38
Guinness	4,60	4,70
Hanson Plc	7,44	7,44
Grain It	6,24	6,24
I.C.S.R.C.	10,14	10,08
Imperial Chemical	6,02	6,03
Legal	6,87	6,85
Mars and Spencer	4,79	4,81
National Westminster	6,27	6,32
Peninsular Oriental	4,92	4,83
Reuters	7,29	7,49
Saatchi and Saatchi	1,14	1,14
Shell Transport	9,40	9,43
Tes and Lyle	4,62	4,66
Unilever Ltd	12,62	12,57
Zeneca	14,19	14,26

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

	15/07	16/07
Allianz Holding N	3827	3820
Best AG	48,30	48,09
Bayer AG	53,27	52,60
Boysen & Mecklenburg	41,38	41,35
Jäger Weinreb & Co.	48,27	47,95
BMW	885	880
Commerzbank	325,30	320,80
Continental AG	23,30	23,51
Daimler-Benz AG	80,09	79,65
Deutsche Bank	526,50	516,50
Deutsche Babcock A	68,70	68,70
Deutsche Bank AG	74,29	74,45
Dresdner Bank AG FR	39,45	39,90
Henkel AG	62,60	61,13
Hoechst AG	32,15	32,40
Metallgesellschaft	199,50	197,50
Kauffhold Holding	379	379
Linde AG	842,50	850
LT. DTH/Tharwa AG	216,50	213,80
MAN AG	384	379,50
Mannesmann AG	548	545,50
Metallgesellschaft	26,20	26
Preussag AG	369,90	371,50
Rwe	55,85	55,75
Schering AG	103,40	104
Siemens AG	80,45	79,35
Thyssen	277	277,50
Valeo AG	78,10	77,25
Viel	387,50	389
Wella AG	835	843



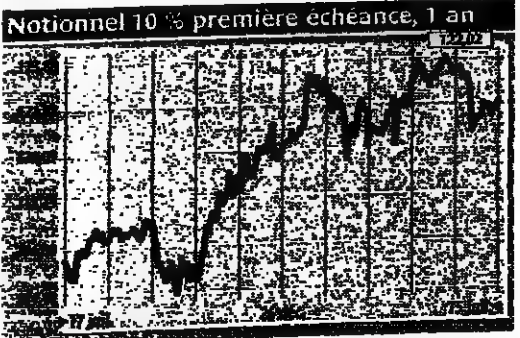
LES TAUX

Recul du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, mardi 16 juillet. Après quelques minutes de transactions, l'échéance septembre cédait 16 centimes, à 121,78 points.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé sur une note stable, malgré la chute de Wall Street. Il avait bénéficié du phénomène de « fuite

vers la qualité », les opérateurs considérant que les emprunts d'Etat sont des placements plus sûrs que les actions d'entreprises privées. Le contrat Pibor à trois mois du Matif cédait 4 centimes, à 95,96 points. Les opérateurs craignent aussi une détérioration du climat monétaire en France, après les attaques lancées par le président de la République contre le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 15/07	Taux au 16/07	Indice des prix
Taux 10 ans	7,26	7,26	100,14
France	5,43	5,43	100,14
Allemagne	5,63	5,63	100,14
Grande-Bretagne	9,18	9,18	100,14
Italie	0,50	0,50	100,14
Japon	5,06	5,06	100,14
Etats-Unis	5,06	5,06	100,14

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 15/07	Taux au 16/07	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,43	5,43	100,14
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,63	5,63	100,14
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,83	5,83	100,14
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,03	6,03	100,14
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	6,23	6,23	100,14
Fonds d'Etat 20 à 25 ans	6,43	6,43	100,14
Fonds d'Etat 25 à 30 ans	6,63	6,63	100,14
Fonds d'Etat 30 à 35 ans	6,83	6,83	100,14
Fonds d'Etat 35 à 40 ans	7,03	7,03	100,14
Fonds d'Etat 40 à 45 ans	7,23	7,23	100,14
Fonds d'Etat 45 à 50 ans	7,43	7,43	100,14
Fonds d'Etat 50 à 55 ans	7,63	7,63	100,14
Fonds d'Etat 55 à 60 ans	7,83	7,83	100,14
Fonds d'Etat 60 à 65 ans	8,03	8,03	100,14
Fonds d'Etat 65 à 70 ans	8,23	8,23	100,14
Fonds d'Etat 70 à 75 ans	8,43	8,43	100,14
Fonds d'Etat 75 à 80 ans	8,63	8,63	100,14
Fonds d'Etat 80 à 85 ans	8,83	8,83	100,14
Fonds d'Etat 85 à 90 ans	9,03	9,03	100,14
Fonds d'Etat 90 à 95 ans	9,23	9,23	100,14
Fonds d'Etat 95 à 100 ans	9,43	9,43	100,14

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
1 mois	95,96	95,96	95,96	95,96
3 mois	95,96	95,96	95,96	95,96
6 mois	95,96	95,96	95,96	95,96
1 an	95,96	95,96	95,96	95,96

MATIF

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Notionnel 10 %	4285	121,78	122,00	121,50	121,90
Sept. 96	317	121,78	122,00	121,50	121,90
Déc. 96	317	121,78	122,00	121,50	121,90
Mars 97	317	121,78	122,00	121,50	121,90
Sept. 97	317	121,78	122,00	121,50	121,90

CONTRATS À TERME SUR L'INDICE CAC 40

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Sept. 96	867	1996,63	2000,00	1990,00	1990,00
Déc. 96	867	1996,63	2000,00	1990,00	1990,00
Mars 97	867	1996,63	2000,00	1990,00	1990,00
Sept. 97	867	1996,63	2000,00	1990,00	1990,00

LES MONNAIES

Vif repli du dollar

LE BILLET VERT s'inscrivait en forte baisse, mardi 16 juillet, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5125 mark, 110,04 yens et 5,1265 francs. Le dollar était pénalisé par la chute, la veille, de Wall Street. La faiblesse de la Bourse new-yorkaise incite les investisseurs internationaux à placer leurs capitaux hors Etats-Unis et à convertir leurs dollars.

Les opérateurs ont également été sensibles aux rumeurs d'une hausse imminente du taux d'escompte de la Banque du Japon. Un resserrement de la politique monétaire nipponne rendrait le yen plus rémunérateur et plus attractif. Affecté par la baisse du billet vert, le franc cédait du terrain, mardi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,3903 francs pour 1 deutschemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	cours 15/07	cours 16/07
Devises	338,3500	338,3500
Allemagne (100 dm)	1,5125	1,5125
Ecu	6,4105	6,4105
Etats-Unis (1 USD)	5,1195	5,1195
Belgique (100 F)	16,4570	16,4570
France (100 F)	301,5900	301,5900
Italie (100 L)	3,3550	3,3550
Danemark (100 kr)	87,8500	87,8500
Irlande (1 p)	8,2115	8,2115
Grèce (100 dr)	7,9500	7,9500
Grèce (100 dr)	2,1550	2,1550
Suède (100 kr)	76,5500	76,5500
Suisse (100 F)	409,7100	409,7100
Norvège (100 kr)	79,2700	79,2700
Autriche (100 sch)	48,1120	48,1120
Espagne (100 pes)	4,0210	4,0210
Portugal (100 esc)	3,7590	3,7590
Canada (100 c)	3,7597	3,7597
Japon (100 yens)	4,6638	4,6638
Finlande (mark)	111,3200	111,3200

PARITÉS DU DOLLAR

	15/07	16/07	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,5155	1,5125	-0,40
TOKYO : USD/YEN	110,2300	110,0400	-0,35

L'OR

	cours 15/07	cours 16/07
Or fin (le bar)	63200	63400
Or fin (en lingot)	63500	63800
Once d'Or Londres	383,60	382,75
Pièce française(200)	365	362
Pièce suisse(200)	366	367
Pièce Unolien bat(200)	367	367
Pièce 20 dollars us	2435	2435
Pièce 10 dollars us	1350	1350
Pièce 10 euros mar	1266	1265

LES MA

INDICES

Dow-jones comptant	
Dow-jones à terme	
CRB	
METALUX (Londres)	
Cuivre comptant	
Cuivre à 3 mois	
Aluminium comptant	
Aluminium à 3 mois	

AUJOURD'HUI

SPORTS

TOUR DE FRANCE La quinzième étape entre Brive-la-Gaillarde et Villeneuve-sur-Lot a été remportée par l'italien Massimo Podenzana, devant son compatriote Giuseppe Guerini. Un doublé transalpin qui a

ponctué une échappée lancée dès le sixième kilomètre. ● LES ÉTAPES se suivent et se ressemblent depuis plusieurs jours. Loin derrière les groupes de tête, le peloton s'est étié pendant 176 kilomètres dans la plus grande



monotonie. ● DANS LA PLUS petite localité traversée, un public nombreux célèbre les coureurs. Quel que soit le suspense offert par les héros, la Grande boucle entraîne dans son sillage un parfum de vacances. ● BJARNE

RIIS, le coureur danois dont les habitants du royaume sont devenus admiratifs, conserve toujours son maillot jaune. Dans le plat pays, journaux et télévisions racontent les exploits de celui que l'on surnomme « L'aigle ».

Les spectateurs ne boudent jamais le passage de la caravane

Même les étapes un peu mornes, comme celle qui a vu la victoire solitaire de l'italien Massimo Podenzana, lundi 15 juillet à Villeneuve-sur-Lot, n'empêchent pas le public de faire la fête aux coureurs

VILLENEUVE-SUR-LOT de notre envoyé spécial

Une journée pour rien. Le jugement paraît sans doute abrupt aux coureurs. Lundi 15 juillet, entre Brive-la-Gaillarde et Villeneuve-sur-Lot, le peloton n'a pas eu la sensation de faire dans la vacuité. Parcourir 176 kilomètres, à 44,961 de moyenne horaire, par une température caniculaire, n'a que peu à voir avec la définition du verbe musarder.

Deux hommes au moins se remémoront cette étape toute leur vie : Laurent Genty, contrainct à l'abandon, et Massimo Podenzana, vainqueur du jour. En désignant un perdant et un gagnant, l'étape aura au moins assuré, en terme d'émotions sportives, le service minimum.

A trente-cinq ans, Massimo Podenzana, l'équipier modèle, champion d'Italie en 1993 et 1994, deuxième de l'étape de Mende en 1995 derrière Laurent Jalabert, a ajouté une ligne supplémentaire à son palmarès. Ses larmes à l'arrivée témoignent qu'une victoire dans le Tour de France ne le peut laisser insensible. Elle est forcément belle, intense.

Cette victoire fut acquise après cent quarante kilomètres d'échappée. Mais comment oser avouer à cet homme exténué que ce furent là cent quarante kilomètres bien monotones ? Entre les Alpes et les Pyrénées, la course semble se complaire dans un scénario rebattu, à l'image de ces séries américaines où ne changent que les personnages et le lieu.

Le synopsis de cette journée fut en tout point conforme à celui des précédentes. Une attaque dès le sixième kilomètre a abouti à une première échappée de vingt-huit coureurs. C'était beaucoup trop. Une deuxième poussée d'adrénaline, au kilomètre 38, a désigné six lauréats, tous mal classés. Cette sélection du jour opérée, le peloton s'est contenté d'assurer le tempo à l'arrière. A l'approche du but, le groupe a explosé sous le coup des ambitions personnelles. A sept kilomètres de l'arrivée, Massimo Podenzana s'est fait précéder par les siennes, que l'âge rendait plus pressantes.

Les trois précédents vainqueurs d'étape (Dimitriy Aboudjaparov, Rolf Sörensen et Pascal Richard) avaient également dépassé

la trentaine. Bjarne Riis, qui conserve son maillot jaune, appartient également à cette tranche d'âge. Le déclin de Miguel Indurain aurait-il créé une grande peur du temps qui inhibe ceux qui n'ont toujours connu que son patronage ?

MANQUE DE TONUS

De vieux barbons profitent, en tout cas, du manque de tonus de la course. Les Pyrénées peuvent encore apporter monts et, qui sait, merveilles. Mais, à force d'enchaîner les étapes anonymes, il va bien falloir se demander un jour si ce n'est pas tout ce Tour qui est en transition.

« Les coureurs font la course », affirme une formule si souvent utilisée dans le peloton qu'il est diffi-

cile d'en attribuer la paternité. Mais, au vu des jours écoulés, il est évident qu'ils ne font pas seuls le Tour de France. Même quand les principaux protagonistes n'y mettent pas tout leur cœur, la Grande Boucle traîne avec elle ce parfum de vacances et de fête qui en fait un moment précieux. Les régions ont fait à la caravane un accueil qui ne tenait aucun compte de l'état du classement général et du prestige des échappées.

L'idée de génie des créateurs, en 1903, fut moins d'imaginer parcourir la France en vélo que de la faire au cœur du mois de juillet. Henri Desgrange avait sans doute pressenti ce que son invention gagnerait à sentir le foin coupé. En 1936, les premiers congés payés partageaient au bord de la mer à vélo.

L'association d'idées devenait évidente. Un été 96, la France qui n'avait rien de mieux à faire s'est donc une nouvelle fois massée sur le bord des routes pour regarder des cyclistes.

Le public est prêt à prêter une journée entière dans la fournaise, sous la pluie ou dans le froid pour voir passer un essaim multicolore et indistinct. Les communes se font pimpantes, nettoyées de près, badigeonnées de frais, fleuries jusqu'aux fenêtres simplement parce que les traverses un coup de vent. L'important n'est pas de voir - sinon pourquoi quitter son poste de télévision ? - mais d'être vu. Le Tour de France chahute avec lui une envie forcée de plaire, de partager.

Pour les salueurs de l'étape Brive-Villeneuve-sur-Lot, lundi, la course a démarré au kilomètre 120, où Jacques et Thérèse Roux avaient organisé une petite fête en plein air pour célébrer le passage de leur garçon, Laurent, coureur exilé dans l'équipe néerlandaise TBM. Le fan-club de Goujonnac était au grand complet, offrant vivres et libations, sur un air d'accordéon.

Un petit morceau de foin gras et un doigt de Cahors sont nettement plus agréables à avaler que les clous répandus sur la chaussée par des commerçants en colère. A Villeneuve-sur-Lot, des jeunes déguisés en troubadours ont entonné la sérénade. A Agen, où les coureurs devaient partir pour Hautacam, mardi 16 juillet, d'autres orchestres ont joué jusqu'à tard dans la nuit. La France du Tour a encore envie de faire la fête, que les coureurs le veuillent ou non.

Le Danemark célèbre les exploits de Bjarne Riis

STOCKHOLM de notre correspondant en Europe du Nord

L'été avait pourtant mal commencé pour les Danois. Toujours prompts à glorifier leurs sportifs, ils avaient dû replier leurs drapeaux rouge et blanc dès le premier tour de l'Euro 96 de football, leur équipe n'ayant pas pu réitérer l'exploit d'il y a quatre ans. Quant aux Jeux olympiques d'Atlanta, ils s'annoncent terribles pour la délégation danoise avant même d'avoir débuté.

Les habitants du royaume s'apprêtent donc à ravalier leur orgueil national lorsqu'une nouvelle inespérée vient illuminer leur été maussade et pluvieux : Bjarne Riis était en train de damer le pion aux seigneurs du Tour de France, épreuve où les Scandinaves n'ont jusqu'à présent glané que des accessits. A l'étonnement des premiers jours a succédé la stupeur admirative des cinq millions de Danois, dont près du quart

suivent les exploits quotidiens de leur nouvelle idole lors du résumé de l'étape diffusé en soirée à la télévision (500 000 regardant la course l'après-midi en direct).

Le Tour de France est en première page des quotidiens, à l'exemple du *Berlingske Tidende* qui titrait récemment : « Le Danemark en jaune ». Les qualificatifs viennent à manquer dès lors qu'un autre Danois se distingue au côté de son compatriote maillot jaune, tel Rolf Sörensen, vainqueur, samedi, de l'étape Puy-en-Velay-Superbesse.

« Riis est en train de réaliser ce qu'aucun Danois ne croyait possible : gagner un Tour de France », constate Mads Larsen, journaliste au quotidien *Jyllands-Posten*. Comment un plat pays au rude climat d'hiver peut-il produire un champion ? Un début de réponse se trouve dans une poignée de chiffres : 6 241 kilomètres de pistes cyclables réparties dans tout le pays, quelque 30 000 cyclo-touristes, 34 % des habitants de Copenhague se

rendant au travail à vélo. « Le Danemark est, comme les Pays-Bas, une nation cycliste par tradition », note Nikolaj Roehende, de la Fédération des cyclistes. Selon lui, si les résultats en compétition ont rarement été spectaculaires, c'est par manque de champions susceptibles de jouer la « locomotive », comme un Bjorn Borg pour le tennis suédois. Certes, Leif Mortensen et Ole Ritter connurent des carrières honorables dans les années 1960-70, mais sans s'illustrer dans l'épreuve reine. Plus récemment, Kim Andersen, Joergen Petersen et Rolf Sörensen ont animé les pelotons, voire remporté une ou deux étapes du Tour, sans toutefois pouvoir prétendre à mieux.

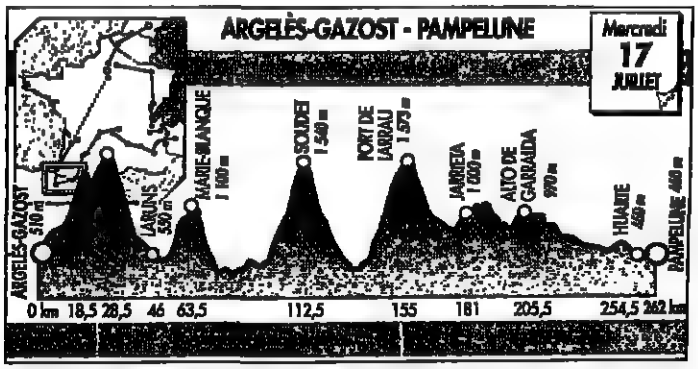
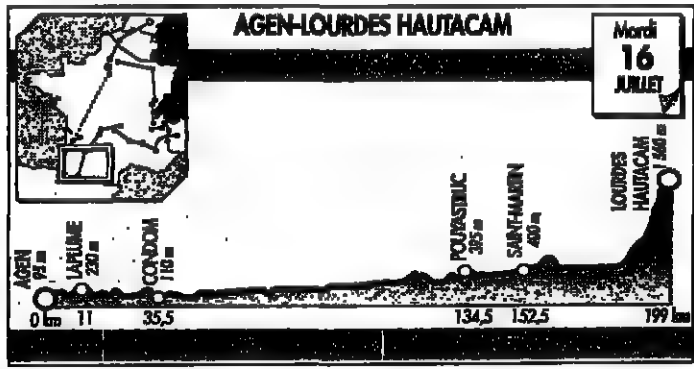
Et puis vint Riis, géologue fidèle soudain métamorphosé en meneur, coureur exemplaire devenu brillant, bien que modeste. Sa troisième place dans l'édition 1995 lui avait déjà valu d'être élu homme de l'année dans son pays. Le volé désormais en passe, à

trente-deux ans, d'être promu héros national, en qui les femmes avouent trouver un certain charme en dépit de sa calvitie affirmée. Pour fêter son triomphe, des bus se sont affrétés depuis la commune de Herning (Jutland, ouest), dont il est originaire, à destination de Paris pour l'arrivée dimanche.

Si l'on ne trouve pas encore son visage imprimé sur des T-shirts, « l'aigle », comme il est surnommé, a déjà insufflé un nouvel élan à un sport qui compte 2 000 coureurs amateurs de haut niveau dans le royaume. Les meilleurs iront peut-être rejoindre la douzaine de « pros » danois partis vivre à l'étranger, à l'instar de Riis, installé au Luxembourg depuis les années 80. Symptomatique du regain de santé du cyclisme dans ce pays, le Tour de Danemark a pu recommencer l'an dernier après une interruption de six ans due à une défection des parieurs.

(Interim)

Benoît Hopquin



Les mécontents se manifestent à Atlanta

A quelques jours de l'ouverture des Jeux olympiques, des habitants expriment leurs craintes

ATLANTA de notre envoyé spécial

A la veille de devenir le centre du monde, la capitale géorgienne est prise d'un frisson, car dans tous les journaux une interrogation court à longueur de page : Atlanta est-elle prête ? Oui, affirment sans ciller les organisateurs, tandis que les visiteurs commencent à envahir le centre-ville. Le doute est un sentiment inconnu du Comité d'organisation (ACOG), qui requerrera la « vieille tradition d'hospitalité du Sud » pour apaiser les éventuelles difficultés de dernière minute. Le sourire en renfort ultime et décisif, comme jadis la cavalerie.

La quinzaine qui s'ouvre n'enchantent pourtant pas la totalité de la population de la cité du Sud. Les employés de centre-ville, par exemple, devront renoncer à

prendre leur voiture pour rejoindre leur bureau. Des rues ont été fermées à la circulation à l'approche des sites de compétition. Le tarif des parkings a brusquement doublé, celui des taxis a augmenté de 22 %. Le métro local sera certes gratuit pendant les Jeux, mais le réseau est trop embryonnaire pour assurer une desserte satisfaisante. L'un des responsables de l'ACOG misait récemment sur l'« expérience conviviale » que serait cette « occasion offerte de marcher à pied ».

Quelques mécontents se sont regroupés pour mieux obtenir réparation d'un préjudice causé par les Jeux. Des associations de commerçants font cause commune avec certaines églises. La grand-messe olympique, pour commerciale qu'elle soit, représenterait un réel manque à gagner pour ceux qui ont pignon sur les rues impraticables du centre-ville. Avec l'arrivée des médias internationaux, certains protestataires poussent les feux. « Des émeutes vont éclater », prophétise le porte-parole de la « Coalition d'Atlanta contre les Jeux ». Il dénonce la « loi martiale » qui serait imposée à la population pauvre et noire, maintenue à distance de la fête par les forces de sécurité. Déjà, les opposants se projettent dans

l'après-J.O., et s'interrogent sur le devenir du Centennial Olympic Park. Ce vaste espace de 8,5 hectares ouvert au cœur de la cité, est le plus grand parc urbain créé aux Etats-Unis depuis trente ans. Ce sera une respiration salutaire pour la ville, selon certains urbanistes ; le plus grand urinoir du monde, pour d'autres qui prédisent le retour prochain des sans-abri chassés par les travaux.

« Quand vous aurez fini, pourrais-je, s'il vous plaît, récupérer ma ville ? »

Les Jeux olympiques modifieront-ils profondément Atlanta ? Un vieil habitant confiait récemment ses craintes au magazine *Time* : « La culture d'Atlanta est en train de changer, disaient-ils. En l'espace de huit mois, j'ai vu une ville passer de la grâce à l'avidité. » Les Jeux ne seront-ils, au contraire, qu'une parenthèse ?

Les T-shirts provocateurs que vient de faire fabriquer un publicitaire indépendant, David Chesnut, posent la question avec humour : « Quand vous aurez fini,

pourrais-je, s'il vous plaît, récupérer ma ville ? » Le slogan s'adresse moins aux J.O. eux-mêmes qu'à l'ACOG, jugé « arrogant ». C'est comme si l'on organisait une fête dans votre jardin sans vous y inviter, explique en substance cet homme de quarante-quatre ans. « Et tout ce qu'on vous demande, c'est de faire le ménage après. »

Ce sentiment est partagé par certains hôteliers, dont l'ACOG s'était fait fort de commercialiser les chambres. Début mai, ils ont récupéré leurs contingents de chambres quasiment intacts. « Et pourtant en janvier, on nous disait : tout est plein, tout est plein », se souvient, amer, le patron du Budgetel Inn, à Norcross.

Sigles ADOG (Atlanta's degotés des Jeux officiels), ornés d'un chien bleu baptisé Pizzy, cousin bâtarde d'Izzy, la mascotte officielle, les T-shirts de David Chesnut s'arrachent. En quelques semaines, il en a vendu plus de cinq cents. Son initiative amuse le Tout-Atlanta, sauf son cousin, un avocat connu qui s'appelle comme lui, David Chesnut. L'homonymie pèse à ce notable, qui se trouve être l'un des meilleurs amis de Billy Payne, le patron de l'ACOG.

Jean-Jacques Bozonnet

Chris Dickson aligne les victoires dans le Tour de France à la voile

LA TENSION MONTE jour après jour sur le Tour de France à la voile (Le Monde du 9 juillet). Lundi 15 juillet, la 7^e manche, entre Lorient et Le Croisic, a été marquée par une lutte entre Chris Dickson, sur *Breilung-ISC*, et Luc Pilot, sur *Ville-de-Nantes*. Au terme d'un duel, le Néo-Zélandais l'a emporté de 9 secondes, soit une dizaine de mètres d'avance. Après un départ catastrophique, Chris Dickson, qui vient d'aligner trois victoires sur les quatre dernières manches, revient en force au classement général. Si Baume-et-Mercier, qui retrouvera mardi 16 juillet son skipper Bernard Mallaret, victime de quelques ennuis de santé, conserve la tête, *Breilung-ISC* n'est plus qu'à onze points du spi jaune. Chris Dickson va bientôt repartir aux Etats-Unis, où il avait pris d'autres engagements. Il sera remplacé par Bertrand Pacé, un spécialiste de la Méditerranée. L'arrivée est prévue à Nice, le 2 août.

■ **FOOTBALL** : le Français Patrick Vieira a déclaré forfait pour les Jeux olympiques, en raison d'une blessure au ligament latéral interne du genou gauche. Le milieu défensif de Milan sera remplacé par le Parisien Oumar Dieng. Pour son premier match de la compétition, l'équipe de France affrontera l'Australie, samedi 20 juillet à Miami.

RÉSULTATS CYCLISME

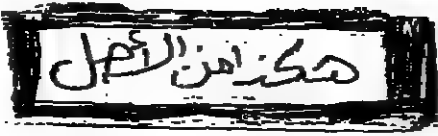
TOUR DE FRANCE
15^e étape
Brive-la-Gaillarde - Villeneuve-sur-Lot (176 km)
1. M. Podenzana (Ita.) ; 2. G. Guerini (Ita.) ; 3. P. Van Petegem (Bel.) ; 4. M. Barbi (Ita.) ; 5. F. Lemerand (Fra.) ; 6. S. Stephens (Aus.) ; 7. F. Moncassin (Fra.) ; 8. F. Bakula (Ita.) ; 9. E. Zabel (All.) ; 10. A. Faurigato (Ita.).
Classement général : 1. B. Riis (Dan., Telekom) ; 2. A. Clens (Esp.) à 56 s ; 3. E. Berrin (Fra.) à 1 min 8 s ; 4. T. Fontanille (Fra.) à 1 min 21 s ; 5. J. Urich (Aut.) à 2 min 6 s.
Classement par points (maillot vert) : 1. E. Zabel (All., Telekom) 250 points ; 2. F. Moncassin (Fra.) 208 ; 3. F. Bakula (Ita.) 188.

Classement de la montagne (maillot à pois) : 1. R. Virenco (Fra.) 224 points ; 2. B. Riis (Dan.) 133 ; 3. L. Brocherd (Fra.) 111.

VOILE

TOUR DE FRANCE
7^e manche
Lorient - Le Croisic (tempête non reconnue)
1. *Breilung-ISC* (Chris Dickson) ; 2. *Ville-de-Nantes* (Luc Pilot) ; 3. *E. Leclerc-SCAO* (Sébastien Desbrières) ; 4. *Saint-Pierre-et-Miquelon* (Alain Fédoulet) ; 5. *Baume-et-Mercier* (Bernard Mallaret).
Classement général : 1. *Baume-et-Mercier* (Bernard Mallaret) 250 points ; 2. *Breilung-ISC* (Chris Dickson) 241 ; 3. *E. Leclerc-SCAO* (Sébastien Desbrières) 238 ; 4. *Ville-de-Nantes* (Luc Pilot) 237 ; 5. *Saint-Pierre-et-Miquelon* (Alain Fédoulet) 236.

SPORTS
RÉSULTATS, RECORDS et PALMARÈS
3615 LE MONDE



La direction de France 2 revoit les contrats de ses animateurs-producteurs

Arthur quitte la deuxième chaîne pour rejoindre TF1

Le remplaçant de Jean-Pierre Elkabbach à la tête de France 2, Xavier Gouyou Beauchamps, a mis peu de temps à instaurer « une

nouvelle politique à l'égard de ses animateurs-producteurs ». Après un accord avec Jean-Luc Delarue, puis des redéfinitions des contrats liant

France 2 à Nagui et à Mireille Dumas, la direction de la chaîne publique a décidé de mettre fin au contrat d'Arthur.

L'AFFAIRE aura été rondement menée. Quatre semaines après avoir pris leurs fonctions comme PDG de France-Télévision et directeur général chargé de l'antenne de France 2, Xavier Gouyou Beauchamps et Jean-Pierre Cottet ont, apparemment, très peu parlé finances avec lui. Le débat a surtout porté sur le contenu de l'émission, et notamment le ton souvent persiflant que Nagui emploie avec les participants de « N'oubliez pas votre brosse à dents ». Ne souhaitant pas brimer sa gouaille, l'animateur-producteur a préféré rompre. Amicalement.

France 2, qui ne souhaite pas non plus couper les ponts avec Nagui, lui conserve la production de « Taratata », son émission de chansons, même s'il anime une ou plusieurs émissions sur une autre chaîne - y compris TF1. En revanche, France 2 et Air Productions devront trouver un autre animateur à « Taratata ».

Le climat s'est réchauffé infiniment moins serein avec Arthur. France 2 ayant refusé de signer un contrat de longue durée avec TF1, où il devait animer une émission

D'importants chiffres d'affaires

Les contrats signés par Jean-Pierre Elkabbach avec les animateurs-producteurs de France 2 prévoyaient une progression importante sur trois ans.

● Jacques Martin Productions. Le chiffre d'affaires était fixé à 144,73 millions de francs pour la saison 1995-1996. Pour la saison 1997-1998, ce même contrat prévoyait 133,54 millions. La récente suppression de « Ainsi font font font... » devrait en réduire l'importance.

● Mireille Dumas Productions. La société, dont le contrat n'a pas été renouvelé, a réalisé 28 millions de francs de chiffre d'affaires en

1992-1993, 34,3 millions en 1994-1995 et 52,55 millions de francs en 1995-1996.

● Réservoir Productions (Jean-Luc Delarue). La société, qui aurait dû réaliser 142,8 millions de francs de chiffre d'affaires lors de la prochaine saison, a accepté de ramener son activité à une centaine de millions de francs.

● Air Productions (Nagui). L'animateur desse des activités sur France 2 à la rentrée. Air Productions aurait dû réaliser un chiffre d'affaires de 65 millions de francs en 1996-1997, équivalant à celui qui a été réalisé la saison précédente.

de première partie de soirée. Michel Drucker (89,5 millions de francs de chiffre d'affaires garanti) s'est assis, lui aussi, à la table des négociations. Son contrat pour la saison prochaine a été reconduit, comme il devait l'être, mais sans l'augmentation de 10 % (9 millions de francs) acceptée par Jean-Pierre Elkabbach. Compte tenu du fait que chaque émission coûte 380 000 francs par jour à la chaîne, France 2 économisera quotidiennement, dès septembre, 40 000 francs. Par ailleurs, des discussions vont s'engager pour revoir le contenu des émissions.

Jacques Martin ne pouvait éviter le débat. Il n'a, semble-t-il, pas cherché à discuter longtemps. Au bout d'une demi-heure, l'animateur préféré des mamies a accepté que ses émissions du dimanche soient amputées.

La grille de France 2 a commencé d'être passée au peigne fin. Le jeu « Les bons génies » (France 2), que Jean-Pierre Elkabbach avait placé en concurrence frontale avec « Questions pour un champion » (France 3), sera supprimé. Harmonisation des programmes oblige.

La politique de jeux lancée par Louis Bédot pour remonter l'audience de la mi-journée pourrait bien céder la place à la fiction. L'affaire des contrats est donc désormais réglée. Sur le plan financier, l'affaire est bonne, puisque le budget de France 2 retrouve une marge de manœuvre d'au moins 300 millions de francs. En revanche, les départs de Nagui, sans doute l'animateur le plus talentueux du moment avec Christophe Dechavanne, et d'Arthur ne facilitent pas le travail des producteurs. Les cases précédemment occupées par l'un et par l'autre vont devoir être remplies.

Yves Mamou

Kirk Kerkorian candidat surprise au rachat de la MGM

Quatre repreneurs convoitent le studio

LOS ANGELES

correspondance

Kirk Kerkorian, l'homme qui a vendu Metro Goldwyn Mayer (MGM) à Giancarlo Piretti, est de nouveau candidat au rachat du studio hollywoodien. Jeudi 11 juillet, jour du dernier délai fixé par Lazard Frères de New York, banque-conseil du Crédit lyonnais, pour le dépôt de candidatures au rachat de MGM, figuraient seulement les trois candidats confirmés (Polygram NV, News Corp, Morgan Creek Productions).

Mais depuis, vendredi 12 juillet, un nouveau candidat est venu créer la surprise. En effet, l'équipe de direction de la MGM, que l'on croyait hors-jeu, s'est maintenue dans la course en confirmant son offre dans un communiqué annonçant un financement en provenance de Tracinda Corp, la société de Kirk Kerkorian, ainsi que de Seven Network, un groupe de télévision australien (avec lequel l'actuelle MGM a un accord d'achat de droits télévisés et de coproduction).

« La poursuite de la reconstruction de cette grande institution est la vision partagée par notre équipe et nos partenaires financiers », a déclaré Frank Mancuso, l'actuel président de la MGM qui a orchestré avec succès le retour du studio moribond.

Le financier Kirk Kerkorian se retrouverait donc - en partie - propriétaire de la MGM pour la quatrième fois, puisqu'il a acquis le studio en 1969 avant de le vendre en 1985 à Ted Turner, à qui il l'a racheté en 1986 (une partie de la filothèque en moins) pour le céder à son gendre, le milliardaire australien James E. Murdoch, pour le racheter six mois après et le revendre enfin à Giancarlo Piretti en 1990. L'offre menée par Frank Mancuso oscillerait entre 1,2 et 1,4 milliard de dollars (6 à 7 milliards de francs).

News Corp (Rupert Murdoch) est toujours dans la course mais se refuse à tout commentaire. L'offre du conglomérat européen Polygram, que la presse américaine juge désormais favorite, buterait sur une clause d'exclusivité du contrat vidéo conclu entre MGM et Warner Bros : l'acquéreur de la MGM resterait contraint de faire distribuer tous ses films par la Warner sur le marché de la cassette vidéo.

DATE INCERTAINE

Warner serait d'autant plus enclin à faire valoir ce point du contrat qu'il soutient au plan financier l'offre concurrente de Morgan Creek. Cette société de production est dirigée par James Robinson, qui a fait fortune dans l'automobile avant de produire plusieurs films comme *Robin des Bois*, *prince des voleurs* ou *Diabolique*.

Morgan Creek qui brigue ardemment la MGM est déjà distribué par la Warner en vidéo. James Robinson aurait définitivement bouclé son financement avec l'appui de Chase Securities. Ses autres partenaires sont Warner, le conglomérat sud-coréen Daewoo et le groupe de communication japonais Fujisanki. L'offre de Morgan Creek serait plus élevée que celle de Polygram mais inclurait des clauses de réserve portant sur d'éventuels frais annexes pour l'acquéreur (imposition, bail, indemnités de licenciement).

Lazard Frères, qui gère la vente pour le Consortium de Réalisation (CDR), l'organisme mis en place par le Crédit lyonnais pour céder des actifs, n'a pas précisé la date de la vente. Jusqu'à présent, aucune offre n'aurait atteint la fourchette des 1,5 à 2 milliards de dollars (de 7,5 à 10 milliards de francs) qu'avait espérée la banque française.

Claudine Mulard

Jérôme Bellay est chargé de transformer Europe 1

Le fondateur de France-Info arrive à la tête d'une station dont l'audience est au plus bas

C'EST UN SYMBOLE : Jérôme Bellay, fondateur de France-Info, prend en charge la destinée d'Europe 1, en tant que directeur général d'antenne. Pendant des décennies, « Europe 1 » a donné le ton de l'information. Dans les films ou les feuilletons télévisés, ce sont les flashs d'Europe 1 que l'on entendait en fond sonore. Depuis le début des années 90, le son de l'information, c'est France-Info. La station de Jean-Luc Lagardère s'est fait supplanter là où elle excellait, où elle était la référence.

Dans le même temps, sa programmation musicale a été confrontée à la concurrence des radios libres puis privées. Au début des années 90, elle s'est trouvée prise entre France-Info et les nouvelles radios musicales de la bande FM.

Europe 1 n'a cessé de perdre du terrain, jusqu'à toucher le fond, lundi 15 juillet, dans le dernier sondage de Médiamétrie au deuxième trimestre : 8,5 % d'audience. La station est tombée sous la barre des 11 %, puis des 10, et enfin sous celle des 9. Progressivement, Europe 1 s'est fait dépasser par France-Inter, France-Info et NRJ. L'an dernier, Jacques Lehn, PDG de la radio, prenait tout le monde à contre-courant en nommant Denis Jeambar, alors directeur de la rédaction du *Point*, à la direction de la station. Il s'agissait déjà de donner du « sens aux faits » et d'arrêter le déclin de la radio, qui venait de fêter tristement ses quarante ans. Denis Jeambar a travaillé dans l'urgence pour améliorer la grille existante plutôt que pour assurer des changements plus profonds. Il arrivait dans un média qu'il connaissait mal et dans une station en pleine crise d'identité : la grille n'a pas vraiment pris.

Son départ en mars 1996 est un électrochoc. Jacques Lehn reprend directement les commandes, et nomme le responsable d'Europe 2, Martin Brisac, directeur

délegué pour l'ensemble des radios du groupe. Il appartient à la génération des radios libres. Il s'orientait rapidement vers un projet de « talk radio », proposant une grande variété de talk-shows et misant sur une meilleure qualité de l'information.

« Europe a besoin de se refonder et de revenir à ce qui a toujours fait sa force et son identité : l'actualité, explique Martin Brisac. Autrefois, cette tendance de la station a été dans l'air du temps, en plein cœur de l'actualité, passait aussi par la musique, mais aujourd'hui cette branche historique a beaucoup moins de sens et doit être remplacée par la parole des gens, le discours des auditeurs. Notre projet de rentrée vise aussi à une meilleure cohérence du groupe : la musique sur Europe 2, les golds (les anciens tubes) sur RFM et pour Europe, évidemment, l'information. Il est vrai que cela fait déjà un petit bout

de temps qu'on en parle, mais cette fois, c'est certain, on va le faire car les trois éléments du triangle - actionnaires, patron et équipe - sont engagés à fond dans la réforme. »

Restait à trouver un homme pour mettre en forme le projet. Le choix s'est porté sur Jérôme Bellay - de préférence à Guillaume Durand - qui a créé France-Info et LCI et qui a la particularité - rare dans l'audiovisuel français - de n'avoir jamais travaillé à Europe 1. Jean-Luc Lagardère est venu lui-même, lundi 15 juillet, à la station pour annoncer que Jérôme Bellay était « l'homme de la situation ». « C'est un professionnel de la radio, rigoureux et innovateur, et c'est un patron de commando », souligne Jacques Lehn.

En 1993, avant les débuts de LCI, Jérôme Bellay déclarait déjà, en parlant de la radio : « L'audience des généralistes va continuer à s'effriter. Chaque chaîne va

être obligée de s'identifier. L'heure est au bi ou au tri-thématisme, avec une prime à l'info, dont les gens sont particulièrement demandeurs. » Il réaffirme aujourd'hui sa volonté d'inventer une nouvelle génération de généralistes qui soit fidèle à ses origines mais soit beaucoup mieux adaptée au goût et au mode de vie de ceux qui les écoutent.

Martin Brisac parle de « stationnalité, un mélange de station et de personnalité », de « talk » à l'américaine, construit sur le modèle triangulaire d'un journaliste-animateur accueillant des invités spécialistes du thème abordé et faisant abondamment intervenir les auditeurs à l'antenne, comme c'est déjà le cas pour « Génération Europe 1 » de Michel Field et « Radio Sport » d'Eugène Saccomano.

La future grille des programmes reste encore floue. Jérôme Bellay sera en particulier chargé de réorganiser une rédaction usée par de nombreuses crises. Selon Martin Brisac, cela passera par « un redéploiement des compétences et par une réorganisation des services, mais aussi par une amélioration des moyens techniques et un nouvel habillage de l'antenne, avec notamment un dépoussiérage du célèbre carillon d'Europe ».

Alain Sallès et Dorothee Trompant

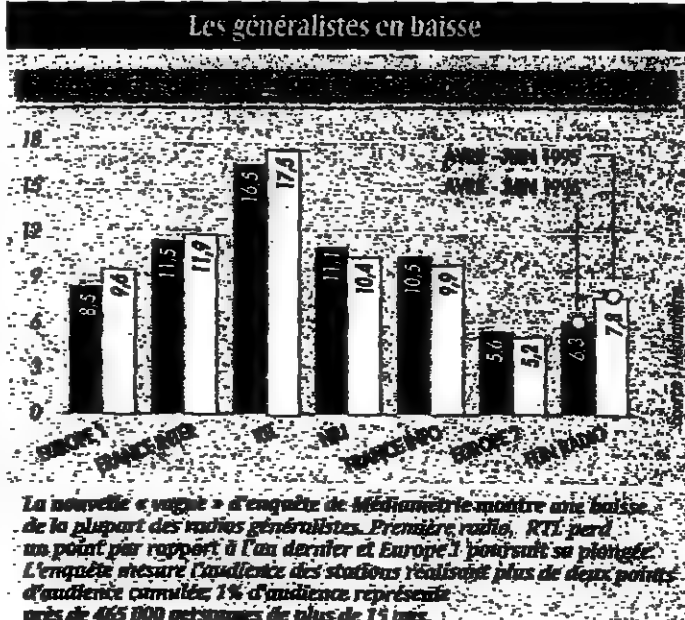
■ LCI : Jean-Claude Dasser, directeur général de l'antenne de TF1 et directeur général de la chaîne câblée Eurosport, a été nommé, lundi 15 juillet, directeur de l'antenne et de la rédaction de la chaîne d'information en continu LCI, en remplacement de Jérôme Bellay. Il assumera l'ensemble de ces fonctions. Jean-Claude Dasser, âgé de cinquante-cinq ans, a été journaliste à France Inter et à Europe 1 avant de rejoindre LCI en 1987.

JEUX OLYMPIQUES D'ATLANTA : CHAQUE JOUR QUATRE PAGES DANS LE MONDE

TOUTES LES ÉPREUVES DE LA NUIT AVEC COMMENTAIRES, INTERVIEWS ET RÉSULTATS

CHAQUE JOUR DES 14 HEURES A PARIS ET LE LENDemain PARTOUT AILLEURS

Le Monde



Capitaine courageuse

Une jeune cuisinière avec des idées neuves tient la barre du Camelot

VOILÀ UN PEU PLUS de six mois que dure le succès. Et elle est encore fraîche comme une rose, Anne Desplanques, émue et vaguement inquiète de tout cet honneur que lui font ses clients en lui offrant le droit de jouer au chef avec autant d'allant. Il est vrai que la presse ne lui a pas ménagé ses compliments. Le pointu *Parisien* repère l'endroit, et illico ils se sont tous pointés, les représentants de l'ordre gourmand et prophétisant. On tenait l'oiseau rare.

Où irons-nous manger demain ? Entre le premier *Homo sapiens sapiens* qui ouvre le premier fast-food sur les bords de la Dordogne et les gourmandises d'adieu de Joël Robuchon - que va-t-on devenir ? - il y a la découverte des vitamines. C'est tout. Le concept, lui, est resté le même : on tue, on fait cuire et on sert. Or voilà qu'aujourd'hui les vérités éternelles chancelent. Tuer, mais quoi ? Faire cuire, mais comment ? Servir, mais qui ?

Les Imperators de la gastronomie sont dans leurs petits souliers. Les dépôts de bilan mitonnent sous les feux borgnes du greffe des tribunaux de commerce. Le personnel de toutes ces illustres maisons continue à obéir aux ordres et façonne dans l'ombre une cuisine d'extralucide, en se demandant combien de temps encore on le laissera jouer avec le diable. Mais comment se passer du diable dans un pays qui a mis au point la poularde demi-deuil ? Demi-deuil.

A l'autre bout de la chaîne, la « restauration rapide » fait son boulot, contournant l'opprobre général en demandant à la société ce qu'elle a comme solution moins expéditive à proposer. Surtout, dépourvue par les punctions qu'on lui inflige au nom de l'effort de guerre, la société répond que c'est à l'Etat de pourvoir ses pauvres. Et, pas de chance, Coluche est mort au ciel des farces avant d'avoir reçu le Nobel de la paix, ce qui l'aurait aidé dans l'installation de l'Internationale de tous ceux qui, sans le rond, continueraient à avoir régulièrement faim.

Au centre de ce joyeux malheur, une lourde population commerçante fait ce qu'elle peut pour me-

ner à bien sa mission et remplir son devoir. Métier finalement pas commode à conduire jusqu'à son terme, mais qui n'a pas que des désagréments. Le tout est de savoir mesurer ses forces, ses moyens et son talent.

Ainsi le travail de cette jeune femme peut-il passer pour original et sûrement servir de modèle à une idée future où l'économie prime-rait sur le dépensier, la justesse sur l'estroquerie, la sincérité sur l'arnaque. Une petite sainte laïque, entrée très tôt en religion, tout agitée par la très mordante passion qu'elle éprouvait pour la mécanique des fumets et l'acrobatie des mariages naturels. Une douce qui n'en démordra pas.

Elle gagne bravement ses galons dans les écoles et se met à patrouiller chez les hauts dignitaires du régime, auxquels elle vole les recettes pour ne pas échouer et ce qu'ils avaient gardé d'âme guerrière pour réussir.

Du coup, elle allait se retrouver sur le turf, allégre M^{me} Maigret, partant enquêter chaque matin après de ses copains du marché, commissaire de ses comptes, gardienne attentive des appétits délicats d'une soixantaine de journalistes. Configuration assez banale dans cette courte dramaturgie d'un restaurant installant ses tréteaux et espérant voir le public venir applaudir aux exploits d'un Scaramouche tout neuf. Ce qui

l'était moins viendra de cette jeune personne, fermement décidée à étonner son monde par ses trouvailles et ses découvertes, et l'art et la manière dont elle allait les présenter.

La table étant la succursale de tous les maux, de tous les pièges et du plus grand nombre de quiproquos possibles, seuls les cuisiniers attentifs savent équilibrer le combat qui se joue entre les rêves du mangeur et la dure réalité des « platos ».

Et, ici comme ailleurs, les femmes ont toujours su amodier avec efficacité les exigences les plus exorbitantes. Là où les hommes les enseignaient dans les intrigues de la rudesse, elles se pliaient avec souplesse aux manigances du seul plaisir. Dans ce domaine inconsciemment volup- tueux que sont les recherches gastronomiques, elles n'inventent pas, s-t-on pris l'habitude de dire. Vite dit. Et si l'heure d'une autre morale et d'un compromis différent était arrivée ?

Anne Desplanques - sa cote n'est pas une passade ni un simple coup de chaleur parisien - a notamment pour elle de jouer petits prix. Quelle que soit l'humour de la mercantile, midi et soir, l'ardoise

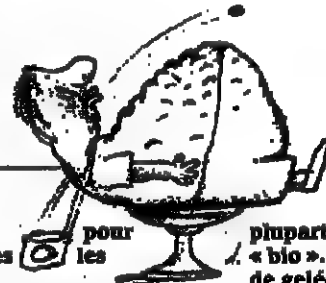
indique 120 francs. Cela oblige quand on veut se faire un nom dans cette profession sans pitié. C'est une péruilante, cette Anne, un éperdument modeste, avec un peu ordinaire amour du métier et de très belles cartes en main. Elle s'amuse. Les clients aussi.

Un exemple, son bouillon de crabes - de crabes verts, ces petites saloperies accrochées dans les filets, qu'on rejette à la mer à coups de boîtes - un consommé plutôt, qui mousse, qui annonce qu'il est sans prétention, mais réconforté d'armagnac et de vin blanc, soutenu de fumet de poissons, de carcasses de homards et d'un bouquet garni comme on les composait dans des temps très anciens. Un peu de crème battue par là-dessus et on en reprend trois assiettes.

Tout est à l'avenant. Il y a du mouvement, du courage dans cette cuisine, de la grâce. Elle a fixé le rythme du repas, et elle y tient une soupe, deux plats, un fromage, un dessert. L'ensemble à la fortune des courses et des achats du jour. Avec ses classiques, dont des tomates farcies à base d'épaule d'agneau, préparée façon « gigot de sept heures », qui, à l'audition de la recette, faisaient tout à fait sérieux. On reviendra.

Jean-Pierre Quélin

★ Le Camelot, 50, rue Amélie 75011 Paris. Tél. : 43-55-54-04. Fermé le samedi et le dimanche. Menu : 120 F.



Rouge du Roussillon

L'abricot est un menteur. Sa coloration apparaît souvent avant la pleine maturation du fruit. Pour les choisis, il est donc préférable de juger son parfum, ou la souplesse de son toucher. Le *Traité des arbres fruitiers*, publié au XVIII^e siècle, recense treize variétés de ce fruit. Aujourd'hui, sept abricots principaux se partagent le calendrier des Français. Du début juin à la fin août, chacun d'entre eux (lambertin, rouge de Serravallo, jumbocot) va et vient sur les étals et n'est en vente que pendant une courte période qui va de cinq jours à trois semaines. Actuellement, celui que l'on trouve le plus facilement est le bergeron, un fruit cueilli dans la vallée du Rhône. Ce gros calibre est un nouveau-né. Lancé en 1980 pour lutter contre les importations espagnoles, il doit surtout sa renommée au Tour de France cycliste. Des camionnettes surmontées d'un bergeron géant s'arrêtaient à chaque étape pour faire déguster ce fruit. Moins tapageur, mais sans doute plus délicat est le rouge du Roussillon. La

saison touche à sa fin ce petit bijou, et seules exploitations en altitude dans les Pyrénées-Orientales en produisent encore. Cette variété de taille réduite, piquetée aux trois quarts de carmin, à la fois plus acide et plus sucrée que ses congénères, donne un fruit très parfumé dont on garde longtemps le goût sous la langue après en avoir croqué le dernier morceau. Depuis le XIX^e siècle, cet abricot fait la réputation de tout le département. Alors qu'en plaine la saison se termine, dans la haute Catalogne, à flanc de montagne, les fruits arrivés huit à quinze jours plus tard sont encore sur les marchés. La semaine dernière, à Rivesaltes, se tenait la fête annuelle en l'honneur du rouge du Roussillon. Au concours des gros mangeurs, les estivaux ont tenté de battre ce touriste belge qui, en 1990, avait réussi à en ingurgiter 4,5 kilos et gagna du coup son poids en abricots. Mais les records ne sont pas forcément du goût de tous. Patrick Dajon, arboriculteur à Los-Masos, près de Prades, n'a pas l'esprit de compétition. Il produit moins que la

plupart de ses voisins, car il travaille en « bio ». Il laisse, malgré les risques en cas de gelées, les herbes pousser au pied de ses arbres fruitiers et ne traite ces derniers qu'avec de la « bouillie bordelaise », un mélange traditionnel de cuivre et de chaux. Son verger n'est pas à son rendement maximum ? « Qu'importe. Pourvu que les fruits soient bons. Et c'est le cas cette année, puisque l'humidité que nous avons eue tout du long rend les abricots encore moins farfelus et plus riches de suc. » Avec la majorité de ses rouges du Roussillon, il fabrique un délicieux nectar d'abricot, en y ajoutant de l'eau de source et du sucre. Ce produit est tellement étonnant que certains supermarchés locaux sont venus le trouver pour passer commande. La grande distribution traquant les petits producteurs : on aura tout vu.

Guillaume Crouzet

★ Nectar d'abricots « Les Vergers du Canigou », 78 F environ les 750 ml. Abricots rouges du Roussillon, 15 F environ le kilo en grande surface.

TOQUES EN POINTE

Bistrot

LE COQUILLAGE

■ « La Bretagne, péninsule spectatrice de l'océan », selon Flaubert. De son promontoire, la Maison Richeux, qui abrite ce « bistrot marin », offre le spectacle unique de la baie du Mont-Saint-Michel. Construite en 1925 par une amie de Léon Blum, on l'appelle encore « la maison du président ». C'est le dernier-né des trois lieux de vie de la Maison de Bri-court, proche de Cancale, où Olivier Roellinger fait partager sa passion du paysage, des produits de la mer et d'une certaine façon de les accommoder. Un décor raffiné - c'est-à-dire presque invisible tant il semble naturel - cerne l'endroit. Splendide carte marine, coquillages, poissons et crustacés. La roulotte des desserts de Frank. La formule « grignotage » : 3 entrées froides, 3 casseroles chaudes (366 F pour deux), connaît un vif succès. A la carte, compter 230 F environ.

★ Saint-Méloir-des-Ôndes. Maison Richeux, le Point-du-Jour (35350). Tél. : 99-89-25-25. Fermé le lundi et le mardi à midi.

LE PAVILLON ROYAL

■ Sur la terrasse du Pavillon Royal, qui domine le lac supérieur, dans le bois de Boulogne, la fée des bouteilles à prix exceptionnels continue. Le propriétaire, traitant de son état, tient promesse : champagne, non millésimé il est vrai, à moins de 200 F. Saint-estéphe (les Ormes-de-Pez, Calson-Ségur), saint-émilion (Laroze), saint-julien (Branaire, Talbot, Beycheville), de 1987 à 1991, entre 100 F et 200 F. Egalement paillards, margaux, istrac, graves et pomerol, et encore bourgogne, vins de Loire et de la vallée du Rhône, à des prix de bar à vins. Le nouveau chef, Vincent Benetean, travaille le produit frais : thon mariné aux aromates ou bien filets confites à la tomate pimentée. Morue fraîche, sandre, saint-pierre, rougets, lapereau et pintadeau sont l'ordinaire, avec quelques desserts savants, d'une carte brillante et savoureuse. Service attentif. Menu 192 F. A la carte, compter 250 F.

★ Paris. Bois de Boulogne, route de Suresnes (75116). Tél. : 40-67-71-56. Fermé le dimanche soir.

LE COQ DE LA MAISON BLANCHE

■ Alain François accueille les bûtesseurs du Stade de France - la grande affaire du moment dans le département de la Seine-Saint-Denis - avec une carte-menu pour l'été à 180 F et une nouvelle terrasse, en fait un jardin sous l'abri des parasols et des charmilles. On peut déguster le salade d'artichaut à la mentonaise, ou bien un melon radouci. Avec le « galopin » (petit verre de champagne), on vous offrira un fameux persillé de Bourgogne maison. Le navarin d'agneau aux pommes, le pigeon fermier rôti pommes d'arphod et la friture de céteaux figurent au menu du chef André Gamon. La glace à la vanille de Madagascar développe toutes les subtilités de ce condiment magique. A la carte figurent les incontournables de la maison, la rale aux câpres et beurre noisette, le pied de cochon pommes frites, arrosés du chortoules de la famille Cheysson. Menu 180 F. A la carte, compter 250 F environ.

★ Saint-Ouen. 37, boulevard Jean-Jaures (93400). Tél. : 40-11-01-23. Fermé le dimanche. Ouvert en août.

Brasseries

LE GRAND CAFÉ CAPUCINES

■ On connaît le Grand Café. Ici, tout à côté, c'est le Grand Café Capucines, établissement de grand genre, au décor élégant et aux plats copieux. Les crustacés sortent du vivier d'eau de mer ou encore - servis pour deux personnes - le turbot, le rognon de veau ou le châteaubriand, avec un service permanent assuré par les tribus arvernes venues de Capdenac ou d'Espalion. Le banc d'huîtres ne connaît plus les saisons. Aujourd'hui, c'est un « Festival bière et mer » patronné par Marc Haeblerin, Guy Martin et Alain Passard, avec un cocktail de pamplemousse à la bière et au gingembre, des filets de loup braisés à la bière brune. La cristalline d'orange truffée mérite, elle, une cuvée AOC blanc des costières de Nîmes. Ne boudons pas notre plaisir, ce qui reste des « boulevards », de l'Opéra au Crédit lyonnais, n'offre pas tant de lieux d'agrément. Menu d'été à 169 F. « Bière et Mer », compter environ 200 F. Pour les noctambules, de 23 heures à l'aube, menu à 123 F.

★ Paris. 43, boulevard des Capucines (75009). Tél. : 47-42-19-00. Ouvert jour et nuit.

L'EDEN

■ Une brasserie, hier, c'était une fabrique de bière ; aujourd'hui, c'est un café où l'on peut se restaurer à toute heure dans un décor approprié. Ici, à l'Eden, c'est le Paradis terrestre, en référence avec les années 50, non loin de la cité d'Antin. L'animation est faite par les clients et les employés des « Galeries ». Escargots de Bourgogne, côte de bœuf à la moelle, salades composées, vins au verre et en pichet (cheverny, riesling) sont les usages en vigueur dans ce genre d'établissement, tempéré par les plats du jour, le panaché de poissons au beurre blanc et l'entrecôte à la bordelaise. Menu 65 F. A la carte, compter 150 F.

★ Paris. 43, rue de la Chaussée-d'Antin (75009). Tél. : 48-74-27-12. Fermé le dimanche.

Gastronomie

JEAN-PIERRE CROUZET

■ Le temps paraît s'être arrêté à Plancoët, dans le département des Côtes-d'Armor. Pendant une décennie, la nouvelle cuisine s'est attachée aux fastes du « picoré ». Il en existe encore des adeptes. Sur une assiette composée, un coup de bec ici, un autre là, un grain, une saveur, une texture, pour un menu-dégustation imposé. Cela donne encore le pavé de foie de canard aux artichauts et aux truffes augmenté - inutilement parce que dépourvu de toute astringence - d'un « bouquet de fleurs en ravigote et de confiture d'oignons ». La canette sauvageonne - filet rôti poivre et sel, la cuisse en civet à l'anjou de Fesles, servie sur une fondue de choux - semble hésiter entre deux techniques de cuisson, entre deux époques. Le seul deux étoiles Michelin assure un service effectué par des automates dans un espace si exige que le passage du chariot de fromages rend nécessaire de déplacer un client. D'excellents produits au demeurant qui gagneraient à être présentés plus sobrement. Menus du retour du marché à 285 F. Menus du jour 195 F et 245 F. Autres menus 400 F et 450 F. A la carte, compter 450 F.

★ Plancoët. Sur le quai, au numéro 20 (22130). Tél. : 96-84-10-24. Fermé le dimanche soir et le lundi.

Jean Claude Ribaut

Le Monde DES PHILATELISTES

Chaque mois pour les passionnés de timbres

GASTRONOMIE

PARIS 2°
La Villa Créole
48.78.42.95/34.61
35, rue St Georges - 9°
POISSONS - CRUSTACÉS
FRUITS DE MER
Menu de la «MER» le soir : 170 F
F/dim., lundi soir - Climatisé

PARIS 6°
ALSACE A PARIS
T.L.J.
43.26.89.36
9, pl. St-André-des-Arts, 6° - SALONS
CHOU-CROUTES, GRILLADES,
FLAMMEKEUCHE, POISSONS,
TERRASSE EN PLEIN AIR

PARIS 9°
TY COZ
48.78.42.95/34.61
35, rue St Georges - 9°
POISSONS - CRUSTACÉS
FRUITS DE MER
Menu de la «MER» le soir : 170 F
F/dim., lundi soir - Climatisé

PARIS 14°
LE FLAMBOYANT
sa cuisine antillaise
Fermé le dimanche soir, le lundi
toute la journée et le mardi midi.
11 rue Boyer-Barret - 75014 Paris
☎ 45.41.00.22

AUBERGE LE GRISON
Venez vous détendre dans notre
vieille bâtisse saint-germainoise
28, rue du Petit, 75108 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
☎ 39.73.01.00

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

Un temps estival

DES HAUTES PRESSIONS vont se maintenir sur les îles Britanniques durant les prochains jours. Les perturbations atlantiques sont rejetées vers le nord. Cet anticyclone dirigera un petit flux de nord-est, donnant un peu de fraîcheur.

Mercredi matin, quelques nuages bas seront encore présents sur les côtes de la Manche orientale, mais ils se dissiperont rapidement pour laisser place au soleil. Dans les Alpes, quelques nuages viendront troubler le bleu du ciel.

Sur les régions nord, le vent d'est à nord-est apportera une impression de fraîcheur. L'après-midi, le soleil sera encore généreux sur l'ensemble des régions. Dans les Alpes, des cumulus de beau temps se développeront et quelques ondées orageuses sont possibles en fin de journée. Sur la Côte d'Azur et en Corse, le ciel sera voilé, avec un peu plus de nuages en fin de journée. Le vent d'est à nord-est soufflera à 50 km/h en rafales sur les côtes de la Manche.

Les températures minimales avoisineront 10 à 13 degrés au nord de la Seine et au Nord-Est, 13 à 15 degrés en Bretagne, 14 à 20 degrés plus au sud. L'après-midi, le thermomètre marquera 19 à 22 degrés sur les côtes de la Manche, 22 à 26 degrés sur les régions nord, et 27 à 33 degrés au sud.

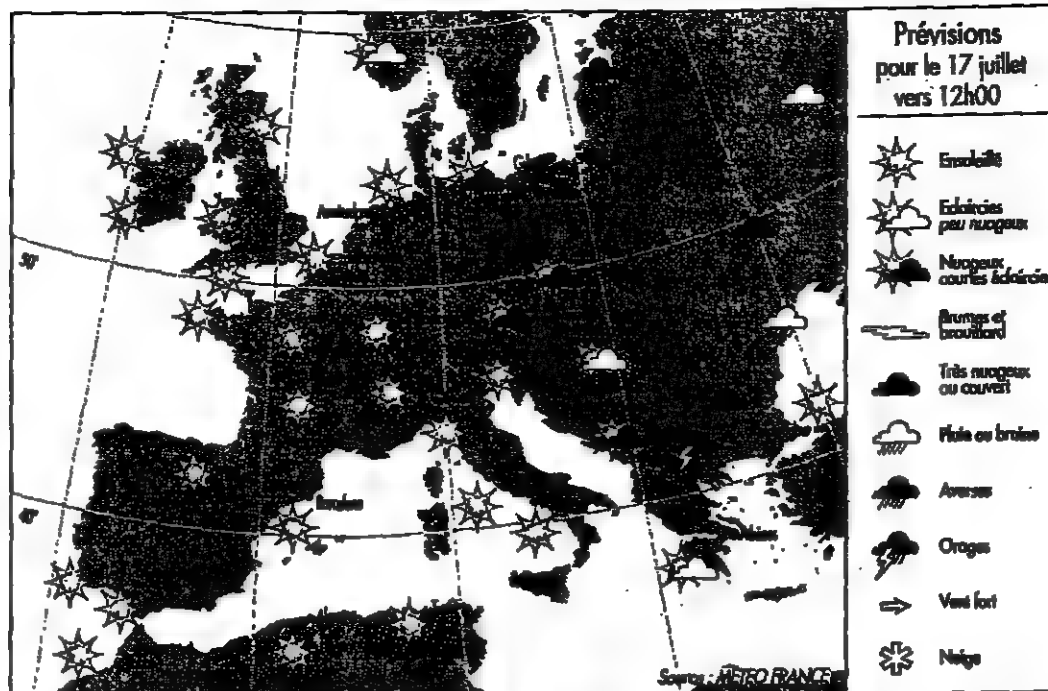
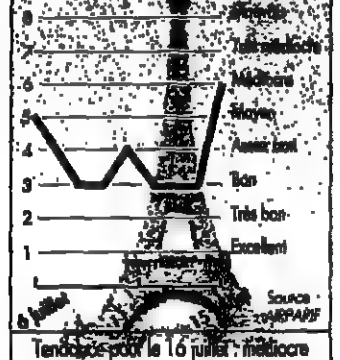
La journée de jeudi s'annonce estivale sur l'ensemble du pays. Dans l'extrême sud du pays, les nuages deviendront plus nombreux en fin de journée avec un risque d'orage isolé. Les températures maximales iront de 23 à 33 degrés, du nord au sud du pays.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

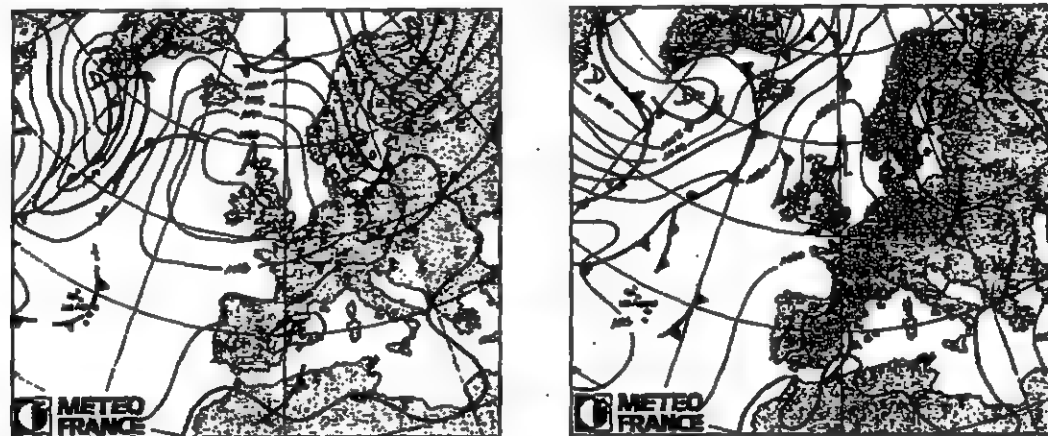
Prévisions pour le 17 juillet vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution



TEMPÉRATURES du 15 juillet	TEMPÉRATURES du 16 juillet	TEMPÉRATURES du 17 juillet
PARIS 27/18	PARIS 27/18	PARIS 27/18
LYON 26/16	LYON 26/16	LYON 26/16
MARSEILLE 28/18	MARSEILLE 28/18	MARSEILLE 28/18
NANTES 26/16	NANTES 26/16	NANTES 26/16
STRASBOURG 26/16	STRASBOURG 26/16	STRASBOURG 26/16
TOULOUSE 28/18	TOULOUSE 28/18	TOULOUSE 28/18
... (autres villes) (autres villes) (autres villes) ...



Situation le 16 juillet, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 18 juillet, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Visite au Touquet

A OUI DÉBARQUE pour la première fois à la petite gare d'Étaples, la verdure de la forêt qui ceinture Le Touquet ménage ses effets en découvrant un à un, aux détours d'une route de 4 kilomètres, les immenses palais bien connus du tourisme de haut luxe : Royal-Picardy, Westminster et, un peu à l'écart, l'Ermitage. Mais la guerre est passée par là et, pour fixer en cet endroit des divisions allemandes, les Anglo-Saxons ont dû soumettre l'agglomération, en juin 1944, à un bombardement aérien de diversion, qui atteignit son but, mais aussi, hélas, nombre de bâtiments essentiels à la station, dont les grands hôtels précités, de riches villas, le Casino de la Forêt, etc.

Cependant si, là comme ailleurs, la reconstruction n'a guère dépassé le stade du déblaiement et de la restauration à moindre frais de l'immédiat nécessaire, Le Touquet, blessé, reprend dès cette saison un peu de son ancienne allure. L'heure de l'apéritif au Normandy groupe les estivants par petites tables près de la rue principale, où flotte cette odeur de gravier, de goudron chaud et de pain grillé tellement caractéristique des stations du bord de mer.

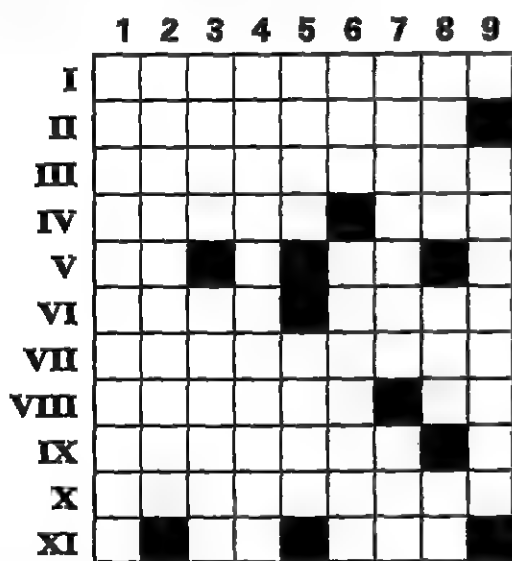
La plage proprement dite offre à perte de vue ses étendues de sable fin que la marée recouvre presque complètement. Le sable, que l'on tente, comme à Berck, de fixer par des plantations d'oyats, est d'ailleurs l'ennemi public n°1 : envahissant tout, il étouffe les cabines de bain et recouvre les pelouses de la promenade littorale, que les jardiniers tentent de préserver. Cette promenade elle-même avait été fortifiée par les Allemands, hérissée de chevaux de frise, défendue par une épaisse maçonnerie marquée çà et là de blockhaus trappus, dont quelques-uns subsistent encore : les villas qui la bordent ont évidemment beaucoup souffert.

E. M.

(17 juillet 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6865



HORIZONTALEMENT
1. Peut faire partie des coeurs solitaires. - II. Un ordre pour les demoiselles. - III. Qu'on a intérêt à conserver. - IV. Dans la grande, il n'y a pas les légumes. A entrepris une correspondance avec Louis XIV. - V. Artiste étranger. Un métal

mo. - VI. Peut isoler une lagune. Ville de Belgique. - VII. Protégé de certaines influences. - VIII. Très affaibli. En France. - IX. A été le théâtre d'expérimentations. - X. Donneras un prix. - XI. Symbole. Risque de mal tourner si on le maltraite.

VERTICALEMENT

1. Des fermes qui viennent avant qu'on ait suffi. - 2. Sont souvent amenés à rêver. - 3. Peuvent avoir des rallonges quand ils sont grands. Utilisés par ceux qui ne peuvent compter que sur eux-mêmes. - 4. Traite des fondements de la connaissance. - 5. Un dieu protecteur. Un empire disparu. - 6. Grecque. Procéder à un nettoyage. - 7. Ancien nom d'une ville d'Algérie. Durée variable. - 8. Capitale. Après une citation. Fleuve. - 9. Qui peuvent ne céder qu'après plusieurs coups.

SOLUTION DU N° 6865

HORIZONTALEMENT
I. Concubins. - II. Opiumisme. - III. Ut. Stick. - IV. Irise. Lac. - V. Nô. Éol. - VI. ÉNA. Ionie. - VII. Ming. Revu. - VIII. Equestres. - IX. Nubie. Tê. - X. Teint. Ote. - XI. Sennes.

VERTICALEMENT
1. Couvenants. - 2. Optronique. - 3. Nl. Anubis. - 4. Coese. Geint. - 5. Umali. Sète. - 6. Bal. Oort. - 7. Incliner. On. - 8. Nika. Ivette. - 9. Se. Crezées.

Guy Brody

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

24, avenue du G^e Lictère - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (0) 42-17-32-90

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0014-1801) is published daily for 1995 per year at LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France. POSTMASTER: Send address changes in US of \$10 to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France. For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 1, place de la République, 75001 Paris, France.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDOC

ou 36-29-04-96

CD-ROM : (0) 44-08-78-30

Index et microfilms : (0) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (02 23 48 00)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, gérée par le conseil d'administration et le conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN : 0014-1801

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gourdou, 93852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Dominique Aldon

Directeur général : Gérard Billaud

133, avenue des Champs-Élysées 75009 Paris Cedex 08

Tél. : (0) 44-42-76-00 ; fax : (0) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

PARIS EN VISITE

Jeudi 18 juillet

- L'ILE SAINT-LOUIS (50 F), 10 heures, 2, rue d'Arcole (Paris intra-muros).
- L'INDE A PARIS dans les passages du faubourg Saint-Denis (55 F), 10 h 30, sortie du métro Château-d'Eau, côté impair (Pierre-Yves Jaslet).
- DE LA PAGODE à Sainte-Clotilde (60 F), 11 heures, sortie du métro Saint-François-Xavier (Vincent de Langlade).
- LE VIEUX SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS et son église (50 F), 11 heures et 15 h 30, sous le porche de l'église Saint-Germain-des-Prés (Claude Marti).
- MUSÉE DU LOUVRE : les antiquités égyptiennes (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 (Musées nationaux).
- MUSÉE D'ORSAY (36 F + prix d'entrée) : visite par thèmes, la peinture d'histoire, 11 h 30 ; exposition Menez, 19 h 30 (Musées nationaux).
- LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE (55 F), 14 h 15, sortie du métro Hôtel-de-Ville devant la poste (Pierre-Yves Jaslet).
- LA BIEVRE et le quartier des tentures (40 F), 14 h 30, sortie du métro Corvisart (Sauvegarde du Paris historique).
- CITES ARTISANALES du faubourg Saint-Antoine (50 F), 14 h 30, 1, rue du Faubourg Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).
- DE LA PLACE DES VOSGES à l'Île Saint-Louis (55 F), 14 h 30, place des Vosges, devant la statue sortie du métro Maison-Blanche, côté impair (Europ explo).

- MUSÉE DU PETIT PALAIS : exposition Dürer (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
- LE PARC MONCEAU (37 F), 14 h 30, sortie du métro Monceau (Monuments historiques).
- PASSAGES COUVERTS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Louvre-Rivoli (Christine Merle).
- LE VIEUX MONTMARTRE (50 F), 14 h 30, sortie du métro Lamarck-Caulaincourt (M^{re} Cazes).
- DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL à la place Napoléon III : festival Hitorff (60 F), 15 heures, sortie du métro Poissonnière (Vincent de Langlade).
- LES INVALIDES : de la crypte des Gouverneurs au tombeau de Napoléon (55 F + prix d'entrée), 15 heures, voûte d'entrée, côté esplanade (Paris et son histoire).
- MONTMARTRE (45 F), 15 heures, sortie du métro Abbesses (Paris capitale historique).
- MUSÉE CARNAVALET : Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris) ; la prise de la Bastille et les salles révolutionnaires (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, rue de Sévigné (Monuments historiques).
- LE QUARTIER DE LA NOUVELLE ATHÈNES (55 F + prix d'entrée), 15 heures, place Saint-Georges (Mathilde Hager).
- SAINT-LEU - SAINT-GILLES, la rue Saint-Denis et le quartier (37 F), 15 heures, devant l'église, 92, rue Saint-Denis (Monuments historiques).
- MUSÉE DU PETIT PALAIS : exposition Albrecht Dürer (37 F + prix d'entrée), 15 h 15, hall d'entrée du musée (Monuments historiques).

LE POLAR AU FÉMININ

VIENT DE PARAÎTRE - 13 F

هكزامن العمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 17 JUILLET 1996 / 21

LES DIRIGEANTS

MNH MUTUELLE NATIONALE DES HOSPITALIERS
ET DES PERSONNELS DE SANTE

Première Mutuelle du Monde de la Santé (500 000 membres participant - 1 100 000 bénéficiaires), dont le Siège Social est à MONTARGIS - DEPARTEMENT DU LOIRET - (1 h 15 de Paris), recrute par voie de détachement son

DIRECTEUR GENERAL

Diplômé de l'enseignement Supérieur, Diplômé de l'Ecole Nationale de la Santé Publique (ENSP), Cadre Hospitalier, Mutualiste, âgé de 40 à 50 ans, ayant une bonne connaissance du Milieu Hospitalier et de la Santé, du Monde Mutualiste et de l'Economie Sociale, possédant une expérience de gestionnaire de 10 à 15 ans.

Vous êtes passionné par une nouvelle expérience humaine : sous l'autorité du Conseil d'Administration et de son Président, vous participerez au développement d'une grande Mutuelle. Vous animerez et dynamiserez une équipe de professionnels (700 salariés aux larges compétences mutualistes et de gestion). Vous apporterez votre participation à la définition de la politique arrêtée par les instances élues.

Organisateur, ayant une grande capacité d'animation et de négociation, vous devrez être à l'écoute du monde Hospitalier et de la Santé, ainsi que des Cadres et Personnels de l'institution. Votre maîtrise des techniques financières, de gestion et informatique, sera un atout.

Poste à pourvoir rapidement.

Adresser candidature (lettre manuscrite - curriculum vitae - photo) à :
Monsieur le Président de la MNH - 45213 MONTARGIS CEDEX

Un challenge mondial :
Manager le changement

DIRECTEUR INDUSTRIEL

ET USINE PILOTE

Mission : • pour la division à l'échelle mondiale (Europe, Amériques, Asie), créer un projet et une culture industrielle moderne sur les modèles les plus performants de l'industrie grande série (équipement automobile, High Tech...) • pour le site pilote, manager et développer de manière très opérationnelle les équipes Techniques, Production, Logistique, Qualité, Maintenance...

Objectif : • répondre aux attentes de nos clients Grands Comptes mondiaux : qualité, coût, délai • enrichir et améliorer le couple Produit/Process : innovation, productivité • maîtriser et anticiper la croissance et l'investissement industriel : indicateurs, reporting, ressources...

Profil : • formation supérieure • expérience significative de direction Industrielle ou de production en environnement grande série soumis à forte exigence des marchés, de préférence dans un Groupe International • à la fois capable de vision stratégique et tourné vers le résultat avec la même efficacité • pratique des outils, principes et méthodes les plus avancés (Qualité Totale, structure projet, optimisation des flux, TPM, KAIZEN...) • bilingue anglais • personnalité affirmée au charisme et leadership reconnus.

Poste basé en province (France Sud). Déplacements internationaux. Conditions motivantes et évolution dans le Groupe pour candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre, CV ou carte professionnelle pour un premier contact à l'attention de Richard LOMBART, MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 61.4303/LM, portée sur lettre et enveloppe.

La plus grande confidentialité est assurée.

Mercuri Urval

Executive Service

CARRIÈRES INTERNATIONALES

DIRIGER UNE BELLE USINE AU LIBAN !

C'est un groupe industriel libanais très actif. Il joue un rôle important dans la reconstruction du pays. Son usine réalise aujourd'hui 25 millions de dollars de chiffre d'affaires avec 300 personnes. Elle va accroître sa capacité de production dans les 3 ans. Un important programme d'investissements est en cours de lancement.

Vous êtes ingénieur, de nationalité libanaise, vous avez au moins 10 ans d'expérience dans le management d'unités de production. Vous connaissez bien les process lourds pour les avoir pratiqués dans l'industrie chimique, ou dans une aciérie, ou dans une cimenterie. Vous parlez bien le français et l'anglais.

Alors, prenez contact avec nous. Nous vous en dirons plus sur la responsabilité à prendre et les perspectives d'évolution. Envoyez votre dossier à SIRCA, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris (fax : 42 61 23 14) sous la référence 953 350/LM. Il sera traité de façon tout à fait confidentielle. Le poste est basé à proximité de Beyrouth.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

MEMBRE DU SYNTIC

Rothmans of Pall Mall (International) Limited

Advertising and Promotions Manager - Nigeria

**BASED
LAGOS**

The success of Rothmans International, one of the world's leading tobacco companies, cannot be overstated. With operations in over 160 countries and group turnover in excess of US \$4 billion, Rothmans International is well placed to take advantage of the opportunities for growth within its markets. The company's instantly recognisable brand names are synonymous with quality in this dynamic market place.

You will have full responsibility for Rothmans advertising and promotional activity in Nigeria, which is an extremely important market for the company. The role is a combination of the strategic development of the company's brands, along with day to day operational control. This will involve regular contact with local advertising agencies, and the formulation and implementation of below the line activity and promotional plans across the whole country. You will be expected to travel regularly and direct local teams.

You will be an experienced FMCG advertising and promotions manager with demonstrable evidence of working with advertising agencies, and with strong 'hands-on' experience of running creative sales promotional campaigns. Alternatively we will consider candidates from advertising or sales promotions agencies. It is highly desirable that you will have gained this experience in an emergent market, ideally Africa. You must have a strong and resilient character, combining a high degree of personal presence with advanced negotiation skills. Ideally a graduate probably aged 28-35 years, you must have fluency in written and spoken English.

In addition to the excellent package offered, there are a host of benefits associated with this major international company. You must demonstrate at interview the desire and potential to progress well beyond this position.

To apply, please telephone or send your CV immediately to our retained consultants, The Nichols Consultancy Ltd, 11 Eghams Court, Boston Drive, Bourne End, Buckinghamshire SL8 5YS, England, Tel +44 (0) 1628 810717, Fax +44 (0) 1628 810829. Applications will close on Tuesday, 6 August.

THE NICHOLS CONSULTANCY
HUMAN RESOURCE CONSULTANTS

LE MONDE DES CADRES

Premier diffuseur européen de radio et de télévision, société anonyme filiale de France Télécom, avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel, TDF S.A. expose son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de plus de 4,5 milliards de francs. A la pointe de la technique, nous travaillons en permanence pour faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données.

Nous recherchons un responsable commercial régional pour mettre en œuvre la stratégie commerciale de l'entreprise sur des marchés locaux ou sectoriels.

Directement rattaché au directeur régional, votre mission sera :

- de mener l'analyse des marchés régionaux et locaux et de la concurrence,
- de manager, d'animer et de coordonner l'action de la force de vente, avant vente et après vente,
- de préparer la définition des objectifs commerciaux régionaux, en particulier du chiffre d'affaires de l'établissement et de contribuer à l'évaluation et à l'obtention des moyens nécessaires à l'atteinte de ces objectifs, y compris en termes de formation de vos collaborateurs,
- de superviser l'activité administrative des ventes et de déclencher les actions en contentieux,
- de participer à l'élaboration de procédures de coordination avec les services opérationnels de l'établissement,
- d'identifier les besoins des clients et de contribuer à l'amélioration de la réponse de TDF,
- d'élaborer certains contrats.

Avec une formation grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous justifiez d'une expérience significative dans une fonction équivalente - de préférence dans une entreprise de haute technologie - et possédez de solides connaissances en produits techniques. Vous vous distinguez par des qualités d'organisation, d'écoute, d'adaptation et de dialogue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. RC/AM, à Laurence Guillet, TDF, DRH, Département Développement des Carrières, 21-27 rue Barbès, 92542 Montrouge Cedex.

Poste à pourvoir immédiatement sur Nancy et ultérieurement dans d'autres établissements régionaux.

Responsable commercial Régional

L'ESPRIT DES ONDES

TDF
Groupe France Télécom

HENKEL en FRANCE

CA de 63 milliards,

3200 personnes,

12 nations,

présence filiale de

groupes allemands

HENKEL KGaA

(40 000 personnes)

dans le monde,

Nous sommes l'un

des principaux

secteurs des marchés

des détergents,

des cosmétiques,

des produits d'entretien,

et des colles et adhésifs.



Responsable Achats produits cosmétiques

Rattaché au Directeur des Achats vous gèrez et optimisez les achats de notre branche dans un contexte international, ce qui implique :

- le management d'une équipe de 5 personnes,
- une collaboration étroite avec nos directions marketing, développement et production,
- une participation active à la définition et à la mise en place des stratégies d'achat européennes,
- le développement des relations avec nos fournisseurs et l'optimisation des conditions commerciales dans un contexte de démarche qualité et de flux tendus.

Vous justifiez d'au moins 5 ans d'expérience acquise dans le domaine des achats d'emballage et/ou de matières premières. Négociateur reconnu, doté d'une forte capacité d'investissement, votre sens de la communication vous a déjà permis d'encadrer avec succès une équipe.

Diplômé de l'enseignement supérieur (écoles de commerce ou d'ingénieur) avec de préférence une spécialisation achats type MAI, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. L'allemand sera un plus.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. AC/LM à Isabelle GOURDON - HENKEL FRANCE RECRUTEMENT - 161, rue de Sully - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

Bloomberg
COMPUTER
RENT

Bloomberg L.P. est le premier fournisseur mondial d'informations financières, offre des postes dans le service après-vente et installation sur site pour son bureau de Paris. Pratique courante du français et de l'anglais indispensable.

Responsable Du Service Après-Vente Et Des Installations

Nous recherchons un professionnel de l'ingénierie pour animer une équipe de cinq techniciens. Il sera responsable de tout le service après-vente et des installations, de l'équipement et du contrôle des stocks ainsi que du fonctionnement de notre centre de communication de Paris. Vous devrez posséder :

- Une connaissance des circuits analogiques et numériques et de l'utilisation de l'ISDN pour les communications de sauvegarde
- Des capacités de gestion et une expérience en assistance technique sur site et installation
- Une compréhension du fonctionnement de France Télécom
- Une expérience pratique des modems, mais aussi que du matériel et des logiciels d'ordinateurs personnels
- Une expérience de Windows 95 et Windows NT constituera un plus

Ingénieurs D'Assistance Technique En Clientèle

Les candidats retenus travailleront avec une équipe d'ingénieurs assurant l'installation en première ligne et le support clientèle.

- Excellent contact avec le client nécessaire
- Une connaissance des circuits analogiques et numériques y compris l'utilisation de l'ISDN
- Une connaissance des LAN/WAN, TUP, des systèmes d'appel Ethernet ainsi que des tests de ligne RS232 et de détection des défauts de ligne
- Une expérience des matériels/logiciels d'ordinateurs personnels
- Une expérience de Windows 95 et Windows NT constituera un plus
- Une expérience pratique d'ingénierie

Une formation complète sera assurée Londres et à Paris, les candidats possédant les compétences requises doivent envoyer leur CV en anglais et les pièces jointes à l'attention de :

Mr. Howard Harder,
39-45 Finbury Square,
London EC2A 1PG.
Pour envoyer une télécopie, veuillez composer le 1844.171.330.7223.

• PARIS •

organise une table ronde sur un secteur de haute technologie. Nous recherchons

ingénieurs

(informatique, télécommunications, électronique)

ayant une expérience (de 2 ans à 4 ans). Indemnisation prévue.

■ Merci de nous contacter de 10 heures à 19 heures au (1) 48.88.23.05

Le CONSEIL GENERAL de la HAUTE-SAVOIE
organise

Un concours externe sur titres avec épreuve le jeudi 10 octobre 1996 pour le recrutement de

15 ASSISTANTS SOCIO-EDUCATIFS

Spécialité assistance de service social

Peuvent concourir les candidats possédant la nationalité française ou ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté Européenne.

Les candidats doivent être titulaires : du diplôme d'Etat d'assistant de service social.

Les ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne doivent être titulaires soit d'un titre ou diplôme obtenu dans leur Etat d'origine et reconnu équivalent au diplôme français requis, soit de la décision rendue par la Commission prévue à cet effet, assimilant leur diplôme à un diplôme français.

Les dossiers de candidatures à retirer à la Direction du Personnel du Conseil Général
1 rue du 30ème Régiment d'Infanterie - B.P. 2444 - 74041 ANNECY Cedex,
sont à envoyer, à la même adresse jusqu'au 10 septembre 1996.

Renseignements au 50.33.50.00 - Poste 52.39

Souscripteur « corps maritimes »

PFA

Filiale à plus de 95 % de Wama et Cie, ATHENA Assurances (17 Mds de F de CA, 7 200 personnes), quatrième assureur privé, participe à la souscription de grands risques.

Nous intervenons en assurance maritime et transport à travers notre filiale, PFA Trans (5,2 Mds de F de CA, 1 300 personnes).

ATHENA ASSURANCES

Agé de 30 à 35 ans, vous possédez obligatoirement une expérience de plusieurs années en souscription dans la branche « corps maritimes » (corps français et étrangers, constructeurs, pêcheurs, offshore et navires, RC armateur et propriétaires de bateaux).

Doté d'un excellent relationnel et maîtrisant parfaitement l'anglais, votre compétence vous permettra, au sein d'une équipe de 10 personnes, de collaborer au développement de notre portefeuille.

Ce poste est basé à Paris 9^e.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. T/SW à ATHENA Assurances, DPH, Cedex 43, 92076 Paris-La Défense.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE
RECRUTE PAR CONCOURS

5 ADMINISTRATEURS

Ce concours de très haut niveau s'adresse à des candidats titulaires, à la date de clôture des inscriptions, d'un diplôme sanctionnant au moins trois années d'études après le baccalauréat, notamment en droit, sciences politiques ou économie.

Clôture des inscriptions : 13 septembre 1996 (17 h 00)

3 ADMINISTRATEURS-ADJOINTS

les candidats doivent à la date de clôture des inscriptions justifier d'un diplôme sanctionnant au moins deux années d'études supérieures, notamment dans les domaines juridique ou économique, la comptabilité et la gestion, l'information et la communication, la documentation.

Clôture des inscriptions : 19 août 1996 (17 h 00)

CONDITIONS POUR CONCOURIR

ÊTRE DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET AVOIR DE 20 À 40 ANS (POSSIBILITÉ RÉGLEMENTAIRE DE DÉROGATION)

L'entrée dans les cadres des candidats admis interviendra à partir du 3 février 1997.

Les dossiers d'inscription sont à retirer auprès du :
SERVICE DU PERSONNEL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
233, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS.

Directeur de Clientèle Edition

Notre agence - 30 personnes - est la première agence indépendante sur un marché spécialisé de la communication d'entreprise.

Pour nous accompagner dans le développement de notre département Edition (journaux internes, rapports annuels, plaquettes institutionnelles...), nous souhaitons intégrer à notre équipe un Directeur de Clientèle.

A 30 ans, de formation ESC ou DESS, vous avez nécessairement acquis une expérience d'au moins cinq ans en Edition et souhaitez valoriser davantage vos talents de développeur et de conseil à haut niveau auprès des entreprises.

Nous vous offrons l'appui logistique, les références et les qualités créatives qui vous permettront de franchir un palier important de votre évolution professionnelle.

Merci d'envoyer CV et prétentions, en précisant la référence 13910M sur lettre et enveloppe, à notre conseil : TPA - 54 boulevard Saint-Michel - 75006 Paris.

PUBLIPANEL

LE MONDE DES CADRES



LA BANQUE DE FRANCE RECRUTE LE
PERSONNEL D'ENCADREMENT DE SES SUCCURSALES
DE LA REGION PARISIENNE ET DE PROVINCE

RÉDACTEUR

PAR CONCOURS LES 30 NOVEMBRE ET 1^{er} DECEMBRE 1996

Ce concours, à dominante «analyse financière et comptable», s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 1^{er} cycle d'études supérieures (BTS, DUT, DEUG) ou d'un diplôme de sortie des Ecoles Supérieures de Commerce de province ou du diplôme d'études comptables et financières, la recevabilité de tout autre titre français ou étranger étant laissée à l'appréciation du Gouvernement de la Banque.

Ressortissants d'un pays membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, les candidats (femmes ou hommes) libérés ou non des obligations du service national doivent être âgés de moins de 28 ans au 1^{er} janvier 1996 (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires).

Inscriptions reçues du 22 juillet au 9 août 1996.

Documentation, dossiers
d'inscription et renseignements
à la Banque de France
56-1508 Recrutement Concours
75049 PARIS CEDEX 01
Tél : 16 (1) 42 92 40 17
ou dans les succursales.
Minitel 3615 LABDF



LE SYNDICAT MIXTE POUR
L'ÉCOLE EUROPÉENNE SUPÉRIEURE DES
ARTS ET TECHNOLOGIES DE L'IMAGE

établissement créé par le Ministère de la Culture, la Région
Poitou-Charentes, et les villes d'Angoulême et de Poitiers,
pour la formation de créateurs dans le domaine des
nouvelles technologies de l'image

recrute

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ÉCOLE,

Personnalité reconnue dans les réseaux européens de la création médiatique
pour la production et/ou de la recherche et/ou de l'enseignement,

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ÉCOLE,

Collaborateur direct du Directeur Général, il est le responsable de l'administration,
il gère le budget, met en œuvre le programme d'investissement,

ENSEIGNANTS SPÉCIALISÉS DE LA CRÉATION dans les domaines :

1. Théorie médiatique
2. Multimédia - publication électronique
3. Modélisation - image de synthèse - animation 3D
4. Design télévisuel
5. Infographie 2D (mi-temps)
6. Animation 2D (mi-temps)

Dans le cadre d'une pédagogie de projet, les enseignants sont à la fois
responsables de cours, et d'Ateliers de Recherche et de Création.

2. TECHNICIENS RESPONSABLES DES LABORATOIRES :

1. Multimédia et édition électronique
2. Modélisation et animation 2 et 3 D

Ces postes ont pour fonction technique et la gestion des ressources du laboratoire, les
responsables de laboratoires devront assurer l'initiation technique et intervenir
comme consultants dans les Ateliers de Recherche et de Création.

Ces postes sont à pourvoir par voie de mutation, de détachement ou par voie
contractuelle. Projet pédagogique de l'École et fiches de poste détaillées sur demande.

Lettres de candidature et curriculum vitae doivent être adressés à :
M. le Président du Syndicat Mixte pour l'École Supérieure de l'Image,
Hôtel de Région, B.P. 575, 86021 POITIERS Cedex.

ORGANISATEURS

Chefs de projet

Adjoints directs du chef du département Organisation, vous encadrez une
équipe d'organiseurs (méthodologie, définition des priorités, contrôle).
Vous assurez l'interface entre l'informatique et les utilisateurs.
Expérience en cabinet d'organisation demandée pour les « Systèmes
commerciaux ».
Expérience en audit demandée pour les « Systèmes d'informations comptables ».

Organiseurs confirmés ou juniors

Sous l'autorité d'un chef de projet, vous conduisez des études, de l'analyse
préalable à la mise en place.
Vous avez une formation supérieure de Grande École de Commerce avec,
de préférence, une première expérience en organisation.
Ces postes sont évolutifs au sein de l'entreprise.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) à
Mme Edwige Remonet, Galeries Lafayette, Service Recrutement, 40 bd
Hausmann, 75009 Paris.

VILLE DE BORDEAUX (GIRONDE)
VILLE CENTRE DE COMMUNAUTÉ URBAINE
recrute

Mairie de Bordeaux **CHEF DE PROJET**

Sous l'autorité du Responsable des services municipaux, vous assurez la mise en place de l'aménagement du temps de travail des agents municipaux pour :

- la diffusion d'une culture de gestion et d'animation;
- l'optimisation des moyens humains, matériels et financiers;
- le conseil et l'assistance des directions opérationnelles dans l'exploitation des outils de gestion.

Vous justifiez d'une formation supérieure (BAC+5). La connaissance du secteur des collectivités territoriales et une expérience en cabinets spécialisés sont vos atouts. Gestionnaire rigoureux, vous manifestez une aisance relationnelle et faites preuve d'une grande disponibilité.

Poste à pourvoir au plus tard le 1^{er} octobre 1996.

Merci d'adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un CV et de votre photo ainsi que vos prétentions salariales à :

M. le Maire, Hôtel de Ville, Direction des Ressources Humaines, place Pey Berland, 33077 BORDEAUX cedex.

La direction de la coordination et de l'évaluation des politiques d'aménagement du territoire recrute selon conditions statutaires

Cadre A chargé des partenariats communautaires R6. M1

Vous êtes chargé de l'animation du partenariat transfrontalier avec l'Angleterre, dans le cadre du programme européen Interreg II notamment. Accompagnant le développement des relations internationales et communautaires de la région, vous recherchez des partenaires tant en France qu'en Angleterre et les intéressez à des actions spécifiques sur des thèmes de compétence régionale.
A plus de 35 ans, de nationalité britannique éventuellement, vous êtes parfaitement bilingue.
De niveau Bac + 5, vous manifestez de réelles aptitudes à l'animation de groupes de travail, à la négociation de projets et aux contacts de haut niveau. Vous bénéficiez également d'une bonne connaissance du fonctionnement des institutions locales dans les deux pays.

Cadre A, service des relations internationales R6. M2

Vous êtes chargé de la gestion des dossiers de coopération internationale, élaborés en partenariat avec les collectivités locales étrangères. Outre le suivi des dossiers, vous assurez la mise en œuvre de la nouvelle politique d'aide au développement.
Titulaire d'un master de relations internationales ou équivalent, vous bénéficiez d'une première expérience de la conduite de projets de développement à l'étranger, si possible au sein d'une structure à caractère public. Vous maîtrisez l'anglais et au moins une deuxième langue étrangère (le chinois serait un plus). Mission à durée déterminée, poste à pourvoir par voie de détachement ou contractuelle.

Cadre A, responsable de l'ingénierie de projets européens R6. M3

Au sein du service des relations internationales, vous êtes chargé de monter et de suivre des dossiers de financement européen, dans le cadre du soutien accordé à des porteurs de projets issus de secteurs professionnels variés, ainsi que de mettre en œuvre des actions d'animation et d'information sur des thématiques Européennes d'intérêt régional.
Issu de l'Institut d'études politiques, de l'École de Bruges (ou équivalent) ou titulaire d'un DEA de droit communautaire, vous avez environ 5 ans d'expérience dans une fonction similaire. Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo sous référence choisie, avant le 31 juillet à M. le Président du Conseil Régional de Haute-Normandie, Service des Ressources Humaines, 25 bd Gambetta, BP 1129, 76174 Rouen cedex.



Hewitt Associates

Société internationale de conseil en Ressources Humaines, recherche pour son activité Enquêtes de Rémunération :

Un(e) Chargé(e) d'Enquêtes

qui sera chargé(e) de collecter des informations auprès des entreprises, d'analyser les données et de gérer les relations commerciales avec nos clients Enquêtes.

Vous êtes diplômé(e) d'une école de commerce ou titulaire d'un DESS en Ressources Humaines, débutant(e) ou doté(e) d'une première expérience professionnelle.

Si vous avez de réelles capacités de vente, le goût des chiffres, aimez travailler en équipe et parlez anglais, merci d'envoyer votre candidature (CV, lettre + photo) à :

Sara Nelson,
Hewitt Associates, 20 avenue André Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex.

CHEMUNEX

Cadre Recherche et Développement

Titulaire d'un Ph.D ou d'un Doctorat, connaissant la microbiologie, vous justifiez d'une expérience de 10 ans dans le développement de produits.

Nous recherchons un candidat dynamique, à fort potentiel, parfaitement bilingue anglais et apte à prendre rapidement des responsabilités.

Pour ce poste basé à Maisons-Alfort (94), merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Jean Louis DROCOURT - CHEMUNEX - 41, rue du 11 novembre 1918 94700 MAISONS-ALFORT.

مكتبة النظم

GESTION - FINANCE

ORGANISME NATIONAL PARA-PUBLIC A
VOCATION D'EXPERTISE ET DE CONSEIL
AUPRES DES COLLECTIVITÉS LOCALES
recherche

CHEF DE MISSION D'EXPERTISE FINANCIÈRE

De formation financière ou comptable supérieure
(École de commerce, D.E.S.C.F.,...), âgé de 35 ans
environ, vous maîtrisez la comptabilité privée.
La connaissance de la comptabilité publique est un plus.

Vous rejoindrez une entité d'une quinzaine de personnes dont
l'activité en fort développement se situe à une charnière
stratégique des relations entre les collectivités locales et les
grandes entreprises exerçant des activités de gestion de services
publics locaux.

Vous aurez à examiner par voie d'audit les comptes et les
propositions financières de ces opérateurs de service public.

La rédaction de rapports d'expertise requiert une grande
rigueur et un esprit de synthèse développé. Par ailleurs, esprit
d'équipe et absence relationnelle vous seront indispensables pour
réussir dans cette fonction.

Poste basé à Paris. Déplacements de courte durée à prévoir en
France.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite avec
niveau de rémunération actuelle à :
AEC, 20 rue d'Athènes 75008 Paris

Directeur Administratif et Financier

Salaire 700,000 FF + Prime Paris

NatWest Seller Patrimoine et Gestion est la société française associée de
Garmore PLC, filiale de NatWest Group, spécialisée dans la gestion
pour compte de tiers (gestion institutionnelle et gestion privée). Elle
emploie environ 100 personnes.

A la suite d'une récente acquisition qui a fait doubler l'activité, la
Société est maintenant entrée dans une période de consolidation. A cette
occasion de nouvelles procédures financières et de contrôle doivent être
mises en place.

Rattaché au Président Directeur Général de NatWest Seller Patrimoine
et Gestion, le Directeur Administratif et Financier sera responsable de la
totalité de la fonction financière ainsi que du suivi du respect des règles
internes de fonctionnement et du contrôle opérationnel de la gestion des
risques. Il assistera également le Président Directeur Général dans l'élaboration
et la mise en place de nouvelles stratégies et plans de développement.

Diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire du DECS minimum,

vous êtes bilingue Français-Anglais et maîtrisez parfaitement les principes
de comptabilité anglo-saxon (UK GAAP). Vous justifiez d'une solide
expérience de la fonction financière dans le secteur Banque-Finance, de
préférence au sein d'une activité de gestion pour compte de tiers.
Membre de la direction générale, vous êtes l'interface avec Londres et
nous attendons de vous que vous soyez une force de proposition pro-
active en interne ainsi qu'un acteur important dans la conduite du
changement de la société.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique, déterminée à devenir
l'un des principaux intervenants dans la gestion pour compte de tiers sur
le marché français, merci de bien vouloir adresser votre curriculum-vitae
en Anglais, ainsi qu'une lettre de motivation justifiant l'adéquation de
votre profil à ce poste et votre rémunération actuelle, sous la référence
0024M à Carrio Andrews, Ernst & Young Management Resourcing,
Rolls House, 7 Rolls Buildings, Fetter Lane, London EC4A 3NH,
United Kingdom. Fax: +44 (0) 171 931 1022.

NATWEST MARKETS

Notre organisme économique met à la disposition de ses nombreux adhérents ses moyens humains et matériels
(budget : environ 50 MF/an). Nous créons le poste.

Directeur Administration Information Communication H/F

Rattaché à la Direction Générale, vous animerez une équipe multidisciplinaire, répartie fonctionnellement en trois entités
(Administration : comptabilité, ressources humaines - Information : création d'entreprises, antennes locales - Communication).
Vous prendrez personnellement en charge la fonction Communication (interne et externe) et plus particulièrement les relations
avec les médias, la préparation des dossiers et discours, le suivi de manifestations, la veille presse ainsi que la fonction gestion
des ressources humaines.

De formation supérieure Economie (gestion, finances), vous avez à 30/35 ans une expérience confirmée en communication
et en relations presse. Vos capacités à organiser, manager, motiver seront parmi les critères déterminants de choix.

Pour recevoir des informations complémentaires sur ce poste basé à une heure sud Paris, merci d'adresser avant le
7 août lettre de motivation, CV complet et rémunération actuelle sous réf. 60756M à FC Conseil, 9 rue du
Faubourg Saint Honoré 75008 Paris.



FRANÇOIS CORNEVIN

Pour la souplesse. Pour la réactivité. Pour la puissance.

Rejoignez BIP.

ARBITRAGISTE JUNIOR SUR PRODUITS STRUCTURÉS D'ACTIONS

Au sein de Dreschner Bank, BIP assure
notamment la responsabilité mondiale
de deux des six filières d'activité de
marchés du groupe : l'arbitrage de taux
pour compte propre et l'arbitrage et la
vente de produits structurés actions.
Reconnue pour sa technicité, sa capa-
cité d'innovation et sa souplesse de
fonctionnement, BIP s'est imposée sur
les plus grandes places financières.
C'est pourquoi BIP incite ses colla-
borateurs à vivre une expérience riche
et motivante dans un groupe où se
conjuguent créativité, responsabilité et
travail en équipe. Dans le cadre de notre
développement nous créons un nouveau
poste au département des marchés.

Rattaché(e) à l'équipe des arbitragistes
de produits structurés d'actions, vous

seriez formé(e) à nos techniques d'inter-
vention sur les marchés de produits
structurés d'actions et vous participerez
à la gestion du portefeuille de ces
mêmes produits.

De formation supérieure scientifique
(bac + 4 au minimum), vous avez une
première expérience, même courte,
sur le marché financier des actions
françaises.

Votre rigueur, votre dynamisme et votre
disponibilité seront vos meilleurs atouts
pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre
manuscrite, CV et photo), sous référence
ALM, à BIP, Direction des Ressources
Humaines, 108 boulevard Haussmann,
75008 Paris.



Banque Internationale de Placement
Groupe Dreschner Bank

Directeur administratif et financier

Société de
Prestation de
services en forte
croissance
(1100 personnes)
(CA 600 MF)
recherche son

Votre mission :
Optimiser et coordonner
les moyens administratifs
dans le but de faciliter le
travail de l'ensemble du
personnel de la société.
Vos tâches comprennent
les volets principaux :
Organiser et coordonner
la partie administrative par
la mise en place de
nouvelles procédures.
Accompagner l'évolution
de la société, notamment
par le choix et la mise en
place de nouveaux
logiciels de comptabilité,
facturation, paie.
Diriger et animer une
équipe de 50 personnes
à 35 ans minimum, avec
une expérience

de responsable administratif
d'une société de services
de taille équivalente, de
préférence.
Des qualités indéniables
d'organisateur sont
nécessaires pour gérer et
entretenir la croissance
la maîtrise de l'anglais est
un atout.
Merci d'adresser
votre dossier de candidature
(lettre, CV, photo, salaire
souhaité) sous réf. "I.A.M."
à Ethnos Conseil qui l'exam-
inera en toute confidentialité.
Ethnos, 11 Boulevard
Pershing, 75017 Paris.

ETHNOS

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives

Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité

Tél. : 44-43-76-13

Fax : 44-43-77-32

JURISTE
MOT DES SOCIÉTÉS

هك ان النجل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 17 JUILLET 1996 / 25

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, MOEUR DE CHANGEMENT

Responsable des Ressources Humaines

Lyon, groupe international français, 10 milliards de francs, nous sommes présent sur des métiers scientifiques et techniques. Nous développons des objectifs d'excellence dans l'écoute des besoins clients et dans le développement des compétences.

Pour une de nos divisions françaises, leader sur son marché (1,75 milliard de francs), nous recherchons son Responsable des Ressources Humaines pour l'activité commerciale (siège + réseau, 350 personnes).

Rattaché au DRH, et à la tête d'une équipe de 5 personnes, vous concevez, développez et pilotez des projets RH construits sur l'anticipation et la conduite du changement : Gestion et développement des compétences (analyse des ressources et des métiers, potentiel), Recrutement, Anticipation et stratégie du plan de formation, Communication interne.

30-35 ans, de formation supérieure Bac + 5 (ESC, Gestion + spécialité RH), vous justifiez d'un vécu, dans le domaine des ressources humaines, acquis de préférence dans un environnement commercial multinationale en fortes mutations de marchés et de métiers. Votre compétence RH et votre engagement vous permettent d'être à la fois un homme de stratégie et de réalisation, de conseil proche du terrain, mais apte à la conceptualisation.

Vous êtes imaginatif, opérationnel et doté d'une bonne capacité d'écoute : qualités indispensables pour conduire le changement et convaincre dans cette entreprise.

Poste basé à Lyon. Les entretiens auront lieu le jeudi 25 juillet 1996.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 6578 A à notre Conseil Dominique Pierre MILLOT.

People & People
RECRUTEMENT ET ADAPTATION
1, place des Cordeliers 69002 Lyon

Importante société prestataire de services juridiques, fiscaux et financiers recherche un

Fiscaliste

Province

Votre rôle sera de préparer et gérer l'actionnariat, d'optimiser la gestion patrimoniale juridique et fiscale des actionnaires et de participer aux opérations d'ingénierie.

Vous devrez également contribuer à l'optimisation fiscale et apporter toute expertise juridique et fiscale aux Associés et entreprises dans les questions de fiscalité des personnes physiques (IR, ISF) et des sociétés patrimoniales (SC, SA).

Agé d'environ 35 ans, vous êtes titulaire d'une Maîtrise de Droit Privé complétée par un DESS de Fiscaliste ou l'ENI et justifiez d'au moins cinq années en tant qu'inspecteur des impôts (IRPP + enregistrements) ou dans un cabinet français d'avocats ouvert à l'international, années au cours desquelles vous avez acquis des compé-

tences tant en gestion fiscale courante qu'en suivi de contrôles fiscaux.

Votre capacité d'adaptation, votre ouverture d'esprit ainsi qu'un bon sens du contact allié à une aptitude à se remettre en question et à innover vous permettront d'intégrer cette Société en développement.

La bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Adressez lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à **Christophe Duchateller, Michael Page Tax & Legal**, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou tapez votre CV sur le 36.17 code MPage et envoyez-le à l'adresse ci-dessous réf. : CD14083

Michael Page Tax & Legal
La spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal



McDONALD'S FRANCE recherche pour son DEPARTEMENT JURIDIQUE ET FISCAL un

JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Vous intervenez dans les domaines suivants :

- Gestion de la vie des sociétés du Groupe en France,
- Coordination de la vie juridique des filiales communes avec les Partenaires de McDonald's,
- Suivi de certains contrats «Groupes» et opérations et structures,
- Relations avec les prestataires externes, administrations et organismes concernés.

A 27 ans environ, de formation supérieure en droit des affaires (DJCE/DESS), vous avez acquis 2 à 4 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise dans des fonctions similaires. Vous avez une bonne maîtrise des outils informatiques et parlez anglais couramment.

Doté d'excellentes qualités relationnelles et de rigueur, votre ouverture d'esprit et votre dynamisme vous permettront d'évoluer avec succès dans un Groupe qui allie convivialité et performance.

Le poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

Merci de contacter Frédéric Foucard au 47 23 37 00 (par fax au 47 23 38 00) ou lui envoyer un dossier de candidature complet, s/réf. 3155/FMF à Norman Parsons - 39 avenue Pierre 1er de Serbie 75008 PARIS.

JURISTE

La Direction Juridique et Fiscale d'une Grande Banque Française à vocation Internationale recherche un juriste (HF).

Intégré au sein du département Ingénierie Juridique des Activités Financières, vous agissez en tant que véritable conseil auprès de la Banque d'Affaires ou des opérationnels des activités de marché pour toute opération boursière, privatisation, rapprochement d'entreprise, restructuration du capital de sociétés...

Diplômé d'un 3ème cycle en Droit (DESS Droit des Affaires et Fiscalité, DJCE, Magistère Droit des Affaires), votre expérience d'au moins 5 ans acquise dans le domaine de l'ingénierie, haut de bilan, ainsi que fusions / acquisitions, vous permet d'être immédiatement opérationnel.

Rigoureux, autonome, et doté d'excellentes qualités relationnelles, vous souhaitez vous investir au sein d'un Groupe qui vous offre tous les moyens d'exprimer vos talents.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence CL633434 à **EUROMESSAGES**, 78, boulevard de la République 92514 Boulogne Cedex en précisant la référence sur l'enveloppe.

EUROMESSAGES

La filiale française d'un important groupe mondial, leader sur son marché, recherche un

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

A la tête d'une équipe d'environ 7 cadres, vous avez en charge :

- la gestion des hommes :
 - Comme « Individus » à recruter, intégrer, évaluer, former et promouvoir,
 - Comme « Acteurs collectifs » du développement social, du management participatif, de la mobilisation sur les projets, de l'organisation du travail, des évolutions de l'entreprise.
- la gestion intégrée de l'emploi, c'est-à-dire :
 - Maîtriser les flux et organiser la mobilité fonctionnelle et géographique,
 - Anticiper et accompagner l'évolution des métiers (familles professionnelles, emplois nouveaux ou sensibles),
 - Développer le niveau de professionnalisme et les compétences individuelles par la formation.

en équipe avec le responsable « Administration et Rémunération », vous la responsabilité du Directeur des Affaires Sociales, dans une entreprise qui anticipe, qui innove et qui réussit.

Vous êtes de formation supérieure, âgé d'environ 35 ans, vous justifiez d'une solide expérience en Ressources Humaines dans un groupe industriel ou de distribution. Vous avez la pratique d'animation d'équipes et parlez couramment anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. LM630 à notre conseil CLP associés, 33 avenue du Maine, BP 170, 75755 Paris cedex 15.

C . L . P
a s s o c i é s

Assistant(e) de Recherche Senior

Avec 17 ans d'existence, ALPHA CDI est l'un des leaders du Conseil en Recrutement par Approche Directe spécialisée dans le secteur des nouvelles technologies. Pour nous accompagner dans notre croissance, nous souhaitons intégrer aujourd'hui un(e) Assistant(e) de Recherche Confirmé(e). Véritable professionnel(le), vous animerez l'équipe de recherche et participerez à la gestion des moyens du cabinet : fichier candidats et documentations sociétés. Responsable des différentes étapes d'une recherche, vous travaillerez également en étroite collaboration avec les consultants. Pour nous, rigueur et sens du service sont des qualités indispensables pour réussir dans ce poste. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, une expérience significative dans un poste similaire vous permettra d'être rapidement opérationnel(le) et de conduire vos missions en toute autonomie. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle sous référence 3121/LM, à

ALPHA CDI
20, avenue André Malraux,
92309 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.



Responsable Ressources Humaines

SITE INDUSTRIEL 200 PERSONNES

Important groupe industriel du secteur de l'automobile, nous recherchons pour l'un de nos sites basé dans le Nord de la France un Responsable Ressources Humaines.

Rapportant au Directeur du site, vous aurez en charge tous les domaines de la fonction.

A 30 ans, de formation supérieure complétée par une spécialisation RH ou Droit social, vous avez une approche très opérationnelle de votre métier acquise dans un contexte industriel. Vous supervisez la paie et l'ensemble des travaux administratifs, le recrutement des opérateurs et des techniciens, le suivi de la formation et de la communication interne, les relations avec les partenaires sociaux.

Vos qualités relationnelles et votre charisme, vous permettront d'être reconnu par l'ensemble des porteurs internes et d'évoluer au sein de notre groupe.

Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser votre expérience au sein d'une grande entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite) en précisant la référence 960744 à Evidence 16, rue Baudin, 92300 Levallois-Perret, qui transmettra.

Nous sommes une société de services spécialisée dans les Réseaux, les Télécoms et le Client/Serveur. Créée en 1987 et de plus de cent personnes à ce jour, nous travaillons avec les plus grandes entreprises.

Dans le cadre de notre croissance régulière et soutenue, nous recherchons des

1. INGENIEURS APPLICATIONS
CLIENT / CLIENTELE 12/1/79

1.1.1. Recherche et développement des applications
1.1.2. Mise au point des applications
1.1.3. Mise au point des applications
1.1.4. Mise au point des applications

2. INGENIEURS DEVELOPPEMENT
DESIGNERS ET RESEAU 12/1/79

2.1.1. Recherche et développement des applications
2.1.2. Mise au point des applications
2.1.3. Mise au point des applications
2.1.4. Mise au point des applications

3. ADMINISTRATEURS SYSTEME
DESIGNERS ET RESEAU 12/1/79

3.1.1. Recherche et développement des applications
3.1.2. Mise au point des applications
3.1.3. Mise au point des applications
3.1.4. Mise au point des applications

4. TECHNICIENS EXPERIMENTES (SEM)
DESIGNERS ET RESEAU 12/1/79

4.1.1. Recherche et développement des applications
4.1.2. Mise au point des applications
4.1.3. Mise au point des applications
4.1.4. Mise au point des applications

DE HAUTENIVEAU

Dans une structure hautement Informatisée, vous serez chargé d'appréhender et de répondre aux besoins des différents services en termes d'organisation et d'informatique.

Vous participerez à la conception, à la réalisation ainsi qu'au suivi des applications Client/Serveur, en relation directe avec les utilisateurs.

Diplômé d'une Grande Ecole, vous possédez 2 ans d'expérience minimum dans l'informatique des marchés financiers. Vous êtes motivé pour évoluer au sein d'une structure jeune, riche en innovation et le travail en équipe vous stimule.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. 494, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

La BAREP,
Banque
de Récompte
et de Placement
Groupe Société
Générale, est
spécialisée dans
les opérations
financières sur
les marchés de
taux et la
gestion de FCP.

MET
MATRA · ERICSSON

Filiale de MATRA HACHETTE et d'ERICSSON, MET COMMUNICATIONS propose aux opérateurs de télécommunications des solutions clés en main pour réseaux téléphoniques fixes, mobiles et large bande. Notre entreprise avec ses équipes au service des opérateurs renforce ses compétences autour de nouvelles technologies et recherche dans le cadre de l'expansion de ses activités un

Au sein de l'équipe commerciale, vous serez personnellement en charge d'un portefeuille de Grands Comptes français et étrangers. Fort de votre bonne compréhension de leurs besoins, avec l'appui des équipes techniques et marketing internes, vous valoriserez les solutions MET par une présence commerciale active et lors des réponses aux appels d'offres. Vous positionnerez alors MET comme un partenaire de ces nouveaux acteurs pour leurs développements futurs.

Vous êtes motivé par la perspective de contribuer au succès d'une entreprise leader sur un marché en pleine expansion, vous maîtrisez bien l'anglais et pouvez justifier de succès commerciaux significatifs.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence 305 à notre conseil : Bouthier & Co 66, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.

BOUTTIER & CO
CONSEIL DE DIRECTION

Compagnie d'Assurances en pleine expansion recherche pour ses bureaux de Paris :

Ayant 2.5 ans d'expérience dans un poste similaire et pouvant assurer la gestion de projets informatiques.

Vous avez des qualités d'organisation, des connaissances de l'assurance et une bonne pratique de l'anglais.

Vous maîtrisez l'environnement AS400/réseaux locaux et PC, vous avez de l'expérience dans l'encadrement d'équipes pluri-disciplinaires.

Votre capacité d'écoute, vos qualités de leadership et votre aisance à communiquer seront des atouts.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en indiquant le poste choisi à **FRANCACOM** - 10, rue Jean Jaurès - 92800 Puteaux La Défense - qui transmettra.

BAC + 2 ayant une formation technique informatique (Réseaux locaux - Token Ring, OS2/Lanserver, Lotus Notes).

Vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire et une bonne pratique de l'anglais.

Capable d'animer une équipe, vous savez résoudre des problèmes techniques dans le cadre d'un département informatique.

**Société
d'Ingénierie
spécialisée dans le
domaine de l'Eau,
des Infrastructures
et de
l'Environnement,
recrute :**

**Merci d'adresser votre candidature à M. Y. ASKEPIS, tel. 50300,
BP 5329, 45053 Orleans cedex 1 ou par courrier.**

Ingénieur hydrogéologue
Ingénieur géotechnicien

**Grande banque
internationale,
la Deutsche Bank
recherche pour
son Groupe en
France (400
personnes) un**

Âgé d'environ 30 ans, ingénieur ou diplômé Bac + 5 informatique ou mathématiques avec 5 ans d'expérience en audit des systèmes d'information dans le secteur financier, vous connaissez également les activités de marchés.

Nous vous proposons de rejoindre notre Département Audit pour y conduire et participer aux missions portant sur l'ensemble des systèmes de notre groupe à Paris.

Au-delà de vos qualités rédactionnelles,
vous pratiquez couramment l'anglais.

Rigoureux et doté d'un bon sens relationnel, vous alliez à votre autonomie, des aptitudes réelles au travail en équipe.

Pour nous rejoindre et évoluer au sein de notre structure, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la réf. AI à Deutsche Bank AG, Direction des Ressources Humaines, 3 avenue de Friedland, 75008 Paris.

Deutsche Bank

*Des ingénieurs d'affaires
au cœur de nos régions*

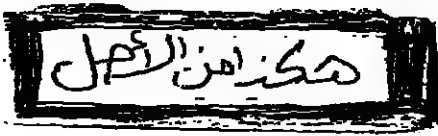
Normandie - Nord - Alsace - Lorraine
Région parisienne - Sud-Ouest - Sud-Est.

Après une période d'intégration, vous prendrez en charge, avec une large autonomie, la responsabilité d'un portefeuille de clients et d'affaires particulières dans le domaine industriel ou tertiaire. Vos capacités commerciales, techniques et de gestion vous permettront de progresser rapidement dans notre organisation.

De formation supérieure, ingénieur de préférence, vous avez entre 30 et 40 ans et vous possédez au moins 5 ans d'expérience dans la fonction d'ingénieur d'affaires. En plus d'un solide bagage technique, vous avez le goût de l'action commerciale, le sens de la gestion et vous êtes un vrai patron. Rigoureux et bon gestionnaire, vous êtes attentif au respect des objectifs en termes de délai, de qualité de sécurité et de rentabilité. Disponible et ambitieux, vous souhaitez évoluer avec nous.

Nous vous offrons : • une posture clé dans notre organisation,
• la responsabilité des affaires et des clients qui vous seront confiés, • une structure légère et décentralisée qui vous permettra d'exprimer vos qualités d'homme (ou de femme), de technicien et de manager, • une évolution à la hauteur de vos ambitions garantie par un des groupes les plus importants du secteur dans un cadre rigoureux et un environnement humain performant et motivant.

Merci d'adresser
lettre manuscrite, CV,
photo et prétentions
à SDEL, Service
Recrutement, Immeuble
Gallieni, 2 rue Benoît-
Malon, 92174 Suresnes.



AVIGNON 96 Les festivaliers ont emprunté le chemin de la carrière de Boulbon, haut lieu de la mémoire d'Avignon, défriché par Peter Brook pour *Le Mahabharata*. Cette

année, c'est le Roumain Silviu Purcarete, installé désormais à Limoges, qui met en scène l'histoire de la naissance de l'Europe, à la faveur d'une coproduction qui réunit la

France, l'Autriche, la Hollande et la Roumanie. *Les Danaïdes* est un grand ouvrage chorale qui vaut surtout par la force de son imagerie. ● LES AVENTURIERS d'Ilotopie ont

retourné la terre d'un terrain vague pour y construire un curieux labyrinthe où sont conviés les « hommes du dessous ». ● LE MINISTRE de la culture est venu à Avignon le 15 juil-

let au soir, sans publicité. L'avenir de la politique culturelle est le débat sous-jacent du Festival, qui a choisi cette année de garder son calme... (De nos envoyés spéciaux).

La difficile naissance de l'Europe, selon Silviu Purcarete

Le metteur en scène roumain, installé en France, propose sa version des « Danaïdes », dans le cadre sublime de la carrière de Boulbon. Privilégiant les chœurs, il n'a pas lésiné sur les moyens pour diriger les cinquante filles et cinquante garçons qui évoluent sur scène

LES DANAÏDES, d'après Eschyle. Adaptation et mise en scène : Silviu Purcarete. Décors et costumes de Stefania Cenean. Lumières de Silviu Purcarete et Valdim Levinshi. Musique de Iosif Hertea. Avec Coca Bloos, Mariana Burliana, Micaela Caracas, Radu Beligan, Mihai Dinavale, Victor Rebengiuc, Alexandre Repan et les chœurs des cinquante filles de Danaos et des cinquante fils d'Égyptos... Carrière Redland de Boulbon, jusqu'au 27 juillet à 22 heures. Tél. : 90-14-14-14.

Silviu Purcarete a-t-il convaincu ? L'accueil réservé à la première représentation des *Danaïdes*, lundi 15 juillet au soir, permet d'en douter. Il n'y eut aucune hostilité, mais des applaudissements qui trahissaient un public désarmé. Ce fut pourtant une belle soirée, à plus d'un égard. D'abord cette marche lente à travers la garrigue, pour atteindre la carrière de Boulbon creusée à l'écart des routes goudronnées, à une dizaine de kilomètres d'Avignon. Un cirque de pierres butant sur les étoiles, deve-

nu un des hauts lieux du festival depuis que Peter Brook y a créé *Le Mahabharata*, en 1985. Silviu Purcarete a été avisé de choisir Boulbon : rien ne convient mieux à la tragédie que la nuit sauvage qui l'environne.

« Dans la tragédie, tout respire l'inquiétude, la peur, les menaces, l'effroi. Et la mort ! » disent d'entrée de jeu les dieux des *Danaïdes* : Hermès, Zeus, Héra, Poséidon et Apollon, qui, de leur Olympie, posent leur regard sur les hommes et dirigent leur destinée. Ils sont vêtus de blanc, hiératiques, imposants et mystérieux – des aristocrates réunis pour un dîner de morts-vivants. Après avoir lentement dansé et bu leur nectar, ils s'installent autour de deux tables lumineuses. Zeus (Radu Beligan) déplace des dominos, Héra (Micaela Caracas) des bateaux en papier, avec l'application que l'on met à s'occuper dans l'attente du pire. L'Europe va naître, mais cette naissance élabore l'effroi de sang les rives de la Méditerranée.

Dans *Les Danaïdes*, tout commence et finit avec les valises de l'exil. Au départ, il y a la fuite qui pousse Danaos (Coca Bloos) et

ses cinquante filles à quitter l'Égypte pour échapper à l'hymen que veulent leur imposer leurs cousins, les cinquante fils d'Égyptos. Elles demandent asile au roi d'Argos, Pélasgos (Victor Rebengiuc), au nom de leur aïeule, la grecque que Zeus aime et qui doit fuir en Égypte. En roi démocratique, Pélasgos accueille les Danaïdes et leur promet son soutien, à condition que son peuple acquiesce. Il sait qu'il prend le risque de mettre son royaume à feu et à sang par une guerre vengeresse des Égyptiens. Il le redoute, mais juge inaliénable le droit des suppliants.

ÉCOUTER AVEC LES YEUX

La guerre éclate. Pélasgos meurt. Les Danaïdes sont livrées aux fils d'Égyptos. La nuit de leurs nocces, elles tuent leurs époux, sauf Hypermestre qui épargne Lynceus. De leur union naîtra l'ancêtre du peuple grec. Les autres Danaïdes mourront d'avoir transgressé la loi divine de l'amour et du mariage.

Silviu Purcarete a respecté les textes d'Eschyle qui nous sont parvenus, les a assemblés de manière que l'action soit compréhensible,

sans pour autant privilégier le langage. Le metteur en scène roumain ne croit pas que les mots seuls peuvent rendre compte du chaos qui gouverne le monde. Il veut que le spectateur soit saisi par une émotion qui le porte comme une vague.

Il prend appui sur quelques symboles – en premier lieu les valises – pour inventer une mise en scène qui privilégie les chœurs. Il ne lésine pas sur les moyens : cinquante filles et cinquante garçons, sans compter les dieux, Danaos et Pélasgos, c'est énorme à diriger, mais c'est précisément ce qui intéresse le metteur en scène.

Coproduit par les festivals d'Avignon, de Hollande, de Vienne, la Grande Halle de La Villette et le théâtre national de Craiova, le spectacle est joué en français par des comédiens roumains qui, à de rares exceptions près, ne parlent pas français. Ils disent le texte d'une manière phonétique, comme une musique. Cela ne facilite pas toujours la compréhension, mais donne au spectacle un vrai caractère.

Pour apprécier *Les Danaïdes*, il faut écouter avec les yeux. Se lais-

ser prendre par des mouvements réglés d'une manière mathématique. Accepter de voir la tragédie se déployer à la manière d'une armée en marche. Alors, on entre dans le monde de Purcarete, un

Silviu Purcarete, de Bucarest à Limoges

Né en 1950 à Bucarest, Silviu Purcarete a étudié la mise en scène, qu'il a pratiquée d'abord avec de jeunes troupes expérimentales. C'est à Craiova, où il s'est installé dans les années 80, qu'il a imposé son style, avec des spectacles comme *Ubu Roi* avec des scènes de Shakespeare, ou *Titus Andronicus* de Shakespeare, qui ont assuré sa renommée internationale. Depuis janvier, il vit à Limoges, où il a été nommé directeur du Centre dramatique national.

monde d'images où cinquante corps de filles et cinquante corps de garçons se plient à des mouvements qui les unissent et les délient comme des traits tracés et ef-

facés sur la feuille blanche de la scène. *Les Danaïdes* dégagent parfois une forme de magie. Quand les cinquante valises des filles de Danaos deviennent ce mur immense qui s'abat d'un coup sous la pression des fils d'Égyptos. Quand les dieux ensanglantés parcourent les rangées de cadavres qui roulent vers l'obscurité. Quand Danaos sort de la valise où il se tenait plié et offre au regard sa poitrine généreuse de femme et son visage d'homme rasé et barbu. Quand toutes les valises s'effondrent les unes à la suite des autres, comme des dominos.

C'est sur cette image que se termine le spectacle, qui a les défauts de ses qualités. A vouloir frapper les esprits, Silviu Purcarete verse dans la simplification. Il joue des mots comme d'une musique, mais cette musique n'est pas au diapason des images. Dans l'idéal, le metteur en scène aurait peut-être gagné à demander à un compositeur d'écrire une partition pour raconter la naissance terrible de l'Europe, et la monter sous la forme d'un opéra.

Brigitte Sabino

EN VILLE, EN SCÈNE

Coca Bloos

Coca Bloos ne passe pas inaperçue : vêtue d'une longue robe de bure noire fendue sur la poitrine, elle a le crâne rasé et les ongles des pieds vernis de rouge vif. Le respect qu'impose son regard dénote son apparente étrangeté, la douceur de sa voix impose le silence. Après avoir étudié la philosophie, Coca Bloos a été journaliste dans son pays, la Roumanie. Elle approchait de la trentaine quand elle a décidé de passer au théâtre, parce que « c'est le meilleur moyen de communiquer avec les autres ». Sans avoir suivi de cours, elle est devenue une des comédiennes majeures de son pays. Depuis ses débuts, en 1974, elle a joué avec les plus grands metteurs en scène roumains, dont Silviu Purcarete, qui lui a demandé d'être Danaos dans *Les Danaïdes* – un rôle d'homme, mais cela ne lui fait pas peur : elle a déjà joué Charles Quint.

XAVIER GARY/RODAR POUR « LE MONDE »



Exit le président, bienvenue au ministre

QUELQUES JOURS avant l'ouverture du Festival, on n'aurait pas donné cher de la tranquillité du ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, au cas où il aurait souhaité assister à l'une ou l'autre des représentations d'Avignon. Il a fallu attendre les premiers jours de juillet pour que le ministre obtienne la levée du gel des subventions promises aux théâtres publics. Il ont pu alors assurer la paie de juin, boucler les budgets pour les festivals d'été et ronger le frein de leurs incertitudes pour demain. Lors d'une peu glorieuse réunion générale au Théâtre des Bouffes du Nord, le 3 juin dernier (*Le Monde* du 5 juin), on a pu constater l'atomisation des professions du théâtre, situation qui a sauvé, pour un temps, la quiétude d'un homme que les services du ministère des finances s'ingénient à placer en porte-à-faux.

C'est donc dans une quasi-indifférence que le ministre de la culture est arrivé le lundi 15 juillet, assistant, aux Angles, au concert du vingtième anniversaire du Centre Acanthes, dirigé par Pierre Boulez, avant de rejoindre la Cour d'honneur pour la sixième représentation d'*Edouard II*, dans la mise en scène d'Alain Françon.

Beaucoup l'attendaient le 9 juillet, et certains laissaient entendre qu'il serait accompagné par le président de la République, Jacques Chirac, soucieux de manifester ainsi publiquement son attachement à l'une des promesses réitérées lors de son intervention télévisée du 14 juillet : le maintien du budget de la culture à 1 % de celui de l'État. Mais, exit le président, bienvenue au ministre.

Les rues d'Avignon sont aussi joyeuses que les gens de théâtre sont inquiets. Il y a bien des débats, mais ils n'ont plus lieu dans la rue, comme en 1992, avec les intermittents du spectacle, ou encore en 1995, quand les festivaliers se sont mobilisés pour la Bosnie. Organisés par autant d'organismes, d'associations, de syndicats, ils ont lieu dans le cadre apaisant du Centre national du théâtre, à Saint-Louis. C'est là que *Le Monde* invite chaque jour ses lecteurs à rencontrer les artistes à l'occasion du cinquantième anniversaire. C'est là que le dimanche 21 juillet, à 15 h 30, il recevra le ministre de la culture pour débattre de la crise de la politique culturelle, aux côtés de Jean-Jacques Aillagon, président du Centre Georges-Pompidou, Marie-Josée Roig, maire (RPR) d'Avignon, Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, et Jack Ralite, maire (PCF) d'Aubervilliers.

Olivier Schmitt

CHAMP D'EXPÉRIENCE TROISIÈME - RÉSEAUX EDEN SOUS-SOL, création collective de la compagnie Ilotopie. Mise en scène : Irmgard Schmefflin. Parc des équipages, jusqu'au 24 juillet.

Un grand callot devant un terrain vague, à deux pas de la gare : ILOTOPIE. Les Ilotes étaient, à Sparte, des sous-hommes, des sous-esclaves. Ils étaient propriété de l'État, qui les astreignait aux tâches les plus abjectes. Il était permis aux citoyens « normaux » de parcourir, certains soirs, les rues de la ville, et d'abattre systématiquement tout ilote en vue.

Les créateurs et acteurs d'Ilotopie visent les sous-hommes d'aujourd'hui, ceux du tiers-monde et ceux de ce monde-ci. Ils appellent leur nouveau spectacle : *Réseaux Eden sous-sol*. Ce n'est même plus de l'humour noir, c'est du « je vous crache à la gueule ».

Vous entrez dans un labyrinthe de tranchées. A Sparte, les Ilotes, au cours des combats, étaient placés devant les guerriers, comme boucliers. Nous avons d'ailleurs fait quelque chose d'approchant, pendant la guerre de 1914-1918, en obligeant des Chinois importés à creuser les tranchées, devant nos lignes, à découvrir. Le labyrinthe d'Ilotopie est aussi un rappel du Minotaure, mais le fil d'Ariane,

qui, au fur et à mesure de notre avancée, est tendu de partout, n'oriente pas le chemin, mais le barre.

Ses tranchées peuvent être des fosses, aussi bien. Des excavations, ici et là, montrent des vestiges de vie. Photos d'enfants. Toffes de cheveux. Rappel immédiat des ouvertures des camps nazis, en 1945, rappel plus proche

Les champions de l'itinérance

Ilotopie, dont le premier spectacle, *Le Grand Eldorado* : 2 kilomètres, date de 1983, détient certainement le record toutes catégories de l'itinérance. Installée à Fort-Saint-Louis-du-Rhône, à 70 kilomètres à l'ouest de Marseille, cette compagnie, qui réunit plus de trente personnes dont vingt-cinq artistes, a été invitée depuis sa création dans vingt-quatre pays et autant de festivals, en Europe, en Amérique et jusqu'à Singapour. *Réseaux Eden en sous-sol* est son troisième « champ d'expériences ».

A Avignon, en 1993, le premier champ entraînait les spectateurs dans un immeuble de banlieue ; le deuxième, en 1994, les conduisait dans un tunnel métaphorique du nouveau lien transmanche.

des fouilles actuelles, en Bosnie. Vous avancez dans ce « sous-sol ». Les fils d'Ariane sont aussi des fils d'acrobates, qui passent dans le ciel au-dessus du chantier. Une femme en robe de tulle rose est assise devant elle-même, mais son vis-à-vis est seulement la même robe, vide : effet d'une nouvelle arme, qui supprime les corps mais pas les vêtements. Surprise : un carré d'herbe verte, fraîche, en-

jambe deux excavations, et l'arrosage n'est pas loin, mais le jardinier n'a plus de tête. Deux vestales jettent des boules de feu dans un brasero. Sur fond de silence de tombe, vous distinguez de l'eau qui croupit et le battement des ailes des vampires qui prennent leur envol.

Adossés aux parois des tranchées, des panneaux énoncent de

mons planqués dans les sous-sols, profitant des horreurs pour secourir les vivants, mais redevenant courtois pour réclamer des melons, tant ils ont soif dans la fournaise.

Un chariot de feu traverse le ciel au-dessus de vous. Une femme, comme modelée dans de la glaise beige, pose un simulacre d'enfant sur des braises. Comédie de sacrifice. Vous découvrez que vous êtes juste en bordure du réseau de fouilles, à dix mètres à peine de la voie de chemin de fer. Passage d'un TGV orange, très long. En sens inverse, passage d'un train de marchandises, très court – les wagons anciens, tant de chevaux tant d'hommes, les wagons des déportations –, puis passage au ralenti d'un train moderne de marchandises, rien que de superbes containers posés sur les plates-formes, presque tous sont marqués, en grosses majuscules blanches, « ROUCH », souvenir immédiat de Jean Rouch, de son film *Les Maitres fous*, qui montrait une nuit de feu et de cris, proche de celui-ci.

Mais ces passages en trombe, vrais trains d'aujourd'hui répondent à l'une des stèles les plus vraies de cette Ilotopie : « Il y a autant de spectacles dans tous les secteurs de notre vie quotidienne qu'entre les parois des théâtres ».

Michel Cozmos

Barcelone, capitale estivale de l'architecture

Près de 12 000 personnes, dont nombre de célébrités, ont assisté à la conférence de l'Union internationale des architectes. A cette occasion, la cité catalane propose plusieurs manifestations

La 19^e conférence de l'Union internationale des architectes (UIA) qui a eu lieu à Barcelone du 3 au 6 juillet, a réuni près de 12 000 personnes, architectes et étudiants. Ce succès inespéré est dû notamment à l'attraction d'une ville qui a vu

grandir la réputation de l'architecte Ricardo Bofill. Depuis les Jeux olympiques de 1992, Barcelone passe pour être - avec Berlin - le plus important champ d'expérimentations et de réalisations en Europe. Nombre de célébrités,

de Richard Rogers à Rafael Moneo (le Pritzker Prize 1995), étaient présents à cette manifestation, défendant et confrontant leurs idées sur la profession. Le prochain congrès de l'UIA aura lieu à Pékin en 1999.

BARCELONE de notre envoyé spécial

Dix à douze mille personnes, tel est le nombre impressionnant des participants à la première grande manifestation de l'architecture donnée à Barcelone. Ils sont venus du monde entier, maîtres d'œuvre et étudiants pour assister à la conférence de l'Union internationale des architectes (UIA), pour prendre le pouls de la profession mais aussi pour constater la transformation spectaculaire de la cité catalane et découvrir pas moins d'une trentaine d'expositions, comme «Dall et l'architecture» installée dans le plus célèbre immeuble de Gaudí : la Pedrera.

La foule était si importante qu'une partie des congressistes, exaspérée par l'absence des espaces, s'est livrée à une manifestation qui a dégénéré en émeute, provoquant l'intervention de la police. La ville a réagi en offrant à la conférence le stade converti construit lors des Jeux olympiques de 1992 par l'architecte japonais Isozaki. Ses 14 000 places ont permis d'accueillir une foule passionnée, hébétée comme peuvent l'être les fans d'une rock-star. On s'interrogera longtemps sur les raisons d'un tel rassemblement : les précédentes conférences avaient l'allure de veillées funèbres et tristes.

Les organisateurs n'avaient pas lésiné, inondant la profession d'invitations et de prospectus. Mais c'est bien l'attrait de Barcelone elle-même qui a entraîné un tel mouvement. Barcelone et ses Jeux olympiques, Barcelone et ses travaux d'urbanisme herculeux. Barcelone qui, jusqu'au réveil de Berlin, aura passé à juste titre pour le plus important champ d'expérimentations et de réalisations, qu'il s'agisse de projets urbains, d'architecture ou de design.

FRANÇOIS RENAISSANCE

En 1975, sur les collines de la ville, Ricardo Bofill achevait Walden 7, innovation radicale dans le domaine du logement social. Le bâtiment vient de faire l'objet d'une sévère réhabilitation, passant de la céramique à un enduit ocre rouge du plus bel effet méditerranéen. A côté, se trouve l'ancienne cimetière, dans laquelle le Taller de arquitectura (agence où Bofill a trouvé de quoi nourrir sa créativité) est elle-même l'objet de

travaux d'engorgement. Autour de l'immense cheminée devenue tour, Bofill a installé une plate-forme high-tech genre fraise Renaissance.

A l'autre extrémité de la ville, à côté de la Plaza las Glorias Catalanas, on retrouve Bofill à l'œuvre dans sa version « contemporaine » : la construction du Théâtre national de Catalogne. L'édifice s'était endormi, après les premiers travaux. L'incendie du Liceu, le fameux opéra de la ville, a probablement incité les édiles à retourner vers ce projet néoclassique de 1 500 places. L'architecte a em-

la plume pour être confiné aux entrepreneurs de béton. On aura trouvé bien sûr, lors de la conférence de l'UIA, les raisons d'un tel électisme. Tout le gratin de l'architecture internationale a défilé, chacun exposant ses concepts, ses idées, son jargon, et chacun manifestant à vrai dire l'« autisme » qui semble frapper la profession, pour reprendre le mot d'Ignasi Solà-Morales, lucide et peu amène pour ses confrères. Selon lui, nous serions dans l'ère de la schizophrénie, entre la culture architecturale et la réalité urbaine contemporaine. Il est vrai que les dogmes modernes ou post-

modernes ont acquis une sorte d'obéissance à la règle commune, celle qui devait avoir les Français du temps d'Hausmann.

Cela n'empêche pas les audaces. La critique François Chaslin, à qui avait été demandé de diriger un débat sur la capitale catalane, devait d'ailleurs rafraîchir quelques enthousiasmes en émettant cette prière sensée : « Faire que la modernité triomphante de Barcelone ne gomme pas totalement sa mémoire portuaire caractéristique de la Méditerranée ni la dense présence du peuple dans les quartiers centraux. » Il est vrai que la ville ancienne, avec ses rues ombragées à force d'être obscures, odorantes juste ce qu'il faut, regorgeant de cafés et de bars à tapas, d'artisans, et maintenant de musées comme le mastodonte blanc - et vide - de Richard Meier, garde tous les attraits d'une vie qui dépasse de loin le seul pittoresque. C'est cependant dans cette ville que l'équipe, conduite par Oriol Bohigas, a commencé de repenser l'urbanisme de Barcelone, toute une série de dents creuses ayant été pratiquées pour faire passer un peu d'air frais.

On découvre ainsi une ville où s'épanouit une architecture qui, dans son électisme même, parvient à trouver ses limites, même si elle n'évite pas certains tics stylistiques comme l'usage et l'abus de l'oblique.

Les réverbères et les parapets sont obliques et, vu d'avion, le triangle est une forme qui fait fuir. Même la tour de Norman Foster relève du triangle. Dans cette frénésie angulaire, il est un architecte qui tire son épingle du jeu : c'est Enric Miralles, qui n'a guère construit dans la ville que le champ de tir à l'arc de 1992, mais qui a su poser en Catalogne quelques chefs-d'œuvre.

Un voyage à Barcelone passe inévitablement par le cimetière de la ville d'Igualada, éblouissante démonstration de ce que peut être la force de l'imagination dans un univers qui, la conférence l'aura prouvé, a perdu ses repères. Dans un champ de maïs s'est comme enlisé un jeu de béton et de ferrailles, de pierres et de végétation discrète, apocalypses architecturales où l'on conçoit qu'on puisse souhaiter définitivement s'arrêter.

Frédéric Edelmann

Huit expositions

● **Présent et futur, l'architecture** dans la ville : Centre de culture contemporaine (Casa Caixa Montalegre, 5), jusqu'au 27 octobre.
● **Barcelone contemporaine 1856-1989** : Centre de culture contemporaine de Barcelone (Casa Caixa Montalegre, 5), jusqu'au 15 septembre.
● **Dall et l'architecture** : la Pedrera (la Gracia, 92), jusqu'au 25 octobre.
● **Les années 50 à Madrid** : Centre culturel de la Fondation « la Caixa »

(R. Sant Joan, 106), jusqu'au 28 juillet.
● **Architecture européenne 1964-1994** : Fondation Joan Miró (Av. Miramar, 71), jusqu'au 6 septembre.
● **Light Construction** : Musée d'art contemporain (Plaza dels Angels, 1), jusqu'au 13 octobre.
● **Architecture en Catalogne 1977-1996** : Centre d'art Santa Monica (la Rambla, 7), jusqu'au 29 septembre.
● **Less is More** : Collège des architectes catalans (Plaza Nova, 5), jusqu'au 30 juillet.

prunté, sans finesse excessive, la typologie des temples anciens, surmonté toutefois d'une cage de scène soigneusement pilastree. Quant au hall d'entrée, version surbaissée de l'entrée des temples grecs, il faudrait à encore tous les artifices de la transparence tels que Norman Foster, concepteur de la tour de télévision qui domine désormais la ville, a su en faire ailleurs de plus brillantes démonstrations.

Foster, Bofill. Certains pourraient croire achevé le grand écart entre les tenants d'un retour à la chose classique et ceux d'une vision transductrice du monde de demain. Qu'on se rassure, l'histoire ne s'est pas arrêtée sur cette place des Gloires catalanes. Comme ne se sont pas arrêtés les travaux visant à achever la Sagrada Família, dessinée par Gaudí (l'illustre Catalan, mort en 1926), cathédrale qui ne sait plus à quel crayon se vouer. Ayant dépassé les limites du ridicule, le plus spectaculaire édifice de la ville a désormais abandonné

modernes ou vécu. Cela a dû faire dire à Dominique Perrault : « L'architecture est morte, vive l'architecture ! »

PROPHÉTIES PLANÉTAIRES

La guerre de succession s'annonce douloureuse, où l'on voit s'affronter les idées diversement constructives de Peter Eisenman, Daniel Libeskind, Toyo Ito, Wolf Prix, Zaha Hadid, Eric O. Moss ; celles d'un Jean Nouvel un peu oublié par son pays depuis son échec pour le Grand Stade mais dont les propos sont considérés hors de France comme des prophéties planétaires ; celles de Richard Rogers, Charles Correa, Rafael Moneo (le Pritzker Prize 1995), du Portugais Álvaro Siza, du Colombien Rogelio Salmona, soit le *rac* plus ultra de l'architecture d'aujourd'hui.

Dans le lot, les Espagnols seraient plutôt du genre sages. L'idée de projet urbain semble si bien ancrée, de Barcelone à Séville en passant par Madrid, que les archi-

Les corps effilochés d'Annette Messager au CAPC de Bordeaux

ANNETTE MESSAGER, « DÉPENDANCE INDÉPENDANCE », CAPC - Musée d'art contemporain, 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-00-81-50. Jusqu'au 29 septembre.

BORDEAUX de notre envoyé spécial

Dans le noir, au bout de longs fils droits, des choses sont suspendues, des choses très variées, des canards et des renards empalés, des coussins sur lesquels sont ligotés des photographies, des filets, des petits volumes de tissu rembourrés et cousus. Ils sont accrochés à diverses hauteurs, de sorte que la première impression est d'un désordre proliférant.

Quelques fils de laine colorée ne portent rien, ils flottent seulement. On peut se glisser entre les mailles de ce grand filet, on peut se promener en lui comme en un labyrinthe - ou tourner autour, ou le considérer du haut des galeries obscures qui courent le long de la nef. Il apparaît alors que des mots sont tracés en lettres d'étoffe, des mots qui désignent des vertus et des vices.

Il apparaît encore que les objets suspendus se regroupent en zones, les fragments d'anatomie d'une part, les photographies - elles aussi anatomiques - de l'autre, et que la sensation de densité qui s'impose d'abord est assez fautive. Il semble plutôt que l'œuvre oscille entre encombrement et légèreté, complication et simplicité, sérieux et dérision moqueuse.

Du côté de la décision : la pauvreté affichée des matériaux, le

goût pour les gants décolorés, les coupous en lambeaux, les ficelles qui pendouillent, les nœuds mal serrés. De ce côté là encore : les photographies accrochées de sorte qu'il soit impossible de les voir complètement, les animaux empalés pour dessus de cheminée, les allusions aux jouets et aux chambres d'enfants.

FÉTICHEURS

Du côté d'une gravité qui s'avoue à peine : la dispersion des corps, l'émiettement des images, la mise en scène dans les ténèbres et l'apparence de reliquaires de nombre de ces objets emballés et enveloppés. Un amateur d'art africain pourrait soupçonner Annette Messager de fabriquer les éléments de son œuvre comme les féticheurs dissimulant dans une boule de terre, de cendre, de résine et de vieux chiffons les quelques fragments mystérieux qui sont la « charge » magique de la statue. Vus, ils perdraient de leur pouvoir, sinon tout pouvoir. Cachés, ils agissent.

Le même jeu de bascule entre polarités contraires anime les assemblages de coussins et de traversins qui sont disposés dans la galerie, à proximité de la nef. A première vue, ce ne sont que des exercices de style dans le genre drôle - chambre à coucher après bataille de polochons.

Rien n'est en effet plus humble, plus complètement dépourvu d'élégance qu'un traversin, moi cylindre de tissu rayé façon bagnard, volume sans structure qui se pile et s'effondre sur lui-même dès qu'il

quitte la position allongée. Il n'inspire que des visions d'insécurité et de sieste. Le traversin, en somme, si utile puisse-t-il se révéler dans certaines occasions, paraît absolument indigne de tout usage artistique.

Messager ne peut l'ignorer et se saisit néanmoins de cet accessoire amorphe. Elle en fait collection, elle agrège de ces boudins gris et blancs de plusieurs longueurs et épaisseurs et obtient quoi ? Des bonhommes, des bonhommes sans visage, des fantômes, des fantômes.

Selon l'inspiration du moment, on peut y reconnaître des êtres épuisés qui dorment debout ou des fusillés que seuls leurs liens empêchent de tomber au pied du mur. On peut y voir aussi des allusions aux métamorphoses grâce auxquelles, vers 1930, Picasso transformait un corps humain en agrégat de formes flasques, partins vidés de leur son, corps vidés de leur substance.

D'autres constructions, à base de coussins égarés par des cordons noirs, évoquent d'inavouables séances masochistes. La dernière, qui clôt le parcours, achève d'en préciser le sens : sur plusieurs parois, l'artiste a disposé de petits dessins aux crayons de couleur, copiés sans doute d'après un livre de médecine ou un manuel de dissection. Tout autour, elle a tendu des réseaux de laine rouge et rose, qui suggèrent immédiatement un écorché, les artères et les veines, une variation monumentale et macabre - passablement inquiétante, mais fort efficace.

Philippe Dagen

NTM anime de trop sages Francofolies

Après les classiques Michel Fugain et Maxime Le Forestier, le groupe de rap a su sortir la manifestation de son confort

LA ROCHELLE de notre envoyé spécial

La Rochelle a été vidée de ses étranges voyageurs - les « beatniks » à cheveux rouges et à bergers allemands, des habitués. En 1995, l'arrêté municipal interdisant la mendicité et le stationnement prolongé sur les trottoirs avait valu à la cité administrée par Michel Crépeau de connaître la première « nuit des allongés », si- in organisé par le DAL (Droit au logement) pour protester contre la décision du maire. En 1996, celle-ci a été appliquée à la lettre. C'est propre.

Michel Fugain est un chanteur français, compositeur de ritournelles estivales, qui, poussé par l'actualité, en arrive à écrire des chansons politiques - politiquement correctes, s'entend, sur le sida ou la bête immonde (le fascisme). Tout est en ordre. Y compris la remise du prix de la Fondation Félix-Leclerc à un jeune talent francophone - Pascal Mathieu, de Besançon, le Thomas Fersen de cette année.

L'OSÉPIEN

Tout est en place. Et qui remettra en cause ce bel agencement, si, même en prenant le bateau-navette qui mène de l'autre côté du port, à l'Enca, la salle hip-hop tenue dans les hangars par Ambre Foulquier, la fille du patron des Francofolies, on ne rencontre pas toujours le grain qui fait la tem- pête ?

Sûrement pas le léniifiant Maxime Le Forestier ni le bon Africain Pascal Lokua Kanza, à qui le festival dédiait une de ces « fêtes à » dont il a le secret, sorte de bœuf géant où l'on vient se faire plaisir entre artistes en chantant devant quelques milliers de

spectateurs massés sur un parking-esplanade. Le 14 juillet, Michel Fugain enregistrera un disque en direct. En guise d'innovation, il avait invité ses pairs à pousser la chansonnette - la Belge Maurane, le Cajun Zachary Richard (excellent entraîneur de foules, en première partie), les jeunes Bretons de Blankass, la télévisuelle Mimi Mathy, etc.

Tout le monde est là, et rien ne se passe. On sent le goût de l'extravagance et celui de la décadence, qui présidaient aux grands festivals de musique ?

On s'ennuyait déjà, malgré la qualité indéniable de certains spectacles (Allain Leprest, La Tor- due, Gramoun Lélé, Les Elles...), quand apparut NTM. L'osépien NTM (Nique ta mère) est un groupe de rap, reporter de la difficulté quotidienne des Blacks, des beurs et des Blancs de quartiers en banlieue.

Cible favorite de l'extrême droite, NTM ne se contente plus, musicalement parlant, de copier les grands frères du *gangsta rap* américain. NTM invente la scène, y impose un spectacle - et pas un alignement de chansons - avec danseurs et effets visuels. Avant l'ouverture des Francofolies, il s'était trouvé un conseiller régional élu Front national pour demander l'interdiction du concert de NTM le 15 juillet.

Le maire, le préfet et l'évêque ayant fait savoir qu'ils n'en voyaient pas la raison, c'est avec bonheur que près de sept mille jeunes ont su sortir les Francofolies de son confort, répétant en chœur des mots dérangeants pour les autorités, le doigt levé, la hargne vraie.

Véronique Mortaigne

Des patrons pour les Musées de Marseille et de Bordeaux

LE RETOUR de Bernard Bistène à Paris à la fin de 1995 avait laissé vacant le poste de directeur des Musées de Marseille qu'il occupait depuis 1990.

Cette responsabilité revient à Corinne Diserens, Genevoise et historienne d'art de trente-six ans, qui, de 1989 à 1993, a été conservateur à l'Institut Valenciain de Arte Moderna de Valencia (IVAM). Elle y a organisé notamment des rétrospectives Eva Hesse, Gordon Matta-Clark et Laszlo Moholy-Nagy et des expositions Gary Hill, Hamish Fulton, Ettore Spalletti. En 1995, Corinne Diserens a également dirigé, pour la ville de Bilbao, le projet « Puente... de Pasaje », faisant appel à des artistes (Dennis Adams, Willy Doherty, Suzanne Lafont...), en relation avec l'urbanisme et l'architecture. Sa nomination semble annoncer un renforcement du rôle expérimental dans la politique culturelle marseillaise, rôle jusqu'ici représenté par le MAC (Musée d'art contemporain).

ENJEUX FINANCIERS

Autre nomination imminente, celle d'un directeur des Musées de Bordeaux. Jusqu'ici cette fonction n'existait pas, mais les difficultés liées à la gestion du CAPC Musée d'art contemporain, le départ de son directeur, Jean-Louis Froment, et la nécessité d'une coordination plus étroite entre des établissements aux collections très variées ont conduit à cette solution. Le poste revient à Henry-Claude Cousseau, qui était depuis 1995 chef de l'inspection générale des Musées de France. Né en 1946, conservateur général du patrimoine, Henry-Claude Cousseau a travaillé de 1976 à 1982 au Musée de l'abbaye Sainte-Croix, aux Sables-d'Olonne, puis, de 1985 à 1995, au Musée des beaux-arts de Nantes, qu'il a renouvelé et transformé en l'un des principaux musées de province grâce à une politique d'exposition extrêmement inventive en matière d'art du vingtième siècle.

A Bordeaux, outre une tâche de

coordination, il lui reviendra de mettre un terme à la crise qui a secoué le CAPC quand la chambre régionale des comptes a mis en cause la gestion de l'établissement. L'une de ses premières décisions devra être de désigner celui ou celle qui aura la charge de cette institution aussi célèbre que coûteuse. Dans les deux villes, du reste, la question financière sera au premier plan, étant donné l'état plutôt inquiétant de leurs finances et la proposition des municipalités à considérer que les dépenses culturelles doivent être les premières à restreindre.

Ph. D.

ARÈNES DE LUTÈCE

ORCHESTRE DE PARIS

DIR. YURI ABRONOVITCH

DEBUSSY/RAVEL

15 JUILLET

REQUIEM DE VERDI

18 JUILLET

PHILHARMONIE SLOVAQUE

DIR. ONDŘEJ LENÁR

SYMPHONIE DU NOUVEAU MONDE

DE DVORAK

20 JUILLET

TARIF UNIQUE 50F

PARIS, QUARTIER D'ÉTÉ

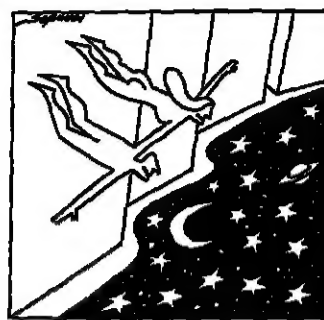
44 63 64 40 / 3615 FNAC

« Le P'tit Matin aux Étoiles »

La comédienne Michèle Guignon invente son cabaret

ENTOURÉE d'invités surprises, d'amis révérencés, Michèle Guignon, une ancienne de chez Jérôme Deschamps, comme Yves Robin, ici présent, anime des soirées de cabaret très éclectiques, propices à la flânerie burlesque. Il y a là des clowns (Médéric Meunier, sublimé en jupe plissée avec nez rouge et xylophone), des conteurs d'histoires drôles (Bernard Azimut), des chanteurs (selon le jour, Kallia, Alain Leprest, Sully Fard), des contorsionnistes, des jongleurs.

Michèle Guignon sait résumer la vie humaine en un éclat de rire (du cri du bébé jusqu'à l'extinction du vieillard), jouer les dames et les



abeilles. Monté pour le Festival d'Avignon en 1992, *Le P'tit Matin aux Étoiles* évolue sans cesse, suivant une logique de fâtres plaisants. Les trois chanteuses angéliques des *Amuses Gals* révisent, c'est hilarant, les succès des années 60, les *Da Doo Ronron* et autre *Choo-Choo Ch'Boogie*. Il y a un orchestre, de l'accordéon et de la trompette. Le bouquet final est un hymne à l'amour dans la grande tradition populaire.

★ Les Étoiles, 61, rue du Château-d'Eau, Paris 10^e. M^{re} Châteauneuf, 20 h 30, le 16, 17, 23, 24, 30 et 31 juillet. Tél. : 47-70-50-56. 70 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Ministry. Au grand concours de l'extrême rock, Ministry dépasse nombre de ses pairs grâce aux obsessions mortifères de son leader, Al Jourgensen, brillamment mises en scène par le télescopage ultraviolet du hard-core et des musiques industrielles. *Elysée-Montmartre*, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^{re} Anvers, 19 h 30, le 16. Tél. : 44-92-45-45. 137 F.

Paralamas do Sucesso, Chico Science. Venu du sud du Brésil, le groupe Paralamas do Sucesso, invité aux Francofolies de La Rochelle, fait danser le Brésil depuis plusieurs années sur des rythmes croisés de rock, de samba et de reggae. Excellents en scène, les Paralamas du Sucesso (les par-chocs du succès) ont aussi de l'idée, tout comme le jeune Chico Science, originaire de Recife, grand mélangeur d'influences et fondateur du mouvement

mangue-beat (les rythmes de la mangrove). *Hot Brass*, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^{re} Porte-de-Panthéon, 20 h 30, le 17. Tél. : 42-00-14-14. 133 F.

Laury Corryell, Andy Summers, Tiliak Gurta. Au concours de supergroupes de l'été jazz - le Guitars Trio avec Al Di Meola, Pat Metheny, John McLaughlin, Chick Corea et ses gentils amis au pays de Bud Powell pour un hommage endormi, Pat Metheny en soliste de base pour Kenny Garrett. - la réunion de Laury Corryell et Andy Summers à la guitare et du passionniste indien Tiliak Gurta est loin d'être la moins intéressante. En marge des grandes scènes, avec quelques exécutés de musique.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris 10^e. M^{re} Châteauneuf, 20 h 30, le 16. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 150 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ACE VENTURA EN AFRIQUE. Film américain de Steve Oedekerk, avec Jim Carrey, Ian McEwan, Simon Callow, Maynard Ezzashi, Bob Gunton, Sophie Okonedo (1 h 38).

VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réserve) : 40-30-20-10.

VF : Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 6^e; George-V, dolby, 8^e; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réserve) : 40-30-20-10; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention, dolby, 15^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réserve) : 40-30-20-10; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.

AMÉ CROISÉ. Film brésilien de Carlos Reichardt, avec Bertrand Duarte, Jan Ferrari, Andréa Rocha, Flor, Mariana de Moraes, Jorge Faria (1 h 56).

VO : Ladrin, 4^e (42-78-47-86).

HAÏTO CHIEM-LOUR, HÉROS DES NÉGRES. Dessin animé américain de Simon Wells (1 h 14).

VF : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Triomphe, dolby, 8^e; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); réservation : 40-30-20-10; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (47-47-55-88); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réserve) : 40-30-20-10; Mistrail, 14^e (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-28-42-27); réservation : 40-30-20-10; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réserve) : 40-30-20-10.

CAPE SOCIETY. Film américain de Raymond De Felitta, avec Peter Gallagher, Lara Flynn Boyle, Frank Whaley, John Spencer, Anna Thomson (1 h 53).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-99-40); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83); La Pagode, 7^e (réserve) : 40-30-20-10; Publicis Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88); réservation : 40-30-20-10; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réserve) : 40-30-20-10.

DOUBLE DRAGON. Film américain de James Yubich, avec Mark Dacascos, Scott Wolf, Alyssa Milano, Robert Patrick, Kristina Maldonado, Julia Miskin (1 h 30).

VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réserve) : 40-30-20-10.

VF : Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; Mistrail, dolby, 14^e (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10; Mistrail, dolby, 14^e (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention, 15^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réserve) : 40-30-20-10; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.

LE GÉOGRAPHE MANUEL. Film français de Michel Sumpf (1 h 10). Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09).

LA HUITIÈME NUIT. Film français de Pascale Breton, avec Arnold Bartus, Sarah Haxaire, Mohamed Nadi, Luc-Antoine Diguerio (40).

Saint-André-des-Arts 1, 6^e (43-26-48-18).

INÉDITS DE PETER GREENAWAY. Film britannique de Peter Greenaway. VO : Épiphe de Bois, 5^e (43-37-57-47).

PAPA, PAPA UNE MAMAN POUR TOI. Film américain d'Andy Tennant, avec Kristin Scott Thomas, Ashley Olsen (1 h 35).

VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14); réservation : 40-30-20-10; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20); réservation : 40-30-20-10.

VF : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14); réservation : 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-67-35-43); réservation : 40-30-20-10; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20); réservation : 40-30-20-10; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réserve) : 40-30-20-10.

PLANÈTE HURLANTE. Film américain de Christian Duguay, avec Peter Weller, Roy Dupuis, Jennifer Rubin, Andy Lau, Charles Powell, Ron White (1 h 48).

VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14); réservation : 40-30-20-10; UGC Montparnasse, 6^e; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Mistrail, 14^e (39-17-10-00); Pathé Wepler, dolby, 18^e (réserve) : 40-30-20-10; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.

THE SUBSTITUTE (*). Film américain de Robert Mandel, avec Tom Berenger, Diane Venora, Ernie Hudson, Glenn Plummer, Raymond Cruz, Michael Anthony (1 h 40).

VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; UGC Odéon, 6^e; UGC Normandie, dolby, 8^e.

VF : Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 6^e; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réserve) : 40-30-20-10.

UNE HISTOIRE D'AMOUR À LA CON. Film français de Henri-Paul Korchia, avec Jacques Gamblin, Emmanuel Deleury, Françoise Muryan-Kovacs, Sophie Tellier, Frédéric Atkin, Frédéric

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris

NOUVEAUTÉS

Le Chevalier d'après Aristophane, mise en scène de Mario Gonzalez, avec Mario Gonzalez. Thermes de Cluny, 6, place Paul-Painlevé, Paris 5^e. M^{re} Saint-Michel, Odéon. Du mercredi 17 au samedi 20, les mercredi 24, jeudi 25, vendredi 26, samedi 27, à 18 h 30. Tél. : 46-34-51-17. Durée : 1 heure. 60 F et 80 F. Jusqu'au 3 août.

Contes de l'Orient ancien avec Frédéric Révéré. Temple réformé de l'Oratoire, 142, rue Saint-Honoré, Paris 1^{re}. M^{re} Louvre. Les samedi 20 et dimanche 21, à 17 heures. Durée : 1 heure. 50 F.

En tête avec Alain Rigout. Église Saint-Germain de Charonne, 4, place Saint-Blaise, Paris 20^e. M^{re} Alexandre-Dumas. Les lundi 22 et mardi 23, à 17 heures. Durée : 1 heure. 50 F. Jusqu'au 23 juillet.

Les Marionnettes sur eau du Vietnam. Parc des Buttes-Chaumont (bassin), Buttes-Chaumont, Paris 19^e. M^{re} Botzaris, Laumière. Les mardi 16, mercredi 17, jeudi 18, vendredi 19, samedi 20, dimanche 21, lundi 22, mardi 23, à 22 heures. Sur place. 30 F et 100 F. Jusqu'au 27 juillet.

SÉLECTION

La Cantatrice chauve d'Eugène Ionesco, mise en scène de Nicolas Bataille, avec les comédiens de la Huchette. Théâtre de la Huchette, 23, rue de la Huchette, Paris 5^e. M^{re} Saint-Michel. Du mardi au samedi, le lundi, à 19 heures. Tél. : 43-26-38-99. Durée : 1 heure. 80 F et 100 F. Jusqu'au 30 août.

Conversation avec Clonin mise en scène de Dominique Quéheux, avec Emmanuel Dechartre et Gabriel Le Doze. Lucerna, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. M^{re} Vavin, Notre-Dame-des-Champs. Du mardi au samedi, le lundi, à 20 heures. Tél. : 45-44-57-34. 84 F et 140 F. Jusqu'au 27 juillet.

Conversations après un enterrement de Yasmina Reza, mise en scène de Jean-Louis Amar, avec Brigitte Chénou, Martine Brière, Pierre Casadel, Michèle Taieb, Dominique Fidon et Jean-Louis Amar. Le Funambule Théâtre, 53, rue des Saules, Paris 19^e. M^{re} Lamarck-Caulier.

court. Du mercredi au samedi, à 22 heures; le dimanche, à 18 heures. Tél. : 42-23-88-83. 80 F et 100 F. Jusqu'au 30 août.

Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9^e. M^{re} Thénier. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 49-55-59-59. 10 F. Jusqu'au 30 août.

Italienne avec orchestre de Jean-François Sivadier, mise en scène de l'auteur, avec Cyril Bothorel, Charlotte Clamens, Nora Krief et Jean-François Sivadier. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6^e. M^{re} Odéon. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 44-41-56-36. 50 F et 70 F. Jusqu'au 27 juillet.

Le Jardin des amours enchantées d'après Carlo Goldoni, mise en scène d'Attilio Maggiali, avec Hélène Lesclapart, Jean-Marie Vostzel, Jean-Paul Lahore, Jean-Loup Borel ou Georges Becot, Caroline Duthiel, Gilles-Vincent Kapps, David Migeot et Charles Meunier.

Comédie italienne, 17, rue de la Gaîté, Paris 14^e. M^{re} Gaîté. Du mardi au samedi, à 20 h 30; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 43-21-22-22. Durée : 2 heures. 140 F et 170 F. Jusqu'au 30 août.

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbouh, avec André Salzet. Théâtre du Tourbillon, 20, rue Quincampoix, Paris 4^e. M^{re} Châtelet. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 48-87-82-48. Durée : 1 h 10. 70 F et 90 F. Jusqu'au 15 août.

La Léon d'Eugène Ionesco, mise en scène de Marcel Cuvelier, avec les comédiens de la Huchette. Théâtre de la Huchette, 23, rue de la Huchette, Paris 5^e. M^{re} Saint-Michel. Du mardi au samedi, le lundi, à 20 heures. Tél. : 43-26-38-99. Durée : 1 heure. 80 F et 100 F. Jusqu'au 30 août.

Les Bureaux de Gérard de Nerval, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Catherine Saunier, Thierry Handeau, Jean-Pierre Michéa, Igor Tycza, André Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Jean-Baptiste Malaret, Cécile Brune, Malik Farouk, Samuel Le Bilhan, Laurent d'Oika, en alternance Olivier Dautrey ou Eric Ruf et Thibault de Montalembert ou Laurent Rey.

Comédie-Française, salle Richelieu, place Colette, Paris 1^{re}. M^{re} Palais-Royal. Les mercredi 17 et dimanche 21, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Dernières.

Leone Balilani dit Arletty d'Aurore Prieto, d'après Arletty, mise en scène d'Aurore Prieto, avec Aurore Prieto.

VF : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; Rex, 2^e (39-17-10-00); Rex de Grand Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); George-V, THX, dolby, 8^e; UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Gobelins Faunette, dolby, 13^e (47-07-55-88); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réserve) : 40-30-20-10; Mistrail, dolby, 14^e (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention, 15^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réserve) : 40-30-20-10; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10; DUNSTON, PANIQUE AU PALACE de Ken Kwapis, avec Jean Alexander, Faye Dusenway, Eric Lloyd, Rupert Everett, Glenn Shadix, Paul Reubens. Américain (1 h 28).

VF : UGC Montparnasse, 6^e; George-V, 8^e; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (43-27-84-50); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention, 15^e; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.

ELLE de Valeria Sarmiento, avec Marina Delorme, Didier Flamand. Français (1 h 25).

IMAGES D'AILLEURS, 5^e (45-67-18-09).

FAUTE DE SOLEIL de Christophe Blanc, avec Jean-Jacques Benhamou, Sarah Haxaire, Christian Balthus, Françoise Desbarres, Evelyn Ker, Patricia Orlando. Français (1 h 57).

Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09).

GABRIEL de Mohsen Makhmalbaf, avec Shaghayegh Djodet, Hossein Mirhoseini, Roghieh Moheammadi, Abbas Sopyeh. Iranien (1 h 15).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55); 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14-Juillet Parnasse, 6^e (43-26-58-00); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79).

HEAVENLY CREATURES de Peter Jackson.

Théâtre du Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris 16^e. M^{re} Mueco, RER Boulogne-Boulogne. Du mardi au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 42-88-64-44. Durée : 0 h 40. 120 F. Jusqu'au 4 août.

La Locandiera de Carlo Goldoni, mise en scène de Jean-Simon Prévost, avec Céline Codogno, Alexandre Coles, Pascal Cotinat, Claude Dasso, Michel Dury, Frédéric Gay, David Macquart et Hélène Rodier.

Pré-Catelan, Jardin Shakespeare, route de Suresnes-Pré-Catelan, Paris 16^e. M^{re} Porte-Maillot puis bus 244, arrêt Bagatelle. Le vendredi, à 18 h 30; le samedi, à 15 heures et 18 h 30; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 40-19-95-32. Durée : 2 heures. 60 F et 100 F. Jusqu'au 28 juillet.

La Mal de mère de Pierre-Olivier Scotto, mise en scène de François Seigner, avec Taïla Chelton et Pierre-Olivier Scotto.

Théâtre de la Madeleine, 19, rue de Surène, Paris 8^e. M^{re} Madeleine. Du mardi au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 42-63-07-09. Durée : 1 h 50. De 80 F à 240 F. Jusqu'au 30 août.

La Madrasse Américaine d'après Georges Feydeau, Tristan Bernard, Jean Tardieu, Erik Satie et René de Obaldia, mise en scène de Claude Gilsbert et Alexandre Bourguignon, avec Rosemonde Cathala, Valérie Stacy, Claude Gilsbert, Fabien Garcia, Sébastien Vuilliot, Alexandre Bourguignon, en alternance Alain Colombaro et Laurent Clerget (pianiste).

Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11^e. M^{re} Belleville, Goncourt. Du mardi au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 48-06-72-94. Durée : 1 h 30. 70 F et 90 F. Jusqu'au 31 juillet.

Nel d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoît, avec Dominique Constance, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kasler, Jean-Pierre Michéa, Igor Tycza, Eric Frey, Christian Blanc, Eric Doye, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey.

Comédie-Française, salle Richelieu, place Colette, Paris 1^{re}. M^{re} Palais-Royal. Les jeudi 18 et samedi 20, à 20 h 30; le dimanche 21, à 14 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 15. De 25 F à 175 F. Dernières.

Phédre de Jean Racine, mise en scène d'Anne Delboe, avec Catherine Samie, François Beaulieu, Martine Chevalier, Albert Aveline, Nathalie Nerval, Pierre Vial, Céline Samie et Eric Génovèse.

Comédie-Française, salle Richelieu.

VF : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; Rex, 2^e (39-17-10-00); Rex de Grand Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); George-V, THX, dolby, 8^e; UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Gobelins Faunette, dolby, 13^e (47-07-55-88); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réserve) : 40-30-20-10; Mistrail, dolby, 14^e (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention, 15^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réserve) : 40-30-20-10; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10; DUNSTON, PANIQUE AU PALACE de Ken Kwapis, avec Jean Alexander, Faye Dusenway, Eric Lloyd, Rupert Everett, Glenn Shadix, Paul Reubens. Américain (1 h 28).

VF : UGC Montparnasse, 6^e; George-V, 8^e; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (43-27-84-50); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention, 15^e; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.

ELLE de Valeria Sarmiento, avec Marina Delorme, Didier Flamand. Français (1 h 25).

IMAGES D'AILLEURS, 5^e (45-67-18-09).

FAUTE DE SOLEIL de Christophe Blanc, avec Jean-Jacques Benhamou, Sarah Haxaire, Christian Balthus, Françoise Desbarres, Evelyn Ker, Patricia Orlando. Français (1 h 57).

Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09).

GABRIEL de Mohsen Makhmalbaf, avec Shaghayegh Djodet, Hossein Mirhoseini, Roghieh Moheammadi, Abbas Sopyeh. Iranien (1 h 15).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55); 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14-Juillet Parnasse, 6^e (43-26-58-00); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79).

HEAVENLY CREATURES de Peter Jackson.

place Colette, Paris 1^{re}. M^{re} Palais-Royal. Le vendredi 19, à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 25 F à 175 F. Dernières.

Le Premier d'Israël Horowitz, mise en scène de Marc Lesage, avec Paule Noëlle, François Bourdier, Michel Chalmieu, Bogdan Stanoevitch et Jean Terrière.

Théâtre La Bruyère, 5, rue La Bruyère, Paris 9^e. M^{re} Saint-Georges. Du mardi au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 48-74-76-99. De 120 F à 190 F. Jusqu'au 4 août.

Si je veux d'Isabelle Philippe, mise en scène d'Alain Sachs, avec Barbara Jung et Anne Kreis.

Théâtre Rive Gauche, 6, rue de la Gaîté, Paris 14^e. M^{re} Edgar-Quinet, Mogrip, parrainage-Siemens. Galté. Du mardi au samedi, le lundi, à 21 heures. Tél. : 43-35-32-31. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 30 août.

Signe particulier : mère juive de Muriel Khan, mise en scène de Sylvie Joly, avec Muriel Khan.

Théâtre Tréville, 14, rue Tréville, Paris 5^e. M^{re} Cadet. Du mercredi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 45-23-35-45. Durée : 1 h 30. 80 F et 100 F. Jusqu'au 30 août.

La Sonde d'une nuit d'été de William Shakespeare, mise en scène de Serge Lipszyc, avec Bruno Cadillon, Daniel Cohen, Juliana Corre, Stéphane Gallet, Pascal Gleizes, Serge Lipszyc, Lionel Muzin, Henri Payet, Marie-Celine Tuvache et Corinne Vasson.

Théâtre Déjazet, 41, boulevard du Temple, Paris 3^e. M^{re} République. Du mardi au vendredi, à 20 h 30; le samedi, à 17 heures et 20 h 30. Tél. : 48-57-52-55. Durée : 1 h 50. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 30 août.

VF : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; Rex, 2^e (39-17-10-00); Rex de Grand Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); George-V, THX, dolby, 8^e; UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Gobelins Faunette, dolby, 13^e (47-07-55-88); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réserve) : 40-30-20-10; Mistrail, dolby, 14^e (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention, 15^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réserve) : 40-30-20-10; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10; DUNSTON, PANIQUE AU PALACE de Ken Kwapis, avec Jean Alexander, Faye Dusenway, Eric Lloyd, Rupert Everett, Glenn Shadix, Paul Reubens. Américain (1 h 28).

VF : UGC Montparnasse, 6^e; George-V, 8^e; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (43-27-84-50); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention, 15^e; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.

ELLE de Valeria Sarmiento, avec Marina Delorme, Didier Flamand. Français (1 h 25).

IMAGES D'AILLEURS, 5^e (45-67-18-09).

FAUTE DE SOLEIL de Christophe Blanc, avec Jean-Jacques Benhamou, Sarah Haxaire, Christian Balthus, Françoise Desbarres, Evelyn Ker, Patricia Orlando. Français (1 h 57).

Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09).

GABRIEL de Mohsen Makhmalbaf, avec Shaghayegh Djodet, Hossein Mirhoseini, Roghieh Moheammadi, Abbas Sopyeh. Iranien (1 h 15).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55); 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14-Juillet Parnasse, 6^e (43-26-58-00); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79).

HEAVENLY CREATURES de Peter Jackson.

VF : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1^{re}; Rex, 2^e (39-17-10-00); Rex de Grand Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00); George-V, THX, dolby, 8^e; UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Gobelins Faunette, dolby, 13^e (47-07-55-88); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réserve) : 40-30-20-10; Mistrail, dolby, 14^e (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention, 15^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réserve) : 40-30-20-10; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10; DUNSTON, PANIQUE AU PALACE de Ken Kwapis, avec Jean Alexander, Faye Dusenway, Eric Lloyd, Rupert Everett, Glenn Shadix, Paul Reubens. Américain (1 h 28).

VF : UGC Montparnasse, 6^e; George-V, 8^e; Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (43-27-84-50); réservation : 40-30-20-10; UGC Convention, 15^e; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.

ELLE de Valeria Sarmiento, avec Marina Delorme, Didier Flamand. Français (1 h 25).

IMAGES D'AILLEURS, 5^e (45-67-18-09).

FAUTE DE SOLEIL de Christophe Blanc, avec Jean-Jacques Benhamou, Sarah Haxaire, Christian Balthus, Françoise Desbarres, Evelyn Ker, Patricia Orlando. Français (1 h 57).

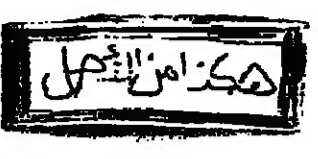
Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09).

GABRIEL de Mohsen Makhmalbaf, avec Shaghayegh Djodet, Hossein Mirhoseini, Roghieh Moheammadi, Abbas Sopyeh. Iranien (1 h 15).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55); 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14-Juillet Parnasse, 6^e (43-26-58-00); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79).

HEAVENLY CREATURES de Peter Jackson.

VF : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby,



RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / MERCREDI 17 JUILLET 1996 / 31

MARDI 16 JUILLET

TF 1	France 2	France 3	Arte	M 6	Canal +	Radio
20.50 LA SEPTIÈME COMPAGNIE AU CLAIR DE LUNE Film de Robert Lamoureux avec Jean Lafont, Pierre Mondy (1977, 90 min.) 784500 22.30 Ciné mardi.	20.55 PLEURE PAS LA BOUCHE PLEINE ■ Film de Pascal Thomas avec Annie Colé, Frédéric Durr (1975, 115 min.) 989561 Le réalisme de la France profonde au début des années 70.	20.55 RIRE EN COULISSES ■ Parodie au music-hall. Avec Henri Salvador, Jango Edwards, Buffy, etc. et des extraits de sketches avec Thierry Luron, Michel Leclerc, Francis Blanche, Pierre Dac, Jean Yves (90 min.) 776581 22.25 Journal, Météo.	20.45 ► LA VIE EN FACE : LES COULEURS DU SILENCE Documentaire de Milla Assaf (52 min.) 330458 Depuis plus de vingt ans, un pavillon de l'Institut de Klosterneuburg, en Autriche, accueille des schizophrènes. Certains malades trouvent dans l'art un mode d'expression et une reconnaissance sociale.	20.45 MANIMAL Série, avec Simon MacCorkindale. Épisode pilote (75 min.) 312061 Un enjeu sans importance (35 min.) 25061 Un détective dispose du pouvoir extraordinaire de se transformer en animal.	20.35 ABSOLUMENT 2022 Film de Martin Campbell (1994, 118 min.) 728968 En 2022, un ancien soldat, qui a assassiné son supérieur aux méthodes barbares, subit les brutalités d'un gardien. 22.25 Flash d'information.	20.30 Archipel science. Inventaire de la faune en France. 21.32 Grand Angle. (rediff.). La disparition (1). 22.40 Nuits magiques. Dessine-moi ton âme. C'était comment, avant ? (1). 0.05 Du jour au lendemain. Avignon 96. Avec Didier Bazan, Olivier Py, Bruno Scherbin, Denis Maréchal. 0.58 Code. Reportage musique (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Le théâtre citoyen - 401, id. ailleurs, partout et nulle part (1) : 6.27, Loup y'es-tu ? 7, de Marcel Aymé.
22.30 LE GENTLEMAN D'EPSOM Film de Gilles Grangier (1962, 87 min.) 78500 A. Suppression en version colorisée d'un film très souvent diffusé, avec Gabin en arroseur de champs de cours. 0.00 Embarkement porte n° 1. 0.35 Journal, Météo.	23.00 VINGT ANS A VARSOVIE Documentaire de Michel Honoré (1982, 87 min.) 98957 La jeunesse polonaise depuis la victoire de Solidarnosc : a beaucoup changé. Dans leur quête d'un travail qui leur apportera un statut et des revenus, ce sont les filles qui se sont le mieux adaptées. 23.55 Journal, Météo. 0.10 Tazart. Série. Série d'une nuit d'été. 1.00 Les Sorcières. 2.35 Le Temps des carnavals (rediff.). 3.40 24 heures d'infos. 5.35 Actualités. 6.30 Code de chim. 4.30 Tour de France (rediff.).	23.00 TROUBLE JEU Téléfilm de Tim Hunter, avec Aidan Quinn, Isabella Rossellini (89 min.) 85361 Un mannequin vedette de la Côte ouest américaine consulte un psychiatre. Coup de foudre, mariage, bonheur total jusqu'à ce que la jeune fille rencontre le frère jumeau de son mari... 0.30 Sidmag Magazine. Sidmag propose de revoir cet été les temps forts de ce magazine diffusé depuis septembre 1995. 0.40 Les Moins. Le diable blanc. Série. Les Moins revisitent un drame chéri qui a le répertoire d'un vrai auteur. (35 min.)	21.45 SOIRÉE THÉMATIQUE : MONTEUX JAZZ FESTIVAL Soirée retransmise en direct et en stéréo sur Europe 2. 21.50 La Saga de Montreux. Documentaire de Bernard Tournou (60 min.) 855053 22.30 Cartes postales. Documentaire. 23.00 L'Aventure brésilienne. Documentaire de Michel Dami (50 min.) 85784 23.50 Stephan Eicher en concert 96. Documentaire (30 min.) 125832 0.20 Carlos Santana Live in Concert 0.40 Où est David, Nina ? Documentaire. Nina Simone à Montreux (35 min.) 858415 1.30 Second souffle. Documentaire de J.-R. Baurens (35 min.) 708269 2.05 Amde blazette. Court métrage d'Anna Th. Mognat- doudor (40 min, rediff.).	22.55 LE JEUNE AMANT Téléfilm de Rod Hardy, avec Susan Lucci (88 min.) 878448 Un jeune moniteur de natation est séduit par la mère d'une de ses élèves. Lorsque celle-ci rompt avec son amant, elle ne se doute pas que la simple passade va se transformer en cauchemar. 0.35 Les documents de Zone interdite. Paris, les dessous de la nuit (rediff.). 2.25 Best of 100% français. Musique. 3.35 Turbo. Magazine. 4.20 Aventure Tabli. Documentaire (30 min.). 4.30 Culture pub. Magazine (30 min.).	22.35 LES VEUVES JOYEUSES ■ Film de Bill Duke avec Ellen Burstyn (1992, 105 min.) 3236974 Une comédie de mœurs discrettement dramatique sur la fin. Un bon scénario, trois excellentes interprètes. 0.20 Les Aventures de Lagardère (deuxième époque) ■ Film de J.-R. Decourt (1985, 102 min.) 4841727 2.10 Brainscan Film de John Flynn (1994, 92 min.) 34857340	

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	Paris Première	France Supervision	Planète
20.00 Intévilles 21.55 Médo des cinq continents. 22.00 Journal France 2. 22.35 Passe-moi les jumelles. 23.30 Histoires naturelles. Quelques l'appel de la forêt. 0.30 Soir 3 (France 3).	20.00 20 h Paris Première. 21.00 Jean-Edern's Club. 21.50 Premières loges. 22.20 Un clair de lune à Mauthausen ■ Film de Jean Chénas (1982, N, 85 min.) 8673528	20.35 François Truffaut : Portraits volés. De Serge Toubiana et Michel Pascal. 22.05 Concert : Les Francofolies de la Rochelle (80 min.) 28477210	21.30 A l'Est, du sang sur la neige. (1976) La mort du Kéfi. 22.25 Dix ans de destruction. (1975) Vie et mort de Chico Wendes. 23.20 La Guerre du Golfe. (24) Tempête au défilé.

Ciné Cinéfil

20.30 Du 1939 à Tokyo ■ Film de Jacques Demy (1962, N, 100 min.) 4395500	22.10 The Meanest Man in the World ■ Film de Sidney Lumet (1964, N, v.a., 80 min.) 8493448	23.10 Un soir sur la plage ■ Film de Michel Bouillon (1981, N, 85 min.) 2052603	0.35 Le Régiment des bagarreurs ■ Film de William Keighley (1940, N, v.a., 80 min.) 36897820
--	---	---	---

Ciné Cinémas

20.30 La Gueule ouverte ■ ■ Film de Maurice Pialat (1978, 85 min.) 8768882	21.35 La Liste noire ■ Film d'Armin Weller (1991, v.a., 105 min.) 55574023
--	--

Les films sur les chaînes européennes

Eurosport	Canal Jimmy
20.00 Course de camions. 21.00 Boxx. 22.00 Cyclisme. 23.00 Snooker. 0.30 Fichettes (60 min.).	20.25 Destination séries. 20.55 Absolutely Fabulous. Fin. 21.30 Juan Manuel Fangio. Un destin, une légende. 22.20 Chronique de la route. 22.25 Earth Two. L'homme de ses rêves.

Radio

Radio
20.30 Archipel science. Inventaire de la faune en France. 21.32 Grand Angle. (rediff.). La disparition (1). 22.40 Nuits magiques. Dessine-moi ton âme. C'était comment, avant ? (1). 0.05 Du jour au lendemain. Avignon 96. Avec Didier Bazan, Olivier Py, Bruno Scherbin, Denis Maréchal. 0.58 Code. Reportage musique (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Le théâtre citoyen - 401, id. ailleurs, partout et nulle part (1) : 6.27, Loup y'es-tu ? 7, de Marcel Aymé.

MERCREDI 17 JUILLET

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
13.00 Journal, Météo. Météo des plages. 13.35 Femmes Magazine. 13.40 Les Feux de l'Amour. Ruillem. 14.30 Plage infernale Téléfilm (34) de Richard Martin, avec Carl Marotte (100 min.) 7775291 16.10 Club Dorothée vacances. 16.55 Les Nouvelles Filles d'à côté. Série. 17.45 Jamais 2 sans toi... Série. Coïncidence Moustier. 18.10 Case K.O. Jeu. 18.40 Des copains en or. Jeu. 19.20 La Chanson trésor. Jeu. 19.50 et 20.45 Météo. 20.50 Journal.	12.20 et 4.00 Pyramide. Jeu. 12.55 et 13.40 Météo. 13.55 Journal. 13.50 Cyclisme. En direct. Le Tour de France. 17 ^e étape : Argelès-Gazost - Pamplonne (260 km). (225 min.) 44771017 17.35 Club Dorothée vacances. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.20 Les Enfants de la télé en vacances. Divertissement. Avec Patrick Tanguy, Elie Semoun, Thierry Lherminier. 19.50 et 20.50 Tirage du Loto. 19.50 Journal. A cheval, Météo.	12.30 Journal, Météo des plages. 13.05 Keno. 13.10 Cyclisme. Le Tour de France (45 min.) 2718281 13.55 Télématin. 14.55 Pêche. Série. 15.45 Ranch 1. Série. 16.35 40 ^e à l'heure. Invités : Tonton David, Chet Mami. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.05 Journal régional. 20.05 Brest 96. En direct de Douarnenez. 20.35 Tout le sport. 20.45 Cyclisme. 20.50 ConsoMag.	12.35 Attention santé. Noyades. 13.00 Mag 5. 13.30 La Réunion. 14.30 Histoire du cinéma français. Les premiers classiques du cinéma français (1913-1930) : Femmes toquées. Claude Sautet. 15.40 Plans de vol. (45). 16.30 Alf. 17.00 Sam et Sally. Série. 18.00 Le Festival d'Avignon. 18.30 Le Monde des animaux. Chroniques de l'Afrique sauvage : le retour de Douma. 19.00 Collection Hollywood 1950. Court métrage (2451). L'apparition d'Arthur Miller avec Boris Karloff, Torin Thatcher (24 min.) 6272 19.30 7/2 Magazine présenté par Hervé Claude. Les oubliés des vacances (30 min.). 5543 20.00 Animaux en péril. Documentaire (31/3). Big Guy, l'histoire d'une panthère de Floride, de Richard Brock (28 min.). 8458 20.30 8 1/2 Journal.	12.25 Docteur Quinn. femme médecin. Série. 721 L'oubliement. 13.25 Bergerac. L'homme diabolique Téléfilm de Terry Marcel (106 min.) 8580302 16.30 Hit Machine. Variétés. 17.00 Croc-Blanc. Série. 17.30 Studio Sud. Série. 18.00 Le Joker. Série. 19.00 Highlander. Série. 19.50 Tour de France à la voile. Péniche. 19.54 514 minutes d'information. 20.00 Seuls au monde 1 Série. 20.35 Ecole 6. Magazine. Sacs plastiques : le mauvais procès.	12.30 Flash d'information. 12.35 Les Messagers de Moscou dans le tiers-monde. Documentaire 13.35 Décade pas Bonny. 14.30 Réanquie. 15.25 Cap danger Téléfilm de Fred Gerber (96 min.) 7798475 17.00 Les Supertars du catch 17.45 Reboot. 18.10 Montauk. En clair jusqu'à 21.00 18.35 Sylvester et Titi mènent l'enquête. 19.00 Nulle part ailleurs. 19.45 Flash d'information. 19.50 J.O. d'Atlanta 1996. 20.00 C'est pas le 20 heures. 20.35 Le Journal des sorties.	19.35 Perspectives scientifiques. La médecine scientifique et la Raison. De l'écriture musicale : Promesses et singularités (1). 20.30 Tire ta langue. La langue romaine des Alpes. 21.32 Communauté des radios pu- bliques de langue française. L'univers de Maurice Lelack. Une émission de Radio Canada. 22.40 Nuits magiques. Dessine-moi ton âme. C'était comment avant ? (2). 0.05 Du jour au lendemain. Avignon 96. Avec Christian Rist, Eric Vigner, Jean-Louis Hourdin, Silvia Pucumana. 0.50 Code. Reportage musique (3). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Dans les hauteurs de Pérouse : 2.23, Doris Lessing (L'Écho éblouissant de l'orage).
20.50 INTERVILLES Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault, Patricia. Nathalie Simon, Olivier Chabodet. Porte-Marcotte contre Port-Lucette. (130 min.) 87925388	20.55 ADIEU LES ROSES Téléfilm de Philippe Varès, avec Maria Pochina, Grégoire de la Pelle, Robert Taylor, Angèle Millette (100 min.) 779698 Une famille est à la recherche de l'acheteur idéal pour la maison ancestrale.	20.55 LA MARCHÉ Magazine. Vies d'écrits, rires à vie. Invités : Mario Soares, Hector Blandino, Jules Roy, Jérôme Caron, Moore, Nadia Bouzghien, Marcoucheur Grand (120 min.). 838185 22.55 Journal, Météo.	20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : 60^e ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE D'ESPAGNE Préface à la tragédie, documentaire de Neal Anderson et James Cameron (32 min.) 8047968	20.45 LE MARI DE L'AMBASSADEUR Fouilleuse de François Velle. (96) (92 min.) 794253 (64) (99 min.) 8015914 Pierre-Baptiste a démissionné de son poste de chercheur à l'Institut Pasteur et disparaît pour une destination inconnue. Série, ne survit que son intuition, le retrouve dans le village où, enfant, il fut abandonné sur les marches d'une chapelle. Cette chapelle sera le lieu où seront célébrés leurs noces... 0.20 Sexy Zap. 0.50 Rock express. Magazine présenté par Laurence Roman. 21 Harvey : Slurk Anaisie : Ruby : Björk (35 min.) 1847789 1.25 Best of pop-rock. 3.00 Mode 6. spécial haute couture. Mannequin. 3.25 E. M. A. Magazine. 3.35 Turbo. Magazine. 4.20 Aventure en océan indien. Documentaire. 5.35 Félicitations. Magazine.	21.00 LES LEÇONS DE LA VIE ■ ■ ■ Film de Mike Figgis (1994, 98 min.) 79068 Un beau drame psychologique sur le ratage d'une vie. Boris interprètes. 22.30 Flash d'information.	22.40 LE FLIC DE BEVERLY HILLS 3 Film de John Dahl avec Robin Murphy, Timothy Carhart (1994, v.a., 100 min.) 8918104 0.20 Jack the Bear Film de Marshall Herskovitz avec Danny De Vito, Robert J. Stein Miller (1993, v.a., 95 min.). 4868854 1.55 État des lieux ■ Film de Jean-François Richard avec Patrick Dell'Isola, François Dyrck (1994, N, 74 min.). 8829471
23.00 COMMISSAIRE MOULIN, POLICE JUDICIAIRE Série. L'amie d'enfance, de Jean Marbroux, avec Yves Rénier (95 min.) 6480388 Moulin emmené dans son nouveau appartement alors qu'un feu sévit dans le quartier, multipliant les agressions. 0.35 Mondial à Marseille à Pézanque (30 min.) 5009489 1.25 Journal, Météo. 1.35 et 2.50, 3.45, 4.20 171 min. 4.30 Mémoires. 5.00 Musique.	23.35 LES FÉDÉRAUX Série. Comédie de Donald Crombie, avec Robert Taylor, Angèle Millette (100 min.) 2147948 Un terroriste projette de tuer un chef d'État lors des funérailles d'un ancien premier ministre australien. 0.15 Journal, Météo. 0.30 Tazart. Série. Le poids du passé. 2.00 Émissions régionales (rediff.). 3.00 et 4.30 Unité. L'un dans les ca- pitales : Vienne ; Dites-le en vidéo. 3.50 24 heures d'infos. 4.55 Tour de France (rediff.).	23.25 UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS Série. Joseph Delteil, de Bernard Moutier (85 min.) 210182 Né en 1894 d'un père bûcheron et d'une mère institutrice, Joseph Delteil devient journaliste et de devenir romancier et de commencer à écrire. En 1920, il monte à Paris, y rencontre André Breton et les surréalistes, et fait éditer par Pierre Marc Oury son roman Sur le fleuve Amour. En 1925, c'est la consécration avec Jeanne d'Arc, Joseph Delteil s'est donné à quatre-vingt quatre ans, en 1976. 0.10 Dinos. Nostalgie collée. 1.10 Les Moins. A la dérive. Série (35 min.). Amy et son grand frère sont per- dus sur le rivage...	21.40 MUSICA : LE SACRÉ DU PRINTEMPS Ballet en deux parties de Stravinsky, chorégraphie et réalisation de Maurice Béjart, avec le Ballet du 20 ^e siècle, l'Orchestre national de Belgique, dir. André Vandermoot (90 min.) 365098 22.10 La Jeune Fille au livre Téléfilm opéra de Jean-Louis Cornille, avec Sophie Marlin-Degor, Jean-Marc Salmann (64 min.) 8851543 23.25 Filmforum : le cinéma gallois. Documentaire. Hollywood dans la verte vallée, de Harold Herzog (60 min.) 4104824 0.35 André la Gueule. Téléfilm d'Uwe Friesner, avec Markus Joannissen, Gerhard Olschewski (95 min, rediff.). 2.00 Maestro. Magazine. 3. Symphonie de Beethoven, par l'Or- chestre symphonique du Norddeutscher Rundfunk, dir. Günther Wand (50 min.).	20.30 Angela, quinze ans. L'homme à toutes les sauces. 21.15 Max Headroom. Les valeurs de rêves. 22.05 Charouque de mon canapé. 22.10 Setfield. La place de stationnement. 22.35 Friends. Celui qui avait un coup d'éclat. 23.00 Le Guide du parfait petit emmerdeur. Bout à bout. 23.10 Rather Ted. Le grand concours. 23.40 Jimmy Sumner. Tour. (25 min.).	22.20 Sufista. Film de Laurent Heynemann (1983, 100 min.). Avec Nicole Garcia. Drame. 0.35 Les Derniers Jours de Pompeii. Film de Mario Bonnard (1959, 95 min.). Avec Steve Reeves. Aventures. TMC 22.35 La Belle de Cadix. Film de Raymond Bernard (1953, N, 100 min.). Avec Luis Mariano. Musique. TSR 21.30 Blessures secrètes. Film de Michael Catron-Jones (1993, 115 min.). Avec Robert De Niro. Comédie drama- tique.	

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	Paris Première	Planète
20.00 Régis. 21.00 Scip Tease. 21.55 Médo des cinq continents. 22.00 Journal France 2. 22.35 Des trains pas comme les autres. De François Gall et Bernard d'Arbois. (1/2) Le Maroc. 23.40 Embarkement au bout du monde. 0.30 Soir 3 (France 3).	21.45 Hamsa, la rage au ventre. 22.40 A l'Est, du sang sur la neige. (1976) La mort du Kéfi. 23.35 Dix ans de destruction. (1975) Vie et mort de Chico Wendes.	20.35 Les Seigneurs de Shark Bay. 21.15 Le Père Besse, caviste de légende.

France Supervision

20.30 Paris, roman d'une ville. De San Neumann. 21.20 Concert : Les Francofolies de la Rochelle (90 min.) 16779001 22.50 La Montagne des brumes. Ciné Cinéfil 20.30 Le Régiment des bagarreurs ■ Film de William Keighley (1940, N, v.a., 80 min.) 83471291 21.50 Jim la Houlette ■ Film d'André Berthomieu (1935, N, 90 min.) 3418036 23.20 Le Procès de Sabella ■ Film de William Seltzer (1999, N, v.a., 85 min.) 58422185
--

Canal Jimmy

20.30 Franc parler Film de Jean-Louis (1992, 90 min.) 5870611 22.00 La Baston ■ Film de Jean-Claude Misseau (1985, 95 min.) 4321678 Série Club 20.20 L'Étalon noir. Un cheval à abattre. 20.45 Flash. Le grand concours. 21.30 Marriages. Le bonheur. Fais pas le singe ! 22.30 La Famille Addams. Fais pas le singe ! 23.00 et 1.00 Wolff, police criminelle. Tir sans sommation. 23.45 Flash. La cour des miracles. 0.30 Vive la vie. (5 min.).

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9	TMC	TSR
22.20 Sufista. Film de Laurent Heynemann (1983, 100 min.). Avec Nicole Garcia. Drame. 0.35 Les Derniers Jours de Pompeii. Film de Mario Bonnard (1959, 95 min.). Avec Steve Reeves. Aventures.	22.35 La Belle de Cadix. Film de Raymond Bernard (1953, N, 100 min.). Avec Luis Mariano. Musique.	21.30 Blessures secrètes. Film de Michael Catron-Jones (1993, 115 min.). Avec Robert De Niro. Comédie drama- tique.

Les programmes complets
de radio, de télévision et
de câble sont publiés chaque
semaine dans
notre supplément daté
dimanche-lundi.
Signification
des symboles :
■ Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou
classique.
♦ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

Le gouvernement se donne un an pour déménager Jussieu

Le ministre de l'éducation, François Bayrou, mettra en place une mission permanente sur le calendrier du désamiantage du campus. Les personnels redoutent un démantèlement des universités de Paris-VI et Paris-VII

LA DÉCISION de fermer le campus de l'université de Jussieu à Paris, annoncée par Jacques Chirac, président de la République, lors de son entretien télévisé du 14 juillet, est-elle irréaliste ? En indiquant qu'« avant la fin de l'année, il n'y aura plus d'étudiants à Jussieu parce qu'il y a un risque » dû à l'amiante, le chef de l'Etat a relancé de façon spectaculaire le dossier du désamiantage du campus qui avait tendance à s'enliser.

« Le président a donné une orientation qui est un formidable coup d'accélérateur. La logique a été inversée », observait, lundi 15 juillet, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale. Lors du conseil des ministres, ce dernier a tout de même pris la précaution de demander des précisions à Jacques Chirac. « Je n'ai pas précisé s'il s'agissait de l'année civile ou de l'année universitaire », lui aurait dit, en aparté, le chef de l'Etat.

Prévu avant la fin de 1996 ou remis à l'aube de la rentrée universitaire de l'automne 1997, le déménagement des 40 000 étudiants, des 10 000 enseignants, chercheurs et personnels n'implique pas, selon les délais, les mêmes contraintes. C'est vers la seconde échéance que paraît s'acheminer le gouvernement. Reportée d'un

an, la fermeture du site laisserait le temps d'esquisser un plan de réorganisation des deux universités de Paris-VI et Paris-VII.

Avant de se faire confirmer cette échéance, François Bayrou avait rencontré les responsables des établissements concernés, Jean Lemerle, président de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), Jean-Pierre Dedonder, président de l'université Denis-Diderot (Paris-VII) et Vincent Courtillot, directeur de l'Institut de physique du globe pour leur annoncer la création d'une mission permanente sur l'avenir de Jussieu. Associant, outre les présidents, le recteur de l'académie de Paris et le vice-chancelier des universités, Daniel Vitry, les représentants des étudiants, des enseignants et des personnels ainsi que le comité anti-amiante, elle sera chargée de recueillir « toutes les informations qui permettront de préparer l'ensemble des décisions qui s'imposent ».

François Bayrou a maintenu l'échéance de la fin juillet pour présenter son plan qui « doit, avant toute chose, préserver les intérêts de l'université ». Dans son esprit, il s'agit avant tout « d'élaborer une solution consensuelle indiscutable sur le plan de la sécurité mais qui hiérarchise les risques et

les urgences ». Passé l'effet de surprise, la déclaration de Jacques Chirac a suscité des réactions dans la communauté universitaire. Le comité anti-amiante a été le premier à afficher une satisfaction non dénuée de réserve : « Les plus hautes autorités de l'Etat ont enfin compris l'urgence d'une solution au problème de santé publique ». Mais son responsable, Michel Parigot, n'entend pas se satisfaire d'un plan à long terme pour privilégier des solutions « pragmatiques » y compris d'aménagement sur le site. Avant une assemblée générale prévue mercredi 17 juillet dans l'enceinte du campus, l'intersyndi-

cale des universités a fait part de sa réelle inquiétude : « Vider les campus préfigure-t-il un démantèlement ou un éclatement des deux universités que nous ne pourrions accepter ? »

UNE ALIBI POUR LA VILLE

A l'issue d'une rencontre prévue de longue date avec les présidents des universités, le maire de Paris Jean Tiberi avait, lundi en fin de soirée, formulé plusieurs propositions, et notamment, l'occupation à titre temporaire des locaux de Bercy-expo sur la rive droite. Pour la Ville de Paris, l'éventuel déménagement de Jussieu est une au-

balne. Elle lui permet de trouver une solution à l'aménagement de la ZAC Seine Rive gauche, dans le 13^e arrondissement, dont le nouveau plan d'aménagement de zone (PAZ) doit être discuté lors du conseil de Paris du lundi 22 juillet.

En réalité, cela fait six mois que les responsables parisiens travaillent sur cette éventualité, au point de porter de 80 000 à 130 000 m² la surface réservée à des programmes universitaires. « Les locaux des Grands Moulins de Paris et ceux de la société Sudac pourraient être transformés pour servir à l'accueil de Paris-VII. En outre, nous envisageons la construction d'autres bâtiments entre ces deux ensembles », confie Anne-Marie Couderc (RPR), ministre de l'emploi et adjoint au maire de Paris chargé de l'urbanisme. En tout état de cause la transformation des Grands Moulins et de la Sudac exigerait au moins dix-huit mois de travaux. Non sans tronc, les élus socialistes de la capitale ne manquent pas de rappeler que la création d'un nouveau campus sur la ZAC Tolbiac avait été proposée au maire de Paris, Jacques Chirac, en 1991, par Lionel Jospin.

Françoise Chérot et Michel Delberghe

Réorganisation au ministère du travail

LORS DU CONSEIL des ministres du lundi 15 juillet, Rose-Marie Van Lerberghe a été nommée déléguée à l'emploi et à la formation professionnelle. Elle succède à la fois à Dominique Balmay, délégué à l'emploi, et à Jean Pédet, délégué à la formation professionnelle, nommé délégué aux affaires européennes et internationales au ministère des affaires sociales.

Cette fusion des deux délégations est la contribution du ministre de Jacques Barrot à la réforme de l'Etat. Son prédécesseur, Michel Giraud, avait amorcé le mouvement en fusionnant, dans chaque département, les directions du travail et de l'emploi et celles de la formation professionnelle en 1994. Deux arguments plaident contre cette fusion : la formation professionnelle, estimant certains, n'est pas qu'un outil de la politique de l'emploi ; ce regroupement domine énormément de poids à son haut fonctionnaire face à son ministre. En privé, M. Balmay ne cachait pas ses réserves face à un tel rapprochement.

Délégué à l'emploi depuis 1986, et ayant travaillé avec cinq ministres - Philippe Séguin, Jean-Pierre Soisson, Martine Aubry, Michel Giraud et Jacques Barrot -, M. Balmay a donc été au cœur des politiques de l'emploi menées depuis dix ans. Sa connaissance des dossiers le rendait rapidement indispensable au ministre qui, fraîchement nommé, entendait impulser « une nouvelle politique de l'emploi ». Il avait joué un rôle important dans la mise en œuvre de la loi quinquennale sur l'emploi votée en 1993 sous le gouvernement Balmay.

Rose-Marie Van Lerberghe connaît également bien la délégation. Enarque et agrégée de philosophie, elle s'est occupée de la gestion des plans sociaux à la délégation à l'emploi de 1984 à 1986 avant d'être embauchée chez Danone en 1986, pour devenir directeur général des ressources humaines en 1993. Comme pour son dynamisme et son autorité, M^{me} Van Lerberghe apportera à M. Barrot sa connaissance du monde de l'entreprise.

Frédéric Fritsch

Frédéric Lemaître

Le risque « d'un arrêt de mort »

« L'annonce de l'engagement de l'Etat de résoudre le problème de santé publique était attendue et ne peut que satisfaire les personnels, les étudiants et les usagers du campus ». Visiblement, la déclaration du chef de l'Etat sur l'avenir du campus de Jussieu a mis à un terme à la longue attente des deux présidents de l'université de Paris-VI, Paris-VII et du directeur de l'Institut de physique du globe. Ils l'ont fait savoir dans une longue déclaration publiée dans la soirée du lundi 15 juillet. Pour autant, ce « diktat » du chef de l'Etat ne doit pas, selon eux, conduire à des solutions précipitées. « Pense-t-on que l'on puisse, sans les remettre fondamentalement en cause, reloger en quelques mois l'ensemble des activités de recherche, internationalement reconnues ? », s'interrogent-ils. De fait, une décision de fermeture du site aussi rapide est un arrêt de mort pour deux universités françaises constituant un des pôles mondiaux de la recherche scientifique. »

Scepticisme en Corse avant la visite d'Alain Juppé

de notre envoyé spécial

Les propos tenus par Jacques Chirac, lors de son intervention télévisée, dimanche 14 juillet, n'ont pas soulevé d'enthousiasme particulier en Corse, région économiquement sinistrée, en proie à la violence. Alain Juppé, qui se rend dans l'île les mercredi 17 et jeudi 18 juillet, conformément à la promesse qu'il avait faite en juin, devra se dépêcher sans compter s'il veut changer le climat. Une réunion de ministres sera organisée à Maitignou avant son déplacement à Ajaccio, Corte et Bastia, au cours duquel il fera connaître l'ensemble des mesures décidées en faveur de la Corse.

Seuls les élus de la majorité se sont publiquement réjouis de la fermeté et de la détermination du chef de l'Etat. José Rossi, député (UDF-PR) de Corse-du-Sud a senti « l'ambition de mettre fin à la pagaille qui règne dans cette île depuis trop longtemps ».

Jean Baggioni, président (RPR) du conseil exécutif, a noté « une manifestation d'intérêt » traduisant « le souci de voir la Corse rejoindre bientôt le peloton des régions de France et s'inscrire dans la mosaïque nationale ».

Les frères ennemis du nationalisme, les militants de base de la Cuncotta nazionalista, de l'Accolta nazionalista corse (ANC) et du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), respectivement vitrines légales du FLNC-canal historique, de Résistenza et du FLNC-canal habituel, sont en substance d'accord sur l'intervention du chef de l'Etat : « Il n'y a rien de nouveau au plan politique ; des réformes économiques seront présentées par le premier ministre au cours de sa visite en Corse ; le discours sur la fermeté et le respect des lois républicaines traduit le désarroi et l'impuissance de la France face au problème corse ».

Tous voient dans la volonté d'éradiquer les mafias, « l'intention délibérée de saïr et

de discréditer les branches armées clandestines des mouvements nationalistes », pour considérer qu'il est « criminel » de vouloir « désarmer des citoyens dont l'Etat n'est pas capable de garantir la sécurité, car cela revient à nier le droit à la légitime défense ».

SOURIRE ENTENDU

La majorité silencieuse, lasse de vivre « dans un climat délétère », pour reprendre une expression utilisée du Cap Corse à Bonifacio, jugera sur pièces. Mais elle craint que la montagne n'accouche d'une souris. Reprise du dialogue politique, création d'une zone franche, développement économique, restauration de l'autorité de l'Etat, chasse aux porteurs d'armes prohibées, éradication des mafias, autant de mesures évoquées par le président de la République qui n'auront d'effet que « si la situation est assainie en profondeur », estime le patron d'une petite entreprise.

« Les nationalistes sont devenus des ban-

dis, des professionnels de la clandestinité, qui rackettent et tuent, dit-il. Ils ont un fromage et veulent le garder. Ces nationalistes-là ont dégoûté les Corse de l'autonomie. Nous sommes Français et nous voulons rester Français, dans notre immense majorité ».

Le premier ministre ne devra pas compter ses efforts pour décrire la situation sur l'île. Peu de Corse croient à l'impact favorable d'une zone franche sur l'économie locale, beaucoup s'interrogent sur l'efficacité d'un dialogue politique positif, mais tous esquissent un sourire entendu à l'évocation du problème des armes. « Les lois existent depuis longtemps. Elles n'ont jamais été appliquées. Pourquoi le seraient-elles à l'avenir ? », s'interroge le propriétaire d'un restaurant, Chirac n'est pas le premier président de la République à hausser le ton et à faire des promesses. »

Le Haut Conseil des musulmans de France se divise

CRÉÉ LE 15 DÉCEMBRE 1995, principalement par des dissidents de la Grande Mosquée de Paris, le Haut Conseil des musulmans de France (HCMF) apparaît divisé. Au cours des deux dernières semaines, deux de ses instances ont procédé à l'élection de deux présidents et de deux bureaux distincts.

Le 6 juillet, des membres du bureau exécutif constitué en décembre ont élu à la présidence Mohamed Mebtoul, réalisateur pour France 2 de l'émission dominicale « Connaitre l'Islam », ainsi qu'un « bureau restreint » chargé « de créer une dynamique » afin de « préparer des assises de tous les musulmans de France ».

De son côté, le comité directeur du HCMF, regroupant cent vingt délégués, a élu, samedi 13 juillet, Abderrahmane Dahmane, ancien directeur de Radio France Maghreb et « coordinateur » du HCMF depuis sa création, à la tête d'une nouvelle direction. Ce comité di-

recteur, appuyé par un conseil national des imams, a condamné « l'opération de discorde et de division », proclamé « l'annulation des décisions et des titres dont se prévalent les quelques participants à la réunion du 6 juillet » et demandé aux musulmans de « se préparer » en vue du Congrès de l'Islam de France qu'il entend organiser les 5 et 6 octobre. Il a annoncé qu'une assemblée générale du HCMF se tiendrait le 14 septembre.

Les dissidents du 6 juillet contestent la légitimité de cette réunion du comité directeur, comme l'a confirmé au Monde Ibrahim Seck, élu secrétaire général du HCMF le 6 juillet, et entendent porter l'affaire devant les tribunaux.

Le HCMF était à la pointe de la protestation lors de l'enlèvement, puis de l'exécution, par le GIA des sept moines français en Algérie, en lançant une fatwa contre les ravisseurs (Le Monde du 27 mai).

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 1615 LE MONDE

Cours relevés le mardi 16 juillet, à 10 h 22 (Paris)

PERMETTANT DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
Tokyo Nikkei	21793,40 +0,49 +7,74	Paris CAC 40	2029,51 -1,08 -5,42
Hong Kong Index	10800,10 -0,02 +0,02	London FT 100	3720 -0,22 +0,83
		Zurich	-17,72
		Milan SPI	-17,40
		Frankfurt Dax 30	2582,48 +0,32 +13,24
		Bruxelles	-12,42
		Stuttgart DAX	-2,35
		Madrid IBEX 35	-17,54
		Amsterdam CDS	-16,39

Trage du Monde daté mardi 16 juillet 1996 : 469 629 exemplaires

COMPTOIR ENTREPRENEURS

DEPUIS 1988

Le Comptoir des Entrepreneurs augmente son capital social

Le montant du capital social du COMPTOIR DES ENTREPRENEURS a été porté de 779,3 millions de F à 1 219,3 millions de F le 5 juillet dernier, à la suite d'une augmentation de capital réservée, réalisée par émission de 44 millions d'actions nouvelles au prix de 12,50 F dont 10 F correspondant au nominal et 2,50 F à la prime d'émission.

Cette opération achève la mise en place du plan arrêté par l'Assemblée générale extraordinaire du 8 juin 1995 et dont les modalités étaient les suivantes :

- réduction du capital de 792,9 millions de F à 79,3 millions de F par réduction de la valeur nominale des actions de 100 F à 10 F ;
- augmentation de capital réservée aux actionnaires institutionnels de 700 millions de F réalisée le 9 avril 1996 ;
- attribution gratuite de 7 928 857 bons de souscription d'actions, réalisée le 21 mai 1996, chaque bon permettant de souscrire une action au prix de 10 F ;
- augmentation de capital réservée aux mêmes actionnaires institutionnels de 550 millions de F autorisée par l'Assemblée générale extraordinaire du 13 juin 1996.

L'augmentation de capital de 550 millions de F complète celle de 700 millions de F réalisée en avril dernier et permet de reconstituer les fonds propres du COMPTOIR DES ENTREPRENEURS, au niveau prévu dans son plan de redéploiement stratégique.

A l'issue de cette opération, les AGF détiennent 76,73 % du capital social du COMPTOIR DES ENTREPRENEURS.